

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°239

FÉVRIER 2005

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €

Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire :

- **ÉLECTIONS IRAKIENNES : SUCCÈS DES LISTES CHIITE ET KURDE**
- **JALAL TALABANI EST LE CANDIDAT OFFICIEL DE L'ALLIANCE KURDE AU POSTE DE PRÉSIDENT IRAKIEN**
- **KIRKOUK : LA LISTE KURDE REMPORTE À LA MAJORITÉ ABSOLUE LES ÉLECTIONS POUR LE CONSEIL DE LA PROVINCE**
- **NEW-YORK : KOFI ANNAN SE DIT « CHOQUÉ » PAR LES CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LE PROGRAMME « PÉTROLE CONTRE NOURRITURE »**
- **DAMAS : LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT CONDAMNE QUINZE KURDES À DES PEINES ALLANT DE DEUX À TROIS ANS DE PRISON**
- **BILAN DE FÉVRIER DES VIOLENCES EN IRAK : MOINS DE VICTIMES AMÉRICAINES MAIS DE NOMBREUX ATTENTATS SUICIDES CONTRE LA POPULATION CIVILE IRAKIENNE**
- **LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE FRANÇAISE ET LES QUATRE PRÉSIDENTS DES GROUPES PARLEMENTAIRES SE RENDENT EN TURQUIE POUR UNE MISSION D'INFORMATION**
- **L'ANCIEN PREMIER MINISTRE TURC MESUT YILMAZ ET SON MINISTRE DE L'ÉCONOMIE COMPARAISSENT DEVANT LA COUR SUPRÊME POUR CORRUPTION**
- **TÉHÉRAN DEVRAIT POUVOIR METTRE EN SERVICE SON PREMIER RÉACTEUR NUCLÉAIRE GRÂCE À LA FOURNITURE DU COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE RUSSE**
- **HUMAN RIGHTS WATCH RÉVÈLE DES PREUVES SUR L'IMPLICATION D'ALI LE CHIMIQUE DANS LE MASSACRE DE DIZAINES DE CHIITES APRÈS UNE RÉVOLTE À BASSORAH**
- **LA COMMISSION EUROPÉENNE CONTRE LE RACISME ET L'INTOLÉRANCE DÉNONCE LES DISCRIMINATIONS À L'ENCONTRE DES KURDES ET DES ROMS EN TURQUIE**
- **AINSI QUE...**

ÉLECTIONS IRAKIENNES : SUCCÈS DES LISTES CHIITE ET KURDE

LA Commission électorale a validé le 17 février les résultats du scrutin historique du 30 janvier en Irak confirmant la nette victoire de la liste chiite soutenue par le clergé de cette communauté majoritaire, et la deuxième place de la liste de l'Alliance de Kurdistan. Le gouvernement irakien a annoncé le 13 février que le 30 janvier serait

désormais un jour férié pour commémorer les premières élections multipartites dans le pays depuis un demi-siècle. Les journaux de Bagdad reparaisant le 2 février pour la première fois depuis les élections, ont salué unanimement le bon déroulement du scrutin et la participation massive des Irakiens, à l'image du quotidien *Al-Sabah al-Jadid* (*Le Nouveau Matin*), qui écrit:

« Le monde s'est incliné devant les Irakiens pour leur courage et le sang versé ».

Avec un taux de participation ayant atteint 58,3 % (8.456.266 votants sur un nombre d'inscrits estimé à 14,2 millions), la liste du Bloc chiite obtient la majorité au Parlement en enlevant 140 des 275 sièges avec 48,1 % des voix. Elle contrôlera donc 54 % des sièges du Parlement.

La liste de l'Alliance du Kurdistan formée notamment par les deux principales formations kurdes, le

Parti démocratique du Kurdistan (PDK de Massoud Barzani) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK de Jalal Talabani) ainsi que des formations chrétiennes, recueille 25,7 % des voix et aura, avec 75 sièges, 27,2 % des places de l'Assemblée nationale. La liste de l'Alliance a également remporté 89,5% des voix dans les élections du Parlement du Kurdistan. De plus, la liste du Groupe islamique du Kurdistan a annoncé le 22 février avoir rejoint celle de l'Alliance du Kurdistan pour former un bloc parlementaire de 77 députés dans la prochaine assemblée irakienne. *« Cela signifie que nous allons soutenir les revendications de la liste de l'Alliance kurde (75 sièges) concernant le système fédéral et le rattachement de Kirkouk et d'autres régions au Kurdistan ainsi que l'obtention d'une part équitable des ressources naturelles du pays »*, a déclaré le porte-parole du Groupe islamique, en allusion aux revenus pétroliers. Il a cependant indiqué que son mouvement continuerait de s'opposer, contrairement à ses nouveaux alliés, à la séparation de l'Etat et de la religion.

Enfin, la liste du Premier ministre sortant, le chiite laïc Iyad Allaoui, est arrivée troisième avec 13,8 % des voix. Elle aura 40 élus, soit 14,5 % des sièges.

Les sunnites, qui pour la plupart n'ont pas pris part au scrutin, seront faiblement représentés à l'Assemblée nationale irakienne. La liste présentée par le président irakien sortant Ghazi Al Yaouar obtient seulement 1,8 %, soit 150.000 voix. Ce sera le principal parti sunnite représenté à l'Assemblée avec cinq sièges. Le parti laïque dirigé par l'ancien homme d'Etat sunnite Adnan Pachachi n'a pas obtenu assez de voix pour être

représenté au Parlement. Dans la province sunnite d'Anbar, réputée fief des baasistes, seuls 2,0 % des électeurs (3.803 personnes) s'étaient rendus aux urnes. Dans celle de Salahaddine, à forte majorité sunnite, 29 % des inscrits avaient pris part au vote. Dans celle de Ninawa, à population mixte sunnite et kurde, la participation n'a été que de 17 %, en raison notamment des problèmes logistiques et de l'incurie de la Commission électorale locale infiltrée par des baasistes qui ont empêché plus de 200 000 électeurs kurdes et des milliers de Chrétiens de voter.

Pour sa part, le Front turcoman d'Irak, soutenu et financé par la Turquie, recueille 3 sièges, autant que celle des Cadres et élites nationaux indépendants, proche du courant du chef radical chiite Moqtada Sadr. Les communistes de la liste de l'Union du peuple obtiennent 2 sièges, à égalité avec celle du Groupe islamique du Kurdistan et de l'Organisation de l'action islamique en Irak - Direction centrale (chiite). L'Alliance nationale démocratique d'Abd Fayçal Ahmed, la Liste nationale de Mésopotamie (chrétienne) et celle du Mouvement de réconciliation et de libération, du sunnite Michaane al-Joubouri, remportent chacune un siège.

Lors de la validation des résultats, le président de la Commission électorale Abdel Hussein al-Hindaoui, a remercié les électeurs et toutes les parties ayant aidé à la tenue du premier scrutin multipartite depuis plus de 50 ans dans le pays et a qualifié les élections d'« historiques ». Le nouveau Parlement aura pour principale tâche de rédiger une Constitution permanente et de préparer les élections

générales prévues en décembre 2005.

Mais la liste chiite doit s'allier avec d'autres pour avoir les deux tiers des voix nécessaires pour nommer un président et deux vice-présidents qui auront à leur tour à désigner à l'unanimité un Premier ministre.

Carlos Valenzuela, conseiller en chef de l'Onu pour les élections, a estimé que « les élections n'ont pas été parfaites. Elles n'ont jamais été destinées à l'être mais elles ont été extrêmement réussies ». Le vice-président sortant, le chiite Ibrahim Jaafari, un candidat de la liste victorieuse pour le poste de chef de gouvernement a déclaré que *« l'important n'était pas (de savoir) qui deviendra Premier ministre mais que fera (cette personne) pour le pays »*. *« Notre société, notre pays ont besoin d'efficacité, de quelqu'un qui puisse (rétablir) les choses les plus importantes: la sécurité et les services »*, a-t-il ajouté.

Le nombre des votants étant de 8.456.266, il fallait autour de 30.750 voix pour pouvoir obtenir un siège à l'Assemblée nationale, puisqu'il s'agit d'un scrutin à la proportionnelle intégrale. Seulement douze listes sur les 111 en compétition ont franchi ce seuil.

Voici les douze listes qui vont être représentées à l'Assemblée nationale irakienne de 275 sièges issue de ces élections:

L'Alliance unifiée irakienne, parrainée par le grand ayatollah Ali Sistani: 4.075.291 voix, 48,1 %, 140 sièges.

L'Alliance du Kurdistan formée par les deux grands partis kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan

(PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK): 2.175.551 votes, 25,7 % des suffrages exprimés, 75 sièges.

La liste du Premier ministre intérimaire Iyad Allaoui (chiite laïque): 1.168.943 votes, 13,8 % des voix, 40 sièges.

La liste du président intérimaire, le sunnite Ghazi al-Yaouar: 150.680 votes, 1,7 % des suffrages exprimés, 5 sièges.

La liste de l'Alliance du front turcoman d'Irak: 3 sièges.

La liste des Cadres et élites nationaux indépendants, proche du courant du chef radical Moqtada al-Sadr: 3 sièges.

La liste de l'Union du peuple (communiste): 2 sièges.

La liste du Groupe islamique du Kurdistan: 2 sièges.

La liste de l'Organisation de l'action islamique en Irak - Direction centrale (chiite): 2 sièges.

La liste de l'Alliance nationale démocratique d'Abed Fayçal Ahmed: 1 siège.

La Liste nationale de Mésopotamie (chrétienne): 1 siège.

La liste du Mouvement de réconciliation et de libération, du sunnite Michaane al-Joubouri: 1 siège.

Les élections irakiennes ont suscité des réactions nombreuses, et généralement favorables, à l'étranger. Le Conseil de sécurité des Nations unies a félicité le 16 février le peuple irakien pour le succès des élections et encouragé la communauté internationale à fournir des conseillers et un soutien technique pour les efforts de l'ONU en Irak.

Dans un communiqué, le Conseil a salué le peuple irakien, pour avoir « mené cette démarche pour exercer leur droit de déterminer librement leur avenir politique ». Encourageant le peuple irakien à continuer dans cette voie, le communiqué réitère le soutien de l'organisation mondiale à un Irak fédéral, démocratique, pluraliste et unifié, respectant pleinement les droits de l'Homme. Soulignant l'importance d'une participation la plus grande possible de toutes les composantes de la société irakienne au processus politique, le conseil a souligné la nécessité d'efforts politiques soutenus pour que la transition soit aussi complète, participative et transparente que possible.

Cependant, plusieurs pays voisins de l'Irak où les sunnites sont aux commandes s'inquiètent de l'émergence annoncée d'un pouvoir chiite à Bagdad à la faveur des élections, craignant qu'elle ne donne des idées à leur propre communauté chiite et ne renforce les liens entre l'Irak et l'Iran. Ces pays arabes craignent en effet qu'une alliance entre le futur gouvernement irakien et l'Iran, pays non-arabe mais dirigé par les chiïtes, ne vienne changer profondément la donne dans une région dominée depuis des siècles par les sunnites. Le roi de Jordanie Abdallah II a provoqué récemment la colère de

Téhéran en déclarant que l'Iran cherchait à créer un « croissant chiite » au Moyen-Orient incluant l'Irak, la Syrie et le Liban. Le souverain a plus tard précisé qu'il n'était pas opposé aux chiïtes, mais ses propos viennent illustrer des inquiétudes à peine voilées.

La secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice a envoyé une équipe de hauts conseillers en Irak pour une mission secrète consistant à évaluer la situation post-électorale dans ce pays, a rapporté le 15 février le *Washington Post*. L'objectif de cette mission est d'« examiner le rôle des Etats-Unis en ce moment politique charnière » dans la transition irakienne, indique le reportage. La mission américaine est dirigée par Richard H. Jones, ancien ambassadeur des Etats-Unis au Koweït, au Liban et au Kazakhstan et adjoint de l'ex-gouverneur civil américain en Irak Paul Bremer lors des 14 premiers mois d'occupation américaine achevée en juin dernier. M. Jones devrait devenir le coordinateur spécial travaillant pour Mme Rice et en rapportant directement à elle, écrit le journal citant des responsables américains. Cette nomination montre que Mme Rice souhaite adopter une responsabilité plus étroite dans la gestion des politiques en Irak au cours de cette année, qui sera décisive

JALAL TALABANI EST LE CANDIDAT OFFICIEL DE L'ALLIANCE KURDE AU POSTE DE PRÉSIDENT IRAKIEN

LES Kurdes d'Irak vont proposer que le leader de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Jalal Talabani, soit président du pays, a déclaré le 13 février le vice-Premier ministre irakien Barham Saleh sur la chaîne de télévision

américaine CNN. « La liste de l'Alliance du Kurdistan désignera Jalal Talabani pour le poste de président. Nous pensons qu'il a les qualités et la respectabilité nécessaires pour ce poste, et nous travaillons avec d'autres groupes au Parlement (...) pour que cela arrive », a déclaré M. Saleh. « Si

un Kurde accédait au poste de président en Irak, cela constituera une affirmation que, dans le nouvel Etat irakien, nous voulons que les Kurdes ne soient pas traités comme des citoyens de seconde classe », a-t-il ajouté. M. Saleh a précisé qu'il s'attendait à ce qu'un chiïte occupe le poste de Premier ministre. Mais il a ajouté que, « quelle que soit la personnalité choisie, nous travaillerons avec elle, sur la base des options politiques et de garanties qu'il faudra donner, que l'on restera fidèle aux idéaux de la démocratie, que l'on travaillera sur le processus constitutionnel et que l'on s'engage pour l'Etat de droit et de justice en Irak ».

Le dirigeant kurde Jalal Talabani avait dès le 3 février postulé ouvertement au poste de président ou de Premier ministre. « Je suis le candidat de la liste démocratique kurde à l'un des deux postes de souveraineté (président ou Premier ministre) », avait déclaré Jalal Talabani après une réunion avec le leader du parti démocratique du Kurdistan (PDK) Massoud Barzani et Barham Saleh à Salaheddine.

De son côté, M. Barzani s'est dit candidat pour la présidence de la Région autonome formée de la province de Souleimanieh, contrôlée par l'UPK, et de celles d'Erbil et de Dohouk, gérées par son parti. « Nous avons présenté la candidature de M. Barzani au poste de président de la Région kurde », a déclaré M. Talabani, ajoutant que Nechirvan Barzani, serait chargé de former un gouvernement de la région avec la participation de l'UPK et du PDK. Il a part ailleurs souligné que « la question d'un rattachement de Kirkouk au Kurdistan sera primordiale dans la négociation pour la conclusion de toute alliance avec une autre force politique ».

Dans leurs premières réactions, des dirigeants sunnites ne se sont pas

montrés alarmés outre mesure par ces annonces, estimant qu'il était du droit de tout homme politique de présenter sa candidature aux postes clés de l'Etat. « Toute personne qui gagne les élections peut se porter candidate et M. Talabani est un militant important qui a dirigé le Conseil de gouvernement (mis en place par les Américains juste après la chute de l'ancien régime) et qui a l'expérience requise », a indiqué le ministre de l'Industrie Hajem al-Hassani. Ce candidat aux législatives sur la liste du président sortant Ghazi al-Yaouar, un autre sunnite, a estimé que les candidatures kurdes n'étaient pas de nature à marginaliser davantage les représentants de sa communauté. « Il est tôt d'en parler car des discussions doivent encore avoir lieu et cela dépend de la composition du gouvernement », a-t-il ajouté, soulignant que « si sa composition est homogène, personne ne sera marginalisé ».

Le Premier ministre irakien sortant Iyad Allaoui a affirmé qu'il soutenait le souhait des chefs kurdes d'accéder à des postes présidentiels, à l'issue d'une réunion le 12 février avec Jalal Talabani. « En partant du principe de l'égalité entre tous les Irakiens, nous soutenons le souhait des Kurdes d'accéder à tout poste (de pouvoir) en Irak », a déclaré M. Allaoui après sa rencontre avec le chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) à Souleimanieh. M. Allaoui, qui était accompagné du ministre d'Etat pour la sécurité nationale Qassem Daoud, du vice-Premier ministre Barham Saleh et du ministre des droits de l'Homme Bakhtiar Amine, avait également rencontré le 10 février Massoud Barzani à Erbil, qui s'était prononcé contre une monopolisation du pouvoir par l'une des communautés d'Irak.

De plus, le chef du Parti islamique irakien, la principale formation sunnite du pays, Mohsen Abdel Hamid, a, le 28 février, apporté son soutien à la candidature de Jalal Talabani au poste de président. « Nous soutenons la candidature de M. Talabani pour le poste de président de la République », a déclaré à la presse M. Abdel Hamid, après une rencontre la veille avec Jalal Talabani dans la localité de Qala Tcholan, à 45 km au nord de Souleimanieh. M. Abdel Hamid, dont le parti s'est retiré de la course électorale avant le scrutin du 30 janvier après avoir demandé en vain le report de la consultation, a souligné que « le prochain gouvernement doit être formé sur une base consensuelle et être ouvert à ceux qui ont participé ou non aux élections ». « Il faut que toutes les parties et ethnies irakiennes soient représentées dans ce gouvernement », a-t-il ajouté.

De même, une délégation turque s'est, le 24 février, entretenue de l'avenir des relations turco-irakiennes au Kurdistan irakien avec Jalal Talabani. La mission conduite par l'ambassadeur Osman Koruturk, coordinateur pour l'Irak du ministère des Affaires étrangères, a rencontré le leader kurde à Dohouk. « Le fait qu'une délégation turque a rencontré M. Talabani en Irak démontre que la Turquie n'est pas opposée à ce qu'il soit président » de l'Irak, a-t-on précisé du côté des responsables turcs.

Par ailleurs, vingt-trois partis et associations politiques sunnites en majorité se sont réunis le 27 février à Bagdad et ont décidé de former un comité de suivi chargé d'examiner les moyens de participer à la rédaction de la Constitution permanente. La réunion s'est déroulée au siège des Démocrates indépendants de l'homme politique sunni-

te Adnane Pachachi, mouvement qui a participé aux élections sans remporter de siège.

De son côté, le chef du parti islamiste Dawa, Dr. Ibrahim Jaafari, a, le 22 février, obtenu l'investiture de la liste chiite victorieuse aux élections pour le poste de Premier ministre. Abdel Aziz Hakim, chef du principal parti chiite, le Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII) et tête de liste de l'Alliance unie irakienne (AUI), a annoncé que « le docteur Ibrahim Jaafari a été désigné à l'unanimité (...) en dépit de la présence d'autres personnalités capables d'assumer cette tâche, à commencer par Adel Abdel Mehdi, Hussein Chahristani et le docteur Ahmed Chalabi ».

Face à cette candidature, le conseiller à la sécurité nationale Kassem Daoud a annoncé la création d'une coalition soutenant la candidature du Premier ministre irakien sortant Iyad Allaoui comme chef du gouvernement issu des élections du 30 janvier.

Cependant, cette nomination fait de M. Jaafari le favori pour le poste de Premier ministre. Il dirige le plus ancien parti chiite d'Irak, le Dawa, qui jouit d'une large popularité pour sa lutte contre le régime de Saddam Hussein, mais ses liens supposés avec l'Iran éveillent des inquiétudes. « Nous allons commencer par la sécurité car c'est une question qui ne laisse aucun répit aux citoyens », a-t-il déclaré. « Les intérêts de l'Etat se trouvent menacés par l'insécurité qui paralyse la reconstruction », a-t-il ajouté, annonçant son intention d'« augmenter les effectifs des forces de sécurité, d'améliorer leur efficacité et de renforcer leurs moyens ».

Les Etats-Unis se sont empressés

de souligner leur volonté de coopérer avec le futur gouvernement irakien. « Nous avons hâte de travailler avec tout gouvernement irakien qui émergera », a indiqué le porte-parole du département d'Etat Richard Boucher. « Nous avons hâte d'avoir des relations constructives avec le gouvernement de transition irakien », a-t-il ajouté.

Des représentants de formations kurde et sunnite se sont, le 23 février, déclarés prêts à collaborer avec Ibrahim Jaafari. « Nous espérons que M. Jaafari formera un gouvernement de transition le plus tôt possible parmi des personnalités de poids », a déclaré Mohammed Ihsane qui assure le poste de ministre des droits de l'Homme au Kurdistan irakien. « Nous allons le soutenir et l'assister », a-t-il affirmé. « M. Jaafari est un militant de longue date de la lutte contre la dictature, il croit aux droits du peuple kurde dans un Irak fédéral et démocratique », a-t-il assuré. « En outre, il ne fait pas partie des hommes politiques chiites dogmatiques et il est dans les conditions actuelles le meilleur candidat à ce poste », a encore ajouté M. Ihsane. Sami Choresch, ministre de la Culture du Kurdistan irakien, a de son côté déclaré : « Nous avons, face à la candidature de M. Jaafari, une position de neutralité. L'important, c'est que le candidat reconnaisse les droits naturels du peuple kurde (...) Nous serons l'allié de toute partie qui reconnaîtra le système démocratique pour un Irak fédéral ». Les Kurdes ont réaffirmé leur rejet d'une République islamique en Irak. « Les Kurdes vont s'opposer à l'instauration d'une République islamique au cas où cette question serait posée par d'autres forces politiques en Irak », a, de son côté, déclaré, le 16 février, Adnan Mufti, membre du bureau politique de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). « Nous

sommes certes un peuple musulman et on doit respecter notre identité musulmane mais on ne peut opposer la religion à la démocratie », avait-il conclu M. Mufti, candidat au poste de président du Parlement de la région autonome kurde.

« Il est normal que la liste victorieuse désigne son candidat à ce poste et cette désignation a été le fruit de tractations, ce qui est en soi un bon signe », a déclaré pour sa part un responsable du Mouvement des démocrates indépendants du sunnite Adnane Pachachi. « Nous sommes ouverts à une coopération avec lui et c'est que n'a cessé de dire et de répéter M. Pachachi », a déclaré Jalal Machta, en appelant toutefois M. Jaafari à « prendre en compte le fait que la participation dans de nombreuses provinces (sunnites) a été faible, que certaines forces n'ont pas participé au scrutin et que d'autres n'ont pas pu élire de député en dépit de leur longue histoire politique ».

La presse irakienne semblait également accueillir favorablement le choix de la liste chiite sur M. Jaafari. « Jaafari est authentiquement irakien. C'est un patriote et il ne sert à rien de le juger à travers des prismes personnels », écrit le quotidien indépendant Al-Fourat. « Dire qu'Ibrahim Jaafari va pousser l'Irak vers un Etat islamique relève de la spéculation car, en dépit de ses bonnes relations avec l'Iran, il est plus étroitement lié à la Marjaiya de Najaf qui est contre la Velayat al-Fakih et l'institution d'un régime islamique », souligne le quotidien Ittihad, de l'UPK. Velayat al-Faqih, concept au coeur de la pensée de l'imam Khomeiny, fondateur de la République islamique en Iran, autorise les religieux chiites à se mêler directement de politique, ce que contestent les grands ayatollahs de la ville sainte chiite irakienne de Najaf.

Le quotidien officiel *Sabah* appelle M. Jaafari à s'attaquer, avec « un cabinet soudé, aux dossiers brûlants de la corruption, de la sécurité, de l'économie et du recouvrement de la souveraineté » de l'Irak.

Le journal *Moatamar* du Congrès national irakien (CNI) estime qu'Ahmed Chalabi, le chef de cette formation, a « favorisé, par le retrait de sa candidature, l'unité » de la liste de l'Alliance irakienne unifiée. Le quotidien *Baghdad* du Mouvement de l'entente nationale du Premier ministre Iyad Allaoui s'est contenté de rapporter la nomination de M. Jaafari, sans la commenter, tout comme le journal *Taakhi* (Fraternité) du PDK.

Les formations chiïtes et kurdes qui dominent l'Assemblée irakienne ont formé des commissions pour négocier la formation du gouvernement. La commission de la liste AUI formée de neuf membres dont M. Jaafari, a, le 24 février, commencé « des discussions avec les autres listes victorieuses aux élections, dont la liste kurde, pour nouer des accords et décider de la date de la première réunion de l'Assemblée nationale », a indiqué Ibrahim Bahr al-Ouloum, élu de l'AUI. M. Bahr al-Ouloum, ancien ministre du Pétrole, a précisé que le groupe chiïte avait fixé deux principes à toute alliance avec d'autres formations: la rupture avec la répartition des postes en proportion du poids démographique de chaque communauté et l'intégration de toutes les forces politiques. « Le premier est que le prochain gouvernement ne soit pas formé sur une base confessionnelle. Le deuxième, c'est la participation de toutes les forces au processus politique, y compris celles qui ont boycotté les élections ou se sont abstenues et celles qui y ont

participé sans remporter de sièges », a-t-il indiqué, en référence aux différents mouvements sunnites.

L'Alliance kurde a aussi formé une commission pour mener les tractations, qui comprend le ministre des Affaires étrangères Hoshyar Zebari, le vice-président Roj Nouri Shawis, le vice-Premier ministre Barham Saleh et Kamal Fouad, du bureau politique de l'UPK. Les Kurdes posent comme condition à toute alliance le rattachement de la ville de Kirkouk à leurs trois provinces autonomes, le maintien de leurs forces de sécurité, et une part des richesses du pays. Massoud Barzani a répété le 25 février sur la chaîne de télévision *Reuters* les exigences kurdes: la garantie d'obtenir plusieurs ministères importants et l'affirmation de l'identité kurde de Kirkouk. « A l'avenir, nous voulons que Kirkouk devienne un exemple de coexistence ethnique, religieuse et nationale. Mais il faut d'abord que l'identité de Kirkouk soit définie comme (une entité) du Kurdistan », a prévenu Barzani. « L'identité de Kirkouk est

kurde comme l'ont prouvé les élections », a insisté Barzani.

Dans une conférence de presse à Erbil, le vice-président sortant Roj Nouri Chawis, a, le 27 février, déclaré: « Nous n'avons encore conclu aucune alliance pour le moment ». « Nous tentons de participer à la formation d'un gouvernement réunissant toutes les parties irakiennes et nous tenons à l'un de postes de direction », a-t-il ajouté. « Avec le bon résultat obtenu à l'élection de l'Assemblée nationale, les élus kurdes auront un rôle important dans la formation du prochain gouvernement », a souligné le responsable kurde. « Le plus important pour nous, c'est l'orientation du nouveau gouvernement et nous insistons sur le maintien du système fédéral pour l'Irak et le rétablissement de la sécurité en collaboration avec la Force multinationale », a conclu M. Chawis.

Le complexe mécanisme de désignation par les deux tiers des députés d'un Conseil présidentiel de trois membres, qui choisit à l'unanimité le Premier ministre, contraint les partis à réaliser un « consensus général ».

KIRKOUK : LA LISTE KURDE REMPORTE À LA MAJORITÉ ABSOLUE LES ÉLECTIONS POUR LE CONSEIL DE LA PROVINCE

La liste formée par les deux grands partis kurdes irakiens a remporté à la majorité absolue les élections pour le conseil de la province de Taamim, dont la ville de Kirkouk est le chef-lieu, par 58,4 % des voix, selon les chiffres officiels publiés le 13 février. La liste Kirkouk-fraternité, formée par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union démocratique du Kurdistan (UPK), a obtenu 237.303 voix sur 405.951 suffrages exprimés, a indiqué la Commission électorale qui a organisé le scrutin. Le

responsable de l'UPK à Kirkouk, Jalal Jawhar, a déclaré que ces résultats « sont une victoire de la volonté des Irakiens et de leur détermination à bâtir un Irak fédéral ». « Notre liste a remporté une victoire écrasante car elle rassemble toutes les communautés », a-t-il poursuivi, insistant sur le caractère kurde de Kirkouk.

Le Front turcoman d'Irak est arrivé deuxième avec 73.791 voix, soit 16 % des suffrages exprimés. Le chef du Front turcoman, Farouk Abdallah Abdelrahmane, a affirmé:

« Nous oeuvrerons au sein de l'Assemblée nationale et du conseil de Kirkouk pour prouver que Kirkouk est une ville irakienne », tout en invitant à « une coopération politique pacifique ».

Après l'annonce des résultats, des Kurdes ont célébré cette victoire, sillonnant en voiture le nord de la ville, tous phares allumés et klaxonnant. Brandissant des drapeaux du Kurdistan, certains ont tiré en l'air, en signe de joie. Les quartiers à majorité arabe et turcomane étaient, eux, calmes et désertés, les commerces ayant baissé leurs rideaux plus tôt que prévu. Le chef de la police de Kirkouk Tourhane Youssef a annoncé le 13 février la prolongation du couvre-feu « pour prévenir tout acte de violence ou provocation » dans la ville. Le couvre-feu a été imposé de 18h00 (15h00 GMT) à 06h00 (03h00 GMT), jusqu'à nouvel ordre. La police et l'armée irakiennes se sont déployées dans les rues de Kirkouk, ont dispersé les rassemblements, empêché les tirs de joie et annoncé que toute personne qui ne respecterait pas ses directives serait arrêtée.

Les Kurdes revendiquent le rattachement de Kirkouk à leurs trois provinces autonomes du Kurdistan et des milliers d'entre eux, déplacés par le régime de Saddam Hussein, ont été autorisés à voter dans la ville le 30 janvier. Les Kurdes représentent plus de 45 % des quelque 1.200.000 habitants de Kirkouk. En vertu d'un accord avec le gouvernement intérimaire irakien, environ 100.000 Kurdes, chassés de la ville sous le régime de Saddam Hussein, parqués dans des camps, ont eu la possibilité d'y voter pour l'élection locale et celle de l'Assemblée nationale.

La Turquie est mécontente des

résultats des élections en Irak, qui ont pour la première fois de l'histoire de ce pays placé les Kurdes en position de force. Elle estime que ces résultats ne traduisent pas une juste représentation des différents groupes ethniques et religieux du pays et réclame des mesures de rééquilibrage. « La faible participation de certains groupes aux élections, le fait que dans certaines provinces il n'y ait presque pas eu de votes et que des manipulations dans certaines régions, notamment à Kirkouk, ont conduit à des résultats déséquilibrés, sont des problèmes qui doivent être examinés sérieusement » a déclaré le 13 février le ministre turc des Affaires étrangères dans un communiqué. Le ministre turc des Affaires étrangères Abdullah Gul, dès le lendemain des élections, s'était inquiété d'une prise de contrôle par les Kurdes de la ville pétrolière de Kirkouk, et des risques de confrontation entre les différentes communautés qui y vivent. « La Turquie ne restera pas les bras croisés face à la perspective d'un conflit inter-irakien autour de la ville pétrolière de Kirkouk », avait déclaré depuis Bagdad, Abdullah Gül, dont les propos sont rapportés dans *Al Quds Al Arabi* daté du 1^{er} février.

La hantise d'Ankara est que Kirkouk soit rattachée au Kurdistan autonome et devienne, à terme, la riche capitale d'un futur Etat indépendant. Ancienne province ottomane, Mossoul et Kirkouk, furent en 1925, sur décision de la Société des Nations, et contre le gré de la majorité de la population, annexées à l'Irak, créé et gouverné à l'époque par l'empire britannique. En dépit de nombreux appels émanant des milieux ultranationalistes turcs réclamant une intervention militaire turque à Kirkouk, la puissante armée et le gou-

vernement turcs se sont prudemment gardés d'évoquer une telle éventualité qui entraînerait une confrontation avec les Etats-Unis.

Lors de sa visite à Ankara les 5 et 6 février, la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice, qui a rencontré le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, son homologue Abdullah Gul ainsi que le chef de l'Etat Ahmet Necdet Sezer, avait tenté de rassurer les autorités turques sur la portée des ambitions des Kurdes d'Irak.

La Turquie se plaint aussi que les troupes américaines n'aient pas agi militairement contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le 2 février, M. Erdogan avait été particulièrement critique devant les députés de son parti de la Justice et du Développement (AKP) en accusant implicitement les Etats-Unis de rester simples spectateurs face aux événements qui irritent son pays en Irak. « Je suis désolé de dire que les forces chargées d'assurer l'ordre en Irak ont failli à répondre à certains développements que notre nation regrette profondément », avait-il déclaré. Pourtant, le sous-secrétaire américain à la Défense chargé de la politique, Douglas Feith, avait, le 1^{er} février, indiqué à Ankara que préserver l'unité et l'intégrité territoriale de l'Irak était une priorité tant pour les Etats-Unis que pour la Turquie. Soulignant l'importance des relations turco-américaines, M. Feith avait indiqué qu'il était naturel que deux alliés, comme les Etats-Unis et la Turquie, aient des différends, mais que cela n'empêchait pas d'entretenir des relations bilatérales étroites et fortes.

De son côté, le chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), Massoud Barzani avait affirmé qu'une intervention militaire turque dans

le Kurdistan irakien serait un « désastre » et appelé la Turquie à ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Irak. « J'espère qu'une telle chose ne se produira pas, mais si elle a lieu ce serait un désastre pour toutes les parties », avait indiqué le 4 janvier M. Barzani depuis son fief de Salaheddine, à la chaîne d'information turque CNN-Turk. « Kirkouk est une cité à identité

kurde », avait-il déclaré, « qui donne le droit à la Turquie de s'ingérer dans les affaires internes de l'Irak? » M. Barzani a estimé que l'« indépendance est le droit naturel de la région du Kurdistan (irakien). Elle n'est pas une fantaisie ». Mais a-t-il poursuivi « l'objectif actuel des Kurdes est le maintien de l'intégrité territoriale de l'Irak et la création d'un Irak au système pluraliste et fédéral ».

NEW-YORK : KOFI ANNAN SE DIT « CHOQUÉ » PAR LES CONCLUSIONS DU RAPPORT DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR LE PROGRAMME « PÉTROLE CONTRE NOURRITURE »

LA commission indépendante d'enquête sur le programme « pétrole contre nourriture » en Irak a mis en cause le 3 février son ex-directeur, Benon Sevan, qui a « porté sérieusement atteinte à l'intégrité de l'Onu » en intervenant dans les allocations de pétrole irakien. Dans un rapport d'étape, la commission accuse Benon Sevan d'être intervenu directement dans le choix de compagnies pétrolières pour l'allocation du pétrole brut irakien, alors que cette décision devait revenir à Bagdad. « En faisant ces sollicitations, M. Sevan a créé une situation de grave conflit d'intérêts pendant une longue période. Sa conduite a été inappropriée d'un point de vue éthique et a sérieusement porté atteinte à l'intégrité des Nations unies », a jugé la commission dirigée par l'ancien président de la Réserve fédérale américaine, Paul Volcker.

Ancien haut fonctionnaire chypriote, M. Sevan avait été nommé à son poste, qu'il a occupé entre octobre 1997 et fin 2003 par le secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan. Ce dernier a été « choqué » par les conclusions du rapport et « terriblement déçu qu'un collègue

depuis tant d'années soit accusé d'avoir violé les règles de conduite de l'Onu », a déclaré le directeur de cabinet de M. Annan, Mark Malloch Brown. Il a précisé que l'examen de mesures disciplinaires avait débuté, bien que M. Sevan ait déjà démissionné des Nations unies. Mais les avocats de ce dernier ont vivement réagi, affirmant que M. Sevan n'avait « jamais pris un centime » et qu'il servait de « bouc émissaire ».

Le rapport indique que M. Sevan avait sollicité des allocations de pétrole brut auprès des autorités irakiennes pour le compte de la compagnie panaméenne Africa Middle East Petroleum (Amep). Bagdad lui a « fourni ces allocations dans le but d'obtenir son soutien dans plusieurs domaines, notamment afin d'obtenir des fonds pour réparer et reconstruire l'infrastructure pétrolière de l'Irak », précise-t-il. Le rapport ajoute que l'Amep n'a commencé à recevoir du pétrole qu'après une intervention de M. Sevan auprès des autorités irakiennes à Bagdad en juin 1998.

Le rapport « n'affirme pas que M. Sevan a touché des pots-de-vin », a

déclaré M. Volcker lors d'une conférence de presse, tout en ajoutant: « L'enquête se poursuit ». Le rapport indique toutefois que M. Sevan n'a pas fourni d'explications convaincantes sur des paiements en liquide d'un montant total de 160.000 dollars reçus entre 1999 et 2003. Il existe des éléments « probants » attestant que le procédé de sélection des sociétés chargées soit de superviser les transactions de pétrole ou de biens de consommation, soit de gérer les fonds alloués au programme, « n'a pas été conforme aux règles financières et concurrentielles habituelles », ajoute le texte.

Ces entreprises citées sont la Banque nationale de Paris (BNP, France), Saybolt Eastern Hemisphere (Pays-Bas) et Lloyd's Register Inspection (Grande-Bretagne). Concernant la BNP, le rapport indique que le contrat portant sur la gestion des comptes bancaires du programme lui avait été attribué par l'ex-secrétaire général de l'Onu Boutros Boutros-Ghali. En l'occurrence, précise-t-il, la BNP n'avait pas « soumissionné au meilleur prix » dans sa réponse à l'appel d'offres. Le choix de la banque française a été dicté par des considérations politiques sans être influencé par des moyens illicites, a précisé un membre de la commission, Mark Pieth.

Le programme « pétrole contre nourriture », en vigueur de 1996 à 2003 pour alléger l'impact sur les Irakiens de l'embargo international imposé au régime de Saddam Hussein, permettait à Bagdad de vendre du pétrole et d'acheter en échange des biens de consommation courante. D'une valeur totale de 64 milliards de dollars, il s'est trouvé perverti par le gouvernement irakien et

plusieurs milliards de dollars ont été détournés. Son rapport d'enquê-

te final devrait être remis l'été prochain, selon M. Volcker

DAMAS : LA COUR DE SÛRETÉ DE L'ÉTAT CONDAMNE QUINZE KURDES À DES PEINES ALLANT DE DEUX À TROIS ANS DE PRISON

LA Cour de sûreté de l'État, un tribunal d'exception à Damas, a condamné le 15 février quinze Kurdes, arrêtés lors de heurts sanglants en mars 2004 dans les régions kurdes de la Syrie, à des peines de prison allant de deux à trois ans, a annoncé l'avocat Anouar Bounni. « *Quatre des quinze Kurdes ont été condamnés à trois ans de prison et les autres à deux ans de prison* », a précisé Me Bounni.

Ces Kurdes, dont le procès avait débuté en août 2004, sont accusés d'« *agressions contre les autorités* », de « *faire partie d'une organisation secrète visant à faire annexer une partie de la Syrie par un pays étranger* », de « *dissensions confessionnelles* » et d'« *incitations à la sédition* », selon l'avocat. Ils ont été arrêtés pendant des affrontements qui ont opposé des Kurdes aux forces de l'ordre ou à des tribus arabes dans des régions du nord de la Syrie, ayant fait 40 morts, selon des sources kurdes, 25 morts selon les autorités syriennes.

En tout, quelque 200 Kurdes ont été emprisonnés à la suite de ces affrontements. Un certain nombre d'entre eux doivent comparaître devant le tribunal militaire de Damas, a ajouté Me Bounni.

Par ailleurs, Me Bounni avait annoncé le 12 février que plus de cinquante détenus kurdes observaient depuis le 8 février une grève de la faim « *pour protester contre la torture et les traitements inhumains* » dont ils font l'objet dans la prison

d'Adra (30 km de Damas). Les prisonniers, dont dix femmes, appartiennent au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Ils ont été arrêtés en mai 2004, lors d'une campagne lancée contre les membres du PKK « *à la suite de*

l'annonce faite par ce parti de mettre fin à la trêve avec la Turquie », a indiqué Me Bounni dans un communiqué. Selon Me Bounni, les prisonniers « *sont contraints de dormir à même le sol, reçoivent des coups, manquent d'hygiène et sont interdits de visite* ».

Jusqu'à 1998, la Syrie soutenait le PKK, mais Damas a fini par cesser son soutien à ce mouvement et a expulsé son leader, Abdullah Ocalan, aujourd'hui emprisonné en Turquie.

BILAN DE FÉVRIER DES VIOLENCES EN IRAK : MOINS DE VICTIMES AMÉRICAINES MAIS DE NOMBREUX ATTENTATS SUICIDES CONTRE LA POPULATION CIVILE IRAKIENNE

SELON les chiffres du Pentagone, 44 soldats américains ont été tués au combat en Irak en février, le chiffre le plus bas depuis juillet 2004. Cette baisse du nombre de victimes américaines, due à l'efficacité des renseignements, a été toutefois accompagnée d'une intensification des attentats suicide qui ont fait de nombreux morts parmi la population civile irakienne. Sur fond de réouverture des frontières et de reprise des vols commerciaux, le président intérimaire irakien Ghazi al-Yaouar a estimé le 1^{er} février qu'il serait « *complètement absurde de demander aux troupes (étrangères) de partir dans ce chaos et ce vide du pouvoir* ». « *D'ici la fin de cette année, nous pourrions voir le nombre de soldats étrangers diminuer* », a indiqué M. Al-Yaouar. « *Il y a eu des erreurs dans l'occupation, mais pour être juste (...) je pense que la contribution des forces étrangères en Irak s'est révé- lée finalement positive* », a-t-il souligné. « *Ça valait la peine* » a-t-il conclu.

À Hilla, un attentat à la voiture piégée a, le 28 février, fait 118 morts et 133 blessés. La voiture piégée a explosé au milieu d'une foule de fonctionnaires rassemblés pour des examens médicaux dans un centre de soins proche du siège de la municipalité. Les fonctionnaires, dont certains ont été licenciés après la chute du régime de Saddam Hussein en avril 2003, étaient rassemblés pour une visite médicale avant leur réintégration dans les services administratifs de la province.

Cet attentat est survenu alors que Damas est à nouveau sur la sellette après la capture à la frontière syro-irakienne de Sabaoui Ibrahim al-Hassan, demi-frère de Saddam Hussein, ancien chef du renseignement irakien, figurant à la 36^{ème} place sur la liste américaine des 55 personnalités les plus recherchées de l'ancien régime et qui se rendait souvent en Syrie, selon les renseignements irakiens. Le conseiller à la sécurité nationale Mouaffak al-Roubai a précisé qu'« *un peu moins de 30 personnes avaient été arrêtées*

avec M. Hassan », qui disposait d'énormes sommes d'argent, mais n'a pas confirmé ni infirmé une coopération syrienne. La plupart des 55 personnes figurant sur la liste établie au début de l'offensive américaine en Irak ont été arrêtées ou se sont rendues. Une dizaine seulement restent introuvables, parmi lesquelles Izzat Ibrahim al-Douri, l'un des principaux collaborateurs de Saddam Hussein et numéro six sur la liste.

De plus, la fête la plus sacrée du calendrier chiite s'est transformée en bain de sang. Les terroristes ont profité le 19 février de la fête de l'Achoura pour lancer une série d'attaques à travers le pays, dont huit attentats suicide, et tuer au moins 42 personnes et en blesser 70 autres. Cette démonstration de force intervenait au lendemain d'une journée déjà très meurtrière au cours de laquelle 36 personnes, principalement des chiïtes, avaient été tuées. Ces actes de violences coïncidaient également avec la visite à Bagdad d'une délégation parlementaire américaine. Cinq membres du Congrès américain, dont la sénatrice de New York Hillary Clinton ont rencontré des responsables du gouvernement irakien dans le secteur fortifié de la « zone verte ».

Des attentats meurtriers ont également visé les Kurdes. Deux membres des forces de sécurité du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) ont été tués le 1^{er} février dans l'explosion d'une bombe qu'ils tentaient de neutraliser dans le centre d'Erbil. « Une bombe a été découverte rue Sittine, face à un complexe immobilier du quartier Zanyari et des policiers spécialistes du déminage se sont rendus sur place pour la neutraliser », a indiqué une source policière.

À Kirkouk, des hommes armés ont pris en embuscade un détachement des forces irakiennes, tuant douze soldats irakiens, a annoncé le 3 février un officier supérieur. Les soldats irakiens rentraient à Kirkouk où ils devaient assurer la sécurité d'installations pétrolières. Des hommes armés les ont pris en embuscade près du village de Zab, à 65km au sud-ouest de Kirkouk, a précisé le général Anouar Mohammed Amin.

De plus, un dignitaire religieux kurde, proche du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), a été assassiné le 19 février dans la ville de Kirkouk. Cheikh Moullah Mohammad Roustom Kaka, chef du Comité kurde des oulémas religieux (sunnite), a été abattu par des tirs d'inconnus contre sa voiture dans l'est de Kirkouk à 10H55 (07H55 GMT). Un responsable de PDK à Kirkouk, Najat Hassan Karim, a imputé la responsabilité de l'assassinat « aux forces de l'ordre et à l'administration de Kirkouk ». D'autre part, une voiture piégée a explosé le 22 février près du quartier général de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) à Bagdad, tuant quatre personnes et en blessant 30 autres. L'attaque visait apparemment un convoi militaire irakien près de la Zone Verte, où se trouvent le gouvernement irakien et les ambassades américaine et britannique.

Dans la région sunnite de nombreux attentats ont lieu, notamment à Tikrit le 24 février où un attentat suicide a fait dix morts et 22 blessés dans la cour du quartier général de la police. Le kamikaze a fait exploser son véhicule au milieu de policiers qui étaient rassemblés pour la revue matinale.

Par ailleurs, l'Union européenne a, le 22 février, offert de former 770

policiers et juges irakiens sur son territoire et dans des pays voisins de l'Irak. La mission doit débiter à la mi-2005. Elle pourrait s'étendre à l'Irak si la sécurité le permet. Ce plan, approuvé par les ministres des Affaires étrangères de l'UE réunis à Bruxelles, intervient au moment où la visite du président américain George Bush marque le rapprochement entre les Etats-Unis et les Européens, que la guerre en Irak avait divisés. « C'est la première action unie de l'UE (...) allant au delà de l'aide économique et monétaire que nous avons offerte », a déclaré Javier Solana, chef de la diplomatie européenne. Des diplomates européens ont estimé que la mission de formation coûterait une dizaine de millions d'euros en fonds de l'UE. S'y ajouteraient 15 à 18 millions d'euros fournis par des Etats membres.

Le secrétaire général de l'Otan Jaap de Hoop Scheffer s'est enorgueilli des engagements des 26 membres de l'Alliance de prendre part à la formation de l'armée irakienne. Cependant, de grandes divergences existent quant à la contribution de chaque pays. Au total, l'Otan dépêcherait environ 160 formateurs. Soixante d'entre eux proviendraient des rangs de l'armée américaine tandis que la France, un des pays les plus critiques de l'intervention en Irak, n'a accepté de mettre qu'un de ses officiers à disposition, pour coordonner depuis le QG de l'Otan les aides en équipement pour l'armée irakienne.

L'Union européenne a également proposé de co-organiser avec les Etats-Unis une conférence destinée à « encourager et coordonner le soutien international à l'Irak ». « Les Etats-Unis et l'Europe se tiennent côte-à-côte pour soutenir le peuple ira-

kien », a déclaré le Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, président en exercice de l'UE, lors d'une conférence de presse commune avec le président américain George W. Bush en clôture d'un sommet USA-UE à Bruxelles. « Si le nouveau gouvernement irakien le demande, les Etats-Unis et l'Union européenne sont prêts à co-organiser une conférence internationale pour offrir un forum destiné à encourager et coordonner le soutien international à l'Irak », a ajouté M. Juncker, sans préciser la date et le lieu d'une telle conférence. Selon M. Juncker, les discussions entre George W. Bush et les 25 dirigeants de l'UE ont montré que les deux parties « partageaient le même calendrier ».

Lors de son discours annuel sur l'état de l'Union, le 2 février, le président américain George W. Bush, a refusé de fournir « un calendrier artificiel » pour le retrait des troupes américaines de l'Irak, estimant que ce pays constitue « un front vital dans la guerre contre le terrorisme ». Sous les applaudissements des membres du Congrès, le président américain a rappelé que les Etats-Unis se trouvaient en Irak pour obtenir un résultat : « un pays qui est démocratique, représentatif de son peuple, en paix avec ses voisins, et capable de se défendre ». George W. Bush a également appelé le Congrès à soutenir sa demande d'un budget supplémentaire de 80 milliards de dollars pour la guerre en Irak et en Afghanistan. « En ce temps de guerre, nous devons continuer à soutenir notre armée et lui donner les instruments de la victoire », a-t-il déclaré.

Enfin, le 27 février, l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch a mis en garde contre un projet américain visant à établir un nouveau systè-

me de mines antipersonnel en Irak pouvant être déclenchées à distance. Ce nouveau système, appelé Matrix, permet à un soldat de

déclencher via un signal radio, à plusieurs kilomètres de distance, des mines de type Claymore grâce à un ordinateur portable.

LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE FRANÇAISE ET LES QUATRE PRÉSIDENTS DES GROUPES PARLEMENTAIRES SE RENDENT EN TURQUIE POUR UNE MISSION D'INFORMATION

LE président de l'Assemblée nationale Jean-Louis Debré et les quatre présidents des groupes parlementaires se sont rendus le 3 février en Turquie pour « écouter et comprendre sans a priori » la position d'Ankara sur son éventuelle adhésion à l'Union européenne. Ce déplacement est inédit car jamais sous la Ve République, un président de l'Assemblée n'était parti à l'étranger accompagné de tous les présidents de groupe. « C'est une révolution tranquille », a concédé le 1^{er} février Jean-Louis Debré. Pour autant, il précise qu'il ne s'agit pas de « diplomatie parlementaire ». « La diplomatie est faite par l'Etat. La diplomatie, c'est la négociation. Nous, nous voulons nous informer, assure-t-il, car nous serons appelés à nous prononcer au final » sur l'adhésion de la Turquie à l'UE.

Au-delà de ce caractère inédit, ce voyage revêt une importance particulière au moment où le Parlement examine la révision constitutionnelle préalable au référendum du printemps prochain sur la Constitution européenne. Car tout au long des débats à l'Assemblée, la question turque a occupé une large place, alors que le président Jacques Chirac et les partisans du oui à la Constitution européenne s'emploient à dissocier les deux dossiers. Beaucoup craignent en effet que l'éventualité d'une adhésion d'Ankara, qui n'aura pas lieu

avant quinze ans, ne vienne donner du grain à moudre aux partisans du non. Et ceci en dépit d'une disposition du projet de révision constitutionnelle instaurant un référendum pour toutes les nouvelles adhésions, qui pourrait s'appliquer le moment venu à la Turquie.

En emmenant avec lui les quatre présidents de groupe, Bernard Accoyer (UMP), Jean-Marc Ayrault (PS), Alain Bocquet (PCF) et Hervé Morin (UDF), Jean-Louis Debré, qui est un des proches du chef de l'Etat, peut espérer dépassionner le sujet, même s'il affirme qu'il ne s'agit « pas d'une opération de politique intérieure ». Pour lui, « on peut avoir deux attitudes possibles : leur claquer la porte au nez ou bien voir si on peut cohabiter sous le même toit ». Il souhaite en outre montrer que « sur les grands sujets, l'Assemblée est une et à la fois multiple », avec la diversité des positions des groupes.

Au cours de ce déplacement de trois jours, les parlementaires ont rencontré outre les responsables politiques turcs comme le président Ahmet Necdet Sezer et le Premier ministre Recep Erdogan, des syndicalistes, des personnalités religieuses et militaires, des ONG, des associations de Droits de l'Homme, et des étudiants. L'objectif de M. Debré est de renouveler, sous le même format, cette mission

tous « les ans ou tous les 18 mois » pour suivre l'évolution de la démarche turque, « non pas en inquisiteurs mais pour être informé ». Il évoque aussi « des missions ponc-

tuelles » de députés sur certains sujets précis comme le code pénal, la loi sur le droit syndical, la laïcité, le droit des associations.

d'Ankara avec l'Union européenne (UE) lorsque les dirigeants européens n'avaient pas inclus la Turquie lors de leur sommet de Luxembourg, en décembre 1997, dans la liste des pays éligibles à l'adhésion à l'Union.

L'ANCIEN PREMIER MINISTRE TURC MESUT YILMAZ ET SON MINISTRE DE L'ÉCONOMIE COMPARAISSENT DEVANT LA COUR SUPRÊME POUR CORRUPTION

POUR la première fois de l'histoire de la Turquie, un ancien chef de gouvernement a comparu devant ce tribunal d'exception qui juge les anciens ministres. L'ancien Premier ministre turc Mesut Yilmaz et son ex-ministre de l'Économie Gunes Taner ont comparu le 16 février devant un tribunal spécial pour répondre d'accusations de corruption dans des faits qui remontent à 1998. Ces accusations n'ont pas empêché Mesut Yilmaz d'être vivement applaudi dès son arrivée au tribunal, dans le centre d'Ankara. Près de 250 de ses anciens partisans étaient présents. Pour la circonstance, La Cour constitutionnelle a pris le nom de Cour suprême, plus haute instance juridique du pays. Son jugement ne sera pas susceptible d'appel

MM. Yilmaz et Taner, soupçonnés de malversations au moment de la privatisation de la banque publique Turkbank, avaient été renvoyés en octobre 2004 devant la justice par les députés turcs qui s'étaient prononcés sur les conclusions d'une commission d'enquête parlementaire. Les deux hommes se voient notamment reprocher d'avoir vendu dans des conditions irrégulières la banque — qui a cessé depuis ses activités — à un homme d'affaires controversé et réputé chef mafieux, affaire qui avait mené à la chute de leur gouverne-

ment de coalition tripartite. Cette même Cour juge actuellement pour des accusations de corruption, lors d'audiences séparées, quatre anciens ministres dont deux de l'Énergie qui ont fait partie des gouvernements dirigés par le Parti de la mère Patrie (ANAP, conservateur) dans le passé.

M. Yilmaz, trois fois Premier ministre dans les années 1990 et ancien chef de l'ANAP a plusieurs fois dû répondre devant ses pairs à l'Assemblée nationale d'accusations de fraude massive, mais a à chaque fois été blanchi. Tout comme M. Taner, il s'est retiré de la vie politique après la défaite de l'ANAP aux élections législatives de 2002. Il avait suspendu pendant un an le dialogue politique

La droite traditionnelle représentée par les anciens Premiers ministres Mesut Yilmaz et Mme Tansu Ciller — qui a aussi quitté la politique — avait été l'une des grandes perdantes du dernier scrutin législatif, n'ayant pu envoyer aucun représentant au parlement. A la suite de ce scrutin, un tout nouveau parti politique, celui de la Justice et du Développement (AKP, issu de la mouvance islamiste), s'était retrouvé seul à la tête du pouvoir.

Cette formation, dirigée par le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, s'est engagée à éradiquer la corruption qui était endémique en Turquie lors de son arrivée au pouvoir en novembre 2002. Elle est aujourd'hui sommée de mettre en oeuvre ses promesses, tant par son électorat que par l'UE avec laquelle Ankara entamera le 3 octobre prochain des négociations d'adhésion.

TÉHÉRAN DEVRAIT POUVOIR METTRE EN SERVICE SON PREMIER RÉACTEUR NUCLÉAIRE GRÂCE À LA FOURNITURE DU COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE RUSSE

L'IRAN et la Russie ont signé le 27 février un contrat de fourniture de combustible nucléaire russe, qui va permettre la mise en service du premier réacteur nucléaire iranien. Le vice-président iranien Gholamreza Aghazadeh et Alexander Rumyantsev, le chef de l'Agence russe de l'énergie atomique, ont signé cet accord à Bushehr. Cette signature avait été reportée d'un jour après un désac-

cord de dernière minute portant sur le calendrier.

En vertu de cet accord, Moscou va fournir le combustible nucléaire, de l'uranium enrichi, à Téhéran et rapatrier le combustible usagé, disposition censée garantir qu'il ne sera pas détourné à des fins militaires. Téhéran a accepté cette mesure, mais les deux parties n'étaient pas parvenues à se mettre d'accord sur son financement.

« Dans les prochains jours, de nombreux techniciens russes arriveront à Bushehr pour accélérer » les opérations d'assemblage du réacteur, a déclaré M. Romyantsev. « Notre coopération est conforme aux réglementations internationales. L'Iran observe toutes les régulations sur l'interdiction de la prolifération des armes nucléaires », a-t-il ajouté. Les deux parties ont assuré être parvenues à un accord sur le rapatriement du combustible usagé, mais précisé que le calendrier et le financement de l'opération étaient confidentiels.

Cette signature fait suite à la rencontre le 24 février en Slovaquie entre le président russe Vladimir Poutine et son homologue américain George W. Bush. Washington accuse Téhéran de vouloir fabriquer une bombe nucléaire, des accusations démenties par le régime iranien. M. Poutine s'est dit certain que l'Iran ne cherchait pas à se doter de l'arme nucléaire et a affirmé que la coopération russo-irannienne se poursuivait. La Russie a participé à la construction du réacteur de la centrale de Bushehr, qui a coûté 80 millions de dollars. Ce réacteur, à eau légère, est capable de générer 1.000 mégawatts d'électricité. Alexander Romyantsev a précisé que des experts et techniciens achèveront son installation au cours des dix prochains mois. « Trois mois après, il y aura un essai de la centrale, et dans les six mois qui suivront, la centrale produira de l'électricité ».

Selon des spécialistes, l'Iran a acquis depuis la fin des années 80 les connaissances nécessaires à la fabrication d'armes nucléaires via le marché noir et les réseaux clandestins mis en place par le savant pakistanais Abdul Qadeer Khan.

Par ailleurs, le président iranien Mohammad Khatami avait recon-

nu le 23 février que de « profondes divergences » persistaient entre l'Union européenne et Téhéran sur le programme nucléaire iranien. Les Européens tentent de convaincre l'Iran de renoncer définitivement à son programme d'enrichissement d'uranium, activités que Téhéran s'est déjà engagé à suspendre temporairement au terme d'un accord conclu l'an dernier avec l'UE. « Nous devons donner des garanties objectives aux (Européens) sur le fait que nous ne nous écarterons pas de la voie pacifique », avait souligné le président iranien. Mais, en retour, les Européens « doivent donner des garanties

objectives sur le fait que nos droits et notre sécurité seront protégés », avait-il ajouté.

De plus, un représentant du puissant Conseil suprême de sécurité nationale, Ali Agha Mohammadi, avait affirmé le 2 février que l'Iran n'abandonnerait jamais son programme nucléaire, soulignant que les discussions avec les Européens visaient à protéger ses réalisations nucléaires. M. Mohammadi avait précisé que l'Iran ne reviendrait pas sur ses ambitions nucléaires même si les discussions en cours avec les Européens se soldaient par un échec.

HUMAN RIGHTS WATCH RÉVÈLE DES PREUVES SUR L'IMPLICATION D'ALI LE CHIMIQUE DANS LE MASSACRE DE DIZAINES DE CHIITES APRÈS UNE RÉVOLTE À BASSORAH

DANS un rapport daté du 17 février, Human Rights Watch (HRW) accuse Ali Hassan al-Majid, plus connu sous le nom d'« Ali le Chimique » pour son rôle dans le gazage de Kurdes d'Irak en 1988, d'avoir orchestré le massacre de dizaines de chiites après une révolte à Bassorah (sud) en 1999. L'organisation internationale de défense des droits de l'Homme apporte de nouvelles preuves contre l'un des bourreaux les plus connus du régime déchu de Saddam Hussein, qui pourraient constituer de nouvelles charges contre lui, alors qu'il s'apprête, à l'instar d'autres membres du parti Baas déchu, à passer devant la justice. « Le rôle de Majid dans le génocide contre les Kurdes est bien connu, mais il apparaît qu'il a aussi versé du sang à Bassorah en 1999 », affirme Joe Stork, le directeur pour le Moyen-Orient et l'Afrique du nord

de l'organisation basée à New York.

Saddam Hussein aurait personnellement ordonné l'assassinat cette année-là du dignitaire chiite Mohammed Sadeq Al-Sadr. Cet ayatollah avait été l'instigateur d'un soulèvement des chiites dans le sud du pays. Selon HRW, des documents prouvent l'implication d'« Ali le Chimique », cousin du président déchu, dans l'exécution d'au moins 120 hommes à Bassorah, peu après ce soulèvement.

Son rapport, rédigé après une enquête à Bassorah en 2003, « suggère que les forces irakiennes de sécurité et les membres du parti Baas, sous le commandement et la supervision directs d'Ali Hassan Al-Majid, ont procédé à des exécutions extrajudiciaires systématiques, à des arrestations et à des détentions arbitraires à grande échelle, ainsi qu'à des tortures et à des punitions collectives ». Le

rapport met l'accent sur des documents officiels prouvant la responsabilité directe de Majid dans ces exécutions.

Selon des avocats, la culpabilité de Majid pourrait s'avérer difficile à prouver pour des attaques survenues il y a aussi longtemps. Mais les preuves réunies par Human Rights Watch sont plus récentes, et pourraient donc se révéler plus convaincantes devant un tribunal. Ses enquêteurs se sont rendus à Bassorah en avril et en mai 2003, et ont obtenu un document écrit de quatre pages auprès de dignitaires chiïtes. Ce document avait été retrouvé dans les bureaux de la police secrète de Saddam Hussein, au moment du pillage de bâtiments gouvernementaux, après l'entrée dans la ville en avril 2003 des troupes britanniques. Cette liste est anonyme et ne comprend aucun en-tête officiel permettant de la lier aux forces de sécurité irakiennes, une précaution déjà prise par l'ancien régime avec d'autres documents potentiellement incriminants, selon Human Rights Watch. Mais son authenticité est renforcée par le fait que des proches ont identifié 29 personnes y figurant dont les corps ont été exhumés d'un charnier près de Bassorah. Répartis dans des colonnes nettement délimitées figurent des noms d'hommes et d'adolescents de 16 à 36 ans, leurs adresses à Bassorah, la date de leur exécution et les équipes qui ont procédé aux exécutions.

Chaque page porte ce titre: « Listes des noms des criminels qui ont avoué avoir pris part aux événements des 17 et 18 mars 1999 ». Les captifs ont été exécutés en quatre vagues, entre le 25 mars et le 8 mai 1999, et le document précise que l'ordre était donné par « le comman-

dant du secteur Sud », c'est-à-dire Majid. « *C'est ainsi qu'il se présentait alors dans les communiqués officiels du régime irakien. Toutes les personnes interrogées par Human Rights Watch à Bassorah en 2003 ont identifié le 'commandant du secteur Sud', en 1999, comme étant Majid »*, précise le rapport. L'organisation a également retrouvé des témoins des exécutions.

« *Ali le chimique* » a été arrêté le 21 août 2003 par l'armée américaine. Il est également accusé d'avoir participé à l'invasion du Koweït en 1990 et à la répression de l'insur-

rection chiïte en 1991. Il pourrait devenir l'un des premiers parmi les 11 responsables de l'ancien régime aujourd'hui sous les verrous à être jugé pour crimes de guerre, crimes contre l'humanité et génocide, charges qui pourraient le faire condamner à la pendaison ou au peloton d'exécution. « *Ali le chimique* » et l'ancien ministre de la Défense Sultan Hachem Ahmad ont été les premiers des hiérarques du régime de Saddam Hussein à être entendus par un juge d'instruction du Tribunal spécial irakien (TSI), en décembre 2004.

LA COMMISSION EUROPÉENNE CONTRE LE RACISME ET L'INTOLÉRANCE DÉNONCE LES DISCRIMINATIONS À L'ENCONTRE DES KURDES ET DES ROMS EN TURQUIE

LA Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), une instance du Conseil de l'Europe, a dénoncé les discriminations qui continuent de frapper les Kurdes, les Roms et les groupes minoritaires en Turquie. Dans un rapport adopté en juin 2004 et rendu public le 15 février, l'ECRI relève qu'en dépit des « *importantes* » réformes constitutionnelles et législatives mises en place ces dernières années, des « *progrès* » restent à faire en direction des groupes minoritaires tels que les Kurdes, les Roms et les immigrés. Ces derniers, note le rapport, continuent à faire l'objet de mauvais traitements de la part des forces de l'ordre. Des « *propos et actes intolérants* » qui proviennent des médias ou du grand public les visent et ne font l'objet « *d'aucune sanction* ».

L'ECRI recommande aux autorités turques de prendre des mesures

« *pour régler le problème des Kurdes, notamment de ceux qui ont été déplacés à l'intérieur du pays, mais aussi des Roms et des groupes religieux minoritaires* ». L'ECRI estime également que des « *progrès* » restent à faire en matière de liberté religieuse, notamment la suppression de la mention de la religion sur la carte d'identité — il n'est pas possible d'indiquer qu'une personne est athée — et du cours de religion obligatoire à l'école. Ces cours devraient devenir facultatifs pour tous et être revus à l'avenir « *pour qu'ils dépeignent véritablement l'ensemble des cultures religieuses et ne soient plus perçus comme des cours d'instruction de la religion musulmane* » relève l'ECRI.

L'ECRI, qui est un organe du Conseil de l'Europe fondé en 1993, radiographie régulièrement les problèmes de discrimination dans les pays membres, sans lien direct ou indirect avec leur liens avec l'Union européenne ou leur pro-

cessus d'adhésion, comme pour la Turquie. Il n'empêche qu'à Ankara, il a passablement irrité les autorités.

AINSI QUE...

• LEYLA ZANA JUGÉE UNE TROISIÈME FOIS PAR UNE COUR D'ASSISES TURQUE.

Leyla Zana et ses trois collègues, anciens députés kurdes ont, le 25 février, plaidé non coupables lors d'un premier plaidoyer devant un tribunal d'Ankara, qui les juge pour la troisième fois. « *Je rejette les accusations* », a déclaré devant la Cour d'assises Leyla Zana. La lauréate 1995 du Prix Sakharov du Parlement européen a demandé que le procès soit « *équitable* », conformément à une décision de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH). Ses trois anciens co-détenus, Hatip Dicle, Selim Sadak et Orhan Dogan, ont également rejeté les accusations et plaidé non coupables.

La Cour a fixé la prochaine audience au 22 avril après que la défense a demandé un délai supplémentaire afin de donner son avis sur la façon de poursuivre ce procès, à la lumière des récentes réformes légales adoptées par la Turquie pour se rapprocher des normes européennes de démocratie.

Après avoir passé dix ans derrière les barreaux, Mme Zana et ses trois camarades avaient été libérés par une Cour d'appel en juin 2004 en attendant la révision de leur dernier procès. Le verdict prononcé en 1994 à leur encontre pour « *séparatisme* » avait été contesté par les organisations européennes de défense des droits de l'Homme. La CEDH, qui avait jugé inéquitable leur premier procès, avait réclamé une nouvelle comparution. Les

quatre détenus ont été rejugés l'an dernier mais le nouveau procès n'a fait que confirmer la précédente condamnation, provoquant des réactions négatives en Europe. Un troisième procès s'est ouvert le 22 octobre 2004 après que la Cour de cassation eut cassé le deuxième jugement pour vice de procédure.

• STRASBOURG : ANKARA CONDAMNÉ POUR DES MAUVAIS TRAITEMENTS INFLIGÉS EN DÉTENTION À UN KURDE.

La Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a condamné le 3 février la Turquie pour des tortures infligées pendant sa garde à vue en 1997 à un homme de 34 ans soupçonné de liens avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). La Cour a alloué à Lazgin Biyan, détenu à la maison d'arrêt d'Aydın, 9.000 euros pour dommage moral pour la violation de l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme (interdiction de la torture) et 3.000 euros pour frais et dépens.

Le requérant, soupçonné d'être « *membre d'un comité secret constitué pour porter aide et assistance au PKK* » et condamné en 1998 à 12 ans d'emprisonnement pour « *appartenance à une organisation illégale* », avait été arrêté en mars 1997. Il se plaignait d'avoir été déshabillé durant sa garde à vue, d'avoir subi des électrochocs, reçu des coups de bâton et de câble, été aspergé avec de l'eau froide et d'avoir fait l'objet d'injures et de menaces de mort afin de lui extorquer des aveux. Le gouvernement turc a soutenu, selon la Cour, que

« *sous l'effet de l'anxiété, le requérant se serait automutilé en utilisant les boutons de sa veste et la fermeture de son pantalon* ».

Dans son arrêt, la Cour s'est interrogée « *sur la possibilité qu'aurait eu le requérant de s'infliger de telles lésions, sur différentes parties du corps et notamment le dos* » et estimé que l'explication du gouvernement n'était « *pas plausible* ». La CEDH a également condamné la Turquie pour violation de l'article 6 (droit à un procès équitable) de la Convention européenne des droits de l'Homme, en raison du manque d'indépendance et d'impartialité de la cour de sûreté de l'Etat l'ayant jugé et condamné.

• « *DOUZE ANS TREIZE BALLE, POURQUOI ?* » DEMANDENT DES MANIFESTANTS RASSEMBLÉS LORS DU PROCÈS DES POLICIERS INCULPÉS APRÈS LA MORT D'UN JEUNE KURDE ET DE SON PÈRE. Le procès de quatre policiers inculpés après la mort d'un jeune Kurde et de son père, abattus en novembre par la police turque, s'est ouvert le 21 février à Mardin. Les quatre fonctionnaires, mutés dans d'autres régions de Turquie, n'ont pas comparu à une audience marquée par des manifestations, des mesures de sécurité exceptionnelles et la présence de nombreux politiciens et observateurs de la société civile. Plusieurs centaines de manifestants se sont rassemblés devant les locaux du gouvernorat de Mardin, proches du tribunal, pour condamner le meurtre d'Ahmet Kaymaz et de son fils âgé de 12 ans, Ugur, tués le 21 novembre par des tirs à l'extérieur de leur maison dans la ville de Kiziltepe. « *Douze ans, treize balles, pourquoi?* » pouvait on lire sur les pancartes brandies par les

manifestants, selon les images diffusées par la chaîne de télévision NTV.

Lors de l'audience, les avocats de la défense ont affirmé que leurs clients, passibles de deux à six ans d'emprisonnement, n'avaient fait que répondre aux coups de feu dirigés contre eux par les victimes. « Ils avaient ouvert le feu contre nos clients. C'est au cours de l'affrontement qu'Ahmet et Ugur Kaymaz ont perdu la vie », ont plaidé Sedat Altun et Veysel Guler, cités par l'agence de presse *Anatolie*, après avoir demandé le transfert du procès dans une autre ville pour des raisons de sécurité.

Les représentants de la partie civile ont, à l'instar des organisations de défense des droits de l'homme qui avaient dénoncé l'affaire, estimé que le père et son fils étaient des civils non armés, demandé l'incarcération des policiers et contesté l'acte d'accusation. Celui-ci mentionne qu'un pistolet ayant servi lors d'une attaque contre une station de police locale a été retrouvé sur le corps du père et requiert que les policiers impliqués dans la tuerie soient jugés pour avoir outrepassé les limites de la légitime défense.

Le mois dernier, une commission d'enquête parlementaire a accusé la police de « grave négligence » et conclu que Kaymaz et son fils auraient pu être capturés sans dommages. « Nous demandons que les inculpés soient arrêtés et soient jugés pour le meurtre de plus d'une personne », a déclaré l'avocat Tahir Elci.

Outre la famille des victimes, le président du Parti démocratique du peuple (Dehap) Tuncer Bakirhan, des membres de la commis-

sion parlementaire chargée des droits de l'Homme et des représentants des barreaux de plusieurs villes de Turquie ont assisté à l'audience.

Suivant l'avis du ministère public, le tribunal a rejeté les demandes de la partie civile et transmis au procureur général de Mardin celle concernant une délocalisation du procès. Les juges ont finalement remis l'audience au 16 mai.

• **LE HCR INQUIET SUR LE SORT DES 102 KURDES IRANIENS QUI FUIENT L'UNE DES RÉGIONS LES MOINS STABLES D'IRAK ALORS QUE LA JORDANIE ACCEPTE SEULEMENT LEUR TRANSIT.** La porte-parole du gouvernement jordanien, Asma Khodr, a, le 13 février, déclaré que la Jordanie est prête à laisser passer en transit des Kurdes iraniens bloqués à la frontière entre l'Irak et la Jordanie, mais ne leur permettra pas de résider sur son territoire. Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et la communauté internationale doivent trouver une solution permanente pour ces réfugiés, indique Mme Khodr dans un entretien publié par le quotidien *Jordan Times*. « Le royaume est prêt à faciliter l'entrée de ces réfugiés en transit si le HCR parvient à leur trouver un pays d'accueil », a-t-elle indiqué. « Nous ne pouvons pas leur accorder l'asile », a souligné Mme Khodr réaffirmant la position de la Jordanie qui s'oppose à l'accueil de réfugiés sur son territoire pour des raisons économiques et démographiques. La Jordanie abrite déjà 1,7 million de réfugiés palestiniens.

Le HCR s'était dit inquiet le 11 février pour 102 Kurdes iraniens qui se sont vu refuser l'entrée dans le royaume hachémite. Selon le

HCR, ces personnes, parmi lesquelles figurent un grand nombre d'enfants et au moins cinq femmes enceintes, ont fui le camp de réfugiés d'Al-Tach situé à l'ouest de Bagdad entre les villes de Ramadi et Falloujah, c'est-à-dire dans l'une des régions les moins stables d'Irak. « On ne leur a pas permis d'entrer en Jordanie ni de rejoindre un autre groupe de 660 réfugiés - principalement des Kurdes iraniens d'Al-Tach - qui vivent depuis un an et demi dans un camp installé dans la zone neutre entre les deux pays », avait ajouté le HCR, indiquant vouloir tenter de les reloger dans le Kurdistan irakien ou à al-Tach.

En décembre 2004, 185 Kurdes iraniens bloqués depuis plus de 18 mois à la frontière jordano-irakienne avaient été accueillis en Suède, où ils ont obtenu l'asile politique.

• **LA TURQUIE DÉCIDE DE MAINTENIR AU SECRET LES CORRESPONDANCES ET LE JOURNAL INTIME DE L'ÉPOUSE D'ATATURK POUR NE PAS TERNIR L'IMAGE DE CE-DERNIER.** La Turquie a décidé de ne pas rendre publiques les correspondances et le journal intime de l'épouse de Mustafa Kemal Atatürk, qui auraient pu éclaircir les mystères entourant le mariage tumultueux du fondateur de la République turque.

Alors que le débat sur la publication des écrits de l'énigmatique Latife Usakligil faisait rage depuis plusieurs semaines après l'expiration d'une interdiction émise par un tribunal en 1980, le président de la Fondation d'histoire turque a affirmé le 3 février que la famille de Mme Usakligil avait demandé le maintien de ces documents au secret. « L'affaire est terminée. Il nous est impossible désormais de les

diffuser », a déclaré Yusuf Halacoglu à l'agence de presse *Anatolie*.

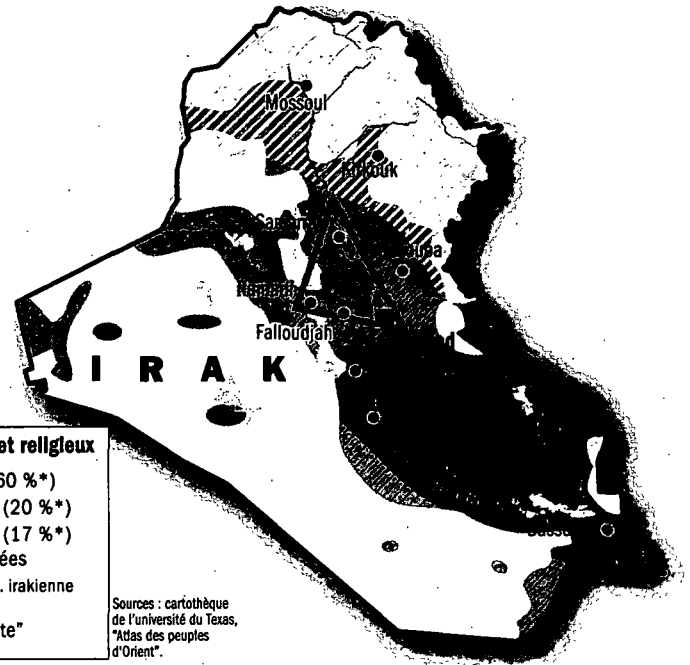
Un demi-siècle après son divorce et 37 ans après le décès de son ex-époux, Mme Usakligil s'est éteinte en 1975, emportant dans la tombe les secrets de son bref mariage avec Atatürk. Des informations parcelaires sur cette union ont cependant filtré à travers les mémoires publiées par les assistants d'Atatürk, qui ont décrit « *Madame Latife* »^a comme une jeune femme autoritaire et querelleuse, frustrée par les abus d'alcool de son mari et

l'invasion de leur vie privée par ses camarades. Selon ces récits, la jeune épouse était capable de prendre à partie son conjoint de 20 ans son aîné en public et de trépigner de colère quand les dîners de travail arrosés de raki duraient jusqu'au petit matin.

Atatürk a finalement décidé deux ans après le mariage de divorcer de cette épouse polyglotte et éduquée à l'occidentale qui, ironiquement, est dépeinte comme étant à l'origine de plusieurs réformes mises en oeuvre par le chef d'Etat pour libé-

rer les femmes turques de l'emprise des traditions patriarcales.

Les opposants à la divulgation des écrits de Latife Usakligil ont fait valoir que les détails de la vie privée d'Atatürk pourraient ternir son image et être détournés par les islamistes déplorant ses réformes. « *Personne dans ce pays n'aura le pouvoir de transformer Latife et Mustafa Kemal Atatürk en animaux médiatiques* », a commenté le même jour l'éditorialiste Emin Colasan dans le quotidien turc *Hurriyet*.



Jamais élection n'a paru aussi confuse, tant les enjeux nationaux, régionaux et internationaux sont entremêlés. Mais le lendemain des élections du 30 janvier semble encore plus opaque. Washington s'apprête-t-il à quitter le pays ? L'Irak connaîtra-t-il un regain de violence, une guerre civile, une partition ? Comment l'Iran, la Turquie, les pays arabes accueilleront-ils la nouvelle donne ? Et pourtant, les Irakiens n'ont d'autre choix que d'aller voter.

Scénario 1 Un risque de guerre civile

Les Américains accepteront-ils un gouvernement religieux chiite sorti des urnes ? Et les sunnites trouveront-ils une place dans la vie politique ?

AL-ITTIHAD
Abou Dhabi

A la veille des élections dans l'Irak occupé, il convient d'avoir à l'esprit un certain nombre d'éléments. Le premier, c'est que la domination arabe sunnite est terminée depuis la chute de l'ancien régime de Saddam Hussein. Le deuxième, c'est que les chiites, qui constituent la majorité de la population, se tiennent prêts à prendre la relève. Le troisième, c'est que ce transfert d'une domination sunnite à une domination chiite se fait sans résistance de la part des forces d'occupation américaines. Le quatrième, enfin, c'est que les pays arabes voisins ne sont plus capables d'exercer leur

influence sur l'Irak, que ce soit en raison de leur faiblesse, de leur peur ou de leur déférence à l'égard des Etats-Unis. Comme aime à le répéter George Bush junior, les militaires américains sont venus occuper l'Irak afin d'en faire un modèle de démocratie pour le Moyen-Orient. Toute tentative arabe de gêner les Américains dans cette mission serait donc considérée comme un défi lancé à l'hyperpuissance.

Si l'on arrête là l'énumération, on pourrait s'imaginer que la solution à tous les problèmes est à portée de main. [Or ce serait compter sans un certain nombre d'autres éléments, qui, eux, compliquent la donne.] D'un côté, il y a les réticences d'un grand nombre de sunnites à accepter ce fait accompli, qui se traduisent soit par le retrait de la vie politique, soit par le terrorisme dans lequel certains d'entre eux se sont engagés.

De l'autre, il y a les divisions à l'intérieur du champ chiite, entre le courant de l'ayatollah Ali Al-Sistani, accommodant avec les forces d'occupation, le courant [religieux et radical] de Moqtada Al-Sadr, ouvertement hostile à la présence américaine, et un courant chiite laïc. De leur côté, les Kurdes attendent la première occasion pour enfin déclarer leur indépendance. Quant au gouvernement d'Iyad Allaoui, il a totalement échoué à gagner la confiance de la rue irakienne. Ce qui s'explique aisément par le fait qu'il obéit aux exigences de l'occupation, s'incline devant les intérêts américains et renonce à avoir le dernier mot sur les affaires intérieures. Par ailleurs, ses membres sont eux-mêmes divisés sur l'attitude à adopter vis-à-vis des Etats-Unis, sur l'éventualité d'un report des élections ou encore sur les relations qu'il convient d'établir avec les Etats voisins.

Qui plus est, la politique des Etats-Unis n'est pas aussi claire que certains le pensent et les idées américaines sur l'avenir politique irakien sont assez floues. La question se posera bientôt de

savoir quelle contrepartie les Américains attendent des Irakiens pour la chute de l'ancien régime tyrannique de Saddam Hussein. Accepteront-ils n'importe quel gouvernement issu des urnes, quelle qu'en soit l'orientation politique ? Exigeront-ils une présence militaire permanente en Irak ? Quelles relations souhaitent-ils voir s'établir entre l'Irak et ses voisins, notamment l'Iran, mais aussi Israël ?

Washington ne peut que prendre acte de la domination chiite sur le futur gouvernement. S'il s'y opposait, il se retrouverait en contradiction flagrante avec ses propres prétentions démocratiques. Pire, cela pourrait provoquer la formation d'un front de résistance chiite-sunnite. Or, dans le même temps, les Etats-Unis sont engagés dans un féroce bras de fer avec l'Iran, susceptible d'évoluer en un affrontement militaire. Par ailleurs, ils aimeraient anéantir le Hezbollah chiite libanais, principal allié de l'Iran au Proche-Orient. Ils aimeraient également isoler et affaiblir la Syrie, autre important allié de l'Iran. Comment donc peuvent-ils concilier le soutien qu'ils apportent aux chiïtes d'Irak et l'affrontement avec les chiïtes de autres pays ?

Tout cela donne l'impression que la situation est inextricable. On peut supposer que les Américains préféreraient traiter avec des chiïtes laïcs plutôt qu'avec des chiïtes religieux, mais tout indique que ce sont les forces religieuses qui

gagneront les élections et domineront le futur gouvernement. Cette situation se trouve davantage compliquée par le poids d'Israël et son alliance stratégique avec les Etats-Unis, qui influence la politique américaine dans la région. Il est peut-être utile de rappeler ici que l'idée de renverser le régime de Saddam Hussein et d'occuper l'Irak faisait partie, en 1996, des propositions des conseillers du Premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou.

Aujourd'hui, beaucoup dans le monde arabe et ailleurs demandent aux Arabes sunnites irakiens de prendre acte de la nouvelle réalité de leur pays et de s'insérer dans la vie politique. D'autres prient les Etats arabes d'intervenir auprès de leurs confrères sunnites d'Irak afin de les convaincre d'accepter le fait accompli. Cela relève soit d'un réalisme factice, soit d'une naïveté patente. Car non seulement on minimise ainsi les difficultés et les dangers des événements, mais encore on évacue le fait que l'on assiste à un changement historique majeur, qui nécessite du temps pour être digéré. Beaucoup de dirigeants sunnites irakiens sont prêts à participer à des élections, mais il faut leur laisser le temps de s'accommoder des transformations sociales et politiques. L'urgence est donc de mettre en place les mécanismes politiques et culturels qui permettront aux Arabes sunnites de trouver leur place. Il faut, par exemple, établir un cadre sus-

ceptible de favoriser la réconciliation et le dialogue entre les différentes composantes de la population irakienne. C'est à cette condition que l'on pourra rassurer tout le monde et convaincre les sunnites que la tyrannie de la minorité sunnite ne sera pas remplacée par une tyrannie de la majorité chiite. Or ce que l'on observe, c'est le contraire : le comportement politique dominant des différents groupes [chiïtes et kurdes] consiste à se lancer dans la compétition pour obtenir le maximum d'avantages sur les autres.

Quant à l'idée [non retenue] de reporter les élections, elle constitue un véritable leurre et n'empêchera pas les chiïtes d'imposer leur domination sur un futur gouvernement, bien au contraire. Car, si l'on attend le jour où toutes les composantes de la société irakienne seront en mesure de participer aux élections, le gouvernement qui en résultera sera autant dominé par les chiïtes, mais sera en plus doté d'une légitimité plus grande que celle que peut espérer un gouvernement élu dans les conditions actuelles [avec l'abstention probable d'une majorité de sunnites]. Le pire est que ces élections pourraient précipiter l'Irak dans une guerre civile sanglante, surtout si les Américains devaient se voir contraints de quitter le pays.

Khaled Al-Dakhlil

Scénario 2 Vers une prise de pouvoir des chiïtes

En neuf questions-réponses, le pronostic d'un grand centre de recherches américain.

COUNCIL ON FOREIGN RELATIONS

Washington

Après les élections du 30 janvier, quel rôle va jouer l'islam en Irak ?

C'est la grande inconnue. La coalition chiite, qui devrait remporter une majorité de sièges, est dominée par des partis religieux qui souhaitent doter le pays d'une Constitution reconnaissant la charia. Certains analystes craignent que l'association d'un gouvernement dominé par les chiïtes et d'une Constitution reposant sur la charia ne conduise à l'avènement d'une théocratie proche de celle de l'Iran. Mais d'autres sont convaincus que la laïcité qui a marqué l'histoire récente de l'Irak, alliée au nationalisme des chiïtes et à la tradition d'un islam modéré, est la garantie d'un gouvernement à la fois islamique et démocratique.

Quelle est la position de l'ayatollah Al-Sistani ?

Sistani, qui est l'homme politique le plus influent du pays, a affirmé qu'aucune loi irakienne ne devait s'opposer aux principes islamiques et que l'islam devait être officiellement reconnu comme la religion de la majorité des Irakiens. Il s'est également déclaré partisan des élections, de la liberté religieuse et d'autres libertés civiles, et n'a pas exprimé le souhait que les religieux jouent un rôle officiel au sein du gouvernement. Il a émis une fatwa enjoignant à tous les Irakiens d'aller voter, et sa liste a réuni 23 partis chiïtes au sein d'une même coalition.

En quoi sa position diffère-t-elle de la pratique religieuse en Iran ?

L'ayatollah Khomeyni, chef spirituel de la révolution iranienne, a avancé la théorie du *velayat-e faqih*, c'est-à-dire de la prédominance du pouvoir religieux sur le politique. Une doctrine chiite plus ancienne, souvent nommée *quiétisme*, affirme au contraire que les religieux ne doivent pas intervenir dans la conduite des affaires politiques mais exercer leurs fonctions en tant que pouvoir indépendant de l'Etat. Malgré ses origines iraniennes, Sistani souscrit depuis longtemps à la tradition *quiétiste* et c'est pourquoi il ne tient pas à la présence de digni-

taires religieux au sein du gouvernement.

Sistani s'est-il lui-même comporté en *quiétiste* depuis la chute de Saddam Hussein ?

Selon de nombreux experts, non. Même s'il n'a pas occupé de poste officiel, il a été profondément impliqué dans les affaires politiques. Et il pourrait utiliser son autorité religieuse pour s'opposer de facto au futur gouvernement.

Les religieux chiïtes auront-ils un pouvoir important au sein de l'Assemblée nationale ?

Tout dépend de l'ampleur de la victoire de la coalition chiite. Si l'on prend en considération la proportion de chiïtes dans l'ensemble de la population, l'Alliance irakienne unifiée [de

Sistani] devrait obtenir 60 % des sièges. La moitié des candidats de la coalition sont, dit-on, affiliés à un parti religieux chiite, les autres étant sunnites, kurdes ou chiïtes laïques. La liste de Sistani pourrait s'assurer une marge encore plus grande si les sunnites arabes, 20 % de la population, ne se rendent pas aux urnes.

Quels sont les principaux candidats de la liste chiite ?

La liste est conduite par Abdul Aziz Al-Hakim, le chef du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRID), un parti islamique bien structuré qui entretient des liens étroits avec l'Iran. Jusqu'à l'assassinat de son frère, l'ayatollah Mohammed Baqr Al-Hakim, en août 2003, il a dirigé les brigades Badr, une branche armée du CSRID entraînée en Iran. Sa famille est l'une des plus importantes du clergé chiite. Hakim compte parmi les favoris pour la présidence ou le poste de Premier ministre. Ibrahim Al-Jaa-

fari, le numéro deux de la liste, est le leader du parti Al-Dawa, un mouvement islamique qui, sous le régime de Saddam Hussein, était clandestin et durement réprimé. Physicien de formation, Jaafari est aussi vice-président du gouvernement intérimaire irakien et a de bonnes chances de devenir président ou Premier ministre. Hussein Shāhrastani, en septième position sur la liste, est le chiite laïc que l'envoyé spécial des Nations unies Lakhdar Brahimi souhaitait voir occuper le poste de Premier ministre au sein du gouvernement intérimaire. Cet ancien spécialiste du nucléaire, qui a été jeté en prison par Saddam Hussein en 1979, est un autre candidat possible pour le poste de Premier ministre.

L'Iran a-t-il une forte influence sur les chiites irakiens ?

Il existe des liens étroits entre les chiites des deux pays. Beaucoup d'Irakiens persécutés se sont réfugiés en Iran à l'époque de Saddam Hussein, y ont étudié et fondé une famille. L'idée d'éliminer l'influence iranienne est irréaliste.

Les partis irakiens reçoivent-ils des fonds en provenance d'Iran ?

Tout ce que l'on sait, c'est que des partis religieux chiites, au nombre desquels figurent le CSRII, Al-Dawa et le mouvement de Moqtada Al-Sadr – dont les disciples ont combattu les forces américaines en avril et en août 2004 –, reçoivent des fonds iraniens et que la majeure partie de l'argent transite par des écoles islamiques. Mais les chiites irakiens sont très sen-

▲ Le Golfe avant d'être sauvé par les Américains. Après avoir été sauvé par les Américains. Dessin de Kal paru dans The Economist, Londres.



sibles à leur héritage arabe, qui les distingue des Iraniens, aux origines perses. Durant la guerre qui a opposé les deux pays de 1980 à 1988, les chiites d'Irak ont mal pris les accusations de complaisance envers Téhéran. Aujourd'hui, on les voit mal recevoir des ordres de l'Iran.

Quel est le but de l'Iran ?

Accroître son influence en Irak. "C'est une bonne occasion pour l'Irak", affirme Shaul Bakhash,

professeur à l'université George Mason. "Cela ne signifie pas que l'Iran contrôle les partis [chiites], mais que, s'ils gagnent, la coopération entre les deux pays sera beaucoup plus étroite. L'Iran a tout intérêt à ce que le CSRII et Al-Dawa gagnent du terrain. Son poids stratégique dans la région ne peut qu'en bénéficier."

Par Sharon Otterman (CFR)

Scénario 3 Ne pas oublier les sunnites

Considérés comme des suppôts de l'ancien régime, les sunnites arabes risquent d'être marginalisés.

ASHARQ AL-AWSAT
Londres

Le 30 janvier, les Irakiens auront à faire un choix entre l'ordre et le chaos. Les projecteurs sont braqués sur les Irakiens arabes sunnites. Les groupes armés, à défaut d'empêcher les élections, veulent empêcher les sunnites d'y participer. Ces groupes ont réussi à terroriser de larges secteurs de la population et même à obliger certains partis sunnites à se retirer de la bataille électorale. Il ne faudra pas donc s'étonner si les élections ne sont pas organisées dans certains quartiers de Bagdad, de Mossoul et des villes du "triangle sunnite". Cela ne voudra pas dire que les sunnites ne sont pas représentés au Parlement – Parlement dont la plus importante mission sera de rédiger la nouvelle Constitution. Car toutes les listes électorales, à l'exception de celle des deux principaux partis kurdes, incluent des personnalités sunnites arabes.

Tout en comprenant la situation des zones sunnites, dominées par les cliques qui prônent

la terreur, il est impératif de dire que les Arabes sunnites commettraient une grave erreur historique s'ils continuaient à donner l'impression qu'ils sont contre ces élections. Une erreur déjà commise par les chiites, qui s'isolèrent de la même façon durant les deux premières décennies du XX^e siècle, au moment de la formation de l'Irak moderne. Car cet isolement s'est traduit, pour les chiites, par le non-respect de leurs droits et surtout leur marginalisation politique, pendant plus de quatre-vingts années.

Pris en otages d'un côté par les bandes du régime déchu et de l'autre par les groupes terroristes venus de l'étranger, les sunnites arabes sont impuissants. Ils ont compris que le régime précédent ne les représentait pas. La vérité est que ce régime était avant tout celui d'une clique assoiffée de pouvoir et de sang qui a détourné à son profit toutes les ressources de l'Irak, et qui, pour garder le pouvoir, n'a pas hésité à verser en abondance le sang des sunnites qui avaient osé s'opposer à elle – tout comme elle a versé le sang

des Kurdes et des chiites. Les Américains ont commis de graves erreurs à l'encontre des sunnites et leur ont causé des préjudices insupportables, les traitant comme s'ils étaient eux-mêmes le régime à abattre de Saddam Hussein. Les sunnites ne doivent pas endosser le rôle qu'on veut leur imposer, confirmant ainsi les accusations portées contre eux.

Il faut faire l'inventaire du régime de Saddam Hussein. Les sunnites y découvriraient qu'ils ont été lésés autant que le reste des Irakiens et qu'ils ont perdu dix fois plus de leaders politiques et religieux que ce qu'ont perdu, dans ce domaine, les chiites et les Kurdes, même si, en termes de pertes de vies humaines, ce sont les chiites et les Kurdes qui ont payé le prix le plus fort.

Même le parti Baas – qui était plus ou moins considéré comme un parti sunnite – a subi sous Saddam Hussein des purges plus sévères que la répression endurée par le Parti communiste irakien. Avant même de fouler le sol irakien, les Américains auraient dû se rendre compte de ces vérités.

Saleh Al-Qallab

RICHESSE

Scénario 4 Partager le pétrole

■ L'intégration des sunnites dans le jeu politique passe aussi par le pétrole, explique Michael O'Hanlon, expert des questions de défense à la Brookings Institution. "Dans le cadre d'une nouvelle Constitution, l'attribution des revenus pétroliers est une question essentielle", écrit-il dans le *Financial Times*. Car, aujourd'hui, "les ressources pétrolières sont perçues comme étant la propriété des autorités provinciales qui les contrôlent, quelles qu'elles soient. Or presque tout le pétrole du pays se trouve dans le Sud, en territoire chiite." Certes, poursuit O'Hanlon, "dans les champs pétrolifères du Nord, autour de Mossoul et de Kirkouk, les Kurdes, les sunnites et d'autres groupes ethniques s'en partagent la juridiction. Mais les Kurdes n'ont pas oublié que le régime de Saddam Hussein les avait contraints à céder une grande partie de leurs terres aux sunnites, et ont entrepris de les en expulser. Si cette tendance se maintient, les sunnites pourraient se retrouver avec très peu de pouvoir politique, peu ou pas de revenus pétroliers, rejetés sur les terres les moins fertiles, dans les villes les plus dangereuses et presque sans aucun espoir d'avenir." "Pour rétablir la situation", estime donc O'Hanlon, "la Constitution devrait veiller à ce qu'une part substantielle des revenus pétroliers, 50 % ou plus, soit répartie de façon relativement équitable, par tête, entre les différentes ethnies et les divers groupes du pays."

Scénario 5 Former des policiers pour se retirer

Face au renforcement continu de la guérilla, les Américains veulent mettre l'accent sur la formation des forces irakiennes. Pour mieux se désengager.

LOS ANGELES TIMES
Los Angeles

Le commandement américain estime que ses militaires ne parviendront jamais à vaincre définitivement les insurgés irakiens. Il prévoit désormais une réduction des opérations offensives, pour mieux se recentrer sur la formation des forces de sécurité irakiennes. Ce plan, qui devrait être lancé après les élections du 30 janvier, prévoit d'affecter près de la moitié des unités américaines en Irak à la formation des policiers, des soldats de la garde nationale et d'autres forces.

Au Pentagone comme sur le terrain, on reconnaît que, en dépit des opérations offensives systématiques de la coalition, les insurgés conservent toutes leurs capacités. Même si les généraux américains ont toujours assuré que la formation des forces irakiennes était un aspect important de leur mission de sécurisation du pays, le changement de priorité annoncé prouve que Washington évalue désormais plus sobrement la situation.

Les opérations offensives "ne sont pas la solution à long terme", explique un responsable gouvernemental. *Former les Irakiens est vraiment un impératif. S'ils ne s'améliorent pas, nous ne pouvons pas partir.* Après l'élimination du fief rebelle de Falloudjah, en novembre dernier, les autorités américaines étaient convaincues que l'assaut de la ville sunnite avait définitivement paralysé les groupes de guérilla. Mais la poursuite des violences, dans les semaines qui ont suivi, a démontré que les insurgés irakiens restaient à même de mener une campagne de longue durée, organisée et meurtrière.

Si les opérations déclenchées à l'automne dernier dans des zones rebelles telles que Samarra, Falloudjah et le nord de la province de Babil ont été considérées comme des succès, l'augmentation des actes de violence dans des villes jusqu'alors paisibles, comme Mossoul, montre que les combattants ennemis sont

capables de se redéployer là où les effectifs américains sont moins importants. Preuve, dit-on de source officielle, que les opérations préparées et exécutées par les Américains ne parviendront jamais à anéantir les rebelles. "Ils seront encore là le lendemain des élections", lâche un général à Bagdad. "Et l'insurrection va continuer pendant des années." Les militaires craignent également que, après les élections et l'installation d'une nouvelle direction irakienne, leurs forces ne disposent plus de la même autorité pour lancer des offensives, celles-ci risquant d'exaspérer les sunnites, un groupe que le nouveau gouvernement va vraisemblablement s'efforcer de séduire.

Il est difficile d'évaluer dans quelle mesure les généraux pourront, à court terme, limiter leurs opérations de combat. Dans les semaines qui avaient précédé le transfert de souveraineté au gouvernement intérimaire irakien, le 28 juin 2004, des généraux avaient envisagé de laisser les troupes américaines en garnison pour confier un rôle plus important aux forces irakiennes. Mais, pendant l'été, les attaques rebelles ont obligé les unités américaines à se maintenir en première ligne. Le Pentagone souhaite former environ 135 000 policiers, 62 000 gardes nationaux et 24 000 soldats. A en croire des chiffres rendus publics à la mi-janvier, quelque 53 000 policiers, 40 000 gardes nationaux et 4 000 soldats seraient déjà "formés et disponibles". Reste que les désertions massives d'unités irakiennes sont encore monnaie courante. A Mossoul, la 4^e brigade de la garde nationale irakienne a perdu 50 % de ses effectifs. En novembre, des milliers de policiers de Mossoul ont fui quand les rebelles ont pris d'assaut leurs commissariats. Cette force n'a pas encore été reconstituée.

L'été dernier, les généraux américains ont lancé plusieurs offensives pour repousser les insurgés et permettre aux Irakiens de prendre en charge la sécurité des villes sunnites, en prévoyant un retour à la normale pour le mois dernier. Ils expliquent aujourd'hui que, dans des endroits particulièrement troublés comme Falloudjah, Ramadi et Mossoul, la sécurité ne sera pas assurée par les forces irakiennes le jour des élections.

Même quand l'autorité aura été transférée aux troupes irakiennes, les généraux américains pensent conserver sur place plusieurs milliers de soldats pour conseiller les forces irakiennes naissantes et, espèrent-ils, limiter les défections. Ils ont élaboré ce plan après avoir pris conscience que même les unités irakiennes les plus compétentes auraient besoin d'un appui américain, et qu'il reste de nombreux obstacles à surmonter avant qu'ils ne puissent envisager une réduction de leurs effectifs en Irak. **Mark Mazzetti**

Scénario 6 Voter, mais sans trop y croire

Les Kurdes ne boycottent pas les élections. Mais une majorité chiite sortie des urnes pourrait instaurer un régime répressif et ruiner leur rêve d'autodétermination.

THE KURDISTAN OBSERVER

Londres

L'Irak est une fois de plus à la croisée des chemins et, cette fois encore, les perspectives sont extrêmement sombres pour les Kurdes. Leur avenir, et celui de leurs droits fondamentaux, va malheureusement se trouver confronté à un mélange d'influence iranienne, de nationalisme arabe et de déni turc. Toutes ces composantes espèrent s'assurer une influence prépondérante au sein d'un gouvernement reconnu en dernier ressort par une charte des Nations unies. Et, d'après l'expérience passée, cela ne peut déboucher que sur une chose : un nouveau massacre des Kurdes.

Que l'on ne se méprenne pas : je ne suis pas opposé à la participation des Kurdes aux prochaines élections. Il est souhaitable que tous les Kurdes se rendent aux urnes. Compte tenu de la situation actuelle de l'Irak, leur participation pourrait même dépasser les 15 % prévus, quota qui leur a été alloué dans le nouveau gouvernement.

Je suis convaincu que les Kurdes doivent montrer au monde qu'ils soutiennent le gouvernement (kurde) qui leur a assuré, envers et contre tout, quatorze années d'autonomie et de progrès social. Contrairement à ce que l'on peut lire, les dirigeants kurdes ont permis à la nouvelle génération de vivre sans craindre les

représailles, exécutions et tortures que nous infligeaient les gouvernements arabes.

En votant, les Kurdes doivent montrer à leurs alliés occidentaux qu'ils méritent le droit à l'autodétermination. Mais, quant à savoir si le vote leur sera salutaire, je dirai que non. Compte tenu de la violence qui fait rage dans le triangle sunnite, de la multiplication des menaces et des assassinats, il semble que les prévisions américaines sur la participation des Irakiens soient très exagérées. Mais, même s'ils prévoient que le taux de participation des Kurdes sera l'un des plus élevés, leur représentation au gouvernement sera inférieure à 25 %. Selon tous les pronostics, ce sont les chiïtes qui remporteront les élections et contrôleront le gouvernement.

Dans ces conditions, seule une copie conforme du clergé iranien ou une clique de nationalistes arabes a des chances de remporter la majorité des suffrages, ce qui, dans un cas comme dans l'autre, n'augure rien de bon pour nous. Les Kurdes solliciteront un des deux postes clés : Premier ministre ou président. Cela ne coûté rien de demander. Comme ils ne vont jamais jusqu'à exiger, émettre des fatwas ou recourir à la force, ils ne parviennent jamais à leurs fins. Nous voulons 25 % du budget irakien alloué au Kurdistan. On vous donne 10 %, d'accord ? D'accord. Nous voulons le poste de Premier ministre ou celui de président. On vous donne ceux de vice-Premier ministre et de vice-président, d'accord ? D'accord. Nous voulons que les personnes déplacées à Kirkouk réintègrent leur région d'origine. C'est impossible, mais elles peuvent vivre dans des tentes en banlieue, sous un soleil de plomb. D'accord ? D'accord.

Quand nous réclamons vraiment quelque

chose et que nous nous opposons à eux, les néo-conservateurs de Washington envoient leurs éminences grises au Kurdistan pour nous convaincre en douceur de renoncer à nos demandes en signe de bonne volonté de la nation kurde. Notre peuple fait preuve de beaucoup de bonne volonté, mais les autres n'en manifestent aucune à son égard.

Que va-t-il se passer après les élections ? Une fois élu et reconnu, le nouveau gouvernement aura les coudées franches pour mener une politique islamiste revenant à dire : nous ne haïssons pas l'Occident, nous voulons juste priver notre peuple de ses droits les plus fondamentaux.

Après le 30 janvier, le nouveau gouvernement sera libre d'émettre des décrets ou des fatwas, car nul ne pourra plus s'ingérer dans les affaires intérieures du pays. La première mesure d'un régime répressif sera de se doter d'une armée et de renforcer la coopération avec des militaires ou des agents du renseignement corrompus d'autres pays de la région, en vue de supprimer ceux qu'ils jugent susceptibles de menacer sa suprématie, en l'occurrence les Kurdes.

La nation kurde a combattu pendant plusieurs décennies pour obtenir ce qu'elle a aujourd'hui au Kurdistan : une démocratie, pas toujours parfaite certes, mais une démocratie tout de même. Avant de nous atteler à la construction du nouvel Irak, veillons à consolider nos propres frontières, qui ne sont toujours pas reconquises, car il ne faut jamais dépendre d'un allié [américain] qui cherche une issue de secours.

Ahmed Karadaghi

Scénario 7 Définir le vrai ennemi ou s'en aller

Baasistes, salafistes locaux ou islamistes étrangers, Washington ne sait pas qui il combat en Irak. D'où la tentation du retrait, analyse *Al-Hayat*.

AL-HAYAT

Londres

A mesure que se multiplient les attaques contre les forces américaines et que le nombre de morts américains augmente (même si les opérations antiaméricaines font plus de morts irakiens qu'américains), l'attitude américaine

à l'égard de cette guerre évolue. Maintenant que George Bush a été réélu, il lui est possible de reconnaître qu'en Irak il ne s'agit pas du franc succès dont on nous rebattait encore les oreilles jusqu'à tout récemment.

On peut interpréter cet infléchissement de deux manières : soit le gouvernement américain prépare le terrain pour une prochaine

reculade dans son aventure irakienne, soit il s'est au contraire décidé à accroître son effort de guerre dans le pays. La première interprétation est soutenue par de nombreux commentaires émis par des responsables du dossier irakien, qui appellent à redéfinir ce que voudrait dire le mot "succès" pour le gouvernement américain. Faute d'avoir réussi à imposer la sécurité, il semble que ce gouvernement se soit assigné comme nouvel objectif de "réussir" à former les forces de sécurité irakiennes pour les laisser prendre en main ne serait-ce qu'une portion limitée du territoire irakien. Pareillement, ne parvenant pas à

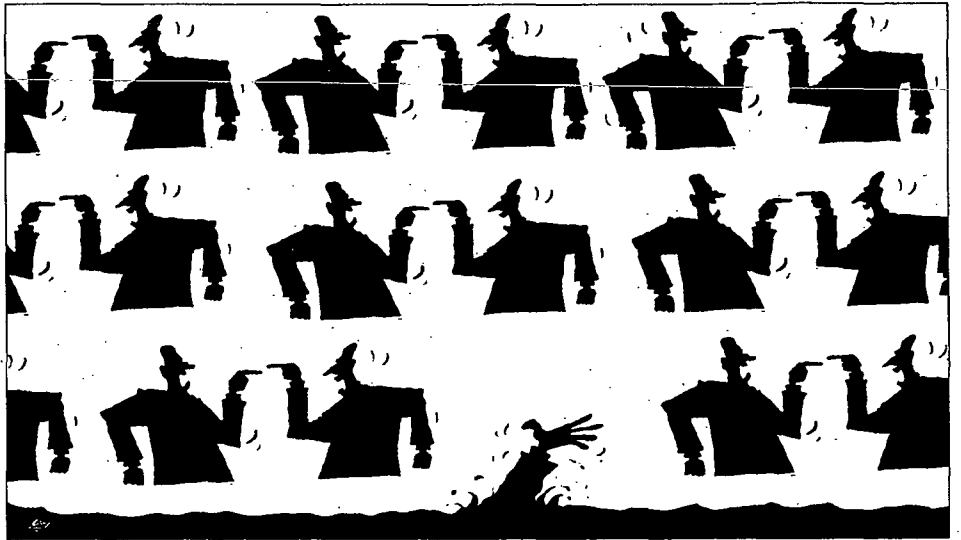
mettre en place un régime politique démocratique, les Etats-Unis se sont donné comme but plus restreint d'assurer la tenue d'élections qui pourraient mener à un tel régime.

**LE RÉGIME DE SADDAM HUSSEIN
A USÉ DE LA RHÉTORIQUE ISLAMISTE**

S'opposant à cette redéfinition des objectifs, des voix se sont élevées au sein du gouvernement américain pour au contraire exiger l'accroissement de l'effort militaire et politique en Irak, même s'il faut pour cela y envoyer plus de soldats et d'équipements et dépenser plus d'argent ; le but étant de parvenir à une victoire décisive sur les groupes ennemis des Etats-Unis. Ces voix sont en fait celles de personnalités convaincues que la bataille qui se poursuit en Irak est en réalité une partie de la confrontation mondiale entre les Etats-Unis et la nébuleuse islamiste d'Al-Qaida.

Entre ces deux options – retrait ou intensification de la guerre jusqu'à la victoire –, il y a une différence de définition de l'"ennemi". Qui, en Irak, est responsable de la violence et des opérations armées hostiles aux Etats-Unis ? Les responsables américains en sont arrivés à comprendre que l'hostilité envers eux a de multiples sources idéologiques et religieuses. L'"ennemi" des Etats-Unis a atteint un objectif important : en concentrant les combats dans les zones où vivent les Arabes sunnites, désormais exclus du processus de fondation du nouvel Irak, il a fait perdre à ce processus toute crédibilité. Car, désormais, ce sont les Etats-Unis qui passent pour vouloir la partition de l'Irak !

Il devient évident que, dans cette confrontation, l'"ennemi" des Américains est formé de deux groupes d'orientations divergentes : le premier se compose d'éléments de l'ancien régime de Saddam Hussein, c'est-à-dire des baasistes et des hommes des différents services de renseignements. Le second groupe provient du courant islamiste djihadiste, avec ses deux composantes : la branche locale, inspirée du mouvement salafiste [prônant le retour aux origines de l'islam], et la branche arabo-musulmane, constituée de réseaux parallèles de soutien moral, financier et militaire. Les responsables américains connaissent bien l'existence de ces deux groupes, mais sont incapables de leur imputer des actions précises. Il leur avait semblé utile, à l'époque où leur action en Irak piétinait, de montrer du doigt des éléments extérieurs à l'Irak – notamment l'activiste islamiste jordanien Zarqoui – afin d'expliquer pourquoi, contrairement à leurs prévisions, les Irakiens ne les avaient pas accueillis à bras ouverts. Cela leur permettait aussi de démontrer qu'il existe bien un lien de causalité entre les organisations djihadistes adeptes du terrorisme et leur intervention en Irak.



► Sur la
manche : Irak.
Dessin d'Amjad
Rasmi paru dans
Asharq Al-Awsat,
Londres.

Certains observateurs pensent que le rôle central des djihadistes dans la résistance irakienne n'est pas une vue de l'esprit. Pour eux, la base arrière du mouvement djihadiste mondial – y compris ses réseaux de soutien financier dans les pays arabes du Golfe – a montré un mécontentement grandissant quant à l'évolution de la situation en Irak, au point de lancer des fatwas et de faire signer des pétitions appelant à la proclamation de la guerre sainte. Cette mobilisation a conduit à une montée des actions armées, qui indique que les djihadistes jouent un rôle essentiel dans la résistance. Les tenants de cette manière de voir n'accordent pas beaucoup de crédit à une prétendue alliance entre baasistes et djihadistes, étant donné l'hostilité et les affrontements qui, par le passé, ont en permanence opposé les deux camps. D'autant que le régime de Saddam Hussein, durant sa dernière décennie, s'est appliqué sans relâche à détruire l'influence des islamistes à l'intérieur de l'Irak.

Toutefois, parallèlement à cette politique de répression, Saddam Hussein a aussi tenté de récupérer certaines idées des mouvements islamistes. Ainsi, dans les années 1990, le régime a lancé une "campagne en faveur de la foi" qui a imprégné de salafisme le discours et le régime baasistes. La dernière génération du parti Baas, dans les années 1990, n'a pas eu seulement à ressasser les directives traditionnelles du parti en matière de nationalisme arabe, mais a aussi reçu un endoctrinement islamique. Ce qui a rendu assez ténue, du moins au niveau du discours, la ligne de démarcation entre les valeurs

baasistes et celles des islamistes. C'est ce qu'on a pu remarquer dans les communiqués des premiers groupes qui se sont formés spontanément dans tous les milieux irakiens en réaction à l'occupation du pays. La teneur idéologique de leurs déclarations était un mélange explosif de doctrine baasiste et de valeurs islamistes.

Aujourd'hui, les responsables américains pensent que ceux qui mènent l'opposition armée sont d'anciens éléments baasistes. De fait, l'ancien régime avait préparé le terrain à ce qui devait suivre [constitution de dépôts de munitions, entraînement à la guérilla urbaine, etc.]. Maintenant, il faut connaître l'objectif des insurgés. Est-ce celui des baasistes : faire échec à la mise en place du nouvel Irak, jusqu'à ce que des conditions objectives permettent une réactivation de l'ancien régime totalitaire ? Ou celui des djihadistes : poursuivre la confrontation mondiale à partir de la base que représente l'Irak ? Définir l'ennemi est plus urgent que jamais.

Hassan Mneimneh



Dans le camp de réfugiés kurdes de Bani Slawa, voter est une fierté

ERBIL

de notre envoyée spéciale

A vingt kilomètres au sud-est du dernier check-point d'Erbil, s'étale le camp de réfugiés kurdes de Bani

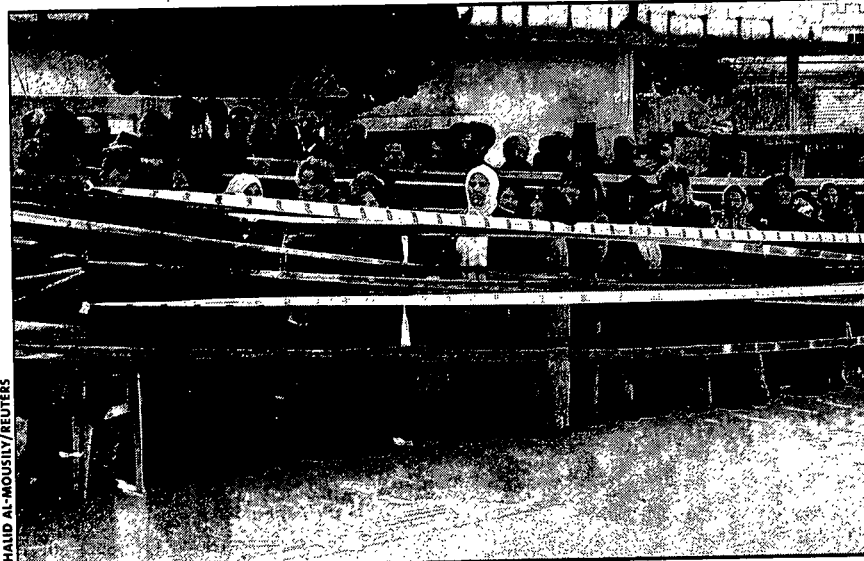
REPORTAGE

« Tout le monde ici prie pour que Kirkouk revienne au Kurdistan »

Slawa. Au milieu des rues sans bitume, la pluie a formé des flaques de boue géantes. Les habitations ressemblent à des gourbis, le paysage à une décharge publique. Les habitants de ces lieux sont presque tous originaires de Kirkouk, des victimes de la politique d'arabisation de Saddam Hussein. En l'absence de recensement, la population du camp n'est pas connue. On évoque des chiffres oscillant entre 60 000 et 80 000 habitants, des conditions sanitaires déplorables, un taux de natalité galopant. Ce dimanche 30 janvier, Bani Slawa vote, comme partout en Irak.

Il y a là Lokman, son épouse Rizgol, sa mère et ses dix sœurs. Pour l'occasion, toute la famille s'est mise sur son trente et un. Lokman porte un costume, les femmes des tenues traditionnelles kurdes éclatantes de couleurs. « J'avais acheté ma robe pour l'Aïd, explique Rizgol, mais j'ai décidé de la garder pour le jour des élections. En l'honneur du peuple kurde. » En sortant du bureau de vote, la famille se dirige vers la tente du référendum, où un dernier bulletin propose de choisir entre un « Kurdistan intégré à l'Irak » ou un « Kurdistan indépendant ». Ici, pas d'isoloir. Après avoir consciencieusement coché la seconde case, tous exhibent en souriant un doigt couvert d'encre violette, preuve qu'ils ont bien voté.

A Bani Slawa, se rendre aux urnes est un devoir et une fierté, pour tous. Jusqu'aux hommes armés, chargés de sécuriser les lieux, qui brandissent leurs index violets, plutôt que leurs kalachnikovs. Les élections se sont déroulées sans problème. Mais à la différence d'autres quartiers déshérités et surpeuplés d'Erbil, tels qu'Askari ou Badawa, aucune file d'attente n'obstrue les entrées des trois bureaux de vote de Bani Slawa. En fin d'après-midi, un responsable



KHALID AL-HOUSLI/REUTERS

estimait à « pas plus de 25 % » le taux de participation dans son bureau. A cela une raison patriotique : les habitants du camp sont partis voter ailleurs, à Kirkouk, la cité mère que tous rêvent de retrouver bientôt.

ESPOIR DE NORMALISATION

Mahmoud, qui vit à Bani Slawa depuis 1991, affirme que des hommes du PDK (Parti démocratique du Kurdistan) et de l'UPK (l'Union patriotique du Kurdistan) sont venus, à plusieurs reprises pour les convaincre d'aller voter là-bas. « Ils n'avaient pas besoin de nous le dire, assure-t-il. Tout le monde ici prie pour que Kirkouk revienne au Kurdistan. » Après la menace des partis kurdes de boycotter les élections, et malgré le mécontentement de la Turquie peu désireuse

de voir les Kurdes étendre leur contrôle sur cette région pétrolière, 170 000 déplacés de Kirkouk ont finalement été autorisés à voter dans leur ville d'origine. Ce chiffre, ajouté à celui des résidents kurdes de cette cité de 600 000 habitants, est capable de faire le poids dans l'élection du gouvernorat local. Au final, les Kurdes espèrent que la promesse du gouvernement irakien et des Américains de « normaliser » la situation de Kirkouk, en rapatriant les déplacés avec une indemnité financière, sera enfin suivie d'effets.

Du coup, Bani Slawa est vide. Seule la rue du bazar est animée. Contrairement à Erbil, où les commerçants ont dû fermer boutique pour raison de sécurité, les échoppes du camp sont restées ouvertes

car, explique un marchand, « nous sommes trop pauvres pour nous permettre d'arrêter de travailler. Le gouvernement nous a accordé une autorisation spéciale ».

Cheveux blancs sous le turban et moustache aux pointes recourbées, le vieux Jalal Ahmad Moham-

med Ali est visiblement un homme respecté. Entre deux morceaux de tôle ondulée qui servent d'étagère à légumes, il joue aux dames, les pieds dans la boue, tout en conservant des allures de cheikh vénérable. « Je suis resté à Bani Slawa parce qu'il fallait quelqu'un pour s'occuper des bêtes, mais mes neuf enfants sont partis voter à Kirkouk », déclare-t-il fièrement.

Lui n'a pas revu sa ville depuis 1987. Qu'est-il arrivé à sa maison ? Il se lève et pointe un doigt violet vers le ciel : « ces fils de chien l'ont détruite. » Attirés par la grosse voix de Jalal, une vingtaine de gosses ont grimpé sur des blocs de ciment pour mieux l'écouter. « Une chose m'ennuie, reprend le vieil homme. Les élections, c'est un bon début, mais ce Saddam, dans sa prison calme et chauffée, vit dans des conditions trop douces. Il doit payer pour ses crimes envers le peuple kurde. Si j'étais juge, rugit-il avec des mines théâtrales, je le découperais par petits bouts, jour après jour, je mettrais le sel dessus puis je distribuerais ses morceaux au Kurdistan. » Sifflements et applaudissements ravus de l'assemblée.

Dans l'auditoire, Kamal Jafar Majid, père de huit enfants, qui a échoué à Bani Slawa voilà plus de quinze ans n'a pas bronché pendant cette violente diatribe. En revanche, il n'en revient pas que

A Souleimaniyé, comme à Erbil, les Kurdes d'Irak se bousculaient, dimanche 30 janvier, dans les files d'attente pour se rendre aux urnes, malgré les menaces des insurgés. Outre l'Assemblée nationale et les conseils provinciaux, les Kurdes s'exprimaient dimanche pour constituer leur Assemblée autonome.

dés étrangers puissent s'intéresser à son histoire. « La plupart d'entre nous ont tout perdu, explique-t-il, y compris les papiers de propriété. Il faut comprendre notre colère. Nous savons bien que sans l'aide du gouvernement et des Américains il sera impossible de rentrer chez nous. Pendant de longues années, nous avons souffert, nous sommes partis dans les montagnes avec nos fusils, des milliers de martyrs sont tombés. Tout cela au nom de Kirkouk. Rendez-nous nos maisons, rendez-nous notre vie ! Il n'y a pas d'avenir à Bani Slawa. Dieu bénisse ces élections ! Pour la première fois, notre appel sera peut-être entendu. »

Cécile Hennion

Le Monde

1^{er} FÉVRIER 2005

February 1, 2005

INTERNATIONAL
Herald Tribune



Sasa Kralj/The Associated Press

Supporters of the Democratic Party of Kurdistan dancing in Chira, Iraq, on Monday, in the belief that Kurdish parties gained a substantial number of votes in the elections.

Europe to step up Iraq security effort

France and Germany praise elections; Blair calls vote a blow to terrorism

By Judy Dempsey

BERLIN: European Union governments, which were divided over the U.S.-led war against Iraq, pulled together Monday and agreed to step up efforts to improve security after Iraqis held their first democratic elections in 50 years.

President Jacques Chirac of France, who along with Chancellor Gerhard Schröder of Germany had spearheaded the opposition in Europe to the war, spoke by telephone Monday with President George W. Bush and said the election Sunday "was an important stage in the political reconstruction of Iraq."

"The strategy of terrorist groups had partly failed," Chirac told Bush, according to Chirac's spokesman, Jérôme Bonnafont.

Germany, which has been slowly mending fences with Washington, praised the courage of Iraqi voters. "They deserve great recognition for the will they have shown to shape the future of the country peacefully and democratically, despite massive intimidation," said Foreign Minister Joschka Fischer.

The sense of European unity, at least for the moment, was made during a meeting of EU foreign ministers in Brussels and came three weeks before Bush visits Europe, stopping off in Brussels, where he will meet European and NATO leaders.

Even though several European leaders still have misgivings about the war that led to bitter divisions inside Europe and a dispute that almost pulled the trans-Atlantic alliance apart, diplomats said on Monday that Europe had to move on and help bring stability to Iraq.

In a statement issued by the foreign ministers, they praised the courage of the Iraqi people despite the violence and intimidation.

They also agreed that their two immediate concerns were the lack of security and the boycott by Sunnis that could undermine attempts to create a multiethnic and multireligious representative democracy.

Prime Minister Tony Blair of Britain, Bush's closest ally, said the elections were "a blow to the heart of the global terrorism that threatens destruction not just in Iraq but in Britain and virtually every major country around the world."

Chirac will have dinner with Bush in Brussels on Feb. 22 and the following day Bush will meet Schröder in the German city of Mainz.

Despite the election Sunday, France and Germany said they did not intend to send troops to the country. Several European countries sent troops to support the U.S. and British forces. But in recent months, the Netherlands, Hungary and Poland announced they would bring home their troops soon after the elections.

"The challenge of putting Iraq on a stable democratic footing is one we must all take on together within the political limits we have set," Fischer said, in an implicit reference to Berlin's repeated stance not to send troops to Iraq.

"We always said that if the security situation allows it, we are willing to do more in the civilian field inside Iraq and continue training the military and police outside Iraq," Karsten Voigt, Germany's special envoy for relations with the United States, said in a telephone interview. The new secretary of state, Condoleezza Rice, will visit Berlin on Friday where she will hold talks with Schröder.

Foreign Minister Michel Barnier of France was much more blunt in defending Paris's opposition to the war. He said he and Chirac did not "regret anything."

"We said what we believed and we are looking straight ahead," he said, before attending the meeting in Brussels.

President Vladimir Putin of Russia, who also opposed the war, issued a low-key statement quoted by Itar-Tass. "The conditions in which the elections were held were difficult, to say the least," said

Putin. "Nevertheless, it is a step in the right direction and a positive event."

Prime Minister Silvio Berlusconi of Italy, a staunch supporter of the war, echoed views by the Bush administration, which hopes the vote in Iraq could shift the rest of the region toward democracy. In an interview with Italian state radio, Berlusconi said the vote "can have a positive knock-on effect in all the other Arab countries where there is authoritarian rule."

In Brussels, the European Commission, the executive arm of the EU, has already proposed a new, €200 million aid package for Iraq. It said it wanted to be "a significant partner" for the new Iraqi administration.

Diplomats also said EU security experts, recently returned from Iraq, were putting the final touches to a plan for training senior Iraqi police officers, judges and prison administrators as part of Europe's security and defense policy. A diplomat said the training of up to 800 personnel a year would take place outside the country, either in EU member states or in the Middle East.

"There are three elements to the kind of role the EU wants to play in the coming months," said the diplomat, who requested anonymity. He said the EU wanted to help Iraq build state institutions that will underpin the new constitution, support general elections and start a training program for top profes-

sionals in the state and civil institutions.

The new and final constitution has to be drafted by mid-August and put to a referendum by mid-October in a timetable intended to pave the way for a general election by mid-December.

"The mood is to do agree to do something fairly quickly — and before Bush comes to Europe," said the diplomat.

International Herald Tribune

Iraq vote offers UN some hope

Unwavering turnout cheers chief monitor

By Warren Hoge

UNITED NATIONS, New York

For Carina Perelli, the chief of the United Nations's electoral assistance division, there were three moments in tracking reports from Baghdad when she felt the turnout of voters in Iraq would exceed the predictions of skeptics.

"The first were the lines in Mosul," she said. "Because Mosul has been one of the hardest hit places in Iraq in terms of intimidation of electoral workers, which is a good measure of the kind of politics of fear that have been practiced in Iraq, and the fact that people in Mosul were in line waiting to vote under those conditions was for me proof that the participation was going to be high."

In the hours immediately afterward, she said, there were two reinforcing developments. "One was reports from our guys that when there was any sort of armed incident in line, the people would scatter but when the security people had stabilized the situation, they, instead of going home, would return to the line," she said.

The other was evidence that in at least two suicide bombing attacks, people ended up spitting on the bodies of the perpetrators.

"In the Middle East, that is a very, very strong act of repudiation," she said, "and when I heard about that, I said, 'This is transforming into a trend.'"

She said she could make no official pronouncements about the criticism that the UN elections effort in Iraq was inadequately staffed, other than to say that she was cheered by the outcome and proud of her workers in Iraq.

"My people are overexcited and elated, and they haven't slept all night," said Perelli, 47, a sociologist and political scientist from Uruguay who has

A message from Iraq

Courageous Iraqis turned out to vote Sunday in numbers that may have exceeded even the most optimistic predictions. Participation varied by region, and the impressive national percentages should not obscure the fact that the country's large Sunni Arab minority remained broadly disenfranchised — due to alienation or terror or both. But even in some predominantly Sunni areas, turnout was higher than expected. And in an impressive range of mainly Shiite and Kurdish cities, a long-silenced majority of ordinary Iraqis defied threats of deadly mayhem to cast votes for a new, and hopefully democratic, political order.

That is a message that all but the most nihilistic of the armed insurgents will have to accept. Many fierce political struggles lie ahead. Yet all who claim to be fighting in the name of the Iraqi people should now recognize that — in an open expression of popular will — Iraqis have expressed their clear preference that these battles be fought exclusively in the peaceful, constitutional arena.

This page has not hesitated to criticize the Bush administration over its policies in Iraq, and we continue to have grave doubts about the overall direction of American strategy there. Yet along with other Americans, whether supporters or critics of the war, we rejoice in a heartening advance by the Iraqi people. For now at least, the multiple political failures that marked the run-up to the voting stand eclipsed by a remarkably successful election day.

But once the votes are fully counted and the new governing and constitution-writing bodies begin their work, those errors, particularly the needless estrangement of mainstream Sunni Arabs and their polit-

ical leaders, must be urgently addressed. In the longer run, this election can only be counted as a success if it helps lead to a unified Iraq that avoids civil war and attracts a broad enough range of Iraqis to defend itself against its enemies without requiring long-term and substantial American military help.

That day has now become easier to envision. But it still appears very far off. It's impossible to say, in the glow of election day, how many of the millions of Iraqis who voted did so in hopes that they were making the first step toward a Shiite theocracy. Many — though certainly not all — Shiite leaders have said repeatedly that they want to work toward an inclusive secular state in which all groups have a stake. What happens next will depend to a considerable extent on the wisdom and restraint the largely Shiite victors show in reaching out to Sunnis who have felt unfairly marginalized. Detaching the Sunni mainstream from the hard-core terrorists is clearly the most critical challenge of the weeks ahead. Kurdish leaders will also need to demonstrate that they and their followers are committed to a future as Iraqi citizens, not members of a breakaway state.

Sunni political leaders have their own challenge to meet, and other Iraqis will be waiting to see how they respond to the election results. Their calls to boycott were only partially heeded. For many Sunni voters, the opportunity to participate in the most meaningful and legitimate election Iraq has seen in at least half a century proved more compelling than their sectarian grievances. Those voters, along with the millions of other Sunnis who sat on the sidelines, need Sunni political leaders to fight fiercely but peacefully on their behalf for a fair share of Iraq's legislative and constitutional power.

headed the UN elections assistance office since 1997.

Behind her was a photograph from the elections supervised by the United Nations in East Timor in 1999. It pictured Perelli, her deputy, Carlos Valenzuela of Colombia — who is running the unit's office in Baghdad — and Sergio Vieira de Mello, the former chief of the UN mission to Iraq, who was killed in a bombing of the organization's office in Baghdad in August 2003.

Perelli said at a news conference Wednesday that the United Nations had provided all the technical assistance it could in setting up the vote and that she expected the turnout would be higher than people were anticipating.

"What I was seeing then was that you

had massive participation by party agents, that despite pressures and intimidation, the poll workers and the workers at the electoral commission continued to do their jobs and the numbers were simply too big to be explained by economic factors, by the fact that there was not much employment and people simply said, 'Oh, I need a job,'" she said.

The United Nations says that the commission had 650 staff in Baghdad and 6,000 workers around the country. Once the voting began, she studied other indicators.

"What you look for are patterns of behavior," she said, "How did the people conduct themselves in line, at what time did they come, at what time do you start

to see movement in the streets, did only the men come, did women come by themselves or with men, did people come in groups or individually, how did people react to attacks and problems with security?"

She said that, as in past elections she has worked on, she ended up most inspired by the voters themselves.

"Not only confronting your fears and your hopes," she said, "but the whole issue of going into the streets, going to a polling station, seeing the polling station attacked and then having the double courage to go back and wait in line for your vote, it is awesome exercise of sovereignty."

The New York Times

Renouveau identitaire au Kurdistan

La région qui s'est émancipée met en sourdine ses revendications indépendantistes.

Erbil envoyé spécial

Des doigts se lèvent vers la coque argentée de l'appareil. Des applaudissements retentissent lorsque ses ailes s'inclinent pour entamer la descente. Chaque jour, l'arrivée d'un nouvel avion provoque dans les rues la même curiosité, la même excitation joyeuse. La foule, massée devant la mosquée Sawaf, attend les pèlerins de retour de La Mecque. Un événement dans l'histoire du Kurdistan. «*Avant, les avions venaient nous bombarder ; maintenant, ils nous permettent de voyager*», résume Cameran Mourad.

Ancien *peshmerga* (combattant), il est le responsable administratif d'un aéroport qui ne figure sur aucun circuit commercial. Une tour de contrôle et un petit bâtiment de béton se dressent face aux montagnes enneigées. Des bétonneuses fouillent le sol. Des soldats sud-coréens patrouillent autour des pistes. Cette ancienne base aérienne de l'armée irakienne peut accueillir des gros-porteurs comme des C130, selon Cameran Mourad: «*Nous espérons obtenir début mars un certificat d'homologation international.*»

Bon œil. Depuis juin, une compagnie jordanienne, Airserve, transporte chaque jour une trentaine de passagers vers Bagdad, puis Amman. «*Hawler International Airport*», lit-on déjà sur la façade. Erbil, Hawler en kurde, dispose pour la première fois d'une porte vers l'extérieur. Emprunter la route du sud, c'est prendre le risque d'être attaqué et tué. Au nord, à l'ouest et à l'est, Turcs, Syriens et Iraniens contrôlent étroitement les frontières. Les Etats de la région ne voient pas d'un bon œil ce nouveau pas vers l'émancipation des Kurdes d'Irak. «*Il y a deux mois, la Turquie a menacé une compagnie de lui interdire son espace aé-*

parences.

Pendant douze ans, grâce à la protection des alliés de la guerre du Golfe, les montagnes du nord de l'Irak ont échappé à la tyrannie de Saddam Hussein. Après des décennies de répression et de souffrance, ses habitants ont pu jouir d'une quasi-indépendance. Ils disposent d'un Parlement basé à Erbil, et de deux gouvernements. Anciens ennemis, aujourd'hui réconciliés, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) ont institué dans les zones qu'ils contrôlent leur propre administration. «*Bienvenue au Kurdistan d'Irak*» proclame la pancarte une fois la frontière turque franchie. Seul le drapeau rouge, blanc et vert des Kurdes frappé d'un soleil étincelant flotte de l'autre côté du Tigre. Les portraits de Massoud Barzani, le chef du PDK, et de son père Mustafa, ornent les murs du poste de douane. La télévision diffuse une des dix chaînes locales. Sur la route remplie de camions qui serpentent à travers les massifs nus et blancs, tous les barages sont tenus par d'anciens *peshmergas* en treillis. Les trois provinces kurdes forment une oasis de paix en comparaison du «triangle sunnite». A Erbil, pas de bruits de bombe, pas de blindés américains. Le dernier grand attentat remonte à un an. Signe de prospérité, cette ancienne préfecture muée en capitale est aujourd'hui un vaste chantier. Le prix de l'immobilier y flambe. «*Le terrain coûte trente fois plus* suite page 4

suite de la page 3 cher qu'il y a quatre ans», dit un homme d'affaires.

A deux pas d'un Sheraton flamboyant neuf, une entreprise allemande bâtit un centre commercial. «*Les gens ont beaucoup plus d'argent depuis la chute de Saddam. Surtout les officiels*», dit Goran Saad, jeune entrepreneur, costume italien, cravate à pois, et cheveux gominés. Il a ouvert le mois dernier le Sky Café, un immeuble de trois étages, en verre et acier. Un cappuccino repose sur une

«La fondation d'un Etat Kurde, c'est notre rêve, notre but à tous, mais ce n'est pas le moment.»

Badran Habib, directeur de la principale maison d'édition Aras

rien si ses appareils atterrissaient ici», affirme Cameran Mourad. Le départ de 4780 pèlerins pour le Hajj, le Pèlerinage à La Mecque, a fait l'objet d'intenses négociations avec les autorités saoudiennes et américaines. Officiellement, les avions qui les emmenaient à Jeddah, la capitale saoudienne, partaient de Bagdad, non d'Erbil. Pieux mensonge pour préserver les ap-

table orange fluo. Une peinture abstraite pend au mur. Jamais le fossé n'a été si grand entre cette enclave et le reste de l'Irak. «*Nous avons notre police, notre gouvernement. Comment vivre à nouveau avec les Arabes? Bientôt, ils nous redonneront des ordres*», lâche-t-il avec dégoût. «*Quand je demande à mes étudiants s'ils parlent l'arabe, trois sur cent lèvent la main*», dit Ferhad Pirbal, professeur de littérature. «*A la différence de leurs aînés qui ont été profondément marqués par le Baas [parti de Saddam Hussein, ndlr], ils ont grandi avec l'Internet, la liberté, les droits de l'homme. Politiquement, culturellement, ils se sentent kurdes, pas irakiens.*»

Ecartelée. L'autonomie a permis une renaissance de la cul-

ture nationale. «*Des milliers de livres ont été publiés, une centaine de journaux et magazines ont vu le jour*», s'enthousiasme Badran Habib, directeur de la principale maison d'édition, Aras. Il publie des auteurs kurdes de Syrie, d'Iran, de Turquie. Tout ce que la diaspora compte d'artistes et de cinéastes afflue à Erbil. Un musée d'art contemporain est en construction à Soulaymaniya, la cité rivale. Une nation écartelée entre quatre pays, dispersée à travers le monde, dispose enfin d'un lieu où exister et s'épanouir. Malgré ce renouveau identitaire, les partis politiques se gardent de réclamer l'indépendance. Pour apaiser les craintes de leurs voisins, les dirigeants kurdes revendiquent pour l'Irak un régime fédéral qui ressemble fort à un mariage blanc. «*Nous avons tous les éléments d'un Etat à part entière. Mais le jour où nous le proclamerons, nous serons attaqués aussitôt par les armées de Syrie, d'Iran et de Turquie*», explique Azad Sadiq Abdullah, directeur de la télévision de l'UPK. «*La fondation d'un Etat kurde, c'est notre rêve, notre but à tous. Mais ce n'est pas le moment*», renchérit Badran Habib.

Sanglante. Cependant, rares sont ceux qui croient possible une coexistence pacifique entre les deux principaux peuples d'Irak. «*Les Arabes ne nous ont*

rien apporté de bien. Il faudrait ériger un grand mur entre nous», lance Badran Habib. «*Nous sommes tellement effrayés par les Arabes qui viennent chez nous que nous les fouillons dix fois de suite*», reconnaît Cameran Mourad. «*A Mossoul, ils nous égorgent comme du gibier!*» s'écrie un dirigeant politique. Les Kurdes ont présenté pour la première fois un front uni aux élections: PDK et UPK ont fait liste commune. Oubliée la guerre civile sanglante qui les avait opposés de 1994 à 1996. Les deux partis ont prévu de fusionner leurs gouvernements respectifs.

Il sera cependant difficile de réunifier un Kurdistan qui, possède deux capitales, Erbil et Soulaymaniya, deux leaders, Massoud Barzani et Jalal Talabani, deux programmes scolaires, deux armées... Les téléphones portables d'une région ne marchent pas dans l'autre. «*Si tu ne peux pas connecter les deux réseaux, comment vas-tu faire le reste?*» s'interroge un Européen installé à Erbil. Suleimaniya, qu'à peine une centaine de kilomètres de vol d'oiseau séparent de sa rivale, a également décidé d'avoir son propre aéroport international. ◆

CHRISTOPHE BOLTANSKI

Dans le Sud, un vote massif soigneusement organisé

Les tractations entre les différents partis chiites, religieux et laïques ont déjà commencé

BASSORA, SAFOUANE, OUM KASR

de notre envoyé spécial

Les paris sont maintenant ouverts. Partout dans le Sud, les chiïtes, qui représenteraient autour de 60 % de la nation irakienne et qui n'ont jamais dirigé leur pays, ont voté massivement et patiemment. Mais les chiïtes, pas plus que les autres communautés religieuses ou ethniques d'Irak, ne forment un bloc monolithique. Entre formations religieuses, organisations tribales et partis laïques, leur cœur et leur raison ont évidemment balancé. Lundi matin, nul ne pouvait dire qui l'emporterait.

A Bassora, Walid Hussein Ketan, le patron local du parti d'Iyad Allaoui, premier ministre intérimaire et candidat favori des Américains et de la Grande-Bretagne, dont il détient la nationalité, menace carrément de «*quitter le pays*» si, dans quelques jours, la commission électorale devait annoncer la victoire de celle qu'il appelle, avec mépris, «*la liste irakienne*». Pour ce riche «*homme d'affaires*» de 41 ans - il a fait sa fortune dans les prêts sur gages, dit-on -, en costume-cravate, chevalière à diamant et montre de luxe, la défaite de M. Allaoui face aux partis religieux chiïtes de la liste 169 serait «*pire qu'un retour de Saddam Hussein, l'assurance de vivre dans une république islamique, avec limitation garantie des libertés personnelles*».

Que Salah Al-Battat, le chef local du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRII), présent sur cette liste 169, assure fermement qu'en aucun cas «*le CSRII n'attente-*

ra aux libertés», y compris celle «*de ne pas porter le voile, si tel est le choix des femmes*», ne change rien à l'affaire. «*Ce parti, déclare M. Ketan, est lié à l'Iran. S'il perd les élections, il y aura des violences.*» D'autant plus, selon lui, «*que, même s'il obtient moins de voix que le CSRII au plan national, Allaoui, avec le soutien des autres partis, notamment kurdes, restera sans doute le chef d'un gouvernement de coalition à Bagdad*».

Dans la coulisse, les tractations ont déjà commencé. Tous ces gens finiront-ils par s'entendre, se parta-

A Safouane, dans un bureau de vote, certaines femmes sont si impressionnées qu'elles tentent de faire demi-tour

ger le pouvoir et rédiger ensemble une nouvelle Constitution définitive, acceptable par tous ?

Ce dimanche 30 janvier, Amira Abdel Hassan n'a rien à faire de ces jeux de pouvoir. Pour la première fois de sa vie, elle a voté et elle est «*heureuse*», c'est tout. Bien sûr, dans cette région tribale et conservatrice, elle est un peu une exception. Contrairement à l'immense majorité des femmes, elle sait lire. «*Quand il y a de l'électricité*», elle regarde la télévision, elle s'informe. A 45 ans, femme au foyer, mère de famille

nombreuse et seconde épouse d'un employé des docks d'Oum Kasr, le grand port irakien en eaux profondes, elle a donc «*décidé toute seule*» à qui elle allait apporter son suffrage. Sous l'ample et sombre *abaya* obligatoire qui dissimule les formes et une partie du visage de toutes les femmes du Sud chiïte, Amira ne cache pas sa fierté.

A Safouane, la ville frontière qui jouxte le Koweït, chacun des cinq bureaux de vote ouverts dans les écoles dispose de deux files d'attente séparées : une pour les hommes, presque tous vêtus de la traditionnelle *dichdacha* (djellaba irakienne) et du keffieh à carreaux rouges et noirs, et une pour les femmes, enveloppées de la tête aux pieds dans leurs *abayas* noires. Il est 7 heures, le soleil commence à briller, et une partie des 16 000 électeurs enregistrés dans cette petite ville de 55 000 habitants est déjà en rang devant l'école.

Déployée en force, la police passe tout le monde au détecteur de métal. Les électeurs policiers doivent eux aussi laisser leurs armes à l'entrée. Les villes du Sud ont été hermétiquement bouclées. On craint les attentats terroristes. Hormis un obus de mortier tiré, sans faire de victime, sur un bureau de Bassora, et une querelle tribale qui entraînera la fermeture d'un autre, il n'y en aura pas dans la région.

Pudeur oblige, les femmes sont fouillées à corps à l'intérieur d'une tente dressée devant le bureau de vote. Certaines sont venues avec nourrisson et cabas dans les bras. D'autres tiennent précieusement en main une image du symbole de la liste électorale qu'elles sont chargées

de repérer et de cocher sur les bulletins de vote. Toutes attendent sagement leur tour.

A l'intérieur, certaines sont si impressionnées qu'elles tentent de faire demi-tour avant même de déposer leurs deux bulletins - un pour élire le gouvernorat local, l'autre pour le Parlement à Bagdad - dans les urnes de plastique. Un scrutateur les rattrape, leur demande de «*faire leur devoir*» et de cocher la liste choisie. Quand elles ne savent plus, il les «*conseille*».

A Oum Kasr, où les files d'attente sont également séparées mais où l'exercice du vote a lieu dans une seule salle, les choses sont plus simples. Les maris ou les fils passent avec les femmes derrière l'isoloir de carton et cochent la «*bonne*» case. Personne n'y trouve à redire.

Mis à part quelques journalistes étrangers, une envoyée spéciale de Tony Blair, Ann Clewd, et deux euro-députés britanniques, qui circulent sous la protection des soldats de leur pays et qui, finalement, ne verront pas grand-chose, les «*observateurs internationaux*» promis à l'Irak depuis des mois ne sont pas venus. Trop dangereux. Seule une organisation non gouvernementale irakienne dénommée Ein («*l'œil*») affirme avoir déployé dix mille scrutateurs dans tout le pays. Nous en avons rencontré un à Oum Kasr. «*Tout se déroule bien*», dit-il. A Bagdad, en fin de soirée, le directeur de l'organisation abondera : «*Il n'y a eu que très peu de fraudes*». Le décompte ne fait que commencer.

Patrice Claude

George Bush parle de « succès éclatant » tout en soulignant le « chemin qui reste à parcourir »

NEW YORK

de notre correspondant

C'est un George Bush soulagé qui s'est adressé, dimanche 30 janvier, aux Américains depuis la Maison Blanche. « Aujourd'hui, a-t-il dit, les Irakiens ont parlé au monde et le monde a entendu la voix de la liberté venant du centre du Moyen-Orient. En grand nombre et malgré de grands risques, les Irakiens ont montré leur attachement à la démocratie. Les Irakiens eux-mêmes ont fait de cette élection un succès éclatant. »

George Bush a remercié l'Union européenne et les Nations unies pour avoir « apporté une aide importante au processus électoral ». Mais il a prévenu que les difficultés étaient loin d'avoir disparu. « Il y a encore beaucoup de chemin à parcourir sur la route de la démocratie, les Irakiens ont prouvé maintenant qu'ils sont à la hauteur du défi », a-t-il déclaré.

Peu avant, la secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice, s'était félicitée d'élections qui « se sont mieux déroulées que prévu ». Pas plus que le président, elle n'a cédé au triomphalisme. « La guérilla ne va pas disparaître avec ce qui s'est passé aujourd'hui, mais le peuple irakien a fait un pas important pour s'affranchir de la peur et de l'intimida-

tion », a-t-elle dit. Le sénateur démocrate et ancien candidat à l'élection présidentielle, John Kerry, a mis en garde contre tout « battage excessif ». « A présent, l'important est de faire des efforts pour parvenir à une réelle réconciliation politique », a-t-il ajouté.

En écho, Joseph Biden, numéro un démocrate de la commission des affaires étrangères du Sénat, a estimé que le président sera soutenu « s'il change de politique ». « S'il continue comme il l'a fait depuis un an et demi, je pense qu'il perdra la confiance du peuple américain et que ce sera un désastre », a-t-il prévenu. Il a ajouté qu'il allait rencontrer, lundi à Paris, Jacques Chirac et lui demander de coopérer à la formation des forces militaires irakiennes. « Je vais lui dire poliment qu'il est temps pour les Français de s'engager, a-t-il précisé. Nous avons fait maintenant tout ce qu'il demandait. Il y a une réelle légitimité dans ces élections en Irak. »

« LE VOTE MÈNE À LA PAIX »

Vu des Etats-Unis, ce scrutin irakien s'apparentait à un référendum sur les objectifs de guerre du président Bush, à une mise à l'épreuve de la doctrine néoconservatrice martelée lors du discours d'investi-

ture du 20 janvier de lutte contre « la tyrannie » et de promotion de la démocratie au Moyen-Orient. George Bush a d'ailleurs répété son credo dimanche : « Si les gens ont le droit de s'exprimer par un bulletin de vote (...), cela mène à la paix ». Les responsables du camp conservateur mesurent le risque d'un échec, d'une guerre civile en Irak et de ses conséquences pour la région et la lutte contre le terrorisme.

« Tout se joue en Irak », reconnaît Bill Kristol, chroniqueur conservateur du magazine *Weekly Standard*, considéré comme très proche de la Maison Blanche. La guerre a déjà coûté plus de 1 400 vies de soldats américains, et près de 200 milliards de dollars. Elle devient de plus en plus impopulaire. Selon les sondages d'opinion, une majorité d'Américains s'y opposent désormais.

George Bush aura les plus grandes difficultés à conduire les réformes économiques et sociales profondes qu'il souhaite, si l'Irak monopolise les moyens et l'énergie de son gouvernement et cristallise l'opposition. Le magazine *Time* s'interroge en « une » dans son édition du 31 janvier : « Quand pourrions-nous partir ? ». Le sénateur démocrate Ted Kennedy a exigé, jeudi, que les Etats-Unis se retirent militairement et politiquement d'Irak le plus tôt

possible.

Les analystes restaient prudents dimanche soir. Ils saluaient le succès de l'élection, mais estimaient aussi que le taux de participation élevé ne signifie pas que les Irakiens approuvent l'occupation. « L'élection valide la fin du régime de Saddam Hussein, mais elle ne doit pas être interprétée comme un quelconque signe d'approbation de la présence américaine », affirme Judith

Yaphe, ancienne analyste de la CIA aujourd'hui à la National Defense University.

Pour la plupart des experts, la question cruciale est celle de la participation future de la minorité sunnite. « Si les sunnites n'ont pas suffisamment de représentants au gouvernement, le soutien aux insurgés peut continuer à grandir et l'Irak se dissoudre dans une guerre civile », avait prévenu Brent Scowcroft, ancien conseiller à la sécurité de George Bush père, lorsque ce dernier était président. « Cette journée sera sans doute un moment décisif pour les livres d'histoire, écrit James Jay Carafano, expert du centre d'étude conservateur Heritage Foundation. Mais ce n'est pas le président Bush qui a sa postérité en main. Ce sont les Irakiens. »

Eric Leser

La présidence luxembourgeoise de l'UE a insisté, hier, sur la nécessaire représentation de la minorité sunnite

L'Europe s'interdit de féliciter les Etats-Unis

Bruxelles :
de notre correspondante
Alexandrine Bouilhet

Surpris par le succès des élections en Irak, les Européens félicitent tout le monde, y compris eux-mêmes, à l'exception notable des Etats-Unis. Dans leur communiqué commun, fortement inspiré par l'embarras de la « vieille Europe », les Vingt-Cinq ont salué, hier, les « efforts entrepris par la Commission indépendante électorale irakienne, son personnel irakien, les observateurs locaux, le gouvernement irakien intérimaire et l'ONU qui ont permis la tenue des élections dans les délais retenus par la résolution 1546 du Conseil de sécurité ». Dans

leurs conclusions, les ministres des Affaires étrangères de l'Union insistent, sans complexe, sur le « soutien fourni par la communauté internationale, y compris l'Union européenne ».

Les cinq paragraphes consacrés à l'Irak ne mentionnent ni les Américains ni les membres de la coalition. « Bush et Blair se sont suffisamment autocongratulés comme ça, non ? », rétorque un diplomate du « camp de la paix ». Plus diplomate, le ministre français, Michel Barnier, rappelle que les Etats-Unis sont « dans l'ONU », et « inclus » dans la communauté internationale. Hôte de la réunion, la présidence luxembourgeoise de l'Union a mis l'accent, comme Javier Solana, sur la représentation des sunnites. « Les inté-

rêts des minorités doivent être pris en compte. Les sunnites doivent prendre part aux discussions sur la future Constitution », a martelé le ministre

du grand-duché, Jean Asselborn. « Sans une représentation équitable de toutes les communautés, de toutes les régions, le processus en cours ne

Bush a téléphoné à Chirac

George Bush a téléphoné hier à Jacques Chirac pour un entretien qui a essentiellement porté sur les élections irakiennes, qualifiées par le président français d'« étape importante dans la reconstruction politique » de ce pays. Jacques Chirac « a estimé que le taux de participation et la bonne organisation technique des élections sont satisfaisants », a rapporté Jérôme Bonnafont, porte-parole de l'Élysée. Ces élections « marquent une étape importante dans la reconstruction politique de l'Irak » et montrent que « la stratégie des terroristes a en partie échoué », a-t-il souligné. Plus tôt dans la journée, le ministre des Affaires étrangères avait qualifié les élections irakiennes de « première victoire » mais estimé que le processus politique en Irak restait « fragile » et la situation « difficile ». (AFP)

Le Monde

1^{er} FÉVRIER 2005

LE FIGARO MARDI 1^{er} FÉVRIER 2005

réussira pas », a renchéri Michel Barnier. « *Espérons surtout que le niveau de la violence sur le terrain baisse !* », répétait le chef de la diplomatie allemande, Joschka Fischer.

La prudence des Européens rejaillit sur leurs propositions d'aides sur le terrain. Si la Commission Barroso a annoncé qu'elle débloquait une nouvelle enveloppe de 200 millions d'euros, en plus des

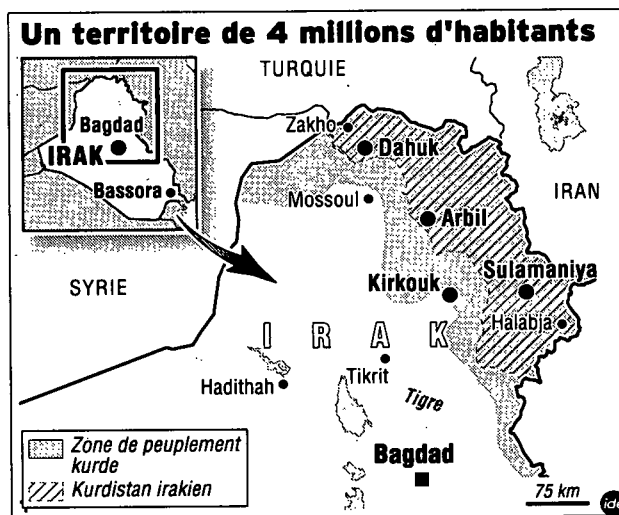
300 millions alloués en 2003 et 2004, les Etats membres avancent toujours à reculons dès lors qu'il s'agit de mettre un pied en Irak. « *Il n'est pas question d'envoyer des troupes sur place* », a indiqué l'Allemand Joschka Fischer. « *On ne sortira pas de cette tragédie par des soldats supplémentaires* », a répété, hier, Michel Barnier. En prévision de la vi-

site de George W. Bush le 22 février à Bruxelles, précédée dès le 8 février par celle de Condoleezza Rice, les Européens se doivent pourtant de faire un geste « constructif ». Après l'allègement de la dette, les Vingt-Cinq vont proposer d'apporter leur soutien à la formation de 750 magistrats, policiers, et fonctionnaires irakiens, mais « *hors d'Irak* », insistent Paris et Berlin.

« *Ce n'est pas une question de principe mais une question de pratique* », a expliqué Joschka Fischer. « *En raison des problèmes de sécurité, l'aide à la formation sera plus efficace en dehors d'Irak.* » L'Allemagne participe à l'entraînement des Irakiens dans les Emirats, alors que la France envisage d'offrir des stages en Jordanie.

Un référendum en parallèle des élections

Les Kurdes ont voté « oui » à l'indépendance



Arbil : Delphine Minoui

Dans ce grand amphithéâtre d'Arbil, c'est le soleil jaune qui l'emporte haut la main : celui du drapeau kurde, inscrit dans le bandeau blanc central, entre le rouge et le vert. Attablés près de la scène, des étudiants dépouillent les suffrages du référendum pour l'indépendance du Kurdistan qui s'est tenu hier en marge des élections. A la question : « *Que souhaitez-vous : que le Kurdistan soit indépendant ou qu'il fasse partie de l'Irak ?* » c'est presque toujours la première case qui a été cochée, juste en face du soleil. « *C'est un grand moment* », murmure contemplatif Karwan Abdullah, 48 ans, un des membres fondateurs du Co-

mité pour le référendum. Les résultats définitifs ne seront pas connus avant mercredi. Mais d'après lui « *on pourrait atteindre les 90 % de votes favorables à l'indépendance* ». De quoi alimenter son rêve du jour où il existera un pays qui s'appellera le Kurdistan.

Dans les faits, ça en a déjà tout l'air. D'Arbil à Souleymanieh, le drapeau kurde flotte sur le toit de toutes les administrations. A l'école, les enfants parlent le kurde, à l'exception de quatre heures hebdomadaires d'arabe. Autonomes *de facto* depuis leur soulèvement contre le régime irakien en 1991, les quelque 4 millions de Kurdes du Nord de l'Irak ont appris à vivre à part, au sein de leur petite enclave de liberté, loin de la dictature de Saddam Hussein. Ils disposent de

leurs propres ministères et de leurs administrations. « *Notre culture et notre histoire n'ont rien à voir avec celles des Irakiens. A vrai dire, je me sens plus proche d'un Afghan ou d'un Iranien, voir d'un Européen* », souffle Karwan Abdullah.

C'est dans les couloirs de l'université de Salaheddin, au cœur d'Arbil, que l'esprit d'indépendance est le plus palpable. « *Seulement 5 % de nos élèves savent parler l'arabe, la langue de l'Irak* », remarque Nazim Ismail, le vice-président de l'université. Comme la plupart de ses camarades, Rewan, 25 ans, a voté avant-hier « *pour la grande liste kurde, afin qu'on arrive à défendre notre idée du fédéralisme au sein de la future assemblée qui rédigera la Constitution de l'Irak* ». Mais pour ce jeune étudiant en géologie, « *le fédéralisme ne doit être considéré que*

comme une étape vers l'indépendance ». De l'époque de Saddam, sa génération n'a que de maigres souvenirs. A l'inverse : des jeunes de Bagdad, de Mossoul ou de Bassora, il a grandi avec Internet et le satellite. D'ailleurs, il n'a jamais mis les pieds en dehors du Kurdistan. Et de « l'Irak », mot qu'il prononce comme s'il s'agissait d'un autre pays, il ne connaît que les images des attentats de Bagdad, qui passent en boucle sur le petit écran. D'où parfois une vision assez simpliste. « *Je n'ai rien à voir avec les Irakiens. Ils coupent les têtes des étrangers. Nous sommes plus civilisés* ».

Moustache grise et regard persan, Farhad Pirbal, professeur de littérature française, pense que « *cette nouvelle génération n'a rien à voir avec celle de Bagdad* ». Et d'invoquer la façon toute différente dont les Kurdes et les Chiïtes, ceux-là représentant la majorité du peuple irakien, ont célébré en avril 2003 la chute de Saddam. « *Ici, au nord, dit-il, les jeunes avaient envahi les rues, ils dansaient sur des rythmes folkloriques. Là-bas, dans le sud, les Chiïtes, habillés*

de noir, se flagellaient la poitrine jusqu'au sang. » Ces considérations parmi d'autres ont poussé le Comité pour le référendum à se structurer il y a un an et demi. L'année dernière, 1,7 million de signatures avaient été réunies par une pétition envoyée à l'ONU et demandant l'organisation d'un sondage pour le droit à l'autodétermination. Pour l'heure, les leaders du PDK et de l'UPK, les deux grands partis kurdes, ont préféré prendre leurs distances avec cet élan nationaliste. « *Ce référendum, c'est un projet prématuré* », commente Houshiar Zebari, ministre des Affaires étrangères et candidat sur la liste nationale kurde. Ce fin diplomate, qui se dit lui-même kurde avant d'être irakien, est conscient que la montée en puissance d'un mouvement indépendantiste pourrait agacer les Américains, les autorités provisoires de Bagdad et les pays voisins comme la Turquie ou l'Iran.

C'est dans un cadre pourtant bien officiel, dans cet amphithéâtre appartenant au ministère kurde de la Culture, que le dépouillement du référendum a lieu. En fait, les résultats pourraient donner du grain à moudre aux futurs députés kurdes quand ils voudront défendre « l'exception kurde » au sein de l'Assemblée irakienne, promise à une majorité chiïte.

LE FIGARO

1^{er} FÉVRIER 2005

IRAK Le vote de dimanche a reflété les clivages ethniques et religieux qui caractérisent le pays

Les communautés s'affrontent pour le partage de l'autorité à Bagdad

Un groupe armé en Irak affirme, dans un communiqué publié sur un site Internet islamiste et assorti d'une photo, détenir un soldat américain en otage et menace de l'égorger si les Irakiens détenus dans les prisons américaines en Irak ne sont pas libérés dans un délai de 72 heures. « Nos héros de l'escadron des moudjahidins en Irak ont pu capturer un soldat américain, John Adam, après avoir tué nombre de ses camarades (...). Nous allons l'égorger si nos prisonniers détenus dans les prisons des forces d'occupation (en Irak) ne sont pas libérés dans un délai de 72 heures, à partir de la date de publication de ce communiqué », affirme le texte, dont l'authenticité ne peut être établie.

Bagdad :
de notre envoyé spécial
Renaud Girard

Maintenant que les élections ont eu lieu, avec un taux de participation nationale d'environ 60 %, et que le monde entier a salué ce premier succès américain, que va-t-il se passer en Irak ? Quel chemin va emprunter ce jeune pays, qui n'a même pas cent ans, qui est une mosaïque de communautés disparates, et où les sentiments religieux et tribal l'emportent sur le sentiment national ?

Le dépouillement des suffrages déposés par quelque huit millions d'Irakiens ne sera

pas achevé avant la semaine prochaine. Mais, déjà, des tendances lourdes se dessinent, qui montrent que les électeurs

ont privilégié leurs affiliations religieuse, ethnique, régionale, au détriment des partis politiques à visées laïque et nationale de type occidental.

Au Nord, il y a les Kurdes, qui constituent près de 20 % de la population irakienne. Les Kurdes ont joué à fond la carte américaine et ils s'en réjouissent. Bénéficiant depuis 1991 d'une très large autonomie, ils administrent eux-mêmes leurs trois régions (sur les 18 que compte le pays). Les deux grands partis, le Parti démocratique kurde de Massoud Barzani et l'Union patriotique

du Kurdistan de Jalal Talabani, ont mis fin à une rivalité qui fut naguère sanglante, pour former une seule liste, l'Alliance du Kurdistan, qui promeut la cause nationale kurde (que le traité de Lausanne de 1924 avait enterrée), la séparation du politique et du religieux, l'autonomie pour le Nord.

L'Alliance du Kurdistan, sûre de gagner les élections régionales qui ont été organisées en même temps que le scrutin national, détient à elle seule un pouvoir de veto sur le texte de la Constitution que doit rédiger l'Assemblée nationale de transition élue dimanche. En effet, il est prévu que lorsqu'il sera soumis au référendum à l'automne prochain, le texte constitutionnel devra non seulement être ratifié par la majorité des électeurs, mais aussi ne pas être opposé par plus de deux régions.

L'Alliance revendique ouvertement le rattachement au Kurdistan de la ville pétrolière de Kirkouk, projet auquel s'opposent farouchement les communautés turkmène et arabe qui y habitent. Au Kurdistan,

l'ordre et la sécurité règnent, l'argent américain coule à

flots, et les services publics sont, de loin, les meilleurs de tout l'Irak. Si les Kurdes ne demandent pas aujourd'hui l'indépendance, c'est parce qu'ils ne veulent pas embarrasser leurs alliés américains. En effet, la Turquie voisine, grand allié régional de l'Amérique, fait de l'indépendance du Kurdistan un casus belli. Le projet kurde à moyen terme est très simple : garder à tout prix l'amitié des Américains, conquérir le maximum d'autonomie, continuer à peser sur les décisions politiques prises à Bagdad.

Au sud du pays (et aussi à Bagdad), il y a les chiïtes, qui constituent près de 60 % de la population irakienne. Ils vivent en ce moment une véritable extase religieuse. Pour la première fois depuis l'assassinat d'Ali, le pouvoir est à leur portée en Irak. Gendre du prophète Mahomet, Ali fut le quatrième calife de l'islam. Mais il fut tué, non loin de Nadjaf, par des compagnons du prophète,



En prônant le boycott électoral, les tribus sunnites ont joué un jeu désespéré

qui n'acceptaient pas sa désignation. Pour venger son père, son fils Hussein leva une armée, qui fut battue à Kerbala. Les chiïtes (qui vient du mot chi'a, groupe, scission) sont les sectateurs de l'imam Ali et de son fils Hussein. Ils sont considérés comme des hérétiques par les musulmans sunnites (qui vient du mot sunna, tradition).

En pays chiïte, la très grande majorité des électeurs ont voté pour la liste Alliance pour l'unité de l'Irak, à laquelle le tirage au sort avait donné le numéro 169. Cette alliance, qui a reçu la bénédiction du grand

Au sud de l'Irak, comme ici à Nadjaf, ainsi que dans la capitale, les chiïtes vivent en ce moment une véritable extase religieuse. Pour la première fois depuis l'assassinat d'Ali, quatrième calife de l'islam, le pouvoir est à leur portée en Irak. (Photo al-Marjani/AP.)

ayatollah Ali Sistani, est dominée par le CSRII (Conseil suprême pour la révolution islamique en Irak), parti qui dispose de sa propre armée. Se fondant sur un échantillon de 500 000 bulletins déjà dépouillés, un porte-parole de la liste (que tout le monde ici appelle « la maison chiite ») a proclamé hier qu'elle avait réuni plus de 80 % des voix dans les régions sud du pays, et 50 % dans les autres, à l'exception de la région d'Anbar (immense fief sunnite s'étendant à l'ouest de Bagdad) et, bien sûr, des régions kurdes.

C'est un communiqué de victoire sur la liste n° 285, qu'on disait aussi bien placée, du premier ministre pro-américain Iyad Allaoui (un chiite partisan de la laïcité de l'Etat).

Si la défaite d'Allaoui était avérée, le poste de premier ministre pourrait revenir à une personnalité indépendante inscrite sur la liste 169, Hussein Shahrastani, un professeur de physique nucléaire. Malgré les dénégations de Téhéran et des leaders de la liste de la « maison chiite », l'influence iranienne sur le CSRII est très importante. L'ayatollah Sistani est lui-même de nationalité iranienne et s'exprime mieux en persan qu'en arabe. Dans le sud de l'Irak, où l'Etat est pratiquement absent, mais où les milices chiites font régner l'ordre, les gens passent librement d'un pays à l'autre. Les tenants de la liste 169 sont suffisamment habiles pour ne pas provoquer les Américains. Mais il est certain qu'à terme

l'ingérence de l'Irak en Irak posera un gros problème à l'administration Bush.

Et puis, au centre et à l'ouest du pays, il y a les grands perdants que sont les tribus sunnites. La chute de Saddam Hussein (qui les privilégiait, dans l'attribution des postes de responsabilité) les a totalement désorientées, et elles ont constamment les forces américaines sur le dos. En prônant

le boycott électoral, les tribus sunnites ont joué un jeu désespéré, qui va se retourner contre elles. Car elles n'ont aucune chance de faire prévaloir leurs intérêts en ayant contre elles à la fois les Kurdes, les chiites et les Américains.

Le président irakien Ghazi al-Yawer a eu raison de déclarer hier que « ce serait pure

folie que de demander le départ des forces étrangères d'Irak ». Car les Américains constituent aujourd'hui le seul ciment du pays et le seul atout d'un gouvernement central qui ne contrôle vraiment que Bagdad. L'avenir est donc à un Irak extrêmement décentralisé, où chaque région, voire chaque ville, voire même chaque quartier, devra s'administrer lui-même. Un équilibre précaire, que la première déflagration dans un des pays voisins (Iran, Syrie, Turquie) remettrait immédiatement en cause.

Rice faces a key test in visit to Turkey

By Brian Knowlton

WASHINGTON: Secretary of State Condoleezza Rice visits Ankara this weekend for talks likely to test her fence-mending talents as much as will her stops in Paris and Berlin. The United States and Turkey are still trying to recover from an unusually bitter pre-Iraq war dispute.

After a new Muslim-dominated government blocked an urgent Pentagon request for access to Turkish territory that would have permitted a northern push into Iraq, some Turks called the U.S. negotiators arrogant and peremptory; the American side appeared taken aback by the new Muslim power centers in a long-secular country.

The strains remain vivid, according to Turkish and American officials as well as analysts at a conference here of the American Turkish Council and the Atlantic Council.

And as Turkey opens talks in October on European Union membership, U.S.-Turkish ties might face further strains.

"Turkish-EU relations are at an all-time best," said Omer Taspinar, director of the Turkey Program at the Brookings Institute, "while trans-Atlantic relations are going through one of their worst patches." So even as the Bush administration cites Turkey as a model of the Western-oriented Muslim democ-

racy that President George W. Bush wants for the region — he underscored this goal in his inaugural speech and may repeat it Wednesday in his State of the Union address — relations between the two countries remain raw.

How bad is Turkish public opinion toward the United States?

A current best-selling thriller in Turkey is based on the premise that strains over Iraq escalate into a major U.S. war on Turkey, said Soli Ozel, a professor of international relations at Bilgi University in Istanbul. The scenario seems absurd. But a June 2003 survey by the Pew Research Center found that 71 percent of Turks worried that the United States was a potential military threat.

The war changed opinion dramatically. The 2003 poll found that 83 percent of Turks viewed the United States unfavorably, up from 55 percent the previous year. And 82 percent of Turks expressed disappointment that Iraqi forces had not fought harder against the U.S. coalition.

"Turkey is on the receiving end of America's grand designs in the Middle East," said Ozel, and as a neighbor of Iran, Iraq and Syria, the Turks would like a voice on how those designs are carried out.

The invasion of Iraq "simply has broken the back of U.S.-Turkish relations," Taspinar said.

The containment of Iraq had been a cornerstone of America's ties to Turkey, a NATO partner, said Soner Cagaptay of the Washington Institute. "It has been damaged." A major unknown is how the situation in Iraq, particularly northern Iraq, will evolve.

The administration hopes the unexpected success of the Iraqi elections will give it a boost as Rice begins her trip Thursday. The elections underscored "how important it is for all of us to encourage and support those steps," the State Department spokesman, Richard Boucher, said Monday.

But Turks have a series of worries.

Turkey is deeply concerned that the Kurds of northern Iraq, strengthened by election results and with a decade's experience of near-autonomy, will declare independence, emboldening separatist-minded Kurds in Turkey.

Turks believe that some in the Bush administration — including Deputy Defense Secretary Paul Wolfowitz, who led the failed access negotiations — would not try to block an independent Kurdistan.

Many Turks say the U.S. failure to apprehend and turn over Iraq-based Kurdish extremists of the PKK group reflects a double standard by an administration that calls the war on terrorism a top priority. "The PKK is the thorn in Turkey's foot, and it needs to be taken out," Cagaptay said. "There's no other way to

The war in Iraq 'has broken the back of U.S.-Turkish relations.'

move forward on U.S.-Turkish relations."

Preston Hughes, a retired U.S. Army colonel and Turkey expert, said that the U.S. approach on the PKK "has caused bitter frustration and even anger at the highest levels" in Turkey.

Turks also worry about a Kurdish takeover of the northern Iraqi city of Kirkuk, which controls great oil wealth. Taspinar went so far as to suggest that Turkey might "go it alone in northern Iraq" if "there is a civil war centered around Kirkuk between the Kurds, the Arabs and the Turkmens." Turks would also like reassurances about neighboring Iran. "We are really waiting, biting our nails," over the possibility of a U.S. attack on suspected Iranian nuclear facilities, Ozel said.

What else would Turks like to hear

from Rice? Clearly, analyst said, an unequivocal assertion that the United States opposes an independent Kurdistan and, above all, a concerted push for Israeli-Palestinian peace.

Taspinar's advice: "Public diplomacy should not be seen as an alternative to changes in policy."

Mark Parris, a former U.S. ambassador to Turkey, said that as EU accession talks progress, a shift away from the United

States might widen. "Turkey's imagination, its talent, is inevitably going to be drawn toward Europe," Parris said.

While the United States and Europe may be vying for Turkish attention and business, their hopes for Turkey largely coincide: Both want to see it ensure the rights of ethnic Armenians and Kurds, of women and of trade unions. And both want a resolution of the decades-old controversy over divided Cyprus.

As fence-mending proceeds, many Turks acknowledge that they, too, have work to do. Cagaptay suggested that the government and elite needed to work "to filter out the vast amount of anti-American talk" and to counter widespread anti-American conspiracy theories.

International Herald Tribune

Iraq's elections ■ By Peter W. Galbraith

As Iraqis celebrate, the Kurds hesitate

February 2, 2005

INTERNATIONAL
Herald Tribune

ERBIL, Iraq
Of all the remarkable things that happened at the Iraqi polls on Sunday, perhaps the most striking was pulled off by the Kurdish independence movement.

With almost no advance notice, hundreds of Kurds erected tents at official polling places in Iraq's Kurdish areas and asked those emerging from the ballot booths to take part in an informal referendum on whether Kurdistan should be independent or part of Iraq. From what I saw, almost everyone stopped to vote in the referendum, and the tally was running 11 to 1 in favor of independence.

This news will not be welcomed by American and British officials, who have studiously ignored the Kurdish independence movement, pretending that the unity of Iraq is not at issue in the country's transition to democracy.

Kurdistan has been strongly supportive of the American presence in Iraq, and has not been a priority for our diplomacy. U.S. officials have preferred to see Kurdistan through their own lenses. Last summer, I heard Condoleezza Rice speak at a meeting in Washington about how impressed she was with the Kurdish commitment to the building a new, unified Iraq. I know every Kurdish leader she met with, and I know that none of them would prefer to be an Iraqi if an independent Kurdistan were a realistic option.

Kurdish leaders, well aware of the practical impediments to independence, repeat a mantra that the Americans want to hear: Iraq should be democratic, federal, pluralistic and united. But their hearts are not in it. Thus Iraq's new assembly will face the task of preparing a constitution for a country where a sizable part of the population almost unanimously does not want to be part of the whole.

The representatives of the Kurdish areas will most likely be the second-largest bloc in the parliament. They will not press for independence any time soon, but they will be mindful of the referendum vote. A second election is scheduled for the end of this year, and it is quite possible that the referendum movement will convert itself into a political party by then

if it feels that the major Kurdish parties have made too many concessions.

The Kurdish region today functions as if it were an independent state. The Kurdistan regional government carries out virtually all government functions, and Baghdad law applies only to the extent the Kurdish parliament chooses to apply it. Kurdistan is responsible for its own security (which is the main reason it has been free of the violence wracking the rest of Iraq) and maintains its own armed forces.

What drives the move for independence is not just the love of Kurdistan but also a widespread antipathy toward Iraq. The Iraqi flag is a hated symbol of a bru-

tal regime, and it is still banned in areas controlled by the Kurdistan Democratic Party.

The Kurds do not allow Arab units of the new Iraqi military onto their territory, nor do they permit Baghdad ministries to open offices. They refuse to surrender control of their international borders to Baghdad for fear that the central government will cut off their precious access to the outside world.

As the assembly draws up the new constitution, Kurdish leaders likely will settle for a deal that preserves their region's de facto independence and financial autonomy and gives them control over the disputed province of Kirkuk. Especially important, the Kurds insist on a fixed percentage of Iraq's budget and full control over Kurdistan's petroleum, including the right to export it.

Kurdish dreams of independence have long been thwarted by the hostility not only of Arab Iraqis but also of Turkey, Iran and Syria — each with substantial Kurdish minorities. These neighbors will be alarmed by the results of the independence referendum. Wiser heads, especially in Turkey, now see a loose Iraqi federation as a far lesser evil than a Kurdish state.

The United States would do well to learn the lessons of the former Yugoslavia, where policymakers denied the reality of breakup until it was too late to contain the accompanying violence. Just four days before Yugoslavia's wars began in June 1991, the American secretary of state, James Baker, was in Belgrade focused on the impossible task of stopping Slovenian and Croatian secession when he should have been trying to prevent the shooting.

Will Kurdistan want to stay in an Iraqi federation — even a very loose one? As the United States learned in Yugoslavia, it is hard in a democracy to hold people in a country they hate.

Peter W. Galbraith is a senior fellow at the Center for Arms Control and Nonproliferation in Washington.

Pour le premier ministre Iyad Allaoui, « les terroristes savent désormais qu'ils ne peuvent pas vaincre »

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Pour Farid Ayar, porte-parole de la commission électorale (Independent Electoral Commission of Irak, IECI), la première phase, celle du comptage des bulletins dans les bureaux de vote, est terminée. La seconde devrait débiter lundi soir 31 janvier, au centre Tally, installé dans la « zone verte » à Bagdad où 200 personnes et 80 ordinateurs vont procéder au recomptage et aux vérifications des données fournies par chaque centre électoral. Pour le moment, toutes les urnes ne sont pas encore arrivées et les résultats ne seront donnés qu'au coup par coup. Si 38 attaques ont été dénombrées contre les bureaux de vote, comme l'a souligné le ministre de l'intérieur Falah Al-Naqib, aucun convoi d'urnes n'a été pour le moment attaqué. Pour avoir une idée d'ensemble, il faudra sans doute attendre la fin de la semaine car les chiffres qui seront donnés seront définitifs.

« Nous avons besoin d'un peu de temps pour les contrôler et les certifier », a expliqué M. Ayar, qui s'est gardé de donner un quelconque résultat, ou même de confirmer le taux de 72 % de participation

annoncé au soir des élections. Pas question non plus de fournir une quelconque tendance à partir des comptages effectués dans les bureaux de vote. La précipitation de la veille pour annoncer le chiffre de 72 % a servi de douche froide. Désormais, la prudence s'impose !

Au lendemain de cette journée qualifiée de « mémorable » par toute la classe politique et par les Américains, ce ne fut donc qu'un concert de louanges. Iyad Allaoui, premier ministre intérimaire - qui souhaite se succéder à lui-même en tant que premier ministre de transition jusqu'au scrutin décisif de la fin de l'année devant donner des institutions définitives au pays - est venu, tout sourire, expliquer aux journalistes que plus rien ne serait désormais comme avant puisque « nous avons eu la chance de choisir notre avenir. Il est temps de mettre derrière nous les troubles et les divisions et de commencer un nouveau dialogue qui garantira aux Irakiens qu'ils auront leur mot à dire dans le gouvernement du pays ». M. Allaoui a rendu hommage à « la bravoure » des Irakiens qui n'ont pas hésité à affronter leurs peurs pour se rendre aux urnes en dépit de nombreuses attaques, dont

notamment sept attentats suicides à Bagdad perpétrés selon lui par des étrangers. « Il y aura encore de la violence », a souligné le chef de l'exécutif intérimaire, mais les terroristes savent désormais qu'ils ne peuvent pas vaincre. »

« UNE NOUVELLE ÈRE »

Alors que le 30 janvier avait été qualifié de « journée ordinaire de violence », il apparaît au contraire que la guérilla a bien tenté, par un effort accru, de torpiller le processus électoral. De source américaine, il a été établi qu'il y a eu 260 attaques ce jour-là, soit une augmentation de 45 %. De plus, il a été constaté que la plupart de ces attaques, qui n'ont pas provoqué les massacres annoncés, ont été menés par des éléments particulièrement peu formés à ce genre d'actions, a-t-on estimé, toujours de source américaine.

En dépit de ce regain de violences, le scrutin a pu avoir lieu. Et cela grâce à l'efficacité des forces de sécurité appuyées par la force multinationale (FMN), comme l'a souligné M. Allaoui, qui a rendu un hommage appuyé aux forces de l'ordre. « Grâce auxquelles cela n'aurait pas été possible ». « Le mon-

de nous a regardés et nous avons montré notre force », ce qui signifie pour ce dernier l'aube d'une « nouvelle ère ». Ces déclarations faites, M. Allaoui a refusé de répondre aux questions et il est reparti, comme il était venu, un grand sourire aux lèvres.

La satisfaction était aussi sur le visage du ministre de l'intérieur, Falah Al-Naqib, pour qui « le peuple a regagné la confiance dans les forces de l'ordre qui ont prouvé qu'elles étaient capables de protéger le peuple. Ceux qui ont mis en doute leur efficacité ont eu tort », a-t-il insisté. Il a estimé que, dans quinze mois, les forces de l'ordre seront en mesure d'assurer la sécurité de l'Irak et que trois mois plus tard, l'armée viendra compléter le système de protection du pays. Ce qui signifie que, vers le milieu de 2006, la force multinationale pourra quitter le pays. C'est en tout cas ce qu'il a promis.

M. B.-R.

Carlos Valenzuela, représentant de l'ONU pour les élections en Irak

« Ce qui compte, c'est la représentativité »

En tant que représentant de l'ONU auprès de l'IECI (Independent Electoral Commission of Irak), quel est votre sentiment au lendemain des élections du 30 janvier sur le déroulement de ce scrutin ?

Ce n'est pas encore fini. Nous sommes dans un moment sensible du processus puisqu'il faut comptabiliser les votes et tout vérifier. On ne peut donc pas encore crier victoire car nous n'avons pas encore une vision complète et systématique en raison des difficultés de communication dans le pays. Même à Bagdad, on n'a pas encore une vision complète de la situation.

Toutefois, d'une manière générale la tendance est plutôt positive car il n'y a pas eu de problèmes sérieux de logistique, et ceux qui sont survenus ont été réglés dans les trois heures. Il faut avoir conscience que cela a été une

opération énorme et que l'infrastructure électorale est totalement neuve. Certes, la violence a été au rendez-vous, mais elle n'a pas empêché la participation. On a même senti un certain enthousiasme, voire une euphorie dans certains endroits. Même dans le

centre du pays, où les prévisions étaient très négatives, il y a eu plus de participation que prévu. A Faloulja par exemple, on croyait que personne ne viendrait. Des bureaux de vote ont tout de même été mis en place car il le fallait, et des gens sont allés voter.

Quels sont, selon vous, les points noirs ?

Pour le moment, nous n'avons eu qu'une seule plainte, venant de la communauté chaldo-assyrienne à l'ouest de la province de Ninive, au nord, qui a protesté contre l'insuffisance de bureaux de vote. Et il y aura d'autres plaintes. Mais il y a eu très peu de bureaux de vote qui

n'ont pas ouvert, et surtout aucun d'entre eux n'a fermé à cause des attaques.

Y a-t-il eu des fraudes ?

C'est encore trop tôt pour le dire, mais je serais très étonné qu'il y en ait eu parce que le système que nous avons mis en place est très éprouvé. Il a été mis à l'épreuve dans de nombreux pays.

Il peut y avoir eu des irrégularités.

C'est probable, car nous sommes partis de zéro dans un pays en guerre où les contraintes sont énormes. Mais avec les 79 000

observateurs et agents des partis politiques, sans parler des ONG, cela a permis d'effectuer une bonne surveillance. Tous les rapports que j'ai reçus sont positifs. Et je peux vous assurer que les autorités irakiennes ont été très respectueuses de l'indépendance de la commission, car elles ont compris qu'elles avaient besoin d'une élec-

tion crédible. S'il y avait eu une seule intervention, nous l'aurions dit.

Alors on peut parler de succès ?

Si les tendances que l'on a se confirment, ce sera vraiment un succès. Mais, encore une fois, il faut être prudent. J'ai vu des élections qui se sont très bien passées et dont le processus a, par la suite, dégénéré. Le fait qu'il y ait eu une bonne participation ne veut rien dire dans l'absolu. Ce qui compte, c'est la représentativité. Que le Sud et le Kurdistan aient voté en masse est important mais était attendu. Ce qu'il faut désormais savoir, c'est la participation au centre du pays. Pour le moment, nous avons des échos positifs.

Propos recueillis par Michel Bôle-Richard

Le scrutin irakien accélère le dégel entre Américains et Européens

AU LENDEMAIN des élections du 30 janvier en Irak, les querelles qui ont divisé l'Alliance atlantique et l'Union européenne à propos de l'intervention militaire dans ce pays semblaient remises au placard.

Si l'on en juge par les premiers commentaires de ce scrutin, émis lundi des deux côtés de l'Atlantique, un consensus semble désormais possible sur la façon de gérer la crise irakienne. Du moins la volonté a-t-elle été exprimée de surmonter les affrontements auxquels elle a donné lieu ces dernières années entre Occidentaux.

C'est de la part de l'administration américaine que le virage est le plus net. George Bush a téléphoné lundi, pour commenter ce scrutin, non seulement au premier ministre et au président irakiens, Iyad Allaoui et Ghazi Al-Yaouar, non seulement à son principal allié en Irak, Tony Blair, mais également à Jacques Chirac et à Gerhard Schröder, les deux dirigeants européens qui lui ont manqué dans son entreprise irakienne. Il y a quelques semaines encore, de tels contacts téléphoniques à Paris et à Berlin n'étaient pas imaginables : ni la France ni l'Allemagne n'étaient considérées comme des partenaires par Washington en ce qui concerne l'Irak. L'administration Bush a manifestement opté pour une restauration des liens transatlantiques lors du second mandat présidentiel.

Un autre signe de la volonté de Washington d'enterrer les rancunes est venu lundi du département d'Etat, annonçant que Condoleezza Rice avait choisi Paris pour faire, le 8 février, un important discours sur les relations euro-américaines. Mme Rice, qui commencera dans quelques jours une tournée au Proche-Orient et en Europe, « veut fai-

re ce discours à Paris parce qu'elle pense que c'est l'un des endroits où il y a beaucoup de débats et de discussions sur les Etats-Unis, sur l'Europe, sur nos objectifs communs, sur la manière de réaliser nos projets », a déclaré son porte-parole, Richard Boucher. « C'est une discussion qui a lieu en Europe, qui a lieu en France ; elle veut y participer et mettre ses idées sur la table », a-t-il ajouté.

A l'Elysée, on soulignait lundi avec insistance que le dialogue avec Condoleezza Rice « a toujours été constant et franc, même s'il a parfois été difficile ». Mme Rice, auteur présumé de la célèbre phrase « Punir la France, ignorer l'Allemagne et pardonner à la Russie », n'avait néanmoins jamais manifesté jusqu'ici une telle aspiration à l'échange avec les contestataires. Le scrutin de lundi en Irak est, depuis l'arrestation de Saddam Hussein, le premier événement dont les Etats-Unis puissent tirer quelque motif de satisfaction. C'est néanmoins un succès très partiel et qui ne règle rien.

Pour sortir d'un bourbier dans lequel ils restent enlignés, les Etats-Unis doivent transformer l'essai. Comme en d'autres épisodes de la crise irakienne, mais plus clairement que jamais, ils paraissent aujourd'hui trouver utile de se rapprocher d'analyses que précédemment ils méprisaient parce qu'elles n'étaient pas les leurs.

« TOUT ÉVOLUE »

Le président américain a ainsi abordé, lundi, avec ses interlocuteurs irakiens la nécessité de « s'assurer désormais que le processus politique s'étende à tous les Irakiens, qu'ils aient voté ou non », nécessité également soulignée dans les commentaires de la France et de tous les responsables européens. « Ils

ont parlé des moyens de s'assurer que les dirigeants sunnites, par exemple, soient associés à la rédaction de la Constitution et que le gouvernement soit représentatif des Irakiens », a rapporté le porte-parole de la Maison Blanche. La France avait prêché dans le vide pour cette évidence en temps utile, c'est-à-dire avant les élections, en prônant un processus politique aussi « inclusif » que possible, en recommandant une politique d'ouverture résolue en direction de tous les secteurs de l'opinion irakienne qui récusent ou auraient renoncé à la violence. Non seulement elle n'avait pas été entendue, mais elle avait plus ou moins ouvertement été accusée - depuis Iyad Allaoui jusqu'à Condoleezza Rice - de soutenir le terrorisme.

Est-il encore temps ? Mieux vaut tard que jamais, et on n'a guère d'autre choix que d'y croire encore.

Les dirigeants français ont mêlé leurs voix, lundi, à celles des autres Européens pour se féliciter du déroulement du scrutin de dimanche. « Ces élections constituent une étape importante dans la reconstruction de l'Irak, la stratégie des groupes terroristes a en partie échoué », a dit Jacques Chirac au téléphone à George Bush. M. Chirac « a souligné que pour l'avenir il était important d'inclure tous les groupes qui renonçaient à la lutte armée, notamment dans l'élaboration de la Constitution », a indiqué le porte-parole de l'Elysée. Il a également « confirmé la disposition de la France à coopérer avec l'Irak, en particulier pour la formation des forces de sécurité ainsi que des hauts fonctionnaires ».

Que la « disposition de la France » n'aille définitivement pas jusqu'à un engagement militaire en Irak ne lui vaut apparemment plus la hargne de Washington. Du côté français, le discours sur le retrait des troupes étrangères, que Paris présentait il y a quelques mois comme une condition nécessaire, sinon suffisante, à la pacification de ce pays, a complètement changé. La France réclamait une date de retrait aussi proche que possible ; elle se contente aujourd'hui d'une « perspective de retrait » non datée. « Soit on se focalise sur une date, sur un mécanisme très formel, explique-t-on aujourd'hui à l'Elysée ; soit on part du principe que les choses se feront progressivement, qu'il faut travailler étape par étape. C'est ce que nous faisons. Nous ne sommes pas là pour polémiquer systématiquement. Tout évolue. »

L'Irak n'est pas le seul dossier

sur lequel la France, comme l'ensemble de l'Union européenne, ne veut pas manquer les nouvelles dispositions des Etats-Unis « à écouter plutôt qu'à prescrire », comme dit un diplomate français. Sur le Proche-Orient, on attend des Etats-Unis qu'ils s'impliquent davantage et mettent à profit un contexte passablement renouvelé sur place pour ramener Israéliens et Palestiniens à la table des négociations.

Sur l'Iran, où les Etats-Unis disent être dans une phase de *policy review*, de réexamen de leur politique, on attend qu'ils souscrivent à la démarche entreprise par la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne afin d'amener par la négociation Téhéran à renoncer à l'arme nucléaire. Sur l'aide au développement, la Grande-Bretagne et la France ont pris la tête en Europe d'un mouvement qui veut arracher une forme d'approbation de Washington.

Tous ces sujets (européens) seront au menu du dîner auquel George Bush a convié Jacques Chirac, le 21 février à Bruxelles. « Dans la phase actuelle, les sujets sur lesquels nous pouvons travailler efficacement ensemble sont plus importants que les sujets de divergence », explique un proche de M. Chirac. Comment était le ton de leur conversation téléphonique lundi ? « Le ton ? Mais amical ! », répond-il, comme si cela allait de soi.

Claire Tréan

La crise de 2002-2003

● **29 janvier 2002.** Le président George Bush déclare que l'Irak de Saddam Hussein fait partie de l'« axe du Mal » des pays soutenant le terrorisme.

● **30 juillet 2002.** Rencontrant le chancelier allemand Gerhard Schröder, Jacques Chirac déclare qu'une guerre contre l'Irak doit être décidée par le Conseil de sécurité de l'ONU.

● **8 novembre 2002.** La résolution 1441 sur le désarmement irakien est votée à l'unanimité des membres du Conseil de sécurité.

● **19 décembre 2002.** Analyse à l'ONU du rapport irakien sur ses

programmes d'armement. Washington y voit une « violation patente » de la résolution 1441.

● **17 mars 2003.** A l'ONU, Londres et Washington retirent, faute de majorité, un projet de résolution permettant une guerre contre l'Irak. Celle-ci commence trois jours plus tard.

● **9 avril 2003.** Bagdad tombe devant les forces américaines.

● **14 août 2003.** La résolution 1500 de l'ONU approuve l'établissement, à Bagdad, du conseil de gouvernement transitoire de l'Irak, sans le reconnaître explicitement.

Le Monde

2 FÉVRIER 2005

La « démocratie » va-t-elle déboucher sur une république islamique ?

IRAK : si les chiites font la loi

De notre envoyée spéciale au Proche-Orient, Sara Daniel

Dans le quartier Al-Daoudi, à Bagdad, la plupart des habitants, des sunnites, avaient décidé dimanche dernier de ne pas aller voter. Cela faisait de longues semaines que l'un des imams de leur mosquée appelait ses fidèles au boycott et au djihad, s'emportant contre « l'envahisseur sangsue ». Pendant que les larmes coulaient sur sa longue barbe noire, il exhortait son auditoire à imiter les « martyrs » qui se faisaient exploser en Israël. Et pourtant, lorsqu'un kamikaze est venu se faire sauter devant le bureau de vote de l'école Al-Jouhour, beaucoup de ceux qui comptaient bouder les urnes ont changé d'avis.

Ce sont d'abord les enfants qui traînaient devant l'école primaire où l'on devait voter qui l'ont reconnu. Il leur a fait un geste de la tête pour leur commander de partir. Après l'explosion, Abla, qui habite à côté de l'école, a réuni les lambeaux de chair qu'elle a pu retrouver dans un sac en plastique. La tête, soufflée par l'explosion, était presque intacte. Alors elle a pu l'identifier : c'était le Soudanais qui gardait une maison du quartier. Abdul Amir, le policier irakien qui lui avait demandé ses papiers, est mort dans l'attentat. Trois civils et trois membres de l'armée irakienne ont été gravement blessés. « Nous avons commencé à soigner les blessés dans le jardin de ma

maison, raconte Abla. Les gens étaient furieux. Ils criaient : "Nous avons décidé de ne pas voter de toutes les façons, alors pourquoi s'est-il fait sauter ?" C'est alors que nous avons décidé d'aller voter. Par réaction. Nous, les Irakiens, n'allons pas nous laisser terroriser par des étrangers ! »

Entre les petits groupes qui se sont formés devant l'école, on échangeait des conseils. Les dialogues entendus montraient le mépris que les habitants du quartier ressentaient pour les candidats : « Et vous, pour qui allez-vous voter ? Pour les "juifs" [le président Ghazi al-Yaouar], les "Iramiens" [Abdelaziz al-Hakim, le chef du Conseil suprême pour la Révolution islamique en Irak] ou les "Américains" [le Premier ministre intérimaire, Iyad Allaoui] ? » Beaucoup ont fini par opter pour la liste du docteur Mohsen Abdel Hamid, du parti islamique sunnite...

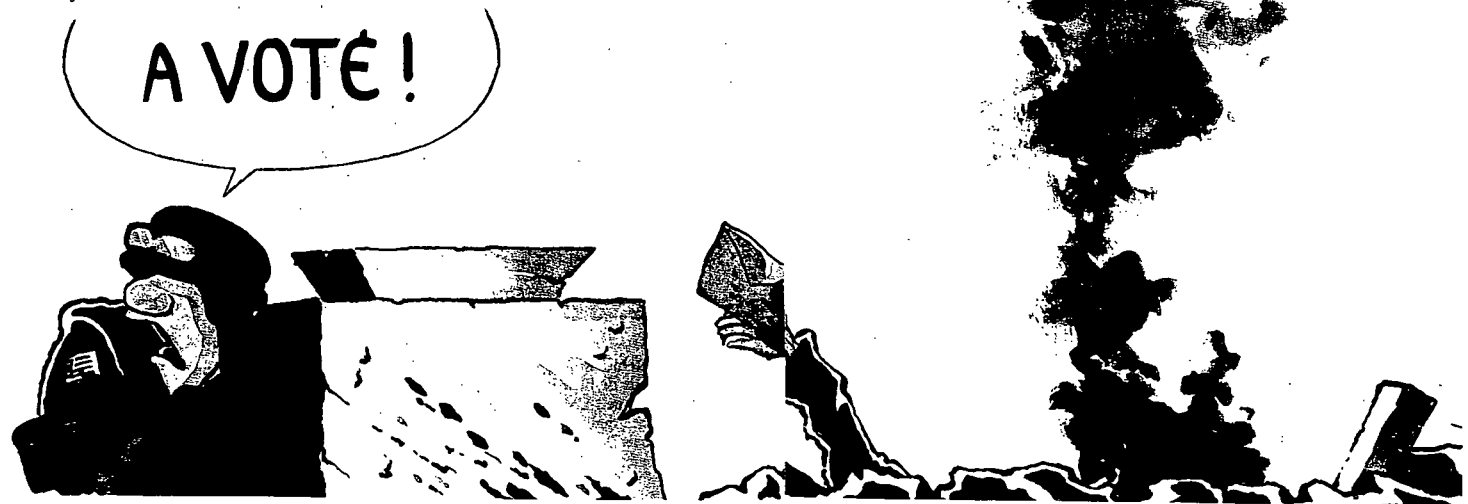
Combien de sunnites ont décidé, comme les habitants d'Al-Daoudi, de braver les consignes de boycott de la majorité de leurs représentants ? Combien auront eu ce courage, presque cette inconscience, dans ces petits quartiers où chaque voisin aurait pu signer leur arrêt de mort en les dénonçant ? C'est ce chiffre, plus que celui de la participation globale toutes

confessions confondues, qui permettra de décider si ces élections ont été une « victoire pour la démocratie », comme cela a été dit par les Américains, et un sursaut des Irakiens contre le terrorisme.

Car le taux de participation record chez les chiites et les Kurdes d'Irak n'a surpris personne. Pour inciter le peuple chiite à ne pas bouder ce jour historique où les urnes allaient leur offrir une revanche, l'ayatollah Sistani est sorti de sa réserve « *quiétiste* » d'homme de Dieu qui ne se mêle pas de politique. Il a promulgué une fatwa qui rendait le vote obligatoire. Il a donné sa caution à une liste confessionnelle, la liste 169, que certains observateurs américains créditent déjà de près de 50% des votes. On a pu noter que dans la province de Bassora, où des membres de la commission électorale estiment que 75% des habitants ont voté, les électeurs indécis étaient fortement « encouragés » à se prononcer pour la liste de l'ayatollah de Nadjaf. Ailleurs, l'impressionnante discipline des chiites, qui au péril de leur vie ont suivi les commandements de leur leader spirituel, a joué. Le terrorisme n'avait pas dissuadé ceux qui attendent l'imam caché d'aller en pèlerinage dans les villes saintes de Nadjaf ou de Kerbala. Il ne les a pas dissuadés non plus d'aller voter.

Cette victoire de la majorité confessionnelle du pays n'est pas sans poser nombre de questions. Les chiites de la « liste irakienne unifiée » résisteront-ils à la tentation d'instaurer un Etat religieux ? A Nadjaf, les représentants de l'ayatollah Sistani et des autres membres prestigieux du « Vatican des chiites » ne cachent pas leur volonté de voir naître en Irak une république islamique. Et l'on sent bien que les précautions oratoires prises en ce domaine sont surtout destinées à rassurer les Américains. Déjà, dans la ville sainte, ce sont des tribunaux islamiques qui administrent la justice, tandis que le palais de justice municipal est quasi désert. La présence à la tête de la liste 169 d'Abdelaziz al-Hakim, un homme religieux proche de Téhéran, et du chef des Brigades Badr, qui ont lancé de nombreux actes de sabotage contre le régime de Saddam à partir de l'Iran, effraie les sunnites, mais aussi les Kurdes, qui redoutent l'instauration d'un Etat théocratique.

Lors d'un discours prononcé à l'occasion du 26^e anniversaire du retour en Iran de l'imam Khomeyni, l'ancien président iranien Rafsand-



jani s'est réjoui de la forte mobilisation de l'électorat irakien en zone chiite : « Ces élections n'auraient jamais été possibles sans la puissance du clergé et de l'autorité religieuse qui a exigé leur tenue. » Tandis que le responsable de la propagande au Conseil suprême de la Sécurité nationale iranien a déclaré : « L'influence des groupes islamistes [dans la liste 169] doit convaincre les Américains et les Occidentaux de modifier leur regard par rapport à la région... »

Avec quelle coalition les chiïtes vont-ils

gouverner l'Irak ? Si c'est la liste du Premier ministre Iyad Allaoui qui arrive en deuxième position, comme le prévoient les rares sondages effectués, on peut se demander combien de temps la majorité confessionnelle du pays acceptera de voir son pouvoir bridé par un homme qu'ils jugent inféodé aux Américains. Cette coalition « contre nature » risque de diviser la communauté chiïte et de précipiter certains de ses éléments qui ont un fort pouvoir de nuisance, comme le jeune extrémiste Moqtada al-Sadr, dans l'opposition voire la « résistance » armée. Certains déjà, le jour des élections à

Sadr City, le quartier chiïte de Bagdad, mettaient en doute le processus électoral, comme Mahmud, un fidèle de Moqtada al-Sadr qui présentait le scrutin comme un « scénario préparé pour servir les intérêts des occupants ». Une alliance avec les partis kurdes ne serait certainement pas plus stable. Les Kurdes redoutant l'instauration d'une théocratie tandis que les chiïtes sont encore réticents à accepter la mise en place d'un Etat fédéral qui finirait par soustraire le pétrole de Kirkouk à leur contrôle.

Mais la question cruciale reste de savoir si les chiïtes vont réussir à associer les sunnites

à l'élaboration de la Constitution et à ne pas les enfermer dans une résistance qui pourrait conduire à une guerre confessionnelle. Déjà, les quotas communautaires que les Américains ont imposés au sein du Conseil de gouvernement transitoire ont marqué le début de

l'ostracisme des sunnites, condamnés à expier leur compromission avec le régime de Saddam. Et la « débaasification » a conduit certains des cadres de l'ancien régime à rentrer

tout naturellement en « résistance » contre l'occupant. Réparer la faute des Américains et retrouver le chemin de la réconciliation nationale, c'est cette préoccupation qui a conduit Iyad Allaoui à appeler, au lendemain du vote, à l'unité nationale. « Aujourd'hui, nous sommes entrés dans une nouvelle phase. Tous les Irakiens, qu'ils aient voté ou non, doivent travailler ensemble pour bâtir le futur de la nation », a affirmé le Premier ministre, conscient des périls qui découlent de l'absence des sunnites arabes. Puissent les chiïtes, qui considèrent dans leur grande majorité les sunnites comme des suppôts du dictateur déchu, l'entendre.

Le marchandage des alliances, qui durera une grande partie du mois de février, devrait probablement conduire à une large coalition entre chiïtes, Kurdes et partisans du Premier ministre Iyad Allaoui. La place des sunnites, dont les régions sont les fiefs de l'insurrection, est déjà au cœur des discussions. **SARA DANIEL**

Le Monde 4 FÉVRIER 2005

Le dirigeant kurde Jalal Talabani revendique la présidence de l'Irak à l'issue des élections

Dans l'attente des résultats du scrutin, il assure que ses tractations avec les chiïtes sont positives

SOULEIMANYE (KURDISTAN)
de notre envoyée spéciale

« Pour le peuple irakien, ces élections sont une revanche sur Saddam Hussein. Pour les Kurdes, obtenir la présidence de l'Irak n'est que justice ! » Par cette déclaration, Jalal Talabani, 71 ans, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), ne cache pas ses ambitions. Principal dirigeant kurde avec Massoud Barzani, et numéro un de la Liste unifiée du Kurdistan (LUK) aux élections nationales, l'homme estime avoir de bonnes chances de les réaliser.

Installé dans sa résidence de Kalat Choualan qui domine la ville de Souleimanye, entouré de sa famille et de quelques fidèles, en cette soirée glaciale du mardi 1^{er} février, Jalal Talabani affichait sa bonne humeur. Les tractations avec les responsables chiïtes seraient, selon lui, positives. « Les chiïtes insistent pour obtenir le poste de premier ministre, affirmait-il, mais ils sont d'accord pour que le président soit kurde et, parmi les leaders kurdes, ils sont d'accord pour que ce soit Talabani. »

Ses proches insistent aussi sur « ses bonnes relations » avec le

grand ayatollah Ali Al-Sistani, qu'il a vu à plusieurs reprises, en 2003 et 2004 à Nadjaf, et avec les représentants du Conseil suprême de la révolution islamique en Irak (CSRRI). Parmi eux, l'ayatollah Baqer Al-Hakim, mort assassiné à l'été 2003, était « son ami personnel ». Il bénéficierait aussi du « soutien inconditionnel » de Hamid Majid, le chef du Parti communiste irakien.

« Les Kurdes, citoyens de seconde catégorie, c'est fini ! jure Jalal Talabani. Dans la nouvelle démocratie irakienne, je suis un citoyen comme les autres. J'ai donc le droit de revendiquer tous les postes et, pourquoi pas, la présidence. La plupart des Irakiens me connaissent. Ils savent que j'ai passé ma vie à lutter pour la démocratie et contre Saddam Hussein. »

Certes, un président kurde sera sans doute difficilement acceptable par les pays arabes voisins. Mais, relativise-t-il, « comme eux et comme la majorité des Kurdes, je suis moi aussi sunnite. Par ailleurs, les Kurdes sont ceux qui entretiennent aujourd'hui les meilleures relations avec les tribus arabes sunnites d'Irak. »

Autour de leur leader, les fidèles de l'UPK expriment le même opti-

misme : « Quand Hoshiyar Zebari [qui est kurde] a été nommé ministre irakien des affaires étrangères [en juin 2004], se souvient un cadre important du parti, tout le monde a protesté que cela ne marcherait pas, que cela poserait problème aux pays arabes. Finalement, tout s'est bien passé. Et personne n'a contesté la qualité de son travail. »

« Dans la nouvelle démocratie irakienne, je suis un citoyen comme les autres »

Comme Zebari, Talabani parle parfaitement l'arabe. Ses relations avec les chefs d'Etat de la région sont anciennes et bonnes. « Un autre fidèle confie : « Saviez-vous que, dans les années 1960, Talabani avait rencontré Gamal Abdel Nasser et Ahmed Ben Bella [deux figures mythiques du nationalisme arabe] ? »

« Tout dépendra vraiment, explique le dirigeant kurde, du score réa-

lisé par la LUK aux élections générales, car le futur gouvernement irakien doit théoriquement refléter la voix des urnes. » Or, selon des sources – non officielles et donc invérifiables – qui lui sont parvenues le 1^{er} février, les Kurdes obtiendraient entre 65 et 80 sièges, formant ainsi le deuxième bloc parlementaire, derrière la coalition chiïte soutenue par Al-Sistani, qui raflerait de 110 à 120 sièges.

S'il devient président de l'Irak, Jalal Talabani promet qu'il défendra « activement les revendications kurdes : la normalisation de Kirkouk, la démocratie, le fédéralisme, le droit des femmes. Concernant la place de l'islam dans la Constitution, les Kurdes ne veulent pas d'un Etat islamique. La Loi administrative transitoire [TAL, de juin 2004], qui stipule que l'islam peut être l'une des sources de la loi, constitue une bonne base. » Et, précise-t-il encore, « pour ce faire, je veux pouvoir collaborer avec le premier ministre et superviser un ministère important, comme celui du pétrole ou de la défense. Je veux être un président fort. »

Cécile Hennion

Kurds Sketch Demands for Iraq Coalition Role

Group Will Seek Autonomy, Control Over Oil-Rich City In Exchange for Its Support

By YOCHI J. DREAZEN

SALAHADDIN, Iraq—Kicking off Iraq's post-election politicking, Kurdish leader Massoud Barzani outlined a tough set of demands for the Shiite political parties vying for the ethnic group's support.

In an interview at his fortified mountain compound here, Mr. Barzani said Kurds would back only Shiites willing to allow Kurds to maintain their current political autonomy, retain their effective veto power over the country's permanent constitution and take formal control of the oil-rich city of Kirkuk, demands likely to be rejected by the largest Shiite coalition in Sunday's landmark elections.

Mr. Barzani's remarks come as the Shiite and Kurdish political parties that were the big winners in the vote begin gearing up for a series of bitter debates over fundamental questions about the nature and boundaries of the new Iraq. The 275-person Parliament that will emerge once the votes have been tabulated will be charged with appointing a new Iraqi government and overseeing the drafting of the country's permanent constitution.

The final results won't be publicly released for several more days, but American and Iraqi officials say Iraq's Shiite Muslim Arab majority is sure to have won a commanding share of power in the assembly, with the Kurds a strong second. The country's Sunni Muslim Arab minority, which monopolized power during the reign of ousted leader Saddam Hussein, largely sat out the elections and is expected to be drastically underrepresented in the new assembly.

Still, the Shiite vote was divided between two feuding slates, which could turn

the Kurds into kingmakers. Grand Ayatollah Ali al-Sistani, Iraq's most revered Shiite religious figure, endorsed the biggest Shiite political grouping, the United Iraqi Alliance. A competing slate led by departing Prime Minister Ayad Allawi, a secular Shiite politician with close ties to many Kurdish and Sunni leaders, also is thought to have done well in the voting. If the United Iraqi Alliance fails to win an outright majority, the Kurds' support could determine which group takes control.

Mr. Barzani, president of the largely autonomous region known as Kurdistan and the leader of one of the ethnic group's biggest political parties, made clear in the interview that the Kurds would seek a high

eral Kurdish officials have said privately that the Kurdish political coalition is likely to back Mr. Allawi for prime minister with the expectation that a senior Kurdish leader such as Jalal Talabani, who heads the Patriotic Union of Kurdistan, would be named president. The officials said they respected Mr. Allawi's commitment to secularism and his willingness to back them when Shiite religious parties balked at giving Kurds a veto over the country's permanent constitution.

Mr. Barzani declined to offer an outright endorsement of Mr. Allawi, but lavished him with praise. "He is an ally and a personal friend, and our relationship goes back to the 1980s," he said.

Mr. Barzani emphasized that he wanted the Kurds to remain part of a federal Iraq, describing their autonomous region as "all that is achievable for now." But he made clear that he saw such an arrangement as a temporary way station on the way to full independence.

Any declaration of Kurdish independence would arouse the sharp opposition of both Turkey, which has threatened to intervene militarily to prevent its restive Kurdish minority from following suit, and the U.S.-led coalition occupying Iraq.

A Western diplomat acknowledged the growing pro-secession feelings reflected in an unofficial referendum on election day that found that 90% of Kurdish voters prefer independence. He said coalition countries have warned Kurdish leaders that they would lose U.S. support if they seized Kirkuk or declared independence.

"Their national and regional leaders understand that a Kurdish state is not possible," the diplomat said. "Our position has been that we support a unified Iraq and would not support an independent Kurdish state."

—Farnaz Fasshi in Baghdad contributed to this article.



Massoud Barzani

price for their support. His remarks reiterated many long-held Kurdish demands, underscoring what will be the group's opening positions in the difficult negotiations with the Shiites that will begin as soon as final election results are announced.

"We need certain guarantees," he said. "There are two nations in Iraq, one Arab and one Kurdish, and we will not allow the Shiites or the Sunnis to make decisions for us." Most Kurds are Sunni Muslims, but Kurds define themselves by ethnicity, rather than religion, and were harshly repressed by the Sunni Arabs of Iraq.

In the aftermath of Sunday's vote, sev-

Les Kurdes incontournables ?

Les Kurdes sont persuadés de s'être assuré aux élections une position de force pour défendre, leurs exigences dont certaines s'annoncent dures à accepter par les autres communautés.

• Nous escomptons 25 % des sièges dans l'Assemblée nationale transitoire, dit le chef de l'un des deux partis hégémoniques au Kurdistan, Jalal Talabani. Avec 70 mandats sur 275, les dirigeants kurdes dépasseraient leur objectif. D'au-

tant que leur liste d'union, à Kirkouk, aurait plus que comblé les espérances en recueillant 68 %.

Sans partage

• Les Kurdes représentent désormais une force puissante, avec laquelle il faut compter pour reconstruire l'Irak, analyse Kurdistan Nwe, organe de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Ce parti administre sans partage une partie du Kurdistan autonome depuis qu'il s'est soustrait en 1991 à

l'autorité de Saddam Hussein. Le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) dirigeant l'autre. Selon Kurdistan Nwe « nous pouvons défendre nos droits au moment de rédiger la Constitution et obtenir l'une des plus hautes positions de l'Etat ». Il relève que les intérêts kurdes seront d'autant mieux défendus que le PDK et l'UPK, jadis ennemis, sont aujourd'hui alliés.

Lignes rouges

PDK et UPK ont consenti à re-

noncer, provisoirement, à leur revendication indépendantiste, mais ont tracé « trois lignes rouges » à ne pas franchir pour que les Kurdes participent, pour la première fois, aux affaires irakiennes : l'Irak doit être un État fédéral, être un État séculier, et les territoires kurdes doivent être rendus au Kurdistan, à commencer par Kirkouk. Ils réclament aussi le poste de Premier ministre ou de président.

Irak Le big bang électoral

Succès pour Bush, le scrutin du 30 janvier marque une étape cruciale dans l'histoire irakienne. Malgré des pièges innombrables ■ PAR OLIVIER WEBER ET MIREILLE DUTEIL

Une page de l'histoire irakienne est tournée. Avec le vote du 30 janvier, premier scrutin multipartite depuis un demi-siècle, des millions d'Irakiens ont défié le péril terroriste en se rendant aux urnes. Les tractations, dès lors, ont commencé, les grandes manœuvres de l'après-Saddam aussi. Mais maintes interrogations demeurent. Des suites immédiates de cette élection aux conséquences sur l'avenir du pays, de la menace islamiste au risque d'éclatement, voici les onze questions clés.

Le scrutin a-t-il été un succès ?

Avec plus de 60 % de participation, selon la commission électorale « indépendante », un chiffre au-delà de leurs espérances, les autorités irakiennes peuvent se targuer d'un franc succès. Reste qu'en l'absence d'observateurs internationaux ces chiffres peuvent toujours être contestés. Certes, 30 civils et 6 policiers ont trouvé la mort. Mais les affidés de l'islamiste jordanien Abou Moussab al-Zarqoui – dont la tête est mise à prix 25 millions de dollars par les Américains – et autres groupes fondamentalistes n'ont pu empêcher le déroulement du vote, à un triple échelon, national, provincial et kurde. Les élections représentent ainsi un échec pour les extrémistes. Faut-il pour autant clamer que « l'Irak a vaincu les terroristes », à l'instar du porte-parole du Premier ministre, Iyad Allaoui ? Rien n'est moins sûr. Car les groupes fondamentalistes ont gardé leur potentiel offensif, notamment en matière d'armes et de moyens financiers.

Sur quoi vont déboucher ces élections ?

Les 275 députés élus vont former une Assemblée constituante qui sera chargée de former le gouvernement et de désigner une présidence collégiale – un président et deux vice-présidents. Ce triumvirat nommera un Premier ministre, qui aura la haute main sur les forces sécuritaires. L'Assemblée constituante rédi-

gera également d'ici au 15 août une Constitution définitive. Un référendum sera organisé deux mois plus tard, le 15 octobre 2005. Enfin, le 15 décembre, les Irakiens éliront un gouvernement permanent, qui devrait prendre ses fonctions le 31 décembre. Mais, si la Constitution venait à être rejetée, de nouvelles élections seraient organisées.

Pourquoi les sunnites risquent-ils d'être écartés du processus ?

Les groupes fondamentalistes, actifs dans le triangle sunnite, ont imposé leur loi dans plusieurs villes de cette région. De plus, les Arabes sunnites – 20 % des 26 millions d'Irakiens – s'estiment dépossédés de leurs prérogatives,

puisqu'ils contrôlaient le pouvoir irakien de tout temps et singulièrement sous Saddam Hussein. La politique de « débaassification » – le limogeage des cadres du parti Baas de Saddam, soit 300 000 personnes – par l'ancien proconsul américain Paul Bremer, en 2003 et 2004, a poussé nombre de sunnites dans les rangs de la résistance. Aujourd'hui, les Américains cherchent à récupérer certains ex-baassistes et 50 000 d'entre eux devraient intégrer les forces de sécurité, l'armée et la police. La marginalisation de la minorité sunnite serait facteur de guerre civile. « *Ce vers quoi on s'achemine lentement mais sûrement* », commente, pessimiste, un ancien général de l'armée de Saddam à Bagdad. Le fait d'être repré-

senté par des dirigeants sunnites considérés comme pro-Américains au sein des nouvelles instances et de l'Assemblée risque en effet d'exacerber les tensions intracommunautaires.

Que veulent les chiites ?

Majoritaires dans le pays (60 % de la population), les chiites veulent revenir sur le devant de la scène politique, une place qui leur était refusée depuis la naissance de l'Irak moderne dans les années 20. Bien avant Saddam Hussein, les chiites étaient déjà les mal-aimés de l'Empire ottoman. La grande inconnue : vont-ils vouloir prendre leur revanche sur la minorité sunnite ou sont-ils prêts à composer avec elle ?

Dans l'immédiat, ils devraient obtenir le poste de Premier ministre. Les Américains souhaiteraient qu'Iyad Allaoui, un chiite laïque de 58 ans (ex-baassiste), choisi par eux pour être le premier Premier ministre du nouvel Irak, conserve son poste. Cependant, c'est l'Alliance unifiée irakienne, qui regroupe, entre autres, les différents partis religieux chiites, qui devrait remporter la première place au sein du Parlement. Elle n'obtiendra pas nécessairement la majorité des suffrages.

Pourtant, les chiites ne sont pas unis. Outre les courants laïques et modérés, certes minoritaires, les chiites suivent



majoritairement le grand ayatollah Ali Sistani. Né en Iran, où ses parents étaient réfugiés, Sistani répète qu'il n'est pas partisan du « *velayati el-faghi* » (le gouvernement des mollahs) sur le modèle iranien. D'autres chiites, des jeunes des banlieues pauvres surtout, ont fait de Moqtada Sadr, le jeune imam radical, leur héros. Dans le sud du pays, Abdel Aziz Hakim, leader religieux conservateur, est très lié aux Iraniens.

Les Kurdes veulent-ils accéder à l'indépendance ?

Pour l'heure, les Kurdes (19 % des 26 millions d'Irakiens), qui ont élu un Parlement autonome, jouent la carte du fédéralisme. Les dirigeants kurdes déclarent ainsi que le Kurdistan est une province « à part », mais irakienne. Massoud Barzani, le chef du puissant PDK (Parti démocratique du Kurdistan), a cependant déclaré au *Point* que le jour de l'indépendance arrivera bientôt... Il est vrai que l'enclave du Nord, grande comme la Suisse, jouit d'une relative prospérité depuis le soulèvement des Kurdes contre Bagdad en 1991. Les récentes découvertes de pétrole à l'intérieur même de la province ne peuvent qu'accélérer le processus de sortie de l'Irak du Kurdistan, bien armé (plusieurs dizaines de milliers de combattants et plusieurs centaines de tanks, pour la plupart récupérés en

mars 2003 lors de la chute de Saddam Hussein). Une perspective qui inquiète les pays voisins, tant l'Iran que la Turquie. Celle-ci a fait très clairement savoir qu'elle ne tolérerait pas un Kurdistan indépendant. Téhéran et Ankara redoutent un effet de contagion sur leurs propres minorités kurdes. La question de Kirkouk, ville partagée entre Kurdes, Arabes sunnites et Turkmènes, protégés de la Turquie, ravive aussi les tensions.

Que craignent les pays voisins ?

De Riyad à Beyrouth via Amman, on ne cache pas son inquiétude devant la victoire des chiites en Irak. Les raisons en sont diverses. Pour tous, la création d'un vaste arc de cercle chiite de l'Iran au sud du Liban, via l'Irak et une partie de la Syrie (les Alaouites au pouvoir à Damas sont considérés comme une branche du chiisme), représenterait un profond bouleversement dans un Moyen-Orient où les sunnites, majoritaires, ont toujours dominé.

Le danger est aussi politique pour les

pays de la péninsule arabique (Arabie saoudite, Bahreïn, Koweït). Tous possèdent de fortes minorités chiites trop souvent considérées comme des citoyens de seconde zone. Leur crainte ? Que la victoire chiite à Bagdad n'incite leurs

chiites à réclamer un traitement plus égalitaire. Et plus généralement que l'installation en Irak d'un pouvoir issu des urnes ne donne des idées à leur propre population, chiite ou sunnite.

Le Moyen-Orient prend soudain conscience que l'Irak va peut-être bouleverser son quotidien. Que les Irakiens réussissent leur cohabitation entre groupes ethniques et religieux, et les minorités des pays voisins souhaiteront suivre l'exemple de Bagdad. Que l'Irak échoue et sombre dans la guerre civile, et c'est l'ensemble de la région qui en sera ébranlé.

Les chiites représentent-ils le cheval de Troie de Téhéran ?

Si les chiites vivent de part et d'autre de la frontière irako-iranienne, les appartenances ethniques priment. Lors de la guerre entre Bagdad et Téhéran dans les années 80, et en dépit des efforts de l'ayatollah Khomeïni, l'Iran n'est jamais parvenu à s'allier les chiites d'Irak, qui demeurent avant tout irakiens et arabes.

Téhéran a des alliés en Irak, chez les ex-opposants à Saddam Hussein, que la capitale iranienne avait financés et armés dans les années 90 : la brigade Badr, l'aile militaire du Conseil suprême de la révolution islamique de l'ayatollah Al-Hakim. L'an passé, l'Iran a aussi tenté de se faire un allié de Moqtada Sadr. Avec un succès mitigé. Quant à Ali Sistani, à Najaf, il garde ses distances avec Téhéran. Car, pour être tous chiites, Irakiens et Iraniens n'en revendiquent pas moins deux villes saintes différentes. L'une, Najaf, est en Irak ; l'autre, Qôm, en Iran. Et leur rivalité n'est pas près de s'éteindre.

L'Irak pourrait-il connaître la partition ?

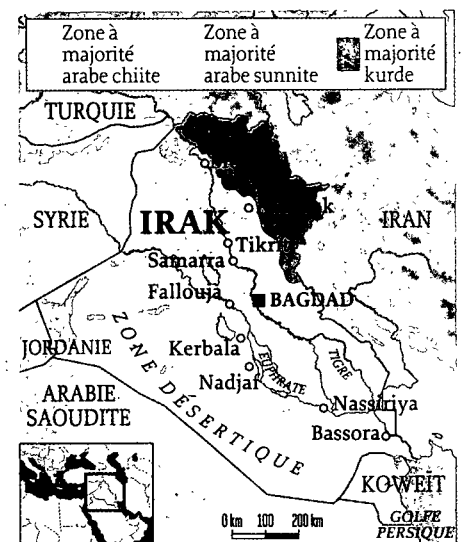
C'est le pire scénario pour les capitales voisines, mais aussi pour les Etats-Unis. Un éclatement de l'Irak signifierait l'échec d'une politique de centralisation du pouvoir menée par Washington, qui a joué cependant sur les divisions entre communautés. Reste que la séparation en trois parties, sunnite, chiite, kurde, de l'Irak demeure envisageable. Le Kurdistan (*voir plus haut*) est déjà de facto dans un processus de séparation. Les chiites,

les plus nombreux, pourraient envisager de créer un Etat dans l'Etat. Enfin, les sunnites, repliés sur eux-mêmes, soumis à la terreur des islamistes irakiens et étrangers, peuvent succomber à la tenta-

tion de certains salafistes de former un émirat sunnite en Irak, ainsi que le recommande l'Egyptien Al-Zawari, le lieutenant de Ben Laden.

Les fondamentalistes sont-ils en mesure de poursuivre la guérilla ?

Bien qu'ils n'aient pu tenir leurs promesses pour le jour des élections, c'est-à-dire plonger l'Irak dans un bain de sang, les groupes fondamentalistes gardent leurs capacités opérationnelles quasiment intactes. D'un côté, ils ont subi une répression importante de la part des forces américaines et des troupes irakiennes ; des chefs locaux ont été arrêtés, ainsi que des artificiers. Mais les salafistes continuent de recruter, notamment dans les rues de Fallouja. Les armes abondent (8 millions de kalachnikovs ont été abandonnés par l'armée irakienne en mars 2003). Le prix des armes augmente, témoignant d'une demande abondante (de 90 à 120 dollars pour un fusil-mitrailleur). Enfin, les islamistes sunnites disposent d'alliés de choix : les anciens Moukhaba-



rat, les services secrets de Saddam.

L'union entre ces deux groupes se traduit par des résultats stratégiques impressionnants sur le terrain, contrairement aux zones chiites, qui ont connu de lourdes pertes durant l'insurrection de Moqtada Sadr contre les Américains l'été dernier. Le crash en vol de l'Hercules C130 de l'armée britannique, le 30 janvier, au nord de Bagdad – dû, selon Londres, soit à une attaque du sol, soit à une bombe placée à bord –, démontre

daniens, une dizaine de Français –, passant en particulier par les frontières de Jordanie et de Syrie, a radicalisé la résistance, même si leur nombre – un millier environ – demeure marginal par rapport aux combattants irakiens. Leur credo est celui de Zarqaoui, qui a déclaré au début de 2004: « Dieu a fait présent à la nation islamique d'un djihad en son nom sur la terre de Mésopotamie. C'est le djihad dans le cœur de la terre arabe. »

Les Etats-Unis vont-ils retirer leurs troupes d'Irak ?

L'équipe de George Bush a beau vanter le succès du scrutin, il reste que les victimes américaines sont chaque jour plus nombreuses. Des solutions de retrait partiel sont envisagées au Pentagone. Un scén-

nario concernant la réduction des effectifs américains (actuellement de 135 000) a ainsi été étudié. Le ministre irakien de l'Intérieur, Falah al-Nakib, a lui-même déclaré le jour des élections que son pays n'aura plus besoin des forces coalisées d'ici à dix-huit mois. Autre paramètre pris en compte par Washington: le coût de la guerre, qui ne cesse d'augmenter; la rallonge budgétaire obtenue du Congrès en janvier atteint 80 milliards de dollars. Les revenus pétroliers – 115 milliards de barils de réserves, soit les deuxièmes plus importantes au monde derrière l'Arabie saoudite – étaient censés compenser ces dépenses. Mais les sabotages sur les oléoducs et les puits empêchent une exploitation optimale de l'or noir – moins de 2 millions de barils/jour contre 3,1 en 1991, avant l'invasion du Koweït.

La France peut-elle infléchir sa politique ?

L'équation des relations entre Paris et Washington a changé. George Bush a désormais besoin de la vieille Europe pour s'extirper du borbier irakien et la France entend favoriser une sortie politique de la crise. George Bush et Jacques Chirac se rencontreront le 21 février à Bruxelles, et la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice a choisi Paris pour prononcer un grand discours, le 8 février. Les temps ont bien changé depuis l'époque où Condi Rice déclarait que « Washington devait punir la France, ignorer l'Allemagne et pardonner à la Russie ». S'il est encore trop tôt pour parler de consensus des deux côtés de l'Atlantique sur la question irakienne, cette volonté commune de convergence augure d'un dégel entre Européens et Américains ■

IRAK

Une victoire sur le terrorisme

Le terrorisme vient de subir une défaite en Irak. Ni les nostalgiques de Saddam Hussein ni les terroristes venus de tous les

la réalité complexe de la vie quotidienne. Nous avons discuté avec des hommes politiques irakiens et avec des gens de la rue, des enseignants et des étudiants, des Kurdes et des Arabes, chiïtes, sunnites et chrétiens. Tous aspiraient à la paix, à la reconstruction, à un Etat de droit et au maintien de l'unité du pays.

Aussi, en rentrant, avons-nous témoigné du fonctionnement des nouvelles administrations, de l'engagement de milliers d'Irakiens dans la police et la nouvelle armée, de la soif d'apprendre des étudiants et de notre certitude dans la tenue des élections à la date fixée. Nous avons dit notre confiance dans l'avenir de l'Irak. Le terrorisme vient de subir une défaite majeure. C'est une victoire pour la liberté, qui eût été moins coûteuse en vies humaines si la France et quelques autres pays européens avaient apporté leur soutien aux autorités et une plus grande contribution au maintien de la paix. Il est temps de rattraper le temps perdu et d'aider au renforcement de la société civile irakienne et des nouveaux pouvoirs. La liberté, en Irak est aussi la nôtre.

* Respectivement philosophe et historien. Co-auteurs de « Premier Retour de Bagdad » (éd. Buchet-Chastel).

PRESSE OcéAN

4 FÉVRIER 2005

Le Kurde Talabani ne s'en cache plus : il veut le pouvoir

Le dirigeant kurde Jalal Talabani (photo) brigue désormais ouvertement le pouvoir en Irak. Il vise le poste de président ou de Premier ministre. « Je suis le candidat de la liste démocratique kurde à l'un des deux postes de souveraineté », a-t-il déclaré, jeudi, après une réunion avec Massoud Barzani, son ancien rival devenu son allié.

Le géant sait ce qu'il veut
Cette prétention a de quoi froisser les sunnites en conflit avec les Kurdes depuis 1961, lorsque Mollah Moustapha Barzani, s'est révolté contre le gouvernement de Bagdad pour réclamer l'autonomie du nord de l'Irak.

Mais Talabani a toujours brillamment obtenu ce qu'il voulait. Homme de passion et de conviction, il a toujours fait ce qu'il croyait être juste, même s'il a dû perdre des alliés en route.

Dissidence
Talabani a rejoint le Parti dé-

mocratique du Kurdistan (PDK), dirigé aujourd'hui par Massoud Barzani et lui reste fidèle jusqu'en 1964. Il fait ensuite partie d'une dissidence qui débouchera sur une longue lutte intestine entre Kurdes d'Irak.

En 1975, il fonde sa propre formation, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), consommant ainsi la séparation avec Barzani.

Aujourd'hui, Talabani et Barzani réclament Kirkouk comme capitale de la région autonome kurde, enclave imposée par les Américains et les Britanniques dans le nord de l'Irak. Les deux dirigeants kurdes ont enterré la hache de guerre pour tenter de sauvegarder ce bien durement acquis.



Photo AFP

PAR
**PIERRE RIGOULOT
ET ILIOS YANNAKAKIS**

pays, qu'on désignait aimablement comme des « résistants », n'ont réussi à briser la volonté de la grande majorité de la population de légitimer, par ses bulletins de vote, la naissance d'un Etat de droit. Le réveil est sans doute difficile pour les Cassandre professionnels, les petits esprits et les idéologues qui jouissaient de compter les morts en Irak et d'affirmer que le pays s'enfonçait chaque jour un peu plus dans le chaos et la guerre civile. Missionnés par la SIDH, la Société internationale pour les droits de l'homme, nous sommes allés à Bagdad l'an dernier, à la rencontre des Irakiens. Nous avons pu constater l'effet de loupe sur l'opinion publique française, provoqué par les mass médias, plus attachés au spectaculaire – donc aux attentats – qu'à montrer l'ouverture sur le monde et

Risky developments in Iraq

THE JORDAN TIMES | Thursday, February 3, 2005

While last Sunday's elections have been hailed as a triumph of the Iraqi people over violence and a victory for democracy, the popular consultation was exploited by Kurdish separatists to promote their dangerous agenda.

Kurdish non-governmental organizations campaigning for independence from Iraq set up tents next to official polling stations and asked voters to participate in an unofficial referendum. Those taking part were told to choose between independence, autonomy and central government. The vast majority — as many as 11 to one — chose independence.

The most alarming aspect of this affair was that the separatists were able to set up their tents and tables next to polling places manned and guarded by the Kurdish regional authority. Within some stations, the referendum ballot was distributed by polling agents. By permitting the referendum to go ahead in tandem with the vote for a national parliament, regional assembly and provincial councils and even facilitating this effort, the Kurdish authority, dominated by the two main Kurdish political parties, have demonstrated that they are not committed to the unity of Iraq. Indeed, they have acted in bad faith, endangering the security and stability of the country. They are, in fact, going along with the promulgators of a separatist petition circulated last year which was signed by 1.7 million Kurds and presented to the UN.

The Iraqi government and US refused to accept the document.

In Iraq itself, Kurdish action on election day was castigated by Arab and Turkomen Iraqis who feel threatened by Kurdish separatism. In the run-up to the election, members of these two communities residing in Kirkuk and the adjacent oil field area objected vehemently when the Kurds, one-third of the population of the city, imported 110,000 Kurds from elsewhere with the aim of tipping the communal balance in their favour. Around half of these newcomers registered to vote.

Turkoman spokesmen complained that ousted President Saddam Hussein expelled only 11,865 Kurds from the city during his campaign to Arabise it in order to prevent the Kurds from claiming it for their autonomous region or separate state. Following the 2003 war, the US paved

the way for a Kurdish seizure of control in Kirkuk by permitting Kurdish peshmerga militias to gain overall control of the city.

The Kurds' latest drive for independence/secession began in 1991 when the US and Britain established a "safe haven" for the Kurds in Iraq's three north eastern provinces. Since then, the Kurds have exercised virtual independence. They have their own parliament, government and security forces, based on the peshmerga. Although Washington has been repeatedly warned that its policy guaranteed that the Kurds would

eventually demand an independent state, the Bush and Clinton administrations ignored this warning. Ultimately the US, which portrays itself as the guardian of



Michael Jansen

Iraq's unity and territorial integrity, may have to bomb the Kurds into submission to Baghdad as the British did early last century.

Turkey, which also has a restive Kurdish population, has expressed serious concern over Iraqi Kurdish ambitions ever since the US established the "safe haven". Ankara eventually refused to join the US in its war on Iraq because of widespread opposition to a conflict which could lead to the emergence of a Kurdish state in northern Iraq. Once the US had invaded and occupied the country, Ankara stepped up its criticism of Bush administration policy. Days

before the election, Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan voiced alarm over the migration of Kurds into Kirkuk, also claimed by Turkey as part of its Ottoman inheritance. Turkish Chief-of-Staff Ilker Basbug warned that Kurdish separatism could prompt Turkish military intervention in Iraq. The Turkish press has been scathing about the potential dangers posed by empowering the Kurdish separatists through the democratic process.

Meanwhile, the large Kurdish turnout at the polls has led the leadership to expect greater weight in the 275-member temporary national parliament than the community's numbers would give the Kurds under proportional representation. The leader of the Patriotic Union of Kurdistan, Jalal Talabani, is mentioned as a like-

Since neither Arab Shiites nor Arab Sunnis are prepared to grant the Kurds these demands, the process of drawing up a constitution could be perilous for all Iraq's communities including the Kurds



ly president, while a strong Kurdish presence in the committee drafting Iraq's new constitution is certain to demand autonomy-verging-on-independence and Kirkuk as the price for remaining within Iraq.

Since neither Arab Shiites nor Arab Sunnis are prepared to grant the Kurds these demands, the process of drawing up a constitution could be perilous for all Iraq's communities, including the Kurds, because at least one-third of their number, estimated at about five million, live outside the

three Kurdish majority provinces, many of them in Baghdad. Therefore, a Kurdish unilateral declaration of independence could lead to brutal and bloody ethnic cleansing, civil conflict and massive dislocation, as well as Turkish military intervention.

Although aware of the horrendous outcome of Kurdish independence, leading members of the US neoconservative fraternity continue to speak of allowing Iraq to divide into Kurdish, Sunni and Shiite statelets. The obvious objective of these "thinkers" is to destroy the core coun-

try of the eastern Arab world, weakening the region to the point that it will readily accept Israel as a legitimate entity and neighbour. Another goal is to fragment the region into communal entities which will require the protection of Big Brother in Washington. This would allow the US to dominate the Middle Eastern land bridge between Europe and Asia, the region's oil resources and markets.

Redoutant l'explosion de conflits ethniques déjà latents

L'avenir du Kurdistan inquiète Ankara

LE FIGARO VENDREDI 4 FÉVRIER 2005

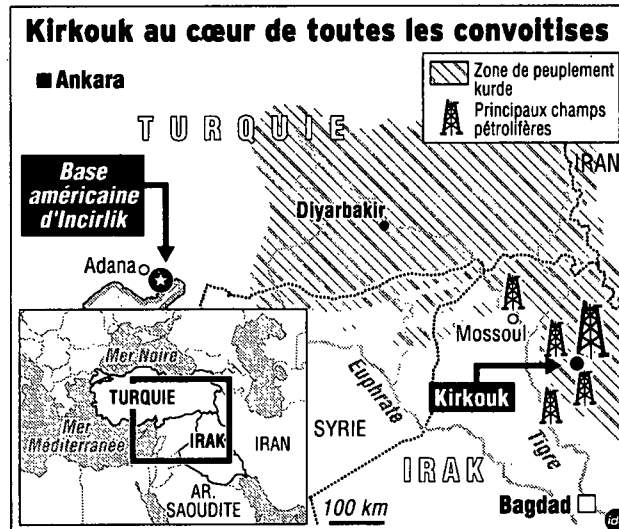
Istanbul :
Marie-Michèle Martinet

Officiellement, la Turquie s'est jointe au concert de louanges saluant l'esprit civique des électeurs irakiens qui sont massivement allés voter, dimanche dernier, en dépit des menaces d'attentats. Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, qui avait pourtant déclaré, le 27 janvier, qu'il n'était « pas possible de qualifier ce scrutin de pleinement démocratique », a salué ce « premier pas de transition vers la démocratie » en Irak.

Ainsi, les apparences diplomatiques sont sauves, même si l'inquiétude demeure. Et, en ce début de semaine, le porte-parole du gouvernement, Cemil Cicek, est resté très prudent, déclarant sobrement que la Turquie suivait attentivement l'évolution des événements et attendait de connaître les résultats définitifs de ces élections pour se prononcer sur le fond.

Ankara s'inquiète avant tout de l'avenir de la région pétrolière de Kirkouk, où cohabitent Arabes sunnites, Kurdes, Turkmènes et Chaldo-Assyriens. Depuis la chute de l'ancien régime baasiste, ces différentes communautés se disputent le contrôle de cette zone stratégique du nord de l'Irak, que les Kurdes considèrent comme partie intégrante de leur région autonome.

Au nom de la défense de la minorité turkmène, depuis déjà plusieurs mois, Ankara a tenté



de faire barrage aux ambitions des Kurdes. A la veille des élections irakiennes, politiques et militaires turcs se sont inquiétés du retour dans le nord de l'Irak de dizaines de milliers de Kurdes victimes, sous le régime de Saddam Hussein, du « plan d'arabisation » qui les avaient déplacés de force vers le sud de l'Irak, au bénéfice de populations arabes sunnites.

Pour le général Ilker Basbug, commandant en chef adjoint de l'armée turque, ce retour massif des Kurdes vers Kirkouk modifie la structure démographique de la région et « pourrait poser un important problème de sécurité à la Turquie ».

La presse turque s'inquiète également des conséquences de ces élections en Irak qui, compte tenu du boycott annoncé d'une

partie des électeurs sunnites, pourraient laisser le champ libre aux Kurdes et aux chiïtes. « Barzani défie la Turquie », titrait au lendemain du vote le quotidien *Vatan* qui, pragmatique, considère que, plutôt que de jouer la rupture au risque de favoriser la création d'un Etat autonome, il serait de l'intérêt de la Turquie d'accepter que les Kurdes exercent pleinement leur rôle au sein de l'administration centrale irakienne.

Dans l'immédiat, Ankara craint surtout que la suprématie des Kurdes, légitimée par les urnes, ne favorise l'explosion de conflits ethniques déjà latents. Si tel était le cas, le ministre des Affaires étrangères, Abdullah Gül, a déjà annoncé que son pays ne se contenterait pas de rester spectateur... n'en déplaît aux

Etats-Unis, accusés de n'avoir pas tenu leur promesse de lutter efficacement contre les séparatistes kurdes du PKK, qui ont fait du nord de l'Irak leur sanctuaire. Cinq mille combattants y seraient actuellement réfugiés, soit un plus grand nombre d'hommes qu'à l'époque de Saddam Hussein : « Je suis désolé de dire que les forces chargées de rétablir l'ordre en Irak ont échoué à répondre à certains développements que notre nation a profondément regrettés, a lancé mardi le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, devant une assemblée de parlementaires de son parti. Les forces qui prétendaient venir dans la région pour apporter la démocratie ont préféré rester indifférentes aux ambitions antidémocratiques. »

Dans un tel contexte, la visite annoncée au début de la semaine prochaine, en Turquie, de la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, risque d'être quelque peu tendue. Les relations, traditionnellement étroites entre Washington et Ankara, se sont dégradées depuis qu'en mars 2003 le Parlement turc a rejeté la demande américaine d'utiliser la base militaire d'Incirlik, près d'Adana, dans le sud de la Turquie. Pour le moment, Ankara a réservé sa réponse...

Actuellement, les Etats-Unis souhaiteraient disposer de la base militaire d'Incirlik, près d'Adana, dans le sud de la Turquie. Pour le moment, Ankara a réservé sa réponse...

Un air de guerre civile flotte sur Kirkouk

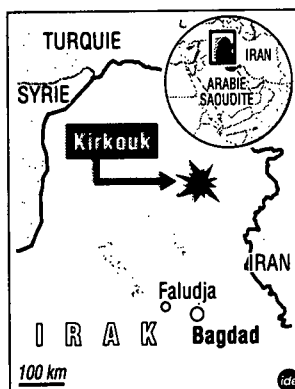
Kirkouk :
de notre envoyée spéciale
Delphine Minoui

Il en aura fallu de l'énergie pour convaincre Zama Abbas, jeune chauffeur de taxi kurde, d'aller faire un tour à Karnada, un des quartiers arabes de Kirkouk. « *Là-bas, c'est trop dangereux* », lance-t-il, comme s'il s'agissait d'un terrain miné. Il dit qu'il a ses raisons. « *Pendant la politique d'arabisation de Saddam Hussein, mon père a été torturé à l'électricité, ma maison brûlée et ma famille expulsée de Kirkouk. Notre crime ? Etre kurdes, tout simplement* », explique-t-il. Alors, dit-il, « *les Arabes, je m'en méfie toujours* ».

L'épuration ethnique lancée par l'ancien raïs, dès les années 70, a laissé des séquelles indélébiles dans la ville multiethnique de Kirkouk, au nord de l'Irak, que les Kurdes revendiquent comme leur capitale culturelle. A l'époque, des milliers de familles arabes du sud de l'Irak furent incitées à venir s'installer dans cette cité pétrolière. Avec de gros privilèges à l'arrivée : un travail, un terrain et une enveloppe de 10 000 dinars (l'équivalent de 7 000 dollars sous Saddam). En parallèle, les Kurdes prirent la porte de sortie, bien souvent vers le nord, en direction d'Arbil ou de Sulamaniya.

A la chute du régime, les règlements de compte n'ont pu être évités. Certains sont partis. D'autres sont revenus, la kalachnikov à l'épaule. Mais si, dans l'ensemble, le volcan de Kirkouk ne s'est jamais vraiment enflammé, les élections sont venues le réanimer. Cette fois-ci, ce sont les Kurdes qui tiennent le beau rôle, et les Arabes qui sont montrés du doigt comme étant à la source de tous les maux.

De quoi agacer Ahmad Hamid al-Obeydi, un des membres du parti sunnite du Rassemblement irakien républicain. Il est en pleine discussion avec une



dizainè de chefs de tribu. « *Nous nous sommes réunis pour deux raisons : protester contre la caricature que font de nous les Kurdes, en nous décrivant comme des sauvages ; et dénoncer la façon dont ils ont triché pour emporter un maximum de sièges au conseil provincial lors des élections* », aboie Ahmad Hamid al-Obeydi, tout en déplorant l'annonce, par les médias kurdes, d'une victoire locale de la liste kurde, avec 63 % des voix. Et de dresser la liste de ses doléances : « *D'abord, ils ont fait venir des milliers de Kurdes des environs pour voter à Kirkouk. Ensuite, j'ai la preuve qu'ils ont attaqué certains bureaux d'enregistrement, dans les quartiers arabes, une semaine avant les élections. Et puis, le jour du scrutin, les soldats et les policiers kurdes ont souvent voté deux fois au lieu d'une. Sans compter toutes ces urnes qui ne sont pas arrivées dans les villages arabes des alentours* ». Ce week-end, il s'est décidé à déposer, avec les partis turcomans, une plainte commune auprès de la Commission électorale.

Les Turcomans, autre groupe ethnique de la mosaïque de Kirkouk, sont eux aussi furieux. « *Nous sommes victimes du complot des Kurdes* », confie Amina Ahmad, dans sa modeste maison, au cœur du quartier turcoman d'al-Sarkahe. Là-bas, les devantures des boutiques arborent un drapeau bleu, flanqué

d'un croissant blanc, en signe d'affirmation d'une identité qu'ils ont peur de perdre. Amina n'a toujours pas digéré la présence d'urnes spéciales, disposées par les Kurdes, pour le référendum sur l'indépendance du Kurdistan, qui vient d'annoncer 99 % de votes favorables à leur séparation du reste de l'Irak... Avec, comme vieux rêve, la « récupération » de Kirkouk. « *Nous avons toujours coopéré avec prudence avec les Kurdes, mais s'ils tirent trop sur la corde, ça va finir par chauffer* », prévient-elle. A ses côtés, son fils, Amoudi, fonctionnaire de la police locale, acquiesce en hochant la tête. « *Les Kurdes ont les meilleures places et les meilleurs salaires dans la police. S'ils obtiennent la majorité au conseil régional, ça sera encore pire* », s'inquiète-t-il. Il se dit pourtant « rassuré de pouvoir compter sur Ankara », qui veille de près au grain, en menaçant d'intervenir si les Kurdes prenaient le contrôle de Kirkouk.

Zama Abbas, le chauffeur kurde, n'a pas la même lecture des événements. « *Vous savez*

pourquoi je suis condamné à faire le chauffeur de taxi ? C'est parce que Saddam ne m'a pas autorisé à poursuivre mes études. Aujourd'hui, il est temps que les Kurdes retrouvent leurs droits », dit-il. Quand on l'interroge sur les plaintes d'un « sur-vote » des Kurdes à Kirkouk, il répond que « *le retour à Kirkouk des Kurdes déportés est officiellement inscrit dans l'article 58 de la Constitution provisoire* ». Tout en insistant : « *Je n'ai pas de problèmes avec les Arabes et les Turcomans, à partir du moment où ils me respectent* ».

La tension est pourtant palpable. Le jour du vote, plusieurs voitures kurdes ont tenté une incursion dans les quartiers arabes, en diffusant à plein volume de la musique folklorique. Dès le lendemain, les miliciens de Moqtada al-Sadr - qui trouve un certain écho auprès des communautés arabes et turcomanes -, suren-

chérissaient en parcourant la ville, les bras chargés de posters du jeune imam chiite. « *Ça sent le conflit* », s'alarme Rabha Abdoul Latif, une résidente du quartier arabe de Karnada.

Noël Guckian, le consul britannique de Kirkouk, se veut pourtant optimiste. « *Je ne crois pas à la guerre civile à Kirkouk* », dit-il. « *Il ne faut pas oublier que la violence de Kirkouk a toujours été moindre par rapport au reste de l'Irak. Et le succès de Kirkouk pourrait, au contraire, présenter un modèle au reste de l'Irak. La violence de Kirkouk vient de l'extérieur de la ville - y compris de combattants étrangers - et non des habitants* », poursuit-il.

Ahmad Hamid al-Obeydi veut croire à ces paroles. Mais il prévient : « *Les Kurdes cherchent à nous isoler de plus en plus. Mais nous n'accepterons pas d'être parqués dans un petit coin. Aujourd'hui, je frappe à la porte de la loi pour résoudre les irrégularités des élections. Mais si la porte ne s'ouvre pas, je finirai par trouver d'autres moyens !* »

LE FIGARO

8 FÉVRIER 2005



Iraq's elections

Can the voters build on success?

BAGHDAD

In four articles on Iraq's elections, we analyse the elections' achievement—and see why a new government will still struggle to impose itself, at home and abroad

A GREAT day," said the interim (and perhaps outgoing) prime minister, Iyad Allawi. "Absolutely delighted," was the verdict of a usually dour American diplomat in Baghdad. Many Iraqi voters evidently shared such feelings, dancing in the streets, tossing sweets into polling stations, and waving two fingers, one dyed with supposedly indelible ink to prevent multiple voting, in a victory salute. Many said that the vote was a defeat for terrorism and that their sons and fathers murdered by Saddam Hussein had now been avenged. "I'm a suicide voter!" proudly declared one of the first citizens to cast a ballot in a Sunni district of Baghdad.

It was not all joy. At least 44 people, including 26 Iraqi civilians, eight Iraqi troops, ten British servicemen and one American soldier, are known to have been killed on election day. All told, across the country, insurgents launched a record 260 attacks, four times the current daily average, in an attempt to wreck the vote. There were around 100 attacks at or near polling stations, of which there were more than 5,300. Faced with a total ban on vehicle traffic throughout the country, the insurgents sent at least eight bombers on foot, wearing suicide vests, into voting stations. But no polling station was burned down or blown up.

As expected, the Sunni Arabs' turnout was small. Early estimates put it at 20-30%. It was almost non-existent in well-known

trouble spots such as Ramadi, Fallujah and Samarra. But in mixed areas, in Sunni districts of Baghdad, in Mosul (a mixed city where the insurgency has been especially fierce of late), in tribal areas and in various places across the Sunni triangle, the vote was much higher than expected—though hundreds of thousands of voters in Sunni Arab areas either voluntarily boycotted the poll or were frightened away.

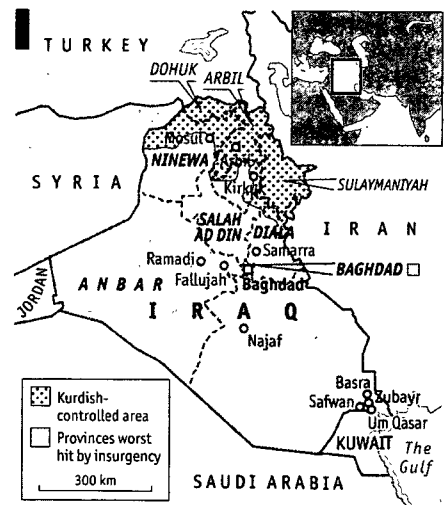
Certainly there were irregularities. Some polling-station officials made helpful suggestions as to which list voters should tick. In some areas, party toughs kicked rivals' poll-watchers out of the stations and tampered with the ballot boxes. Some Kurds discovered that the ink used to prevent double-voting was actually quite delible if you first dipped your finger in moisturising cream.

American army officers say that the insurgents were less effective than had been feared, for two reasons. First, they have recently lost many of their best men, including Baathist officers trained in guerrilla warfare. Many insurgents thrown into the fray to disrupt the election were apparently raw recruits. Second, the Iraqi security forces performed better than usual, perhaps because they too were inspired by the feeling that it was an historic opportunity for their compatriots to have a genuine choice at the ballot box for the first time in living memory. Just before election day, it was notable that many watching youths

cheered when the tanks of the new army's first mechanised brigade, decked in national flags, rolled through central Baghdad, looking like a real fighting unit.

A sense of "taking back the streets" was visible on election day, especially in Baghdad. Even the Mahdi Army, the militia of the fiery Shia, Muqtada al-Sadr, who had discouraged his followers from voting without exactly telling them not to, helped keep order in Baghdad's slums, making it easier for citizens to go to the polls.

This mood of hope, almost euphoria, may explain why none of the big parties has complained about electoral irregularities. The worst organisational defect was a shortage of ballot papers in certain areas, especially in the Sunni Arab north; in Mosul, the papers twice ran out, according to Ghazi al-Yawar, a Sunni Arab with a tribal following who is the interim president and headed his own electoral list. But even the smaller parties, who lack toughs of their own and for whom a few thousand votes could make the difference, under the sys- ▶▶



The Economist February 5th 2005



The men of Zubayr come to make their choice

▶ after one police station's occupants mistook another's celebratory gunfire for an insurgent attack.

In Basra, according to early estimates, turnout was over 70%; in Safwan, on the border with Kuwait, it was 80%; in Um Qasar, Iraq's biggest port-town, 75%. Given that Shia clerics had ordered their followers to vote, this was predictable. Yet even in Zubayr, where Sunni preachers had raged against the election, over 60% of registered voters turned out, and it was plain that many were Sunni.

One beefy Sunni farmer, Raad Triag, had brought his wife, mother and two sisters to vote for the list headed by Iyad Allawi, Iraq's interim prime minister, a secular Shia he considered admirably tough. While most other candidates for the national assembly were too frightened to reveal themselves, Mr Allawi made his second official visit to Basra on January 22nd—after raising civil-service salaries by \$100 a month.

The main contest in the south was between those Shias who want a more Islamist-leaning state (most of them supporters of the United Iraqi Alliance) and those, like Mr Allawi, who favour a more secular one. Rumours in Basra were rife that the Islamists had infiltrated the local electoral commission. Many security as well as administrative posts in Basra's provincial and town councils are already held by Islamists, and many secular-minded Iraqis felt that Islamists had too big a role guarding polling stations and transporting ballot boxes. A striking number of observers in Zubayr's polling stations wore beards.

To the secular-minded, the record of Basra's mainly Islamist local rulers is not reassuring, despite recent efforts to play

down their Islamist intentions. In recent months, Islamic strictures have been tightened across the south. Even in Basra, alcohol and music shops have been closed and women arrested for prostitution, often on slender evidence. Yet the Islamists have done poorly at cleaning up and improving public services; Basra is one of the most decrepit and smelliest of Iraq's cities. Many of the ruling Islamists are patchily educated, having spent their youth bearing arms in Iran.

Despite the relative calm in which the election passed, the south remains perilously crime-ridden. By night, Basra echoes with gunshots. The board of the city's chamber of commerce resembles a support group for victims of kidnapping; its members say they have collectively stumped up several hundred thousand dollars in ransoms in recent months. Each, on average, spends \$3,000 a month on bodyguards, and donates much of his profit to local tribesmen in the hope of persuading them not to sabotage his business.

Disgruntled Sunnis tend to get blamed for such violence. But, perhaps more worryingly, there is bad feeling in the south between Shias too. The most petulant Shia leader, Muqtada al-Sadr, whose fighters set southern Iraq ablaze in August, is not on an electoral list, though a score or so of his followers are, and most of his people have refused to endorse the election. On the peeling walls of a polling station in Basra, bright red graffiti read "Down with America! Death to Allawi! Pray with Muqtada!" A new government will have to ensure not just that it reaches out to Iraq's Sunni Arabs but also that it deals, one way or another, with Mr Sadr's numerous and fiery disciples. ■

The Arab neighbours

The fear of contagion

CAIRO

Some pretended it hadn't happened, others dreamt of it happening at home

THERE are many versions of Iraq's recent history, but the one most widely shared in neighbouring countries has been black and white, like an old newsreel: a poor Muslim country is blitzkrieged by a ruthless Christian army which installs a quisling government, so inspiring a noble, patriotic resistance movement. But if Iraq's bloody complexity has often made it hard to sustain this comforting narrative, the unmistakable imagery of a truly popular election, at least in most parts of the country, has now rendered it untenable.

Not that some don't keep trying. In undemocratic Syria and Egypt, the dominant, government-owned press played down the poll. The Cairo daily, *al-Ahram*, put it on its front page, but squarely below the fold. Syrian state television focused single-mindedly on election-day violence rather than the voting itself. Several Arab newspapers ran cartoons showing Iraqis voting at the point of an American gun. Even *al-Jazeera*, the pretty independent satellite channel beamed out of Qatar, peppered its far fairer reporting with large dollops of scepticism, highlighting the low turnout in Sunni Arab areas, voting irregularities, and fears of rising Shia dominance.

But some in the region have always seen things differently. Minority groups such as secular liberals, Kurds, Algeria's Berbers, and Shias, tend to sympathise with the historic victims of Arab nationalism, such as the non-Sunni Arab majority of Iraqis who turned out to vote. Such feelings do not have to translate into approval of America's invasion, but they contribute to a counter-narrative that sees hope, rather than despair, rising from its ashes.

This different version could be seen, for instance, in the breathlessly enthusiastic coverage of the election by *al-Jazeera's* rival, *al-Arabiya*. In the weeks before, the Dubai-based, Saudi-owned station had run a series of adulatory interviews with Iyad Allawi, Iraq's interim prime minister, as well as saturation advertising to get out the vote. For the big day it carried feeds from eight different places across Iraq.

In fact, the run-up to the election witnessed a more general movement of regional opinion towards the friendlier end of the *al-Jazeera/al-Arabiya* spectrum. *Hizbollah*, Lebanon's Iran-backed Shia militia, dropped its sharply critical line on Iraqi affairs in favour of celebrating Shia gains. In Iran, similarly, the official view was that the elections were a good thing, though the ▶▶

tem of pure proportional representation, between getting a seat in parliament or not, have so far been fairly reluctant to shout foul.

Though full results may not be known for ten days after the poll, it is still considered most probable that the most votes have been cast for the United Iraqi Alliance, better known as "the Shia house", "the clerics' list", or simply "list 169" after its number on the huge ballot paper. Though Grand Ayatollah Ali al-Sistani, Iraq's most influential clergyman, did not formally endorse the list, his bearded visage was emblazoned on his posters.

Its two key components are two Islamist-inclined parties, the Supreme Council for Islamic Revolution in Iraq (SCIRI), led by a cleric, Abdul Aziz al-Hakim, and the

Dawa ("Call") party, led by a doctor, Ibrahim al-Jaafari. In the run-up to the poll, both parties sought to soften their Islamist tinge (and especially SCIRI's close ties with Iran) in a bid to reassure Iraq's many secular-minded Shias that they do not intend to turn Iraq into an Iranian-style theocracy. Some of its posters even featured attractive unveiled women.

The rival Iraqi List, headed by the secular-minded Mr Allawi, may also have done well. Many Sunni Arabs seem to endorse his wish to rebuild a strong army and see him as a bulwark against an Iranian takeover, while members of both main Muslim sects like his sturdy leadership style—"like Saddam but with justice", as a Sunni voter put it.

Provided that the clergy-backed United

Iraqi Alliance does not win an outright majority, which some of its adherents are predicting, some frenzied horse-trading is likely to take place in the next few weeks, as parties jockey for a place in a ruling coalition. Mr Allawi's list and the Kurdish Alliance, which is sure to have swept up most Kurdish seats (see box), may well hold the balance. But even Communists and monarchists may play a pivotal part.

The next step is for the 275-seat assembly to choose, by a two-thirds majority, a three-person presidential council (a president and two deputies) which in turn must unanimously choose a prime minister within a month of the election. The assembly must then endorse a prime minister and his chosen government.

All the main parties say they will ensure that Sunni Arabs are well represented, both in government and in the committees due to draft a constitution. This should be ready in mid-August, endorsed in a referendum in mid-October, and pave the way to another general election, under new rules, in December. But only if Sunnis are seen to have a proper say is there a chance that the new government, especially in the four worst affected of Iraq's 18 provinces, will start to contain the still raging insurgency. ■

Iraq's south

Worrying trends

BASRA AND ZUBAYR

The Islamist ascendancy down south is not entirely reassuring

FOR the first hour of polling, there were almost no voters in Zubayr, a troubled town of 400,000 souls in southern Iraq, some 15 miles (24km) south-west of Basra. But nor were there bombs. And, suddenly, voters came swarming. Along rutted, rubbish-strewn streets traipsed stern tribesmen and black-cloaked women, silently congregating at polling stations festooned with brightly-coloured ribbons and balloons and banners praising God.

So went Iraq's elections across the south, a poor, mostly Shia Arab region, occupied by 9,000 British troops. Basra, the south's once cosmopolitan capital, saw outbursts of joy. Tearful people danced in the streets and flourished the inky forefingers that marked those who had voted. The city also saw violence: a few mortar shells, launched by unknown insurgents, flew harmlessly across it. But these were the dampest of squibs compared with what had been expected. In Zubayr, where Sunnis make up about a third of the people, sectarian murder is common, but the only fighting was between policemen. ►►

Iraq's Kurds

They're on a roll, for now

SULAYMANIYAH

Why the Kurds think they're winners—and why they should be diplomatic

ON THE eve of the election in the Kurds' two main cities, Arbil and Sulaymaniyah, youths linked arms and danced, Kurdish style, in the streets. Drivers honked horns as passengers hung out of windows, cheering and waving Kurdish banners. Local television stations beamed stirring historical footage of peshmerga fighters in the mountains, with a voice-over telling Kurds it was time to channel their revolutionary spirit into the ballot box.

In the Kurds' self-rule area, people voted for three layers of representation—three provincial councils, a Kurdish regional parliament with 111 seats, and a national assembly in Baghdad. The entire exercise, in Kurdish eyes, was a triumph, albeit just a big step on the way to guaranteeing extreme autonomy in a soon-to-be-drafted federal constitution.

Another reason for the happiness was that the Iraqi Kurds' two main parties, Massoud Barzani's Kurdistan Democratic Party (KDP) and Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK), had harmoniously forged a pre-electoral pact (a stitch-up, said a few critics). Together they are sure to dominate the Kurdish regional assembly in Arbil. Each party took 41 seats, most of the rest going to mild Islamists, Turkomen, Christians and Yazidis (followers of a sect that is said to descend from Roman-era worshippers of the god Mithras), nearly all with the blessing of the two big Kurdish parties. The often bitter and occasionally violent rivalry between the pair was tested only in the provincial elections, where each one duly prevailed in its strongholds—the KDP in Arbil and Do-

huk in the north, the PUK around Sulaymaniyah and to the east and south.

The Kurds were especially chuffed by early election results for a provincial council (outside their present self-rule area) in the disputed province of Kirkuk, which they look set to dominate with a reported 60% of the vote. The results there and in Ninewa province, which includes the equally disputed (and recently much bloodier) city of Mosul, appear to reflect a shift in the balance of power of the Kurds in the north—which alarms many Iraqi Arabs—as well as Turkey's and Iraq's Arab neighbours.

In a likely share-out of top jobs, Mr Barzani said he would back his old rival, Mr Talabani, for a plum job in Iraq's national capital—either as prime minister or president—while he would expect the top job back home. Both Kurdish leaders sound happy to join a coalition government in Baghdad, with either the main Islamist-inclined Shia alliance or with a more secular-inclined list headed by the interim prime minister, Iyad Allawi. By forging a united front, the Kurds will bolster their strength in the national assembly in Baghdad (where they may even hold the balance) and secure a key spot in Iraq's post-election constitutional debate. As before, they are sure to demand de facto independence, autonomy over finance, control over Kirkuk province, a fixed percentage of Iraqi revenues, and even control over Kurdistan's minerals.

They must, however, be careful not to overplay their hand. Turkey, for one thing, has again implied that the Kurdish acquisition of Kirkuk could spark civil war—and even a Turkish intervention.

head of the Islamic Republic's Revolutionary Guards said this was because the vote had struck a blow against America.

In recent months, the more thoughtful of Arab press commentators have increasingly embraced the idea of elections, if only because they were seen as likely to lead, in the longer run, to ending the American occupation. At the same time, the Iraqi insurgency's apparent lack of a coherent programme other than violence has whittled away much outside support. The fact that the most extreme of Iraq's Sunni Islamist groups denounced not just these elections, but democracy in general, did not win more converts.

One theme that has continued to resonate, in some quarters, is the supposed danger of empowering Iraq's Kurds and Shias: Turkey, Syria and Iran, worried about their own restive Kurds, shaded official praise for the polls with traditional hints that Iraq's Kurds should keep their

heads down.

Fears of a "Shia menace" are vaguer but more widely shared. Since Iran's 1979 Islamic revolution, rich Gulf monarchies have worried about the export of Shia fervour to their own countries, where they make up some 12% of the 20m indigenous Arabs. Saudi's Wahhabist version of Sunni Islam regards the Shia creed as an aberration, and it does not help that the kingdom's Shias happen to be concentrated in the oil-rich Eastern Province. In tiny Bahrain, Shias are 60% of the population—and have long wanted a fairer share of power.

Shia leaders in the Gulf are keenly aware of the suspicion with which many regard them, and argue convincingly that they do not want to see an Iranian-style Islamist state emerge in Iraq or elsewhere. Yet the rise of Shia power in Iraq may start to encourage demands for greater enfranchisement. Bahrain's four main opposition groups have grown louder in de-

manding constitutional reforms to curb the ruling Sunni family's powers. In Saudi Arabia, the Shias have mobilised in advance of municipal elections to be held over the coming months. Voter registration is running far higher in the Eastern Province than elsewhere in the kingdom.

This underlines a deeper fear in Arab ruling circles, which is that people power may prove infectious. Even under occupation, Iraq's expression of popular will provided a stark contrast to the lot of other Arabs. Saudi Arabia's elections, for instance, are for only half the seats on toothless town councils, with half the populace—women—excluded. In the week of Iraq's election in the most populous Arab country, Egypt, police arrested a leading liberal opposition MP, ten Muslim Brothers and a group of leftists who had called for real, contested presidential elections, rather than another rubber-stamp referendum such as is scheduled for later this year. ■

Les Kurdes annoncent leur réunification pour mieux peser sur les institutions irakiennes

Le Kurdistan était divisé entre UPK et PDK

ERBIL, SALAHUDDIN (Kurdistan irakien)

de notre envoyée spéciale

Les Kurdes se sentent forts. Chaque jour, de nouvelles estimations – non officielles – viennent les conforter dans l'idée qu'ils ont totalisé un bon score aux élections nationales irakiennes du 30 janvier. La défection des Arabes sunnites joue en leur faveur. Les chiites, qui rafleraient la majorité des sièges, restent divisés sur leurs futurs représentants. Enfin, assure-t-on, le Parti communiste, allié historique des Kurdes, pourrait créer la surprise en totalisant un score, autour de 10 % des suffrages, que personne n'avait prédit.

Un vent d'optimisme souffle sur le Kurdistan. Les Kurdes se voient déjà dans le rôle de « faiseurs de roi » au Parlement. Des officiels évoquent les ministères-clés – tels que celui du pétrole, des finances, des affaires étrangères ou encore de la défense – auxquels ils pourraient prétendre.

Pour conforter ce succès électoral, dont chacun ici semble persuadé, il fallait une dernière démonstration de force : prouver que l'unité kurde ne s'exprime pas seule-

ment face au reste de l'Irak et qu'elle correspond bien à une réconciliation définitive des camps rivaux du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), mené par Massoud Barzani, et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dirigé par Jalal Talabani. C'est chose faite depuis le jeudi 3 février. A Salahuddin, au cours d'une conférence de presse « historique », les deux leaders kurdes ont annoncé la réunification officielle du Kurdistan.

Malgré une alliance proclamée dès la chute du régime de Saddam Hussein, le Kurdistan demeurait, en effet, une région divisée. Depuis la guerre civile qui a opposé les deux camps entre 1994 et 1997, subsistaient deux gouvernements parallèles, ainsi que deux armées de peshmergas (combattants kurdes).

UN IRAK FÉDÉRAL

La fracture est à ce point profonde qu'à l'intérieur des fiefs respectifs – PDK au nord et à l'ouest ; UPK au sud-est –, les Kurdes parlent deux dialectes distincts. Autre exemple, les téléphones portables, dépendant de deux compagnies

différentes, ne fonctionnent que d'un côté.

Il n'y aura plus désormais qu'un seul gouvernement kurde. Nechervan Barzani (PDK) en sera l'unique premier ministre et Adnan Mufti (UPK), l'unique chef du Parlement. Seul bémol à cette grande réconciliation, la nomination des responsables aux postes les plus délicats (les finances et l'armée) a été remise à plus tard, « dès que seront connus les résultats définitifs à l'élection des gouvernorats ».

Là encore, les estimations ne manquent pas. Pour l'ensemble du Kurdistan, l'UPK arriverait en tête. Les deux leaders kurdes ont expliqué que « quels que soient les résultats définitifs, il ne faudrait pas chercher à y voir un perdant ou un gagnant ».

Faire cause commune, au moins jusqu'à l'établissement de la nouvelle Constitution irakienne, tel est le message martelé. Face aux Américains, à la communauté internationale et aux autres Irakiens, les deux poids lourds de la politique kurde ont annoncé la couleur. Ils resteront solidaires jusqu'au bout pour mieux faire avancer leurs revendications : un Kurdistan incluant les vil-

les de Kirkouk, Sindjar (à la frontière syrienne) et Khanaqin (frontière iranienne), au sein d'un Irak fédéral.

Cécile Hennion

Forte avance de la liste chiite

La liste chiite soutenue par le grand ayatollah Ali Al-Sistani est largement en tête dans dix provinces à majorité chiite, avec 67 % de plus de 3 millions de votes dépouillés. L'Alliance unifiée irakienne recueille 2 212 749 voix dans ces provinces du centre et du sud de l'Irak, selon les chiffres de la commission électorale. La liste du premier ministre Iyad Allaoui arrive en deuxième position, avec 17,5 % des suffrages.

Une responsable de la commission a précisé que le total des bulletins dépouillés jusqu'à présent était de 3 300 000 sur environ 8 millions d'électeurs. Les votes kurdes n'ont pas encore été comptabilisés. D'ores et déjà, la liste chiite est en position de remporter 76 des 275 sièges de l'Assemblée nationale contre 20 sièges à la liste de M. Allaoui. – (AFP.)

Le Monde

DIMANCHE 6 - LUNDI 7 FÉVRIER 2005

February 9, 2005

Kurds press to install their own as president

Bloc is running strong 2d in assembly

By Edward Wong

BAGHDAD: Emboldened by early election returns, Kurdish leaders said Tuesday that they would press for a Kurd to be president of Iraq and would ally themselves with whatever political parties would support them in that goal and in maintaining an autonomous Kurdish region in the north.

The Kurds' confidence in their political muscle has grown tremendously since Monday, when it became apparent they will almost certainly have the second-largest — and possibly the most cohesive and most courted — bloc in the constitutional assembly.

The electoral commission has announced that the main Kurdish coalition has a quarter of the 4.6 million votes tallied so far, behind the leading Shiite slate of candidates but well ahead

The Kurds vow to ally with any parties that support maintaining Kurdish autonomy.

of the other parties. The Kurds are expected to take at least a fifth of the 275 assembly seats by the time the final count is announced.

Securing the president's office would give the Kurds enormous power in appointing key members of the new government, including the prime minister, and would bolster the standing of Kurds in the Middle East, where the governments of Turkey, Syria and Iran are fearful of any moves toward independence by minority Kurd populations in their own countries. The ambitions of the Kurds will likely be opposed by politicians seeking to install a Sunni Arab as president in order to draw the former governing Sunnis into the political process, despite their widespread boycott of the elections.

As the political jockeying intensified on Tuesday, a suicide bomber detonated his explosives outside a recruiting station for Iraqi national guardsmen in

central Baghdad, killing at least 21 people and wounding at least 27, according to U.S. military and Iraqi officials. All those killed were men signing up for the national guard, an Iraqi Defense Ministry official said.

Insurgents have killed at least 70 people in attacks on Iraqi security forces since Sunday, signaling that, at least for now, the elections have done little to dampen the guerrilla war being led by the Sunni Arab minority.

Insurgents on Tuesday also murdered two sons of Mithal al-Alusi, a candidate in the Jan. 30 elections and a former associate of Ahmad Chalabi, the exile once favored by the Pentagon to rule Iraq. The sons, in their 20s, were gunned down by unknown assailants as they drove to a Baghdad market in the morning, a family member said.

Alusi formed his own political party, the Iraqi Nation Democrat Party, after he was ejected from Chalabi's party for visiting Israel last autumn.

In the holy city of Najaf, the office of Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the most revered Shiite cleric in Iraq, released a rare statement saying the ayatollah was leaving the writing of the permanent constitution to the national assembly. But the ayatollah believes the constitution "should respect the Islamic cultural identity of the Iraqi people," the statement said.

Leading Shiite clerics have said in interviews in the last week that they want Islam to be the guiding principle of the new constitution. Of all the political groups vying in the elections, the Kurds are the most organized, and their coalition has a much better chance of holding together in the national assembly than the huge Shiite slate assembled by Sistani, called the United Iraqi Alliance. That makes the Kurds — about a fifth of the Iraq population — the most sought-after political ally in the assembly.

If they throw their support to the religious Shiites, the two groups will likely be able to dominate the government. If they align themselves with the coalition of Prime Minister Ayad Allawi and more secular parties, including smaller Sunni Arab groups, they can form an opposition bloc that has enough veto power to stymie the Shiites.

"It's truly a different ballgame, and it's new to this part of the world," Barham Salih, the Iraqi deputy prime minister and a top Kurdish official, said in an interview. "There will be a lot of bargaining, a lot of back and forth, a lot of compromises."

Salih said the Kurdistan Alliance, the main Kurdish coalition, was pushing Jalal Talabani for president. Talabani is the head of one of the two main Kurdish parties in the north, the Patriotic Union of Kurdistan. The other party, the Kurdistan Democratic Party, has agreed to cede the post of Iraqi president to Talabani in exchange for its leaders governing the autonomous Kurdish region, Kurdish officials said.

The Iraqi president and two vice-presidents, collectively known as the presidency council, are elected from the ranks of the national assembly by a two-thirds vote of assembly members. The council then appoints the prime minister and the cabinet. The assembly has to approve the new government by a majority vote. The assembly is charged with drafting the constitution by mid-August, holding a nationwide referendum on it within two months and preparing the country for full-term elections by year's end.

The early election results announced Monday indicated that the Shiite alliance had just more than 50 percent of the vote, and Allawi's list 13 percent.

Because of the widespread boycott by the Sunni Arabs, who make up a fifth of the population, the leading Sunni Arab party — the Iraqis, headed by Sheik Ghazi al-Yawar, the interim president — had less than one percent of the vote.

Millions of ballots in all regions of the country still have to be counted, and the percentages will change, though their rough proportions are expected to stay the same. That means that — provided the Shiite alliance stays together — the main Shiite group and the Kurds could join together for enough votes in the assembly to form a coalition government.

The New York Times

INTERNATIONAL
Herald Tribune
February 10, 2005

Top Saddam aides face trials in spring

Iraqi courts to seek death penalties

By John F. Burns

BAGHDAD: Iraqi officials say the long-awaited legal reckoning for Saddam Hussein and his most powerful associates will begin this spring with televised trials for at least 2 of the top 12 men held in American custody, and Iraqi prosecutors will ask the five-judge panels overseeing the trials to impose the death penalty for those among the 12 judged guilty of the worst crimes.

One of the first men to be tried will be a widely feared cousin of Saddam, Ali Hassan al-Majid, known as Chemical Ali for his role in poison gas attacks that killed thousands of Iraqi Kurds in the late 1980s, officials say.

The other will be Barzan al-Tikriti, a half brother of Saddam, who served early in Saddam's rule as head of the Mukhabarat secret police. He is identified by witnesses as having overseen the razing of a village north of Baghdad, and the killing of many of its male inhabitants, after an assassination attempt against Saddam in 1982.

Nearly two years after American troops captured Baghdad, twin courtrooms being built for the trials in Baghdad's heavily guarded Green Zone compound are nearly ready, and investigating judges are close to completing dossiers outlining the first cases, the officials say.

Although American and British legal

experts have played a key behind-the-scenes role in preparing the cases, the trials will be conducted before an Iraqi court known as the Iraqi Special Tribunal, and not, as in the case of the war crimes trials for major figures in the former Yugoslavia, Rwanda and Sierra Leone, before an international court.

Arrangements have been made for TV relays that will carry the trials in Baghdad live to Iraqi and worldwide audiences, according to a Western legal expert who met with reporters Wednesday to outline plans for the trials. He said the courtrooms would include seating for reporters, and a public gallery to which ordinary Iraqis would be admitted on a first-come, first-served basis.

Security is expected to be tight as any seen in Iraq since Saddam was toppled, with a close watch kept by Iraqi and U.S. troops for attempts to kill witnesses, prosecutors, judges, and defendants.

The Iraqi officials, speaking on condition that they not be identified, say Saddam himself is not likely to go on trial until the cases against several of his associates have been completed, and will thus probably not come to trial before the end of this year, and possibly well into 2006.

Iraq's human rights minister, Bakhthiar Amin, said in an interview that officials preparing the trials wanted to use the cases against Saddam's associates to establish "command responsibility" for

the crimes committed under his rule, building evidence to demonstrate that ultimate accountability for the decisions that led to the deaths of tens of thousands of Iraqis rested with Saddam.

One of Saddam's top associates, Mohammed Hamza Zubaydi, Iraqi prime minister after Saddam seized power in 1979 and launched a bloody purge of the ruling Baath party, is not likely to face trial at all, the officials say, because of worsening health problems. Zubaydi, who is in his late 60s, is the oldest of the 12 "high-value detainees," including Saddam, being held at an American military prison camp near Baghdad airport.

Officials say he is suffering from severe heart failure that traces back to two bypass operations before Saddam was toppled from power, and that

American doctors treating him do not expect him to recover.

But the remaining 11 are now expected to go forward to trial, the Iraqi officials said, despite efforts by some of them to win their freedom, or at least to plea-bargain for exemption from the death penalty, by cooperating with investigators.

In the early months of the special tribunal's existence, after it was established by American decree last spring, legal experts involved in the cases said that one of those who was willing to give evidence against Saddam and other top figures was Tariq Aziz, a former deputy prime minister.

They said another was Sultan Hashem Ahmed, defense minister during the American-led invasion in the

spring of 2003, and the general who signed the terms that brought an end to allied military operations against Iraq in the 1991 Gulf war.

Their overtures took on new significance when Ayad Allawi, a former Baathist appointed by the Americans as



The Associated Press

Ali Hassan al-Majid, a cousin of Saddam Hussein known as Chemical Ali for his poison gas attacks on Kurds, will stand trial soon.

interim prime minister at the time of the sovereignty transfer, moved last fall to take effective control of the court by dismissing senior officials of the special tribunal and appointing political loyalists in their place.

One of those dismissed, Salem Chalabi, the tribunal's executive director, said Allawi was seeking political control of the court so as to be able to free some defendants, or at least lessen

the charges, a power Chalabi said Allawi would use in his efforts to persuade former Baathists active in the insurgent underground to switch sides and help to bring an end to the war here.

But Amin, the human rights minister, said that there would be no compromise in the case of Aziz, a Christian who was Iraq's main diplomatic emissary for 15 years before Saddam's overthrow.

Amin, a Kurd, said that Aziz was deeply implicated in Saddam's crimes against Iraq's Kurdish minority, and in particular in the abuses of Kurdish Christians.

"I am opposed to anyone with blood on his hands, and who has been involved in genocide and atrocities against his own people, being released," Amin said.

The New York Times

Iraq ■ By Sandra Mackey

The coming clash over Kirkuk

ATLANTA

As Iraqis turn from holding elections to writing a constitution, the make-or-break issue for their nation may be the city of Kirkuk. Situated next to Iraq's northern oil fields, Kirkuk is a setting for all the ethnic-sectarian conflicts that are the historic reality of Iraq — Muslim against Christian, Sunni against Shiite, Kurd against Arab. It is also home to the Turkmens, who are the ethnic cousins of the Turks and look to a willing Turkey as their protector. In their fierce competition for the right to claim Kirkuk, the Turkmens and the Kurds threaten to turn Iraqi internal politics into a regional conflict.

Kirkuk is the center of the Turkmen population in Iraq, while for Kurds, the city is a touchstone of their identity. Each group makes up something over a third of the city's population of 850,000. When the invasion of Iraq began in March 2003, Kurdish militias advanced southward from the Kurdish autonomous zone established in the northern third of Iraq in 1991 and entered Kirkuk. Since then the Kurds have used their position as American allies to bring in Kurdish families and thus bolster their demand that Kirkuk be incorporated in the Kurds' autonomous zone.

Their reason is emotional but also economic: Kirkuk is the key to oil fields that represent 40 percent of Iraq's proven petroleum reserves. At the least, those fields are an enormous bargaining chip in talks over the future Iraqi government; at most they provide the economic base for a future Kurdish state.

Intense hostilities between Kurds and Arabs date to the late 1980s, when Saddam Hussein pushed many Kurds out of the city and replaced them with Arabs. But it is the contest between Kurds and Turkmens that is the far more serious problem for the United States, because the only card the Turkmens of Kirkuk have to play against the Kurds is Turkey. It is a card Ankara is willing to allow them to put on the table.

Turkey holds its own claim to Kirkuk, which was taken from Turkey as a result of the 1923 Lausanne Treaty. Turkish nationalists still regard it as historically part of Turkey. Ankara also asserts guardianship over the Turkmen ethnic minority in northern Iraq. But what is mainly driving Turkey's interest in Kirkuk is the long-term problem of Turkey's own rebellious Kurdish minority, 20 percent of its population.

Since 1999, Turkish Kurds have attacked Turkey from bases in northern Iraq, in the Kurdish autonomous region. To Turkey's frustration, Iraqi Kurd officials turn a blind eye to their Turkish Kurd cousins' activities, while the Americans have been reluctant to move against the bases for fear of damaging their relationship with the

Iraqi Kurds. The Turkish military has taken matters into its own hands by crossing the Iraqi border on occasion to battle the rebels.

But more ominous are Turkish fears that Baghdad will be forced to let the Kurds make Kirkuk part of their autonomous zone. For Ankara, this would be excessive Kurdish autonomy, its red line in Iraq.

The Turkish military has repeatedly warned Iraqi Kurds against changing Kirkuk's demographics and insisted that the inclusion of the city into the Kurdish autonomous zone is a question in which it intends to play a part. To underline the point, the military makes no effort to hide its plans to send troops if needed to thwart the Kurds' claim to Kirkuk.

Military intervention in northern Iraq is diplomatically risky for Turkey. Having just secured an agreement to open talks on membership in the European

Union, Ankara will move with caution. Yet Turkey may see preventing the emergence of a potentially oil-rich Kurdish political entity on its borders as worth the risk. And Europe may regard keeping the Iraqi Kurds within Iraq's boundaries, thus promoting stability in the Gulf and in oil markets, as more important than keeping Turkey out of Iraq.

Though publicly circumspect, Washington sees Turkish military involvement as a looming possibility. It has quietly said that the Kurds will not be allowed to take control of Kirkuk.

American military bases in northern Iraq are discreetly being reinforced. And the First Infantry Division, in charge of Kirkuk for the last year, has balanced the rights of the Turkmens and Arabs against those of the Kurds.

So Washington recognizes that the Kurds, further emboldened by their anticipated numbers in the new Iraqi parliament, could precipitate a crisis over Kirkuk. The question is whether the United States or the non-Kurdish members of the new Iraqi government can hold the Kurds in check — a difficult task considering the fervor, especially among younger Kurds, for an eventual Kurdish state.

This is one of the complications of the Iraqi election that the Bush administration has hailed as such a success. If the Kurds try to change the status of Kirkuk, the United States may find itself forced to turn its military power on them. But if America does nothing to hold Kirkuk, it may well find itself in another crisis. Only this one would not be confined to Iraq.

Sandra Mackey is the author of "The Reckoning: Iraq and the Legacy of Saddam Hussein."

Quand la Turquie redécouvre sa mémoire arménienne

Livres et expos traitent du tabou du génocide arménien, occulté depuis 1915.

Istanbul de notre correspondant

Occultée pendant quatre-vingt-dix ans par l'histoire officielle, la mémoire arménienne ressurgit en Turquie. Les livres et les expositions sur ce sujet rencontrent les faveurs du public. Alors que la Turquie va entamer, à l'automne, ses négociations d'adhésion avec l'Union européenne, un tabou est brisé.

Prénom changé. Le succès du livre de l'avocate Fethiye Çetin, *Ma grand-mère*, en témoigne. Membre de la Commission des minorités du barreau d'Istanbul, elle raconte comment elle a retrouvé les traces de sa famille arménienne. «*Je l'ai appris très tard. Ma grand-mère était née arménienne, mais elle a été entermée en musulmane. Quand elle est morte, j'ai publié une petite nécrologie dans la revue Harach, qui paraît en France, afin de retrouver mes parents perdus*», raconte Fethiye Çetin. Le prêtre du village natal de sa grand-mère, installé en France, se souvenait d'un lointain parent chrétien, adopté par une famille musulmane en 1915 et qui avait changé son prénom.

Autre exemple: l'exposition de cartes postales des années 1900-1914, organisée à Istanbul mi-janvier, qui montrait, chiffres à l'appui et ville par ville, l'omniprésence des communautés arméniennes sur le territoire ottoman. «*En Turquie, l'histoire a toujours été enseignée par rapport au seul peuple turc, comme s'il n'y avait jamais eu que lui sur ce territoire. Quand on parle des Arméniens, ils ne sont pas décrits comme une partie intégrante de la société, mais comme une source de problèmes*», explique Osman Koker, directeur de l'exposition. Même engagement pour le livre sur la

gastronomie arménienne de Takuhi Tovmasian, *Bonne et joyeuse table. Souvenirs de la cuisine de ma grand-mère*. Des romans commencent aussi à sortir comme, *le Dernier Arménien*, de Peter Najarian.

Si les élites commencent à débattre de la question arménienne, le sujet reste quand même très sensible. Des historiens de Turquie et d'Arménie, proches de leurs gouvernements respectifs, ont tenu des réunions préparatoires afin d'échanger des documents officiels, mais le manque de bonne volonté et de confiance a empê-

«Malgré ces petits changements, il reste encore beaucoup à faire au niveau de l'Etat et de la société.»

Hirant Dink, directeur de l'hebdo «Agos»

ché la poursuite de ce dialogue. Une délégation turque composée d'intellectuels de gauche et islamiques, venue en décembre à Erevan, capitale de l'Arménie, y a été relativement bien accueillie mais elle est rentrée sans aucun résultat concret. Certaines initiatives laissent apparaître un léger changement dans l'attitude des dirigeants d'Ankara. Le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, issu du mouvement islamiste, a ainsi inauguré en décembre un Musée arménien à Istanbul, peu avant le sommet européen de Bruxelles.

«*Malgré ces petits changements, il reste*

encore beaucoup à faire au niveau de l'Etat et de la société», estime Hirant Dink, directeur de l'hebdomadaire *Agos*. Deux spécialistes turcs de la question arménienne, Taner Akcam et Halil Berktag, dont les publications démentent les thèses officielles d'Ankara, sont encore bannis des milieux académiques et des médias. Dans l'imaginaire populaire, le mot «Arménien» conserve une connotation péjorative. Par exemple, les «*terroristes séparatistes kurdes*» étaient accusés par les grands médias d'être des «*rejetons d'Arméniens*». Le chanteur Charles Aznavour fut interdit d'antenne dans les années 70-80, parce qu'il était de souche arménienne. Le film *Ararat*, du réalisateur canadien d'origine arménienne Atom Egoyan, n'a pas pu être projeté en Turquie malgré un visa officiel, car des groupuscules d'extrême droite avaient menacé de brûler les salles de cinéma.

Lourd héritage. La reconnaissance, ces dernières années, du génocide arménien de 1915 par une dizaine de pays, dont la France, a provoqué un choc. La République turque, créée sept ans après la tragédie, n'a toujours pas réussi à se situer par rapport à ce lourd héritage. «*Nous devons trouver une solution où il n'y aura ni perdant ni gagnant*», assure Hirant Dink. Les Arméniens de Turquie restent pour la plupart sceptiques sur la position de la France, souhaitant faire de

la reconnaissance du «génocide» un préalable à l'adhésion turque à l'UE. Chroniqueur au quotidien *Zaman*, l'écrivain Etyen Mahcupyan, Arménien d'Istanbul, rappelle que «*la population turque n'a pas encore pleinement conscience du problème et, dans un tel contexte, imposer une solution ne peut que susciter des réactions hostiles*». ◀

RAGIP DURAN

Génocide ou «malheurs de la guerre»

La Turquie reconnaît la réalité des massacres contre la population arménienne en 1915, alors que les armées russes avançaient à l'est, mais elle récuse le terme de «génocide» et les chiffres de 1,2 à 1,3 million de morts avancés par les Arméniens, estimant le nombre de victimes à 250 000 ou 300 000. Officiellement, on préfère parler de «déportation», d'«exil» ou de «malheurs de la guerre». En Turquie, la communauté arménienne ne compte plus que quelques dizaines de milliers de membres.



Le monastère arménien de Gdoudz, en Anatolie orientale. Il ne reste que quelques dizaines de milliers d'Arméniens en Turquie.

Entre l'enclume des ayatollahs et le marteau des Américains

La menace américaine d'attaquer l'Iran divise les opposants Iraniens. Certains craignent qu'une action militaire ne renforce le pouvoir en place ; d'autres estiment que l'intervention étrangère libérerait le pays.

IRAN EMROOZ (extraits)

Francfort

L'article de Seymour Hersh publié dans *The New Yorker* à la veille de la cérémonie inaugurale du deuxième mandat de George Bush [voir CI n° 742, du 20 janvier 2005] démontre que l'administration américaine prépare depuis des mois une attaque qui ciblerait les installations militaires iraniennes. Parmi ces préparatifs figure l'infiltration d'agents américains en territoire iranien depuis le Pakistan afin d'identifier les sites potentiels d'intervention. Les autorités de Washington (et celles d'Islamabad) ont évidemment démenti ces informations. Selon Hersh, le projet est entré dans une phase de programmation.

Les premières cibles identifiées concernent, semble-t-il, les installations nucléaires du pays. Les néo-conservateurs réunis autour de Bush sont inquiets du projet nucléaire de la République islamique et peu convaincus par les activités européennes à cet égard. Leur projet de Grand Moyen-Orient, lancé avec l'Afghanistan et l'Irak, reste par ailleurs inachevé s'il ne concerne pas l'Iran. L'Irak ne représentait pas un véritable danger pour les Etats-Unis, et pourtant l'Amérique a pu préparer son opinion publique à une attaque militaire contre ce pays. Mobiliser l'opinion américaine serait encore plus facile contre le régime de la République islamique, qui fanfaronne ouvertement face aux Etats-Unis et lui met des bâtons dans les roues en Irak et en Palestine. Washington veut attaquer l'Iran, et Téhéran lui offre sur

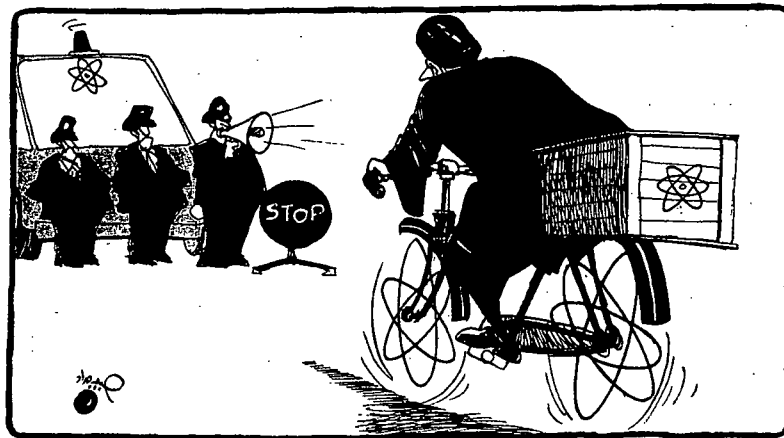
un plateau les justifications nécessaires. En apparence, la République islamique semble assurée que l'expérience catastrophique de l'occupation militaire de l'Irak découragera les Américains d'un semblable aventurisme en Iran et considère qu'elle est en mesure de faire face à des attaques ciblées. On peut même dire qu'une partie des cercles du pouvoir pensent pouvoir tirer profit d'interventions limitées pour jouer de la fierté nationale et remobiliser le peuple à leur profit. Ce régime a accueilli jadis de la même manière la guerre destructrice lancée par l'Irak et l'a fait durer (de 1980 à 1988) afin de consolider son assise. La conjonction

► Dessin d'Habib Haddad paru dans Al-Hayat, Londres.

■ Surenchère

Alors qu'aussi bien Téhéran que Damas sont mis à l'Index par les Américains, le journal syrien *Tichrine* rappelle que "l'Iran fête ces jours-ci le vingt-sixième anniversaire de sa révolution, qui a abattu le régime le plus inféodé aux Américains et aux Israéliens de la région".

Le quotidien officiel du régime syrien poursuit : "Les deux leaders éternels Hafez El-Assad et Khomeyni ont soutenu le peuple palestinien, ont ébranlé les arrogants de ce monde et semé la frayeur dans le cœur des sionistes. Face aux menaces extérieures, la Syrie restera solidaire du peuple frère d'Iran pour défendre ses droits nationaux légitimes."



des deux courants va-t-en-guerre aux Etats-Unis et en Iran ainsi que la consolidation de leurs positions depuis quelques mois rendent donc plus que réel le danger d'une attaque militaire américaine contre l'Iran.

Pour répondre à cette menace, trois courants se sont constitués au sein du monde politique iranien. Un premier courant veut déjouer la menace de guerre en tentant de réconcilier les deux belligérants et en préparant les conditions d'un rétablissement des relations diplomatiques. Ce courant nous semble utopique. Les clerics qui gouvernent l'Iran depuis des décennies ont assis leur pouvoir en répétant le slogan : "Mort à l'Amérique !" Ils ne pourront facilement serrer la main des ambassadeurs du grand Satan, pas plus que les néo-conservateurs dominant le pouvoir américain ne pourront faire confiance aux dirigeants iraniens sur tout ce qui concerne leur programme nucléaire et leur soutien au terrorisme international. Les Etats-Unis ne sont pas prêts à abandonner le projet ambitieux qu'ils mènent au Moyen-Orient. Si, néanmoins, cette solution voit le jour, elle contribuera à la survie de la République islamique, un régime fondamentalement antidémocratique qui impose à un peuple à bout des lois moyenâgeuses, ségrégationnistes, répressives et violentes.

Un deuxième courant, qui s'oppose foncièrement au régime iranien, voit dans une intervention étrangère le moyen de s'en libérer. En réalité, il espère qu'une attaque étrangère pourra instaurer la "démocratie". C'est ce même courant qui soutenait la déci-

sion américaine à la veille de l'invasion de l'Irak et prévoyait des jours heureux pour les Irakiens (et leurs voisins) !

Pour le troisième courant, il faut agir sans tarder pour créer un mouvement national afin de sauver l'Iran à la fois de la République islamique et de l'ingérence étrangère. Ce mouvement a besoin d'être dirigé par une force qui représenterait toutes les tendances démocratiques de l'Iran. Seul un tel mouvement démocratique et épris de liberté aurait en réalité le poids nécessaire pour représenter une alternative démocratique au régime et permettre d'éviter une ingérence des puissances étrangères, en particulier des Etats-Unis, dans les affaires intérieures du pays. Cet effort suppose des actions diplomatiques et un soutien politique des forces démocratiques dans le monde pour montrer aux gouvernements occidentaux que seule une évolution démocratique en Iran pourrait mettre fin aux inquiétudes de l'Occident concernant les programmes nucléaires, les armes de destruction massives et le terrorisme international. Ce mouvement est en voie de constitution. Il faudra le soutenir avant que l'aventurisme du régime et la cupidité des néo-conservateurs américains ne mettent l'Iran à feu et à sang.

Hossein Bagherzadeh

Courrier
INTERNATIONAL

DU 10 AU 16 FÉVRIER 2005

IRAK

Les Kurdes au cœur des tractations pour le pouvoir

Tout le monde spéculait sur la volonté d'indépendance des Kurdes. Puis l'un de leurs leaders a déclaré sa candidature à la présidence. Une chose est sûre : les Kurdes vont utiliser au mieux leur position de force.

AL-HAYAT
Londres

Avant la chute de Saddam Hussein, tout donnait à penser que les Kurdes ne s'intéressaient qu'au gouvernement de leur région autonome du Kurdistan irakien. Or, depuis les élections du 30 janvier dernier, on sait qu'ils songent aussi à gouverner l'Irak. Ils sont même devenus des acteurs essentiels à Bagdad, pour ne pas dire des faiseurs de rois incontournables pour la formation du prochain gouvernement central. Le résultat final du scrutin devrait en effet assurer à la liste kurde environ un tiers des sièges au Parlement. Les forces politiques ont donc très vite entamé des consultations avec eux, publiquement ou en coulisses, afin de nouer des alliances en vue des postes à pourvoir : ceux du président, des deux vice-présidents, du Premier ministre, des ministres et du président du Parlement.

On peut envisager plusieurs scénarios : si un Kurde arrive à la présidence, les deux vice-présidents devront être chiite et sunnite ; si c'est un sunnite qui devient président, les deux vice-présidents devront être chiite et kurde, etc. Pour ce qui est du Premier ministre, il serait probablement chiite et secondé par un Kurde. Voilà pour les généralités, mais d'autres détails s'imposeront une fois le dépouillement des voix achevé.

TALABANI VEUT LA PRÉSIDENTIE ET POSE SES CONDITIONS

Qu'attendent les Kurdes ? En ce qui concerne leur province autonome du Kurdistan, l'accord passé entre Mas-

soud Barzani, du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), et Jalal Talabani, de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), précise que le PDK obtiendra la charge de chef du gouvernement et l'UPK la présidence du Parlement. En ce qui concerne le niveau national, il est probable que ces deux leaders n'accepteront pas moins que la présidence. Cela se fera sans trop de problèmes s'ils parviennent à former une alliance avec les chiites pour constituer un bloc des deux tiers des sièges au Parlement. Evidemment, cela exclut la reconduction à son poste de l'actuel président, le sunnite Ghazi Al-Yaouar. Cela écarte aussi le sunnite Adnan Al-Pachachi, qui a des visées sur la présidence depuis que ce poste lui a échappé, l'année dernière. Les Kurdes insistent par ailleurs sur le fait que la direction du principal courant chiite, celui de l'ayatollah Ali Al-Sistani, penche nettement en faveur d'un président kurde.

Pour l'instant, le poste de Premier ministre est occupé par le chiite Iyad Allaoui, flanqué du Kurde Barham Salehde au poste de vice-Premier ministre. Les avis divergent sur la personnalité d'Iyad Allaoui, et certains Kurdes préféreraient parier sur une alliance durable avec Ali Al-Sistani plutôt que sur une alliance avec Iyad Allaoui, qui, selon eux, ne saurait durer bien longtemps. De même, le ministre des Finances Abdul-Mahdi pourrait devenir chef de gouvernement en étant encadré par un vice-Premier ministre et un ministre des Affaires étrangères kurdes. D'après les Kurdes, d'autres scénarios sont possibles s'ils obtiennent, comme ils l'ont prévu, le tiers des

sièges parlementaires (90 sur 275). Dans ce cas, ils exigeraient le tiers des portefeuilles ministériels, dont celui du Pétrole. Jalal Talabani affirme qu'il

n'acceptera pas de se consoler avec un poste de vice-président au cas où il ne serait pas nommé président. Ce qui lui importe le plus, ajoute-t-il, c'est de connaître à l'avance la position du futur gouvernement concernant les exigences kurdes, en particulier le fédéralisme de l'Irak et l'inclusion de Kirkouk dans le territoire kurde. Talabani insiste aussi pour savoir préalablement ce qu'il en sera de la démocratie, des droits de l'homme, de la place des femmes et des rapports entre la religion et l'Etat. Sans cela, "Au diable la présidence !", lance-t-il.

Ces scénarios ne signifient pas pour autant que la voie du pouvoir soit ouverte aux Kurdes. Personne ne sait encore quelle attitude ils adopteront envers Allaoui si ce dernier n'obtient qu'un faible pourcentage. Devront-ils alors faire alliance avec des formations politiques minoritaires, telles que le Parti communiste irakien, leur allié traditionnel. A toutes ces inconnues il faut ajouter un autre facteur important : les interventions des Etats-Unis, de l'Iran, de la Turquie, des pays arabes et des Nations unies.

Kamirane Qorrah Daghi

MISE EN GARDE

"Restons à l'écart du borbier moyen-oriental !"

Pour protéger les Turkmènes d'Irak, certains en Turquie pensent à intervenir militairement dans la ville de Kirkouk, revendiquée par les Kurdes. Ce serait une catastrophe, estime Vatan d'Istanbul.

On s'alarme de nouveau, en Turquie, à propos de Kirkouk. Car le vote des Irakiens fait apparaître cette ville encore un peu plus kurde. Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a tenu des propos tellement musclés que l'on commence à se poser des questions sur l'éven-

tualité d'une intervention militaire. Or la pire chose que la Turquie pourrait faire, ce serait de considérer l'intervention militaire comme une solution.

Supposons qu'Ankara envoie ses soldats dans le nord de l'Irak dans le but déclaré d'assurer la sécurité de Kirkouk

et des Turkmènes.

Il serait impensable que les Kurdes irakiens ne ripostent pas à un tel déploiement. Ils considéreraient cela comme l'incursion d'une force d'occupation sur leur propre territoire. Combien de temps une telle force d'occupation pourrait-elle rester dans la région sous prétexte de la sécurité des Turkmènes ? L'opinion internationale, et plus particulièrement européenne, qui n'avait pas vu d'un très bon œil l'occupation américaine de l'Irak, sera-t-elle plus indulgente à l'égard d'une occupation turque ? Le monde entier considérerait une telle décision comme une manifestation de l'opportunisme turc et une tentative d'annexer les zones pétrolifères. Il sera impossible d'effacer

une telle impression. En plus, cela mettrait la Turquie face-à-face avec les Etats-Unis, dans une confrontation militaire directe. Une telle confrontation pourrait rapidement mener au chaos. Ceux qui crient : "Entrons dans Kirkouk !" doivent aussi réfléchir à un autre point très important. Cette ville se trouve aujourd'hui sur le territoire d'un autre pays. Peu importe que la majorité de la population y soit kurde ou turkmène. Si nous y envoyons des troupes, d'autres pourraient décider un jour de faire de même avec nous, en nous disant : "Vous ne traitez pas très bien les Kurdes en Turquie, nous allons intervenir militairement pour assurer leur sécurité." Que pourrions-nous répondre ?

Les "lignes rouges" que la Turquie a tracées en Irak ne doivent pas nous faire oublier notre propre sécurité. En ce qui concerne les Turkmènes, il faut entreprendre tout ce qui est possible et nécessaire sur le plan politique. Mais cela ne devra en aucun cas servir de prétexte à une intervention militaire. A partir du moment où les soldats turcs pénétreraient en Irak, la Turquie se verrait exclue de facto de l'Europe et se trouverait plongée dans le chaos du Moyen-Orient. Que ceux qui pensent que tout cela vaut le coup et que peu importe si la Turquie elle-même est alors transformée en champ de bataille – eh bien, qu'ils continuent à crier : "Entrons dans Kirkouk !" Okay Gonensin, Vatan, Istanbul

Le premier ministre irakien cherche une alliance avec les Kurdes pour sauver son poste

ERBIL (Kurdistan irakien)

de notre envoyée spéciale

Après s'être entretenu avec les partis chiites et sunnites à Bagdad, le premier ministre irakien, Iyad Allaoui, a rencontré Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), jeudi 10 février, à Erbil. Dans leurs déclarations, les deux hommes ont insisté sur leur volonté commune de voir émerger un « Irak démocratique, fédéral et pluraliste ». Pour cela, a expliqué Iyad Allaoui, « toutes les forces politiques devront parvenir à un consensus. Aucune catégorie de la société irakienne ne sera exclue du processus, quel que soit le résultat du scrutin ». Le message faisait référence aux partis arabes sunnites, grands absents des élections du 30 janvier. Mais il a été accueilli avec ironie par un journaliste kurde : « C'est Allaoui qui va être exclu du processus politique, s'il n'obtient pas très vite une alliance avec les Kurdes ! »

C'est aussi dans cet état d'esprit qu'a été reçu le commentaire bienveillant du premier ministre au sujet de la candidature de Jalal Talabani, leader de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), à la présidence de l'Irak. « Tout Irakien a le droit de postuler. Un Kurde a le droit de poser sa candidature à n'importe quelle fonction, au même titre qu'un Arabe », a déclaré M. Allaoui. Malgré sa présence quotidienne sur trois grandes chaînes de télévision nationales durant la période préélectorale, et malgré les multiples diffusions d'un documentaire, *Un homme, une patrie*, exaltant sa vie et son combat politique, Iyad Allaoui n'a pas obtenu le succès escompté aux élections. Après le dépouillement partiel des votes, il n'arrive qu'en

troisième position, avec 13,6 % des suffrages, derrière la Liste unifiée kurde (LUK) (24,6 %) et très loin derrière la liste chiite soutenue par le grand ayatollah Ali Al-Sistani, créditée de 51,4 % des voix.

TOUR DE FORCE

Si ces chiffres se confirment, M. Allaoui ne pourra donc ni garder son poste de premier ministre ni prétendre à un rôle prépondérant sur la scène politique irakienne. « Sa seule chance de conserver le pouvoir consiste à construire, autour de sa personne, une coalition de partis capables de contrebalancer le poids de la liste Al-Sistani », explique ainsi Fouad Hussein, un analyste politique kurde.

Sachant que la liste chiite revendique le poste de premier ministre et qu'elle devrait remporter la majorité absolue aux élections, l'exercice relève du tour de force, voire de l'impossible. Sauf si la liste chiite venait à se diviser sur la désignation de son propre candidat. Et sauf si des différends politiques venaient faire voler en éclats son unité au sein de la future Assemblée. Dans les deux cas, les meilleurs alliés d'Allaoui ne peuvent être que les Kurdes qui, en plus de leur bon score annoncé, affichent jusqu'à présent une unité totale.

Les Kurdes acceptent-ils cette alliance ? « Allaoui et Barzani se connaissent depuis les années 1980 », indique Falah Moustafa, ministre PDK et proche de M. Barzani, avant d'ajouter : « Après le soulèvement de 1991, Allaoui venait souvent au Kurdistan. Depuis, ils sont devenus amis. En juin 2004, Barzani

avait appuyé sa candidature au poste de premier ministre. Il est certain que ces bonnes relations vont se poursuivre. » « Mais pour le moment, relativise-t-il, les Kurdes ne cherchent pas à faire alliance avec quelqu'un en particulier. Nos relations avec la liste chiite sont excellentes. »

QUESTION EMBARRASSANTE

« Il n'y aura pas d'alliance tant que le résultat final ne sera pas connu, estime l'analyste Fouad Hussein. Tout dépend de ce qu'Allaoui pourra offrir aux Kurdes et, surtout, si la liste chiite restera unie. En attendant, les Kurdes discutent, essaient de garder toutes les portes ouvertes. Cela ne signifie pas que ces discussions doivent se conclure par des accords... »

Dans les bureaux du PDK, on abonde dans le même sens. « En ce moment, affirme Falah Moustafa, tout le monde voudrait faire alliance avec les Kurdes. Nous allons voir encore beaucoup d'autres personnalités politiques débarquer au Kurdistan... »

Par ailleurs, la venue du premier ministre à Erbil a permis de clarifier la question embarrassante du « référendum » kurde, organisé en marge des élections du 30 janvier. Les électeurs de la région pouvaient choisir entre « un Kurdistan intégré à l'Irak » ou « un Kurdistan indépendant ».

Le résultat, rendu public le 6 février, a annoncé – sans surprise – 98,76 % de voix en faveur de l'indépendance. Massoud Barzani a pris ses distances, indiquant qu'« il s'agit d'un mouvement populaire qui ne reflète en rien la politique du leadership kurde ».

Cécile Hennion

Restive Kurds Brace for Turk Backlash

Ankara Vexed by Ambitions Unleashed in Iraqi Election; Clash Could Inflamm Region

By YOCHI J. DREAZEN

BARMANI, Iraq—The longtime enemies eye each other warily across a muddy road on the outskirts of this northern Iraqi town. On one side are heavily armed Kurdish peshmerga fighters; on the other, soldiers from the Turkish Army that has occupied a half-finished airstrip here for nearly eight years, backed by a row of dark-green tanks.

Kurds and Turks for decades have engaged in on-again, off-again fighting over Kurdish aspirations for independence, and tensions again are rising. As Kurds demand control of the oil-rich city of Kirkuk amid Iraq's political remodeling, the Turkish military presence here is a harrowing reminder of the territory's recurrent bloodshed—and could be a harbinger of renewed violence that might destabilize the wider region and complicate the U.S. mission here.

In the aftermath of last week's landmark Iraqi elections, leaders of the country's long-repressed Kurdish minority said they would back only Shiite Muslim majority parties willing to let Kurds maintain their current level of autonomy and assume formal dominion over Kirkuk. Furthermore, nearly two million Kurds submitted unofficial ballots on Election Day demanding the creation of a Kurdish state.

Kurdish leaders insist they simply are trying to preserve the self-rule they have enjoyed—with U.S. protection—since 1991, but their increasingly assertive stance is setting off alarms inside the Turkish government, which fears the Kurds are laying the groundwork for a formal declaration of independence. Turkey worries that could renew secessionist rumblings among its own Kurdish minority. Turkey also has warned the Kurds against trying to take control of Kirkuk, threatening to intercede if they mistreat or dispossess the city's Turkmen population, an ethnic Turkish group.

With tensions mounting, many Kurds realize outposts such as Barmani could make it easier for Turkey to intervene militarily. Turkey built the bases here and in three other Iraqi towns eight years ago to aid its pursuit of separatist guerrillas from the Kurdistan Workers' Party, or PKK, who fled Turkey and set up camp here. The PKK has been largely crushed, but Turkey has given no signs of planning to leave the bases.



The Turkish military, through a spokesman, declined to comment on the posts' current mission or their future. Many Kurdish fighters stationed here, however, fear Barmani—located about 15 miles south of the Turkish border—soon could be on the front lines of new Kurdish-Turkish fighting.

"The Turks are like snakes, and right now they're just sitting and watching," says Lt. Sardar, commander of the Kurdish post situated just yards from the barbed-wire perimeter of the Turks' base. "But when we declare our state, they'll strike."

The relationship between Turkey and Iraq's Kurds has long been one of mutual hatred and mistrust. Many Iraqi Kurds speak bitterly of Turkey's harsh treatment of its own large Kurdish population—estimated at more than 25%—and complain the Turkish military routinely raids northern Iraq in pursuit of PKK rebels.

The tensions are rising today because of the dispute over Kirkuk. Sitting atop the largest reserves in oil-rich Iraq, the city—which has sizable communities of Kurds, Arabs, and Turkmen—will be a rich prize for whoever controls it. But Kirkuk also has enormous historical and political significance for Kurds and Turkmen, and both say they are willing to fight for it. With Turkey promising to intervene to protect the rights of the Turkmen, many U.S. and Iraqi officials fear the dispute could reignite hostilities.

Kurds describe the city as the "Kurdish Jerusalem," and insist that adding it to their autonomous region is the only way to right a historical wrong: the "Arabization" policy that Saddam Hussein's government used to eliminate Kirkuk's Kurdish majority by relocating tens of thousands of Kurds and replacing them with Arabs.

"The Arabs that were brought to

Kirkuk by Saddam with the evil aim of ethnic cleansing must leave the city, one way or the other," says Abdul-Razzaq Mirza, a senior minister in the regional Kurdish government in Sulaimaniyah. "As for the Turkmen, we have lived peacefully with them there for centuries, but they are immigrants to the land. Kirkuk is an ancient Kurdish city, and that is non-negotiable."

Officials from the Turkmen organization counter that it is the Kurds who are trying to rewrite history. Abdul-Kader Bazergan, who heads the group's Erbil office, says tens of thousands of Kurds who weren't originally from Kirkuk moved to the city in recent months to change its demographic balance ahead of the Jan. 30 elections. He describes the city "as the center of the Turkmen nation."

In Kirkuk itself, Turkmen flags—a white crescent and several stars on a light-blue background—cover virtually every available surface in their neighborhoods of the city and are suspended from wires strung across many streets. The Iraqi flag, invisible in the rest of the northern Iraq, is also widely displayed.

In an interview in his heavily fortified house there, Sadettin Ergech, the group's deputy head, accuses Kurds of armed attacks against Turkmen political offices, television stations and cultural centers. He insists Turkmen make up a majority of the city but says Kirkuk is now "under occupation" by newly arrived Kurds. "Kirkuk is a brotherly city, but the big brother is Turkmen, and the other communities must respect the big brother," he says.

Mr. Ergech denies receiving money from the Turkish government, but is unapologetic about getting unspecified material support from Ankara, noting the Kurds receive U.S. aid. He says he wants to see a federal Iraq based on geographic borders rather than ethnic groupings, but if the Kurds insist on an autonomous zone, he would demand an autonomous Turkmen one—with control of Kirkuk.

Asked what he would do if the Kurds claim the city as well, Mr. Ergech chooses his words carefully. "We'll deal with that when it happens, but believe me, we have plans," he says.

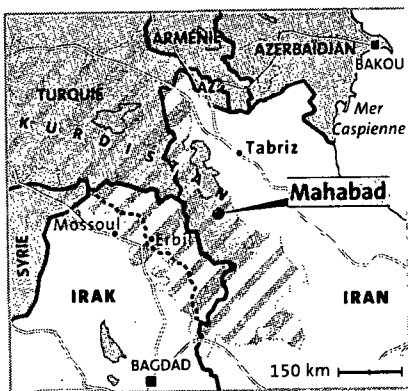
Kurdish leaders take just as firm a stance. "We will resist anyone, inside Iraq or outside of it, who tries to change Kirkuk's Kurdish identity," says Masoud Barzani, the president of the Kurdish regional government and the head of one of its two main political parties.

The Turks, too, are making plans. Asked what he is doing in Iraq, a young Turkish soldier outside the Barmani base tossed a cigarette into the mud and smiled. "Waiting," he said.

THE WALL STREET JOURNAL.

FEBRUARY 11, 2005

Cette éphémère
République
indépendante kurde,
née en janvier 1946,
morte en avril 1947
en Iran,
ressusciterait-elle
aujourd'hui en Irak ?



Zone de peuplement kurde
Zone approximative de la République de Mahabad
--- Limite de la zone autonome kurde irakienne



Hachem El-Kurdi (le premier à gauche), photographié ici à Mahabad à l'âge de 23 ans, vit aujourd'hui à Erbil, dans le Kurdistan irakien.

KURDISTAN

LES SURVIVANTS DE MAHABAD

IL faut voir avec quelle tendresse le vieil Hachem El-Kurdi caresse ses photos de Mahabad. Née dans le nord de l'Iran le 22 janvier 1946, l'éphémère République kurde a vécu à peine quatorze mois. Sur les clichés écornés en noir et blanc, on le voit, lui, en uniforme de soldat, bien droit sur son cheval. Ou posant, pantalon bouffant, large ceinture tressée autour de la taille et turban à franges traditionnel, avec des camarades du Komala, le mouvement précurseur du nationalisme kurde.

Après la destruction de Mahabad, les clichés l'ont accompagné partout, tout au long de l'épique retraite militaire kurde, en Russie soviétique puis en Irak, où Hachem arriva en 1958, après onze années d'exil. Pour échapper à la répression des régimes irakiens, qui ont tous combattu l'indépendance kurde, il a longtemps fallu les dissimuler, ces photos. Emprisonné trois ans durant dans les geôles de Saddam Hussein, le vieux les avait confiées à des amis. Nul ne savait bien sûr si Hachem serait libéré un jour. Mais, d'une certaine manière, ses images étaient plus précieuses que sa vie. Elles étaient la mémoire, la preuve qu'une République kurde avait existé, jadis, en Iran. Elles étaient à la fois le réel et le rêve.

Hachem a survécu. Il habite Erbil, la capi-

itale régionale du Kurdistan irakien, à 120 kilomètres de la frontière iranienne. A 88 ans, le vieil homme pense que ses espoirs n'ont pas été vains. Ses photos sont rangées dans deux albums, bien posés en évidence sur la table du salon. Choies par Qazi Mohammed lui-même, le « seigneur » de Mahabad qui mourut pendu, les couleurs kurdes flottent désormais à Erbil et dans toute la région kurde. Soixante ans après, le Kurdistan appartient encore à l'Irak, mais fonctionne de façon autonome depuis déjà plus de dix ans. Comme beaucoup de ses compatriotes, Hachem aimerait voir là les prémices d'une réelle indépendance.

Le vieux *pehmerga* – combattant, en kurde – n'est pas le seul à établir un parallèle entre la situation de ses compatriotes aujourd'hui en Irak et ceux d'Iran à la fin de la seconde guerre mondiale. Une conférence sur Mahabad s'est tenue au début du mois à Erbil, en présence de spécialistes du

monde entier, dont William Eagleton, 80 ans, qui fut diplomate américain en Iran et en Irak et auteur de l'ouvrage de référence sur Mahabad, *La République kurde* (Editions Complexe).

« Cette république fut le premier test de notre indépendance et un événement crucial de notre histoire », souligne le ministre kurde de la culture, Sami Shores, coorganisateur de l'événement. « Aujourd'hui, poursuit-il, l'histoire semble se répéter. Les Kurdes sont en train de construire quelque chose qui ressemble à l'indépendance. » Voici pourquoi, selon lui, les témoignages des vétérans de Mahabad sont si importants. Celui du vieil Hachem El-Kurdi a la forme d'un avertissement sans frais : « Avant de goûter aux joies de la liberté retrouvée, écoutez l'histoire tragique de Mahabad ! Sachez tirer les leçons de la seule République indépendante kurde qui ait jamais existé. Et de sa destruction... »

Là-bas, en Iran, tout avait commencé par

une lutte « culturelle ». « Au début des années 1940, se souvient Hachem, j'avais 22 ans. Nous avions décidé de braver l'interdiction du chah en remettant nos costumes traditionnels et en parlant kurde sans se cacher. J'ai ensuite adhéré au Komala-i-Jian-i-Kurdistan, le Comité de la vie du Kurdistan, qui recrutait à tours de bras. »

L'arrivée, au mois d'août 1941, des troupes alliées britanniques et soviétiques en Iran change les rapports de force. A mesure que l'armée iranienne se désintègre et se replie vers le sud, fusils et munitions tombent entre les mains des tribus kurdes. Appuyé en coulisse par l'URSS, le Komala se développe. Rebaptisé Parti démocrate du

Kurdistan (PDK) en 1945, il domine le mouvement kurde. A sa tête, les Soviétiques favorisent Qazi Mohammed, un homme érudit, religieux et respecté. Accouru des montagnes d'Irak, mollah Moustapha Barzani, redoutable guerrier qui deviendra par la suite le héros du mouvement kurde, est accueilli à Mahabad à bras ouverts. Le PDK manquait de soldats et surtout d'un chef.

Après la prise de Tabriz fin 1944, les Soviétiques installent la République démocratique autonome d'Azerbaïdjan. Fort de l'exemple et assuré du soutien russe, Qazi Mohammed proclame à son tour son gouvernement kurde. Le 22 janvier 1946, sur la place Tchwar Tchira « les Quatre Lanternes », il déclare que les Kurdes forment un peuple à part qui occupe ses propres terres et qui, comme tous les autres, a le droit à l'autodétermination.

« Ce jour-là, raconte Hachem, j'ai armé mon fusil et j'ai tiré vers le ciel pour remercier Dieu. Pendant une semaine, il n'y eut ni jour ni nuit à Mahabad. Il n'y eut que le rythme des tambours et le chant des zournas [cornemuse locale], et nous tous, qui dansions de joie. » La République kurde de Mahabad était née.

mêmes que celles d'Iran, mais à l'envers : trois bandes horizontales, rouge, blanc et vert. Au centre de l'oriflamme, un soleil, flanqué d'épis de blé symbolise la nation kurde. « Quand j'ai eu fini, poursuit Fatima, je l'ai porté aux combattants. Barzani a embrassé le drapeau et, en récompense, il m'a offert un fusil. »

On doit au capitaine Archie Roosevelt Jr, alors attaché militaire américain adjoint à Téhéran et visiteur de Mahabad en août 1946, le seul témoignage occidental sur la République kurde. « Roosevelt fut très surpris par l'atmosphère de liberté qui régnait à Mahabad, comparée à la caporalisation communiste de l'Azerbaïdjan », explique William Eagleton dans son livre. « Qazi Mohammed

chercha à convaincre l'Américain que les Kurdes souhaitaient former une province démocratique au sein d'un système fédéral semblable au modèle américain ; et si le gouvernement américain ne pouvait pas soutenir les aspirations kurdes, qu'au moins il ne s'y oppose pas. (...) Mais il n'était pas question pour les Etats-Unis de se mêler d'un mouvement nationaliste dans un coin reculé de l'Iran. »

La guerre froide a déjà commencé. « Les malheurs ont vite accablé les Kurdes de Mahabad, se souvient Fatima. Quand je vois aujourd'hui mon drapeau dans les rues d'Erbil, je pense à eux. Je me dis que nous n'avons peut-être pas souffert en vain. » Sur pression américaine, les troupes soviétiques se retirent. Quand l'armée iranienne pénètre en Azerbaïdjan et à Mahabad, elles n'interviennent pas. « Barzani a appelé tous les hommes capables de porter une arme à le rejoindre », raconte Qazem Moustafa, un autre peshmerga qui vit aujourd'hui auprès de Massoud Barzani, fils de mollah Moustapha et actuel patron du PDK. « J'avais 15 ans, et je n'ai pas hésité. Nous avons essayé de former une armée, avec des bataillons et de vrais officiers, dont beaucoup

sent toute trace de leur participation au mouvement kurde en brûlant les lettres, les nominations et leurs photos, celles de Qazi Mohammed ou de Staline. Le 31 mars 1947, à 3 heures du matin, sur ordre du chah, Qazi Mohammed, son frère et son cousin sont pendus sur la place Tchwar Tchira, quatorze mois après la proclamation de la République, et au même endroit.

Pour Barzani et ses hommes commence alors la retraite dans les montagnes du Zagros, aux confins nord de l'Irak. Refoulés de partout, ils finissent par trouver refuge en URSS. Qazem se souvient de l'épopée : « C'était la fin de l'automne, il neigeait. Nous avons marché soixante-quatre jours sans pouvoir nous changer. Nous avions froid et faim. Les bombardements nous poursuivaient sans répit. Le plus dur était de trouver de l'eau. Des dizaines d'entre nous sont morts. J'aurais aimé qu'on écrive cette catastrophe. Il y avait bien Mala Habib, qui savait lire et écrire, mais il est mort après quelques jours. Ceux qui ont survécu se sont nourris d'espoir : mollah Moustafa et le drapeau kurde. Nous les avons suivis jusqu'en Russie. Là, on nous a éparpillés. L'exil a duré plus de onze ans, dans la misère et la solitude. »

La suite, le retour de Barzani au Kurdistan et la lutte qui reprit, appartient à l'histoire des Kurdes d'Irak, marquée elle aussi par les alliances déçues et les défaites successives. « Ce qui est triste, conclut Qazem, ce n'est pas que les étrangers ignorent notre histoire, c'est que les Kurdes eux-mêmes ne la connaissent pas. S'il est vrai que l'histoire se répète, peut-on au moins espérer qu'aujourd'hui, elle se terminera bien ? »

FATIMA était trop jeune, en 1947, pour suivre Barzani et ses troupes dans l'exil russe. « Je ne l'ai rejoint que bien plus tard, dans les montagnes d'Irak, après la mort de mon mari et de mon fils. Je n'avais plus rien à perdre. » Son visage creusé par les rides ne s'illumine que pour parler du présent : « Dieu merci, les combats sont finis. La paix est revenue. Les Arabes ne sont plus là. Dieu protège le Kurdistan libre ! Dieu protège les Barzani ! »

Qazem Moustafa est retourné à Mahabad en 2001. « La maison de mollah Moustafa était intacte, raconte-t-il. J'aurais voulu entrer, mais je n'ai pas osé car elle était occupée par des Iraniens. Alors je suis reparti. Ici, le drapeau kurde flotte librement, personne n'occupe notre pays et nous avons des alliés puissants. Malgré tout, je sais que nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. »

Le vieux peshmerga Hachem El-Kurdi est lui aussi retourné là-bas en 1991 : « J'ai embrassé trois fois la terre, je suis allé pleurer sur les tombes de mes compagnons, puis je suis rentré à Erbil. Après toutes ces années, je voudrais dire à nos responsables d'être prudents. J'ai appris qu'au moment même où l'on croyait tout gagner, on pouvait tout perdre. »

Le 4 février 2005, à Erbil, c'est lui, le vieux peshmerga, qui a eu l'honneur d'ouvrir la conférence de Mahabad. « J'ai vu naître Mahabad, a-t-il lancé d'une voix forte. Ce fut une période exaltante, qui ressemble beaucoup à celle que nous vivons aujourd'hui. Mais laissez-moi vous dire : la République kurde de Mahabad s'est construite par les armes. Alors, tant que la paix ne sera pas véritable, ne lâchez pas les votes ! »

Cécile Hennion

« La République de Mahabad fut le premier test de l'indépendance kurde. Aujourd'hui, il semble que l'histoire se répète »

SAMI SHORESH, MINISTRE KURDE DE LA CULTURE

Fatima, elle aussi, a connu cette époque. A sa manière, cette femme de 73 ans est l'incarnation du malheur kurde : père tué par le chah d'Iran, mari exécuté par Saddam Hussein, fils aîné mort de misère. Avant de raconter son histoire, Fatima s'excuse. Gravement blessée à la tête lors de bombardements en 1961, elle a ensuite été torturée dans les prisons irakiennes. Elle est vieille, fatiguée, et sa mémoire lui joue des tours. « Le chah était un homme méchant qui n'aimait pas les Kurdes, se rappelle-t-elle. Ses soldats ont tué mon père dans les combats de 1944. J'avais 12 ans, j'étais orpheline et n'avais nulle part où aller. Des peshmergas m'ont emmenée chez mollah Moustafa Barzani. Celui-ci m'a demandé si je savais coudre. J'ai regardé mes mains et lui ai répondu que oui. Ses hommes m'ont ensuite accompagnée chez Qazi Mohammed. C'est ainsi que j'ai cousu le premier drapeau kurde. »

Mahabad a adopté ses couleurs. Les

étaient des Kurdes d'Irak. Les Russes avaient promis de nous équiper, mais à part quelques vieux fusils Brno et des mortiers classiques, nous n'avons jamais rien reçu. Les Iraniens sont arrivés avec leurs tanks. Tabriz est tombée, puis Mahabad, une semaine plus tard. »

Contrairement à ceux de Fatima, les souvenirs de Qazem sont précis : « J'ai accompagné mollah Barzani chez Qazi Mohammed. Il voulait le convaincre de poursuivre la lutte et de fuir avec lui. Il lui a dit que s'il restait vivant, la République kurde survivrait. Qazi lui a répondu : « Je connais le chah mieux que toi. Si je pars, il détruira la ville et tuera les habitants. C'est pourquoi je reste. Mais je vous confie mon drapeau. Prenez-en soin et gardez espoir. » Alors nous sommes partis. Nous étions environ 500 hommes, le plupart n'avaient pas 20 ans. »

A Mahabad et ailleurs, les Kurdes se pressent de détruire rapports, clichés et documents. Les individus et les familles détrui-

Le gavage de la ville, ordonné en 1988 par le cousin de Saddam Hussein, avait fait 5 000 morts

Les Kurdes de Halabja veulent juger « Ali le chimique »

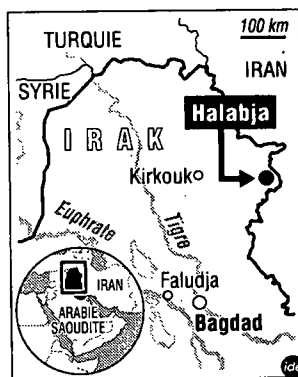
A Halabja, les Kurdes du Nord attendent avec impatience le procès d'Ali Hassan al-Madjid, surnommé « Ali le chimique » pour avoir commandité le gavage de cette petite ville kurde du nord-est de l'Irak en 1988. Auditionné en décembre dernier, il devrait être l'un des premiers anciens dignitaires du régime de Saddam à être jugé par le nouveau gouvernement irakien. Il fera face à la justice, à la fois pour le gavage de Halabja, pour l'invasion du Koweït et pour la répression de l'intifada chiïte en 1991.

Halabja : Delphine Minoui

Cela fait bien longtemps que Hadida Heydar Ghorbani ne sort plus de chez elle. A la maison, où elle passe ses journées allongée sur le petit tapis, c'est sa belle-fille qui s'occupe des tâches ménagères. « Mais le jour du procès d'Ali le chimique, je suis prête à ramper au sol pour aller y assister », lâche la petite dame kurde, en fronçant les sourcils.

Hadida n'a que 64 ans, mais elle en paraît au moins vingt de plus. Elle ne voit que d'un œil – celui de droite. Son visage est parsemé de taches brunes. Quand elle parle, sa voix sifflote péniblement. Autant de marques indélébiles laissées par le gavage chimique, sauvagement orchestré par le cousin de Saddam, Ali Hassan al-Madjid, qui asphyxia la petite ville de Halabja en mars 1988. A l'époque, 5 000 personnes trouvèrent la mort, 20 000 furent contaminées, comme Hadida, et des milliers d'autres s'enfuirent vers l'Iran voisin. Aujourd'hui, nombreux sont les habitants qui continuent à souffrir, en silence, d'asthme, de désordre psychologique, de problèmes cutanés, et pour certaines femmes, de stérilité.

Jetés aux oubliettes, ignorés par la plupart des pays occidentaux, – occupés à l'époque à soutenir Saddam Hussein dans le conflit qui l'opposait depuis huit ans à la République islamique d'Iran –, les rescapés de Halabja vivent depuis maintenant dix-sept ans dans l'espoir du jour où leur bourreau aurait rendez-vous avec la justice. Leur espoir pourrait bientôt se concrétiser. Lors d'une récente



« Je veux que cet homme qui osait comparer les Kurdes à des chiens soit pendu en public »

visite dans cette petite ville kurde du nord de l'Irak, le vice-premier ministre irakien, Bahram Saleh, leur a promis de faire juger « Ali le chimique » au plus vite, dans le cadre d'un procès public, qui se tiendrait dans la ville même de Halabja.

Pour Roubar Mohammad, c'est un vrai soulagement. Cette belle Kurde de 35 ans, au regard triste, a perdu tous les membres de sa famille, – 22 personnes au total –, dans l'attaque au gaz chimique, à l'exception de son fils. « Je veux que cet homme qui osait comparer les Kurdes à des chiens soit pendu en public », souffle-t-elle, en laissant couler de grosses larmes le long de son visage fin. Originaire du « clan » de Tikrit, Ali Hassan al-Madjid n'hésita pas une seconde quand, en 1988, son cousin lui confia la sale tâche de mater la rébellion kurde, qu'il accusait de trahison au profit de l'Iran. Quelques mois après

le début de la campagne « Anfal », d'extermination des Kurdes, son sadisme atteignit son comble lorsqu'il ordonna, le 16 mars 1988, de gazer Halabja, après plusieurs jours de bombardement militaire sur la ville.

De la tragédie, Roubar Mohammad se souvient des moindres détails, « comme un vieux film qu'on ne peut pas mettre à la poubelle ». « Le 16 mars au matin, j'ai pris la fuite, avec mon père, et mon bébé de quatre mois, vers le petit village d'Abba Obeyda. Mon mari a préféré rester à Halabja, pour garder la maison, avec ses parents, ses frères et ses sœurs. Ils se sont réfugiés dans la cave. Un peu plus tard, dans l'après-midi, les bombardiers irakiens déversaient des armes

chimiques sur la ville. Inconscients du danger, mon mari et sa belle-famille sont restés calfeutrés dans le sous-sol de la maison », raconte Roubar. Évacuée le jour même en Iran, la jeune femme n'apprend que trois jours plus tard que ses proches sont morts, presque sur le coup, étouffés par le poison. « Je veux qu'Ali le chimique meure en souffrant, que les familles de ses victimes lui jettent des pierres à la figure jusqu'à son dernier souffle », lâche-t-elle.

Au quartier général de l'Union patriotique du Kurdistan, Mohammad Ahmad Saeed sourit à l'idée d'une

« revanche méritée du peuple kurde ». Mais pour cet ancien pechmerga, qui s'est battu pendant des années dans les montagnes du Kurdistan contre les troupes de Saddam,

« Ali le chimique » ne mérite pas la peine capitale; car c'est trop facile de mourir sans douleur ». D'après lui, « on devrait le condamner à souffrir à petit feu, derrière les barreaux, jusqu'à la fin de ses jours ».

Pour l'heure, « l'emplacement de son tribunal n'a pas encore été choisi », précise-t-il. Hadida, elle, a déjà sa petite idée en tête. « On pourrait, dit-elle, envisager de construire un nouveau palais de justice, sur les ruines d'une des maisons détruites par ses bombes, pour qu'il sente la souffrance de ses victimes sous ses pieds. »

IRAK Le secrétaire américain à la Défense a été rendre visite à ses troupes

Inspection surprise à Bagdad de Donald Rumsfeld

Le secrétaire américain à la Défense a effectué, hier, une visite surprise en Irak. Donald Rumsfeld, le plus important responsable américain à visiter

l'Irak depuis les élections générales du 30 janvier, s'est rendu à Mossoul et à Bagdad en affirmant aux GI qu'ils pourraient rentrer chez eux « avec les honneurs » dès que les forces ira-

kiennes seraient capables de défaire les rebelles.

« C'est aux Irakiens que reviendra la tâche, avec le temps, de défaire les insurgés. C'est leur pays, c'est leur responsabilité. Une fois que les forces de sécurité auront la confiance et la capacité, nos forces pourront rentrer à la maison avec les honneurs », a-t-il dit.

Dans la capitale, Donald Rumsfeld a rencontré notamment les généraux américains John Abizaid et George Casey, de même que le premier ministre irakien sortant, Iyad Allaoui. « Ce que nous voulons, c'est travailler cette année pour commencer à transférer aux forces de sécurité irakiennes l'effort de lutte contre la guérilla », a-t-il ajouté, en faisant état de projets pour déta-cher près de 3 000 conseillers militaires américains auprès des

forces irakiennes. Il a prévenu que « cela prendrait du temps » mais que les Irakiens devaient s'y préparer.

Donald Rumsfeld n'a pas prononcé le mot « d'iraksation », mais ses propos évoquent la politique américaine qui avait confié aux forces sud-vietnamiennes l'essentiel de l'effort de guerre contre les forces nord-vietnamiennes, permettant le retrait de plus de 500 000 GI.

Cette visite est survenue au lendemain d'une attaque sanglante à Salman Pak, un repaire au sud de Bagdad de sunnites fondamentalistes et de partisans de l'ex-régime. La police s'est retrouvée prise dans la plus violente des batailles rangées avec les rebelles qui l'ont attirée dans un guet-apens et 10 policiers ont été tués et 75 blessés. Les autorités affirment que 20 rebelles ont été tués et 21 arrêtés.

Dans la matinée d'hier, le numéro deux d'al-Qaida, Ayman al-Zawahiri, a critiqué le concept américain de la liberté, qui encourage, selon lui, la corruption et l'injustice dans le monde musulman. L'enregistrement, dont l'authenticité n'a pu être établie, a été diffusé par al-Jezira.

(AFP, Reuter.)



Le premier ministre irakien, Iyad Allaoui, qui a rencontré hier le chef du Pentagone, Donald Rumsfeld, s'est dit « très satisfait » du rôle joué par la force multinationale. (Photo K. Mohammed/AP.)

Les chiïtes semblent avoir obtenu la majorité absolue des suffrages

Les vainqueurs ne sont pas les candidats des Américains

Renaud Girard

Malgré la divine surprise d'une participation électorale importante - de l'ordre de 60% - au scrutin national qu'ils avaient organisé le 30 janvier dernier, saluée par le monde entier, les Américains se retrouvent en Irak dans une position particulièrement délicate.

Devant le Conseil de sécurité de l'ONU, et devant l'opinion publique américaine, l'Administration Bush s'est engagée à construire en Irak une République fédérale, démocratique, pluraliste et dotée d'un Etat unitaire. En dépit du boycott électoral préconisé par une partie de la communauté sunnite, une première démocratique a bel et bien eu lieu dans cette ancienne dictature.

La difficulté est que le résultat du scrutin ne garantit nullement, pour l'avenir, le respect des principes affichés solennellement à l'ONU. Dans ces élections, tenues à la proportionnelle intégrale pour élire une Assemblée nationale de transition aux pouvoirs constituant, législatif et de désignation de l'exécutif, la liste chiïte, parrainée par l'ayatollah al-Sistani, semble avoir recueilli la majorité absolue des suffrages. Bien que le décompte des voix ne soit pas encore totalement achevé, on sait qu'on trouvera, en seconde position, la Liste kurde unifiée, avec presque un quart des voix (et donc 25% des 275 députés de l'Assemblée nationale). La liste « patriotique » du premier ministre pro-américain, Iyad Allaoui, (qui regroupe des Arabes laïcs, aussi bien sunnites que

Autre problème, la liste de la « maison chiïte » est ouvertement pro-iranienne

chiïtes) n'arrive qu'en troisième position, avec un peu moins de 14% des suffrages.

Les Américains se retrouvent désormais confrontés à un problème très simple : les deux listes arrivées en tête n'ont pas exactement la même vision qu'eux du futur de l'Irak.

Les deux partis prédominant au sein de la liste 169 parrainée par l'ayatollah al-Sistani sont le CSRII (Conseil suprême pour la Révolution islamique en Irak) et un autre mouvement islamique, le parti Dawa (qui dispose de sa propre milice, en grande partie armée par l'Iran). Cette alliance électorale, que tous les Irakiens

appellent « la maison chiïte », ne cache guère son désir de voir la charia devenir la source du droit positif en Irak. Pour le clergé chiïte, la séparation du politique et du religieux est un concept inepte, contraire aux prescriptions du Coran. Comment une République islamique, fût-elle dominée par les chiïtes, pourrait-elle se montrer compatible avec l'exigence d'une société pluraliste ? Il y a là une délicate contradiction, que les Américains auront à surmonter à brève échéance.

Autre problème, la liste de la « maison chiïte » est ouverte-

ment pro-iranienne. Or les Américains viennent de lancer une campagne très dure de pressions en tout genre sur l'Iran, afin que le régime des mollahs se mette en conformité avec le traité de non-prolifération nucléaire (dont l'Iran est signataire). Depuis deux ans, Téhéran accélère son programme clandestin et illégal de production de la bombe atomique. Il ne sera pas facile pour Washington de faire plier l'Iran, tout en ayant, en Irak, un gouvernement chiïte pro-iranien, au budget para-

doxalement financé par le contribuable américain.

L'Alliance du Kurdistan ne pose aucun problème idéologique aux Américains. Foncièrement pro-américains depuis 1991 (date à laquelle Washington obligea le régime de Saddam Hussein à retirer ses troupes du Kurdistan), les Kurdes sont de surcroît attachés au principe de la laïcité de l'Etat.

En revanche, leurs appétits territoriaux (ils réclament l'intégration au Kurdistan de la ville pétrolière de Kirkouk) énervent considérablement la Turquie, principal allié régional des Etats-Unis. A Kirkouk, les Turkmènes (communauté parlant le turc et protégée par Ankara) se

sont alliés aux résidents arabes (sunnites comme chiïtes), pour s'opposer aux prétentions kurdes.

Sur le plan sécuritaire, la priorité des Américains reste de faire baisser la virulence de l'insurrection armée dans les régions sunnites. Sortant le moins possible de leurs casernes hyper-protégées, on ne voit pas comment les forces américaines pourraient à court terme venir à bout des petits groupes clandestins sunnites islamistes les plus radicaux. En revanche, s'ils parviennent à associer au pouvoir exécutif un certain nombre de grands chefs tribaux sunnites, les Améri-

cains pourraient réussir à dégonfler l'insurrection (40 000 combattants armés et 200 000 sympathisants, selon l'aveu de l'actuel chef des services de renseignement irakiens). Certains oulémas sunnites ont discrètement fait savoir aux Américains que le boycott électoral avait été une erreur et qu'ils n'étaient plus opposés à une participation de personnalités sunnites au prochain gouvernement. Une grande inconnue : l'Alliance chiïte victorieuse acceptera-t-elle ce rattrapage in extremis des sunnites ?

L'histoire des deux prochaines années en Irak n'est pas fatalement écrite, de même

qu'elle ne l'était pas lorsque, en mai 2003, le gouverneur américain Paul Bremer prit les rênes du pays. En dissolvant brutalement l'armée et tous les autres appareils de pouvoir hérités de l'ancien régime (au lieu de les amadouer et de les prendre à son service), Bremer a commis une faute cardinale, que l'Amérique ne finit pas de payer.

Son successeur dans la « zone verte », l'ambassadeur Negroponte, réussira-t-il un exercice politique encore plus difficile, consistant à la fois à manipuler les chiïtes, amadouer les sunnites et calmer les Kurdes ? La voie à suivre est à la fois étroite et dangereuse. Car tout déraillement provoquerait une guerre civile et l'éclatement du pays.

U.S. signals a new effort on Iran

America ready to give European strategy a chance, senator says

By Judith Dempsey

MUNICH: American officials have for the first time signaled a willingness to join European diplomatic efforts aimed at persuading Iran to cease its uranium enrichment program required for nuclear weapons.

Senator John McCain, Republican of Arizona, said over the weekend that the United States "was working on an effort to get an agreement between ourselves and the Europeans for a common approach."

He added: "I hope we can achieve this. There is no reason why we can't. We have the same goals."

McCain, an influential foreign policy expert, told a small group of European journalists in Munich, where he was participating in an annual security conference, that the United States was prepared to give the European initiative a chance.

Britain, France and Germany, which for nearly two years have been conducting talks with Iran to drop its uranium enrichment program, have repeatedly asked the United States to join the effort. The United States has so far held back because it has no diplomatic relations with Iran, and because it is concerned that direct contacts would legitimize the Iranian regime with which they never established relations after the 1979 Islamic Revolution.

"Relations between America and Iran have its own history," said Gholamali Khoshroo, deputy foreign minister of Iran, in an interview in Munich. He added that Iran had "cooperated with the International Atomic Energy Agency,"

the United Nations's nuclear watchdog.

The Bush administration has repeatedly accused Iran of supporting terrorism and trying to acquire material for nuclear weapons. For now, however, it is prepared to give the European initiative a chance, falling short of giving the Europeans a mandate to negotiate with Iran on behalf of the United States.

During her visit to London, Berlin, Paris and Brussels last week, Secretary of State Condoleezza Rice said the United States was not pursuing any military option to bring about regime change in Iran and was still prepared to give the European initiative a chance.

McCain, who held bilateral meetings with Kofi Annan, the UN secretary general, and Joschka Fischer, the German foreign minister, in Munich, said the United States was "a very long way from military option."

"There are a lot of options to consider," he said. "At the end of the day it is very likely we can achieve a common position with the Europeans. We are not that far apart. We have a full plate given the situation in Iraq. We'll be there for some time."

McCain insisted that any breakthrough with Iran would have to meet two conditions. "We have to have some confidence that if we have an agreement it should be verifiable and transparent," he said. "Secondly, we have to have the assurance that the Europeans will go all the way to the UN for sanctions after a certain point is reached."

McCain said it was clear that if the United States requested sanctions from the UN Security Council, it was unlikely

it would obtain support from Russia and China. That would change only if there was pressure from public opinion, an effect best ensured by support from the three big European countries.

Fischer said that "if the whole process collapsed" — referring to the European initiative — "then we would have to go to the Security Council." However, he warned that sanctions could lead to strengthening conservatives in the Iranian regime and weakening the reformers.

Fischer also asked the United States to play a more active role by supporting the European initiative. "If the United States were to engage positively, and I am aware of how difficult that is, it would substantially strengthen the European drive." He repeated a call by Chancellor Gerhard Schröder of Germany for the United States to offer some incentives for Iran to cooperate. The Europeans have always held out the carrot of a trade and cooperation agreement with Iran as well as financial and technical support in return for nuclear guarantees.

McCain did not raise the issue of offering Iran any incentives. But he said that "at some stage, the Israelis might get involved" — implying that Israel, which is concerned about how far the Iranians are in developing a nuclear missile weapon that could reach Israel, might possibly take unilateral action.

"Iran is dedicated to the proposition that Israel must be destroyed," said McCain said.

Khoshroo said Israel had nuclear weapons and was pursuing an occupation of Palestine.

International Herald Tribune

Kurdish Leaders Ready to Be Courted as a Coalition Partner

By EDWARD WONG

SALAHUDDIN, Iraq, Feb. 13 — Kurdish leaders said that uncertified election results released Sunday show that the Kurds, harshly persecuted under Saddam Hussein, have as much right as Arabs to wield power in the new Iraq and that tough bargaining for such power will now begin in earnest.

The results indicate that the Kurds will be the ally most sought after by various political groups as the groups jockey to form a coalition government.

The Kurdistan Alliance, the main Kurdish slate of candidates, received nearly 26 percent of the vote and could take 75 seats in the 275-member national assembly. The slate trailed only the main Shiite coalition of parties. Kurds make up at least a fifth of the Iraqi population and, having been the victims of mass killings by Mr. Hussein, are considered the closest allies to the Americans in Iraq.

"This would show that the Kurds are an effective force in Iraq, and that Kurds are no longer second-class citizens in Iraq, and that Kurds have the right to participate in all

Warzer Jaff contributed reporting from Erbil for this article.

posts and positions in Iraq," Massoud Barzani, the head of the Kurdistan Democratic Party, one of the two major Kurdish parties, said in an interview here in his snow-cloaked mountain redoubt.

The strong showing by the Kurds will give them the leverage to demand that a senior Kurd, Jalal Talabani, be installed as president, Mr. Barzani said. The Kurds will also insist on taking top cabinet posts, keeping broad autonomous powers to govern their northern region and administering the oil-rich northern city of Kirkuk, where large numbers of Kurds were displaced by Arab settlers under Mr. Hussein's policies.

Mr. Barzani gave his assessment to two reporters within an hour of the announcement of the results, as his aides were still analyzing the numbers in their offices high above the wind-swept Kurdish plains.

A two-thirds vote by the national assembly, which is charged with writing a permanent constitution, is needed to install the president and two vice presidents, who will then choose the prime minister and cabinet.

The most votes were cast for a huge list of Shiite candidates assembled by Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the most revered Shiite cleric in Iraq. But that list, the United Iraqi

Alliance, got only 48 percent of the vote, well short of the two-thirds needed to form a new government alone, so the Shiites will need partners to form a coalition government.

Provided the Shiite list stays intact, the most obvious partner is the Kurdistan Alliance. Alternately, other groups, like the slate headed by Prime Minister Ayad Allawi, which

Once downtrodden, Kurds now claim the right to top posts.

got nearly 14 percent of the vote, could try to woo the Kurds into a coalition that would have enough power to block the Shiites.

In recent days, two prominent politicians, Dr. Allawi and Adnan Pachachi, a secular Sunni Arab who served as foreign minister in the late 1960's, have visited Mr. Barzani here in the Salahuddin area. The two came on separate occasions to discuss the formation of a new government, Mr. Barzani said, adding that he expected more visitors in the days ahead.

"Whoever comes, they're welcome," he said.

The Kurds have also created an "operations room" in Baghdad that is arranging meetings with different political parties, Mr. Barzani said. Four senior Kurdish politicians — including Barham Salih, the interim deputy prime minister of Iraq, and Rozh Shawees, one of the two vice presidents — have been appointed to negotiate on behalf of the Kurds, he added.

Despite their strong showing, Kurdish leaders stressed that they may still press their complaints about election irregularities in northern Iraq. They say that as many as 300,000 Kurds were cheated of their right to vote on Jan. 30, because of shutdowns of polling centers and a shortage of ballots.

Iraqi electoral officials are allowing three days to hear challenges before declaring the results official.

Still, many Kurds appeared pleased with the numbers announced Sunday.

"Now we can deal with the Arabs in Iraq," Mahmoud Abdul-Wahid, a retired schoolteacher, said as he sipped tea in a cafe by the old citadel in Erbil. "We don't have problems with that."



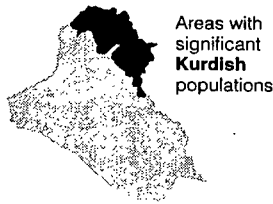
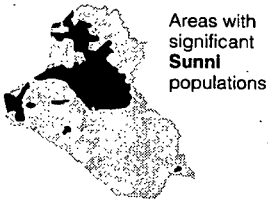
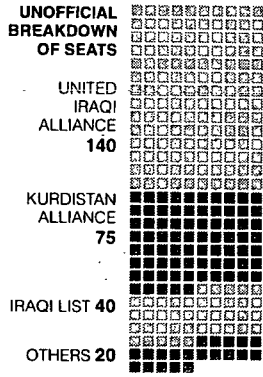
Kurds held a portrait of Massoud Barzani as they celebrated yesterday in Kirkuk, in the north, after results of voting on Jan. 30 were announced.

The Results

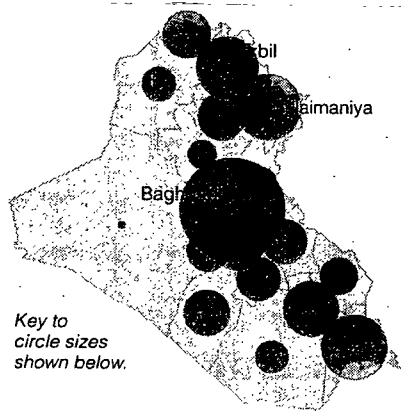
February 14, 2005

The New York Times

According to results released yesterday by Iraq's election commission, three factions captured nearly all of the votes on Jan. 30. Unofficial calculations, following commission rules that determine the number of seats allotted each slate, showed that nine other parties also received enough votes to hold seats in the national assembly.

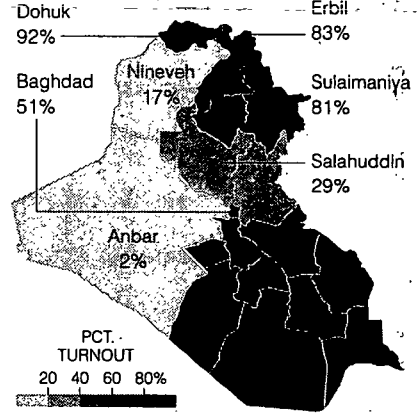


Total Vote
Total valid votes cast, by province



Four provinces, Baghdad, Sulaimaniya, Basra and Erbil, accounted for nearly half of the 8,456,266 valid votes cast.

Voter Turnout
Valid votes as a pct. of eligible voters



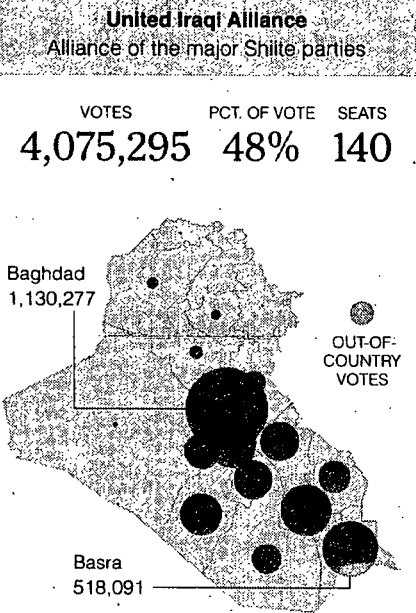
Voter turnout was lowest in the three predominantly Sunni provinces and highest in three Kurdish provinces.

89%
of the vote went to 3 factions

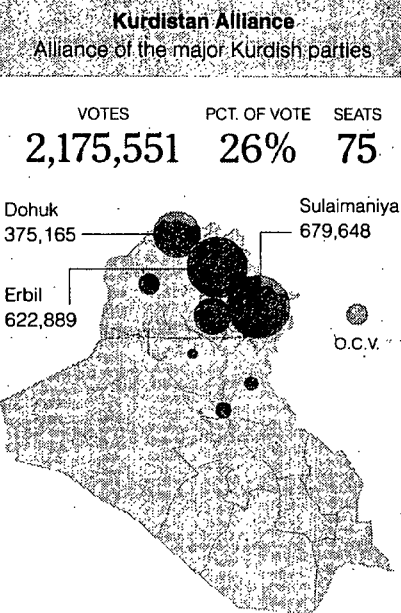
NUMBER OF VOTES BY PROVINCE

- 5,000
- 10,000
- 50,000
- 100,000
- 500,000

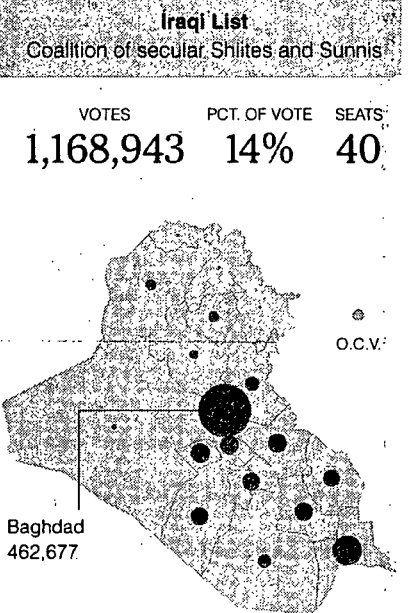
Circles are centered on each province.



Grand Ayatollah Ali al-Sistani's coalition of leading Shiite groups earned a strong victory in 12 of the 18 provinces as well as overseas. More than 90 percent of the party's votes came from Baghdad and the southeastern provinces.



The alliance that joined the two main Kurdish parties had overwhelming support in the Kurdish regions, winning more than 90 percent of the vote in each of three northern provinces, where turnout was high.



The list of secular candidates, led by the interim prime minister, Ayad Allawi, won fewer votes than anticipated. Although it earned votes in all provinces, it led in only one, Anbar, which had the lowest turnout of all the provinces.

5%
of the vote went to 9 parties

5.3% of voters cast ballots for parties that did not garner enough votes to earn a seat in the assembly.

	Iraqis Party	Iraqi Turkmen Front	National Independent Elites and Cadres	Popular Union	Kurdistan Islamic Group	Org. of Islamic Action in Iraq/Central Command	National Democratic Alliance	Rafidain National List	Liberation and Reconciliation Gathering
VOTE (PCT.)	150,680 (1.8%)	93,480 (1.1%)	69,938 (0.8%)	69,920 (0.8%)	60,592 (0.7%)	43,205 (0.5%)	36,795 (0.4%)	36,255 (0.4%)	30,796 (0.4%)
SEATS	5	3	3	2	2	2	1	1	1
Notes	Led by Sheikh Ghazi al-Yawar, the interim president. The party received nearly 40 percent of votes from Nineveh Province, where Mr. Yawar was born.	A coalition of 26 Turkmen groups with strong support in Kirkuk, in the Tamim Province, where it received 70 percent of its votes.	Supporters of Moktada al-Sadr who ran with the implicit backing of Mr. Sadr. The slate is based in Baghdad's Sadr City, and received most of its votes from Baghdad.	The Iraqi Communist party led by Hamid Majeed Moussa, a Shiite. It received 31 percent of its votes from Baghdad and 17 percent from overseas.	A moderate religious slate of Sunni Kurds, led by Nasah Salah Kadir. It won 65 percent of its votes in Sulaimaniya Province.	Led by Alaa Hamoud Salih, the slate is an independent branch of a religious Shiite party.	Led by Abed Faisal Ahmaid.	Won more than half its votes overseas, with many from Australia. The list joins Orthodox and Catholic Christians, led by Unadem Kanna.	Led by Mishan al-Jibouri, the former American-appointed governor of Nineveh Province. The party won 54 percent of its votes from Salahuddin Province.

ELECTION RESULTS

Power-sharing key to Iraq's political future

Despite the success of January's elections, the incoming parliament still has many of the flaws of previous bodies, writes Charles Clover

FINANCIAL TIMES MONDAY FEBRUARY 14 2005

Iraq has hosted no less than three momentous handovers of power by the US-led coalition since the end of the war in 2003, each accompanied by slightly higher expectations that a more sovereign and more legitimate Iraqi state could finally emerge to start mending the fractured society.

The success of January's parliamentary elections, whose results were announced yesterday, is likely to depend on the extent that the winners can share power, and create the climate for a political solution to the country's bloody insurgency.

The incoming parliament, and the government it appoints, is likely to enjoy far more legitimacy than other governing bodies set up by the US-led coalition in the wake of the war. But the elected parliament still has many of the flaws of the 2003 Iraq Governing Council and the 2004 Iraqi interim government. The same Iraqi exiled politicians installed by the US at the end of the war will remain the main power brokers in the new assembly.

The biggest challenge the new parliament faces is devising ways to include Sunni Arabs in the political process.

The Sunnis form the backbone of Iraq's insurgency, and most boycotted the elections.

This has left them with virtually no representation in parliament, though many Sunni figures have nonetheless made it clear that they have not given up on politics as a means to press their political agenda, and expect

to be involved in the writing of Iraq's constitution later this year.

But their inclusion will have to be at the pleasure of the Shia, who have endured a grim historical legacy of oppression by successive Sunni dominated governments for the past 80 years.

As expected, the Shia translated their demographic majority within Iraq into an election victory for the United Iraqi Alliance, comprised mainly of Shia religious parties, who won 48 per cent of the vote.

Shia politicians have emphasised that they have no plans to monopolise the top posts in the incoming government, though the Alliance leaders have said they will not accept a prime minister from outside their group.

Jawad al-Maliki, a member of Daawa, one of two Shia parties that form the bulk of the Alliance list, said: "We must include everyone in the political solution, the Sunnis, the Kurds, and all groups that want to work with us to create a constitution and a future for Iraq."

He added that they were currently negotiating with a number of Sunni figures to bring them into the constitution writing process.

One US official said at the weekend that it was likely that the committee that ultimately writes the constitution, to be chosen by parliament, would include Sunni figures who chose to boycott the elections.

"There are ways to plug in people from a variety of communities in the constitutional advisory committees, depending on what

vehicle is ultimately chosen by parliament for writing the constitution," he said.

The process of writing the constitution, however, is likely to bring many of the divisions in Iraqi society to the fore.

Kurds, who fear domination by the Arab majority in Iraq, fear the new constitution will fall short of granting them the autonomy they wish in a federal system.

Largely to assuage Kurdish fears, US administrators had given them an effective veto over the constitution, built into the Transitional Administrative Law (TAL) of March 2004, which states that if three Iraqi provinces object to the draft constitution in a referendum planned for later this year, the document will be scrapped.

Shia politicians, however, have said they do not recognise this right. Sheikh Jalal al-Din al-Sagheer, a high-ranking Shia cleric, is one of several Alliance members who disputes the three-province veto clause: "Of course this is unacceptable. There is not such thing as democracy in which the minority decides, and the majority plays no role."

Mr Maliki also criticised the TAL, and questioned its usefulness in the wake of the elections, saying "there are many paragraphs in this law which should not be present" and added that "the body which we have elected has more legitimacy than this document."

Kurds, for their part, have the second largest share of parliament, with a joint list by the two main Kurdish parties taking



An Iraqi man yesterday holds up a portrait of Shia leader Abdul Aziz al-Hakim after the results of the elections were announced

VOTES CAST FOR IRAQ'S MAIN LISTS

The United Iraqi Alliance

(Shiite alliance backed by Shiite Muslim clergy) 4,075,295

The Kurdistan Alliance

(The coalition of two main Kurdish factions) 2,175,551

The Iraqi List

(Headed by interim Prime Minister Iyad Allawi) 1,168,943

Iraqis

(Headed by interim Iraqi President Ghazi al-Yawer) 150,680

The Communist party

69,920

National Rafidain List

(Assyrian Christians) 36,255

Iraqi Islamic party

(Main Sunni group headed by Mohsen Abdel-Hamid) 21,342

Assembly of Independent Democrats

(Headed by Sunni elder statesman Adnan Pachachi) 12,728

National Democratic party

(Headed by Naseer Kamel al-Chaderchi, Sunni lawyer and member of the former Iraqi Governing Council) 1,603

Total votes 8,456,266

Invalid votes 94,305

more than 25 per cent of the vote.

They are pressing not only for a muscular form of federalism in the constitution, but also want the oil rich city of Kirkuk to be included

in their region, something that both Shia and Sunni Arabs strongly oppose.

Another contentious issue is likely to be calls for the US-led coalition to withdraw from Iraq, or at least name a timetable for withdrawal.

The Alliance campaigned on this issue, and an Alliance brochure from January 10 lists "setting a schedule for the multi-national forces to withdraw from Iraq" in between "providing security" and "respecting human rights" as key points of their political platform.

The sentence was, however, later watered down - suggesting there may be more leeway in discussions between the US and the

incoming Iraqi administration.

The Association of Muslim Scholars, a group of Sunni clerics largely sympathetic to the insurgency, has described a withdrawal timetable as a precondition for their support in ending the bloody revolt.

US President George W. Bush said last month that US forces would withdraw if asked to by an elected Iraqi government, though he added that this was unlikely.

The role of Islam in the constitution, meanwhile, is likely to pit secularists in Iraq against their better organised counterparts in the clergy, who have demanded that Islam be the

official state religion, and that it be one of the main sources of legislation.

Shia clerics are also likely to be joined by their Sunni counterparts in calling for the creation of a clerical body tasked with vetting new legislation according to Islamic principles.

Mr Sagheer said the Alliance would seek the creation of a "State Shura Council" of Muslim clerics that was independent of the government and had authority to overturn legislation which was not in accordance with constitutional principles of Islam.

Sorting through these differences will be the monumental task for the incoming

parliament. The biggest danger, according to Dr Wamidh Nathmi, a Sunni political figure whose party boycotted the elections, is that the numerous sectarian differences will be resolved by staking out powers for each group. This, he said, would place Iraq's nationhood in jeopardy.

"Surely the constitution should not be written on a sectarian basis, because if it is, we will wind up like Lebanon, where sectarianism lasts forever."

Polls will stiffen Kurdish resolve to achieve maximum autonomy under new constitution

By Gareth Smyth in Arbil

Kurdish aspirations for a semi-autonomous Kurdistan within Iraq were given a strong fillip by yesterday's official election results, which gave the main Kurdish parties more than a quarter of the overall vote.

The results will harden Kurdish resolve to press for autonomy in drawing up Iraq's permanent constitution, and consolidate their sense of empowerment after decades of suppression by the former Ba'athist regime.

The official tally gave the Iraq Kurdistan Democratic party (KDP), Patriotic Union of Kurdistan (PUK) and Islamic Union of Kurdistan (IUK) together a total of

2.17m from 8.55m votes cast.

Aside from national election results, the electoral commission also said the main Kurdish parties' list won more than 1.5m of 1.75m votes cast for the Kurds' own regional assembly.

In provincial election results for Kirkuk, a mixed province where Saddam Hussein's regime carried out

extensive arabisation, the Kurdish list won a clear majority, with 237,303 of 400,392 votes cast, far ahead of the 73,191 won by the Turkoman Front, a coalition of parties allied to Turkey.

Kirkuk's elections reanimated concern about the sectarian balance in the province, where the Iraqi electoral commission enfran-

chised about 100,000 displaced Kurds who returned after the fall of Mr Hussein.

Turkey and some Iraqi Arab groups had opposed this decision and expressed disquiet at growing Kurdish influence in the province, which contains Iraq's second-largest oilfield.

Kurds now expect two things of their leaders: they should unify the two distinct administrations run by the KDP and the PUK; and they should secure an autonomous Kurdish region in the Iraqi constitution.

Massoud Barzani and Jalal Talabani, the KDP and PUK leaders, last week announced a common post-election strategy and will support Mr Talabani as

either president or prime minister of Iraq, while Mr Barzani becomes president of the Kurdish region.

The Kurds and the Shia parties generally agree on the importance of "de-Ba'athification". But the Kurds are sceptical about proposals to enshrine Islam within the new constitution.

The weekend visit of Iyad Allawi to Kurdistan suggests the Kurds will play Mr Allawi's bloc off against the Shia United Iraq Alliance, which secured most seats in the 275-member assembly.

Shia victory is blow to US line on Iran's N-arms

By Charles Clover in Baghdad

The victory by Shia clerics in Iraq's elections is likely to complicate US efforts to press Iran to dismantle its nuclear programme.

The United Iraqi Alliance is dominated by two political parties formerly based in Iran, and many members of the bloc still have close ties with their Shia neighbour.

One of the parties is the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq (Sciri), whose militia, the Badr Brigades, was trained

by the Iranian Revolutionary Guards. Daawa, the other Islamist party to make up the bulk of the Alliance candidate list, was also based mainly in Tehran.

Their success makes it likely that Iraq's future prime minister will be from one of the two groups.

Sciri and Daawa members insist they are not beholden to Iran, but nonetheless feel kinship with the former exile home. One key Alliance politician warned that the US could not count on their support against Iran if Washington or its allies struck Iran's nuclear facilities, something the US has not

ruled out.

"From the standpoint of a state, we have no role in relations between America and Iran. But from the standpoint of a people, we will always stand with those that face aggression," said Jalal al-Din al-Sagheer, an Alliance candidate and member of Sciri.

The presence of an elected, Shia-dominated government in Baghdad could give Iran a key bargaining chip in its constant struggle with the US and the EU to win the right to enrich uranium, which Tehran claims is for peaceful purposes, but Washington fears is part of a

covert nuclear weapons programme.

Iran clearly sees Iraq's Shia as natural allies: during the parliamentary campaign in Iraq last month, Iranian television carried advertisements for the Alliance, and encouraged Iraqi expatriates in Iran to vote in absentee elections.

"We certainly hope that the problems between the US and Iran do not reach the level of military force," said Jawad al-Maliki, a member of Daawa. "We hope our role can be that of problem solver, and not to interfere in these questions. We have enough problems already in Iraq."

Les chiites accèdent aux marches du pouvoir en Irak



SABAH ARAB/AFP

Parrainée par l'ayatollah Al-Sistani, dont le portrait a été omniprésent dans la campagne, la liste chiite a remporté le scrutin du 30 janvier en Irak.

George Bush félicite le « peuple irakien »

Le président américain George Bush a adressé ses félicitations, dimanche 13 février, au « peuple irakien, qui a défié les menaces terroristes et mis son pays sur les rails de la démocratie et de la liberté ». Dans un communiqué publié après l'annonce des résultats du scrutin du 30 janvier, il a également adressé ses compliments « à chaque candidat qui s'est présenté à ces élections et à ceux qui prendront leurs fonctions une fois les résultats certifiés ». « Il y a deux semaines, plus de huit millions d'Irakiens ont défié les terroristes et se sont rendus aux urnes. Le monde a vu de longues files d'attente d'hommes et de femmes irakiens participant à des élections libres et équitables pour la première fois de leur vie », poursuit-il. Les Etats-Unis et leurs « partenaires de la coalition » peuvent « ressentir de la fierté d'avoir rendu ce grand jour possible ». Le sénateur démocrate Joe Biden, membre de la commission des affaires étrangères, a estimé pour sa part que, compte tenu de la faible participation des sunnites, il allait falloir « intégrer plus de sunnites à la rédaction de la Constitution pour que ce texte ait une légitimité ». — (Reuters.)

Un taux de participation de 59 %

- Selon les résultats définitifs du scrutin annoncés, dimanche 13 février, par la Commission électorale, la liste de l'Alliance irakienne unifiée (AIU), parrainée par le grand ayatollah Ali Al-Sistani, a obtenu 4 075 291 voix, soit 48,1 % des suffrages exprimés. Elle devrait obtenir 140 sièges sur 275 au Parlement provisoire.
- L'Alliance des partis kurdes, avec 2 175 551 votes (25,7 %), arrive en deuxième position. Elle devrait obtenir 75 sièges.

- La liste du premier ministre, Iyad Allaoui, n'obtient que la troisième place, avec 1 168 943 votes, soit 13,8 %, ce qui devrait lui assurer 40 sièges.
- La liste du président sortant, le sunnite Ghazi Al-Yaouar, arrive en quatrième position avec 150 680 votes, soit 1,7 % des suffrages exprimés. Elle devrait obtenir 5 sièges.
- Les autres sièges seront répartis entre de petites formations, notamment chiites.
- Le taux de participation à ce

PARCE QU'ELLE représente 60 % de la population et qu'elle est parvenue à faire front commun sous la bannière de l'Alliance irakienne unifiée (AIU), la communauté chiite a, comme c'était attendu, largement remporté les élections du 30 janvier en Irak. Elle n'a toutefois pas obtenu la majorité absolue (48,1 % des suffrages) mais pourra néanmoins contrôler complètement la nouvelle Assemblée transitoire puisqu'elle devrait obtenir 140 sièges sur les 275 en raison du mode de scrutin, c'est-à-dire la proportionnelle au plus fort reste.

Parrainée par le grand ayatollah Ali Al-Sistani, la liste 169, également appelée « la maison chiite », consacre la revanche de cette majorité écartée du pouvoir pendant quatre-vingts ans après avoir refusé de participer aux élections de l'Assemblée constituante, en février 1924, lors de l'occupation anglaise. Oppressés et massacrés à plusieurs reprises par le régime de Saddam Hussein, les chiites vont pouvoir peser de tout leur poids sur la mise en place des nouvelles institutions dont l'Irak va se doter et, notamment, sur la rédaction d'une nouvelle Constitution, principale tâche de la future Assemblée transitoire.

Comme prévu également, les Kurdes, qui, eux aussi, avaient leurs forces au sein de l'Alliance kurde, arrivent en deuxième position avec 25,7 % des voix et vont, de ce fait, pouvoir jouer un rôle capital d'arbitre dans l'Assemblée. Bien avant la publication des résultats, dimanche 13 février, par la Commission électorale indépendante, Jalal Talabani, de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), a revendiqué soit le poste de président de la République, soit celui de premier ministre.

scrutin a atteint 59 %. Le niveau le plus bas (2 %) a été enregistré dans la province sunnite d'Al-Anbar. Le dirigeant politique sunnite Adnane Pachachi, dont la liste ne devrait recueillir aucun siège au Parlement, s'est déclaré « déçu » par la faiblesse de la représentation des sunnites, qui sont massivement restés à l'écart des élections. Plusieurs responsables chiites ont affirmé qu'ils s'emploieraient à intégrer les sunnites dans les prochaines étapes du processus politique.

AVANTAGE PRÉCIEUX

En plus de leur bon score national, les Kurdes ont remporté à la majorité absolue (58,4 %) les élections pour le conseil provincial de Taamin, dont la ville de Kirkouk est le chef-lieu. Ce résultat constitue un avantage précieux puisque la région autonome du Kurdistan revendique cette ville multiethnique et les champs pétrolifères qui la bordent.

Le grand perdant de ce premier scrutin multipartite depuis cinquante ans est le premier ministre intérimaire, Iyad Allaoui, candidat préféré des Américains, qui ne recueille que 13,8 % des suffrages. En dépit d'importantes sommes d'argent investies dans sa campagne électorale et des billets de 100 dollars généreusement distribués aux électeurs, celui que ses détracteurs appellent le « Petit Saddam » — en raison de sa réputation d'homme à poigne — n'est pas parvenu à s'imposer et devrait logiquement céder sa place à la tête du gouvernement transitoire qui conduira les destinées du pays jusqu'aux élections de la fin de l'année, qui devraient donner des institutions définitives à l'Irak.

Les autres grands perdants de cette consultation sont notamment l'actuel président intérimaire, Ghazi Al-Yaouar, qui n'obtient que cinq sièges et le Parti communiste qui, par le passé, constituait un bloc solide et structuré en dépit de la répression dont il a fait l'objet du temps de Saddam Hussein. Il n'aura que deux députés.

Au total, 12 listes — sur les 111 qui étaient en compétition — seront représentées à l'Assemblée. Et s'il a fallu deux semaines pour connaître les résultats de ce scrutin historique, cette première expérience démocratique dans un pays

déchiré par les violences se solde par un succès puisque 8 456 266 électeurs se sont rendus aux urnes, soit un taux de participation de 59 %. Certes, on est loin des 72 % annoncés avec trop de précipitation au lendemain du 30 janvier, mais ce chiffre souligne l'engouement des Irakiens pour ce rendez-vous électoral, qui devra être renouvelé avant le 15 octobre pour approuver, par référendum, la Constitution, laquelle devra être rédigée avant le 15 août. D'ailleurs, le 30 janvier sera désormais un jour férié afin de saluer cette étape décisive.

AVALANCHE DE PLAINTES

Dans l'immédiat, la nouvelle

Assemblée va élire son président et deux vice-présidents, avant de choisir, à la majorité des deux tiers, le chef de l'Etat et deux vice-présidents. Ce conseil présidentiel aura ensuite quinze jours pour trouver un premier ministre et constituer le cabinet du gouvernement transitoire qui devra obtenir la confiance de l'Assemblée à la majorité simple. Logiquement, le nouveau chef de l'exécutif devrait être issu de la liste 169. Ce sera à ses représentants de choisir entre

l'actuel ministre des finances, Adel Abdel Mahdi, l'un des deux vice-présidents sortants, Ibrahim Jaafari et Hussein Chahrastani, qui avait refusé ce poste en juin-2004. Qui, de ces trois hommes, l'emportera ? Ce choix peut provoquer des tensions au sein de la liste unitaire chiite. Ce qui est sûr, en revanche, c'est que le futur homme fort de l'Irak devra être un homme de consensus aussi bien pour les Kurdes que pour les sunnites, grands perdants de cette consultation

qu'ils avaient décidé de boycotter.

Seulement 2 % des inscrits ont voté dans la province d'Al-Anbar, dans l'ouest du pays, 17 % dans celle de Ninive (Mossoul, Nord-Ouest) et 25 % dans celle de Salaheddine (Tikrit, Nord-Est). De plus, le processus électoral a connu quelques ratés dans ces régions à dominante sunnite, ce qui a donné lieu à une avalanche de plaintes. Tous les responsables politiques de tout bord ont néanmoins promis d'associer les sunnites aux nouvelles instances politi-

ques afin de ne pas les marginaliser et de tenter de diviser la résistance armée. Ce qui est de leur intérêt puisque la Constitution pourra être rejetée par trois des dix-huit provinces à une majorité des deux tiers.

Michel Bôle-Richard

La première conséquence du scrutin est la fin de l'ère Allaoui, très en phase avec la stratégie américaine

Washington s'opposera à une « théocratie »

Washington : de notre correspondant Philippe Gélie

Les longues files d'attente devant les bureaux de vote, le 30 janvier dernier, étaient tout ce dont les Etats-Unis avaient besoin : une représentation limpide de la démocratie en marche en Irak. Maintenant commencent les difficultés : la bataille pour le pouvoir promet d'être âpre, pas forcément transparente, et le régime dont elle accouchera n'est pas garanti.

A la faveur du repos dominical, George W. Bush a pris tout son temps, hier, pour réagir. « Nous félicitons les candidats qui siègeront à l'Assemblée nationale transitoire, s'est borné à déclarer un porte-parole de la Maison-Blanche, Taylor Gross. Nous félicitons

aussi le peuple irakien pour son courage et sa vision. » Les responsables de l'Administration en sont restés aux généralités sur lesquelles ils fondaient leur confiance avant les résultats. « L'idée selon laquelle nous allons nous retrouver avec un gouvernement à l'iranienne, où une poignée de mollahs contrôle l'essentiel du pays est, je pense, improbable », avait déclaré le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld. « Les Irakiens ont observé les Iraniens opérer pendant des années et créer une théocratie religieuse (sic) qui est un lamentable échec », avait renchéri le vice-président, Dick Cheney.

Cette position reflète la conviction présidentielle que, lorsqu'on leur donne le choix, les peuples choisissent la liberté plutôt que la coercition. Elle correspond aussi aux assurances données par les principaux dirigeants chiites,

vainqueurs sans surprise, en vertu desquelles « il n'y aura pas de turbans dans le gouvernement. »

Mais cette sérénité pourrait faire long feu maintenant que s'engage le bras de fer pour le pouvoir. Déjà, les soupçons de fraude exprimés par les représentants de l'Alliance irakienne unie, arrivée en tête, montrent que la magnanimité n'est pas l'humeur du moment. Aucun dirigeant incontesté ne s'impose au sein de cette coalition hétéroclite. La bataille pour le poste de premier ministre promet de faire rage entre l'actuel ministre des Finances, Adel Abdul Mahdi, le vice-président Ibrahim Jaafari et l'outsider Ahmed Chalabi, qui ont besoin d'alliés bien au-delà de leur base électorale. Washington assure pouvoir s'accommoder de chacun d'entre eux, mais les deux premiers sont à la solde du Conseil irakien de la révolution isla-

mique et le troisième a été accusé, entre autres, d'avoir transmis des informations secrètes à l'Iran.

Selon les responsables américains, cette obligation de former des coalitions constitue une garantie de pluralisme. Ils soulignent aussi qu'il n'est pas nécessaire d'avoir été élu pour participer au gouvernement, ce qui laisse la porte ouverte, au moins en principe, à la minorité sunnite marginalisée par son boycottage du scrutin. Mais le poste de président qu'occupait le sunnite Ghazi al-Yaouar risque d'échoir au Kurde Jalal Talabani, en échange de l'appui de son groupe au Parlement. L'augmentation des violences depuis le scrutin (près de 200 personnes tuées en deux semaines) semble plutôt indiquer une dérive des sunnites vers l'isolement politique qu'un retour vers le processus démocratique.

Pour Washington, la première conséquence du scrutin tient à la fin de l'ère Allaoui, premier ministre particulièrement bien disposé à l'égard de la démarche politique et sécuritaire américaine. Mais l'Administration fait mine d'assumer le risque que le processus lui échappe, se disant même prête à rapatrier ses troupes si on le lui demande.

« Il vaut mieux avoir un développement démocratique fragile et difficile que la fausse stabilité d'une tyrannie », a répété vendredi le secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice. Les néoconservateurs en sont même à souligner, comme Reuel Gerech dans le *Weekly Standard*, qu'« il y a des choses bien plus graves dans le monde que voir des Irakiens adultes se disputer sur la place de la loi islamique et la tenue vestimentaire des femmes ».

LE FIGARO

14 FÉVRIER 2005

Loin des bombes et des enlèvements de Bagdad, la région, où se croisent diplomates occidentaux et hommes d'affaires saoudiens, est en plein boom économique

Les dollars pleuvent sur le Kurdistan

LE FIGARO LUNDI 14 FÉVRIER 2005

Erbil et Soleymaniah :
Delphine Minoul

C'est un rêve qui ne l'a jamais quitté depuis son adolescence. Un rêve de poissons et de dauphins, au cœur des montagnes du Kurdistan irakien. Un rêve dans lequel il se réfugiait quand les bottes des soldats de Saddam raisonnaient dans les rues d'Erbil. Un rêve qu'il emporta dans ses valises, quand il décida de tout plaquer pour l'Europe, il y a vingt-cinq ans. De retour sur sa terre natale, l'attaché-case à la main et les dollars plein les poches, Fouad Ahmad n'a aujourd'hui qu'une idée en tête : construire un gigantesque parc d'attractions, au nord de l'Irak, « pour apporter la mer aux enfants kurdes ». Avec, bien sûr, la motivation du businessman : « Faire du nord de l'Irak le nouveau Dubaï et attirer les touristes du Golfe, d'Europe, et de Bagdad bien sûr ! »

Prématuré, quand les voitures piégées explosent à Mossoul, à moins de 90 kilomètres de là, et quand les avions sont obligés d'atterrir en spirale sur le nouvel aéroport d'Erbil, pour éviter les éventuels tirs de missiles ? « Pas du tout », rétorque l'homme d'affaires kurde de 42 ans, à peine débarqué de Londres, à bord d'un jet privé. « C'est maintenant qu'il faut venir investir ici, avant que les prix flambent. De juin à septembre dernier, plus de 80 000 touristes irakiens ont visité le Kurdistan. Dès que les routes seront plus sûres, ça sera le boom ! », insiste-t-il.

Vu du nouveau Sheraton, structure élégante de verre et de marbre, au cœur d'un jardin rempli de canards, tout semble en effet possible. C'est dans cet hôtel inauguré au début de l'automne dernier que Fouad Ahmad a élu ses quartiers. Le lobby, illuminé de tous ses feux,

ressemble à un véritable hall d'aéroport international. On y croise des diplomates occidentaux, des hommes d'affaires saoudiens, des politiciens de Bagdad et des cuisiniers indiens en transit vers une base américaine. Au bar du premier étage, une serveuse philippine prend les commandes de boissons alcoolisées.

Dès qu'on s'aventure dans les rues d'Erbil, à la nuit tombée, c'est pourtant une autre réalité qui s'impose : celle des coupures d'électricité, des routes cabossées et des caniveaux qui se transforment en piscines. Sans compter la pauvreté qui sévit dans les campagnes.

Certes, le Kurdistan, enclave autonome depuis le soulèvement populaire contre Saddam, en 1991, a rapidement soigné les blessures du passé et reconstruit des milliers de villages détruits par le raïs, grâce, entre autres, à l'argent du programme « Pétrole contre nourriture ». Certes, ce petit territoire, grand comme la Suisse, a appris à s'autogérer, en créant son propre parlement, ses ministères, son système éducatif et ses dizaines de télévisions et journaux locaux. Mais les défaillances sont encore nombreuses, comme ces deux systèmes différents de téléphonie mobile qui obligent à passer par un opérateur étranger pour appeler d'Erbil à Soleymaniah, les deux villes administrées par les anciens rivaux, Massoud Barzani et Jalal Talebani.

« Il y a tout à faire », constate Guy Berry, un des premiers hommes d'affaires français à être venu explorer le nord de l'Irak. Mais pour lui, « c'est cela qui fait tout le défi du Kurdistan pour les investisseurs étrangers ». Avec, à la base, deux atouts de taille : les matières premières - de l'agriculture au pétrole - et bien sûr la sécurité - loin des bombes et des kidnappings d'étrangers qui sé-

vissent à Bagdad. Depuis l'attentat sanglant qui causa la mort d'une centaine de personnes à Erbil, il y a plus d'un an, les Kurdes vivent dans une oasis de prospérité. Ni couvre-feu, ni chars américains. « C'est le monde à l'envers par rapport à la capitale irakienne. Ici, vous croisez des Chinois qui travaillent tout seuls dans les montagnes, sans garde du corps », remarque Guy Berry.

D'autres formes de risques existent, néanmoins, et ils relèvent du statut particulier du Kur-

distan. Semi-autonomes, les Kurdes n'excluent pas de se détacher du reste de l'Irak, si le vent tourne mal du côté de Bagdad, et surtout si les chiites cherchent à teinter la future Constitution d'une couleur trop religieuse. En cas de partition, les Kurdes de Turquie et d'Iran pourraient bien suivre le mouvement. De quoi provoquer des étincelles avec Ankara et Téhéran.

Partout, pourtant, les projets se bousculent : supermarchés géants, hôpitaux, restaurants, laiteries. A Soleymaniah, une université américaine est déjà en cours de construction. Une entreprise italienne serait sur le point de se lancer dans la production de vin local. « Nous

croulons sous les nouveaux dossiers, surtout dans les domaines de la construction d'habitations et d'industries », sourit Mohammad Karim, à la tête de la toute nouvelle Commission pour l'investissement au Kurdistan, installée à Soleymaniah. Dans son bureau, il voit défiler de nombreuses entreprises, qui n'osent plus mettre les pieds à Bagdad.

Il faut dire que la nouvelle loi sur la promotion de l'investissement étranger au Kurdistan a également de quoi séduire : elle propose certains avantages, comme l'offre d'un terrain pour les projets participants au développement de la région ou encore cinq années d'exonération d'impôts.



Plusieurs partis se sont réunis, vendredi, à Bagdad pour discuter de l'irak post-électoral.

LES CHIITES IRAKIENS TIENNENT LEUR REVANCHE

L'alliance menée par l'ayatollah Sistani obtient de justesse la majorité absolue au Parlement. En deuxième position, les Kurdes demandent la présidence.

Les partis chiites remportent largement les élections irakiennes du 30 janvier, mais ce n'est pas le triomphe escompté. Avec 48,1 % des voix, l'Alliance unifiée irakienne, la principale liste chiite, parrainée par le grand ayatollah Ali Sistani, est, comme

prévu, arrivée première sans atteindre la majorité absolue que beaucoup lui prédisaient. Mais, grâce au système de répartition des sièges «au plus fort reste», elle contrôle 140 des 275 sièges à l'Assemblée nationale transitoire et passe la barre de la majorité absolue. Quelques heures encore avant

l'annonce de ces résultats officiels, qui ont pris deux semaines à être collectés et recoupés, l'Alliance se disait convaincue de réunir 60 % des suffrages, soit la même proportion que le nombre de chiites dans la population. En deuxième position, avec 25,7 %, arrive la liste kurde réunissant notamment le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) de Massoud Barzani et l'UPK (Union patriotique du Kurdistan) de Jalal Talabani, les deux principaux mouvements de cette communauté sunnite mais non arabe du nord du pays. La Liste irakienne du Premier ministre, Iyad Allaoui, un chiite laïc, n'arrive qu'en troisième position, avec 13,8 %. Abstention. Le taux de participation, qui n'avait pas été rendu public jusque-là, s'établit à

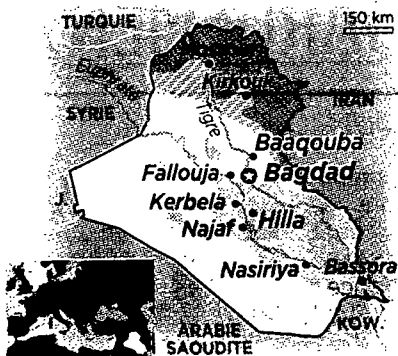
58 % des électeurs inscrits, a précisé la Commission électorale, confirmant la faible participation de la communauté sunnite. Dans la province à prédominance sunnite d'Anbar, seuls 2 % des électeurs (3803 personnes) se sont rendus aux bureaux de vote. Par crainte d'un conflit interconfessionnel, la communauté internationale souligne la nécessité de ne pas tenir à l'écart du processus politique irakien la communauté sunnite, toute-puissante sous l'ancien régime de Saddam Hussein. «Aujourd'hui marque la naissance d'un Irak nouveau et démocratique», a déclaré un responsable de la Commission électorale, Farid Ayar. Iyad Allaoui a annoncé que le 30 janvier, date de ce premier scrutin pluraliste depuis un demi-siècle, serait désormais jour férié.

Arbitre. Les chiites et les Kurdes devraient se partager la présidence et le poste de Premier ministre. D'origine iranienne, l'ayatollah Sistani ne brigue aucun poste, mais, d'ores et déjà, plusieurs candidats de la liste chiite sont sur les rangs, notamment pour être Premier ministre, là où réside le vrai pouvoir (lire ci-contre). Le dirigeant kurde Jalal Talabani brigue la présidence. Les Kurdes sont en position d'arbitre entre la liste chiite de l'Alliance unifiée irakienne, dominée par les religieux, et les partisans d'un Irak laïc. Cela leur permettra de pousser leurs revendications, en particulier sur le fédéralisme mais aussi sur le rattachement au territoire kurde de la riche province pétrolière de Kirkouk, où leur liste remporte 59 % des voix. Par ailleurs, les violences se poursuivent. Au nord de Bagdad, un officier supérieur de l'armée et deux de ses subordonnés ont été tués hier dans une embuscade et huit autres personnes sont mortes dans d'autres attaques. ◀

M. S. avec AFP, Reuters

Répartition ethnique

- Arabes chiites 60%
- Arabes sunnites 20 à 25%
- Kurdes sunnites 15 à 20%



Résultat des élections du 30 janvier

Alliance unifiée irakienne, parrainée par le grand ayatollah chiite Ali Sistani: **140 sièges.**
Alliance kurde: 75 sièges.
 Liste d'Iyad Allaoui (chiite laïc): **40 sièges.**
 Liste du président sortant sunnite Ghazi al-Yaouar: **5 sièges.**
 Alliance du front turcoman d'Irak: **3 sièges.**
 Cadres et élites nationaux indépendants, proches du chef radical chiite Moqtada Sadr: **3 sièges.**

Union du peuple (communiste): **2 sièges.**
 Groupe islamique du Kurdistan: **2 sièges.**
 Organisation de l'action islamique (chiite): **2 sièges.**
 La liste nationale de Mésopotamie (chrétienne), l'Alliance nationale démocratique (nationaliste arabe) et le Mouvement de réconciliation et de libération (sunnite) obtiennent chacun **1 siège.**
 Le sunnite Adnane Pachachi n'obtient aucun siège.

Le jeu du pouvoir reste ouvert

Le raz-de-marée chiite ne s'est pas produit. Les élus devront composer.

La tyrannie séculaire de la minorité sunnite ayant disparu avec la chute de Saddam Hussein, le risque était grand qu'elle soit remplacée par la tyrannie de la majorité chiite (quelque 60 % de la population) à la faveur de l'élection du 30 janvier. Beaucoup envisageaient ce scénario en Irak, à commencer par les chefs kurdes, qui, pour conjurer la menace, avaient tué leurs rivalités au profit d'une liste commune. Surprise, les résultats du scrutin éloignent quelque peu ce scénario: il n'y a pas eu de raz-de-marée chiite. Parrainée par le grand ayatollah Ali Sistani, l'Alliance unifiée irakienne, qui regroupait 23 formations chiïtes, a obtenu de justesse la majorité absolue en sièges qu'elle convoitait absolument. C'est même une déception pour ces partis qui voulaient «soldier le passif de quinze siècles d'oppression sunnite» en obtenant plus de 60% des suffrages. Pourtant, les mosquées étaient mobilisées pour la Liste unifiée, qui bénéficiait de moyens considérables, du soutien affiché de Téhéran, et qui a pu tirer évidemment profit de l'absence de toute culture démocratique en Irak.

Affaibli. Si la victoire de la Liste unifiée est mince, on peut même parler de relative défaite pour Sistani. C'est à lui que l'on devait le rassemblement de la «maison chiite». Il avait pris le risque de lui donner sa bénédiction, le droit d'utiliser sa photo et d'y placer ses proches. À l'heure des résultats, le compte n'y est pas. Si les partis islamistes purs et durs, comme l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak et le Dawla, ont tiré parti de son parrainage, lui n'y

a rien gagné. Son envergure en a pâli, de même que sa prétention à dépasser sa seule clientèle confessionnelle. Son pouvoir de «faiseur de roi» s'en trouve affaibli. Il lui sera désormais plus difficile de faire avancer ses idées certes non pas d'une république islamique où théocratique, mais néanmoins islamisante.

Bénéficiant d'une surreprésentation, du fait de la très faible participation de la communauté sunnite, les électeurs chiïtes

ANALYSE

sont donc loin d'avoir tous voté pour la Liste unifiée. Faut-il y voir une réaction laïque? Probablement pas, puisque la liste du Premier ministre Iyad Allaoui, lui aussi chiite mais laïc, a eu moins de 14 % des suffrages. Est-ce une réaction nationaliste, sachant que Sistani est un religieux iranien? Peut-être. Les souvenirs de la terrible guerre de neuf ans contre Téhéran sont encore dans les mémoires. Le choix d'Abdel Aziz Hakim à la tête de la Liste unifiée était aussi un mauvais choix: l'homme a été jusqu'en 2003 chef des redoutables milices armées al-Badr (formées en Iran par les Gardiens de la révolution), qui n'ont pas bonne réputation. On peut enfin y voir une première leçon de démocratie: les partis religieux gèrent depuis deux ans la plupart des villes du pays chiite et, déjà, il leur est reproché corruption et népotisme.

Le scrutin n'est pas non plus un franc succès pour Allaoui. Il disposait cependant d'énormes moyens, d'une propagande sur

mesure préparée par une grande agence américaine et de la peur chez nombre de fonctionnaires de l'accaparement du pouvoir par les «turbans» (religieux). Mais si la liste chiite se fragmente, si des alliances sont nécessaires, il reste un recours. En arrivant en deuxième position, les Kurdes (entre 15 et 20 % des Irakiens) sont les grands vainqueurs. Mais avec 75 sièges sur 275, ils risquent de jouer un rôle démesuré à l'Assemblée nationale alors qu'ils sont déjà fortement présents dans l'armée et forment l'armature des services de sécurité. C'est ce que craignent les sunnites (quelque 20%), qui sortent complètement marginalisés du scrutin. Ils ne seront donc pas associés à la rédaction de la future Constitution. En revanche, la crainte d'un conflit interconfessionnel est telle que les autres partis ne pourront éviter de leur tendre la main, d'autant qu'il suffit que la Constitution soit rejetée dans 3 des 18 provinces pour ne jamais entrer en vigueur.

Occupation. «Cette élection est une réussite eu égard à la réalité fragmentée irakienne. Aucun camp ne peut prétendre avoir le monopole des voix irakiennes et dicter ainsi sa volonté au reste du pays», souligne le chercheur au CNRS Hosham Dawod. Et d'ajouter: «De plus, ce scrutin a secoué la région. Cela n'a pas été un vote à 99% comme dans les autres pays arabes. Avec le vote en Palestine, il est frappant de voir que les deux élections plus ou moins démocratiques du monde arabe se sont passées dans des pays sous occupation.» Pour Washington, ce n'est pas un succès minime. ◆

JEAN-PIERRE PERRIN

14 FÉVRIER 2005



Ali Sistani, l'ayatollah qui dirige dans l'ombre

Reclus à Najaf, il a su rassembler la communauté chiite d'Irak et éviter la radicalisation.

Il vit enfermé, au bout d'une petite ruelle poussiéreuse de la vieille ville de Najaf, dans une maison «qu'il ne possède pas», précise son site Internet. Il ne sort même pas de chez lui pour conduire la prière du vendredi, malgré les cinq cents mètres à peine qui le séparent du mausolée de l'imam Ali, le principal lieu saint du chiïsme. Le grand ayatollah Al-Sayed Ali al-Husseini al-Sistani a beau fuir le monde temporel, refuser les interviews et ne diriger aucun parti politique, il apparaît comme l'homme-clé des choix de la nouvelle Assemblée.

Rassembleur. Depuis la chute de Saddam, cet homme de 74 ans, à la longue barbe blanche et au turban noir des descendants du prophète, exigeait la tenue d'un scrutin qui devait permettre aux chiïtes, majoritaires dans le pays, d'accéder enfin au pouvoir. Il a réussi à fédérer les principaux partis de sa communauté, et la liste qu'il a parrainée, l'Alliance unifiée irakienne,

obtient 48,1 % des suffrages exprimés. Loin devant la coalition kurde, arrivée en deuxième position avec 25,7 % des voix, elle obtient même la majorité absolue en sièges au Parlement.

Le paradoxe veut qu'il ne possède pas lui-même le droit de vote. Né au nord-est de l'Iran, à Mechhed, en 1930, il a toujours refusé de prendre la nationalité irakienne. Installé depuis cinquante ans à Najaf, près de la tombe de l'imam Ali, il continue de parler arabe avec un fort accent persan. Il a cependant toujours gardé ses distances avec Téhéran et a refusé de recevoir une de ses délégations, il y a un an. Depuis la mort en 1992 du grand ayatollah Abul Qasim al-Khoei, il a pris la tête de la Marjaiya, la direction religieuse chiite.

Comme son prédécesseur, il incarne une tradition quietiste du chiïsme et s'oppose à la doctrine théocratique dite du «velayat a-faqih», littéralement «la

tutelle aux théologiens», de Ruhollah Khomeiny. Le reclus de Najaf est un homme puissant qui reçoit chaque jour des centaines de visiteurs et peut, d'un mot, mobiliser des centaines de milliers de manifestants. Lorsqu'il a promulgué une fatwa contre le marché noir de l'essence, les files d'attente devant les stations-service ont aussitôt aux trois quarts fondu. Grâce aux dons des croyants, il dispose d'un vaste réseau associatif et d'un bureau dans chaque province du pays. Son représentant à Bassora, Ali Abdel Hakim Moussa al-Safi, qui figure en quatrième position sur

la liste de l'Alliance unifiée irakienne, veillera au respect de ses consignes au Parlement.

Fin politique, il a dès le début de la guerre appelé ses fidèles à ne pas lutter contre les forces de la coalition, mais a toujours refusé de rencontrer leurs chefs. Il répète que la fin de l'occupation passe par les urnes, non par une résistance armée. Les troupes américaines

l'ont débarrassé cet été de son principal rival, Moqtada Sadr, qui, avec ses miliciens, tenait Najaf et son mausolée en otage. Début août, en pleine offensive des marines,

l'ayatollah Sistani a invoqué des raisons de santé pour quitter la ville assiégée et gagner Londres. Il est revenu en sauveur une fois la ville quasiment écrasée.

Exigence. Il s'est aussi heurté plusieurs fois à Paul Bremer, l'ancien proconsul américain. En janvier, il a menacé de faire descendre ses ouailles dans les rues si ce dernier ne confiait pas à une assemblée élue le soin de rédiger la future Constitution. S'il ne revendique pas un gouvernement des clercs, il réclame la reconnaissance de l'identité islamique de l'Irak. L'Islam doit être la source principale, sinon unique, de toute législation. Une exigence rejetée par les Kurdes et qui risque de rendre très houleux le débat constitutionnel. ◀

CHRISTOPHE BOLTANSKI

TURQUIE

Arméniens partis sans laisser d'adresse...

Une exposition de cartes postales à Istanbul vient rappeler aux Turcs l'extraordinaire présence arménienne dans l'histoire du pays. L'élimination des Arméniens a stoppé le développement de la Turquie, affirme Gazetem.

Je conseille à tout le monde d'aller voir l'exposition "Les Arméniens en Turquie il y a un siècle à travers les cartes postales". Il ne faut la rater sous aucun prétexte, tant elle constitue une occasion extraordinaire de se pencher sur notre manque de conscience historique, de réfléchir à ce que nous avons oublié et de repenser une mémoire que nous avons échafaudée en ignorant nos frères arméniens. Toutes les cartes postales exposées racontent une époque qui va jusqu'à 1914. Après 1915, plus rien. Le silence.

Jusqu'à-là, il y avait des Arméniens dans toutes les provinces du pays, depuis Edirne [Thrace, Turquie européenne] jusqu'à Kars [est de l'Anatolie, à la frontière avec l'Arménie]. Il n'y en avait pas seulement dans l'est et le centre de l'Anatolie, c'est-à-dire à Van, Diyarbakir, Yozgat ou Amasya. Non, il y en avait aussi à Izmit, Balikesir, Gelibolu [Gallipoli], Tekirdag, Izmir et Mersin. Dans cette dernière ville, les Arméniens constituaient le tiers de la population. Adapazari [à l'ouest] comptait 25 000 habitants, dont près de la moitié étaient arméniens. Dans la ville de Tekirdag [Thrace] vivaient plus de 10 000 Arméniens. Il y a beaucoup de choses à dire sur cette exposition. Mais ce qu'il faut d'abord retenir, c'est que l'on se rend compte, en regardant ces centaines de cartes postales, qu'avec l'élimination des Arméniens une certaine évolution de notre pays a été stoppée. En voyant ce tableau de l'Anatolie du début du 20^e siècle, on ne peut s'empêcher de penser à la situation dans laquelle on serait aujourd'hui si les Arméniens étaient encore là. On se rend compte alors que la génération qui assurait le développement du pays a été éradiquée. En 1915, avec l'élimination des Arméniens, c'est toute la dynamique de développement qui a été affectée. La continuité architecturale, par exemple, a été stoppée. L'expérience accumulée dans ce domaine en termes d'esthétique a été rayée d'un trait de plume, laissant place à un style immonde de bâtiments sans goût qui ont poussé un peu partout. L'année 1915 a vu la destruction du subtil équilibre communautaire, religieux et professionnel sur lequel reposait l'accumulation du savoir dans l'Empire ottoman. A travers ces cartes postales, on mesure également la richesse d'une société interculturelle où s'imbriquaient partout, en Thrace et en Anatolie, Turcs, Kurdes et Arméniens – et musulmans, chrétiens et juifs. On peut ainsi voir des illustrations de processions organisées à Samsun [sur la mer Noire] à l'occasion de la fête de la Vierge Marie du 15 août 1903, 1907 et 1913. On y voit des centaines de personnes



▲ Femmes arméniennes au début du siècle dernier.

massées des deux côtés de la rue assister à la procession et regarder ceux qui défilent en portant des symboles religieux. Les gens, les langues et les alphabets sont mêlés. Les joies sont partagées. Au dos de certaines cartes postales, on trouve des textes en turc écrits dans l'alphabet arménien. Sur une carte postale, on voit une vente aux enchères de marchandises dans le port de Gelibolu, dont le nom est écrit en français, en grec, en arménien et en ottoman. Aux devantures des magasins, les noms sont écrits en quatre, voire en cinq langues. Une autre carte postale, datant des élections qui ont suivi la révolution jeune-turque de 1908, montre une foule dans une grande avenue d'Istanbul portant des drapeaux turcs et des portraits de Ziya Pacha [homme d'Etat ottoman] en train d'apporter les urnes à la commission électorale. On peut y lire ce commentaire : "De jeunes étudiants musulmans et arméniens rapportent les urnes en chantant des chants patriotiques en turc et en arménien." Une autre illustration du même événement montre un imam aux côtés d'un évêque arménien.

Cette exposition raconte en tout cas l'histoire refoulée d'une vie commune dont les traces sont encore présentes. Malheureusement, le dépeçage de cette histoire semble ne pas satisfaire certains, qui voudraient en finir avec les dernières traces de ce passé et dont la raison d'être est la haine qu'ils vouent toujours aux 2 000 Grecs et aux 60 000 Arméniens qui vivent encore en Turquie. Ils ont ainsi pu récemment faire preuve de leur haine en tentant d'empêcher la procession pluri-séculaire de sortie de la Croix organisée à Istanbul par les orthodoxes. Peut-être ces gens, dont l'intolérance n'a plus de limite et qui n'hésitent pas à affirmer qu'ils recourront au besoin à la violence, feraient-ils bien d'aller voir cette exposition. Peut-être renoueraient-ils ainsi avec leurs frères perdus et retrouveraient-ils de la grandeur d'âme.

Ferhat Kentel, Gazetem, Istanbul

A Place Apart in Iraq Kurdistan offers jobs in a nation hungry for them.

For migrants from Arab south, prosperous region is like a different country

By Jeffrey Fleishman

Los Angeles Times February 16, 2005

SULAYMANIYA, Iraq Sahib Ali Abbas hopped onto a bus and rode until the date palms turned scarce and the mountains rose, big and wrinkled and waiting for snow.

The Shiite Muslim carpenter and five friends had left the bloodshed of central Iraq to head north toward Kurdistan. The language changed and glances turned suspicious. It was another country, but it wasn't. After police interrogated him and decided he wasn't a terrorist, a contractor handed him a tool belt and a sack of nails. Like thousands of Arabs from troubled southern and central Iraq, Abbas, who left Baqubah several months ago, has found a more prosperous life in the democratic, free-market Kurdish region. Protected from Saddam Hussein's armies for 12 years by a "no-fly" zone patrolled by U.S. and British planes, the ethnic Kurds in effect raised a nation within a nation. Their clattering cities represent what many want for the rest of Iraq.

"There's a big difference between the south and here," Abbas said, stepping over metal rods and a pile of rocks on an apartment building construction site. "The Kurds are rich and educated. We're tired of poverty in the south. I look around at all this construction and see many, many Arabs just like me."

Authorities say 2,000 to 6,000 Sunni and Shiite Muslim Arabs have migrated to the Sulaymaniya region since the U.S.-led invasion of Iraq two years ago. They are laborers, doctors, waiters, professors. There is even a civil aviation engineer hired from Baghdad because the Kurds lacked the experts to build an airport. Reliable statistics are scarce, but estimates suggest that the number of Arab migrants is steadily rising and may total more than 20,000 across northern Iraq, which is home to 3.5 million to 4 million Kurds. Recent Kurdish history is a lesson in reversal of fortune. Regimes based in Baghdad brutalized the north for generations. Sunni Arabs, who were dominant under Hussein, were taught that Kurds, who are not Arabs, were beneath them; the Kurds' political voice was muted, and hundreds of thousands of them were killed.

Then the no-fly zone, established after the 1991 Persian Gulf War, transformed the region. Kurdish mountain guerrillas traded their baggy pants and bandoliers for the suits of politicians and businessmen, negotiating multimillion-dollar deals in oil, technology and retailing with Iran, Turkey and Dubai.

Over time, the Kurds fashioned a sprawling mountain bazaar. They couldn't get McDonald's, so they created MaDonal. They had cellphones before Baghdad. Internet cafes became hangouts for the young, and satellite TV dishes sprang up in the poorest villages. Not all is laissez faire the main Kurdish political parties control much development. Patronage and corruption fuel many endeavors, diplomats and Kurdish officials say, and poverty in rural areas is high.

Kurds make up about 18% of the country's population. But

thanks to high turnout, a unified Kurdish party appears to have won a quarter of the vote in last month's national election, which would give the north a large role in the new government.

"The Kurds are prosperous," said Naif Sabhan Khalaf, a Sunni Arab councilman in the oil city of Kirkuk. "They have smart political leaders who have taken advantage of things. Other provinces should follow this example. Western businesses tell me they are going to the north because there's security there, unlike places such as Tikrit, which are still ablaze."

Not everyone in Iraq is quick to praise the Kurds, most of whom are Sunnis. Iraq has been a nation of resentment and suspicion for decades. One ethnic or religious group's good fortune has meant another's suffering. As Sunni Arabs' hold loosened after the fall of Hussein, Shiites and Kurds emerged as the prominent forces.

Iraqi Arabs often wince when they credit the Kurds and often describe the north's achievements as a conspiracy by Washington to control Iraq. Kurds were America's ally in the war to topple Hussein, and many Arabs believe they betrayed the country's sovereignty.

"The Kurds depend on the Americans," said Mikdad Mustaf Ahmet, a writer in Kirkuk, a contested, multiethnic city south of Sulaymaniya whose new government the Kurds are expected to control. "America is using the Kurds to change the political show," Ahmet said. "There are secret deals. The Kurds want to take Kirkuk for the petrol. They want to draw Kirkuk into their autonomous region."

The main street in Sulaymaniya is a grid of Kurdish aspirations. Lots are cleared, holes are dug, cement mixers churn, wood beams are hewn and hammered, and skeletons of cinderblock buildings rise in perpetual dust. Twenty construction sites dot the street, and building projects for the district government alone are expected to cost more than \$740 million. The commercial and service industries have grown by 200% in recent years, according to the Kurdistan Finance Ministry.

"People from Ramadi and Fallouja want to copy what we have, which is good, because when they come here they help our economy," said Othman Ismail Shwani, deputy finance minister of the Kurdistan regional government. "For 45 years, the Kurdish struggle was an armed struggle. Things have changed, and now the best way to prosper is through diplomacy and a strong economy."

Shaaban Nooradin draws a paycheck amid the construction clatter on the main street. Standing in muddy boots and watching girls pass in winter dresses, the 19-year-old Sunni Arab moved here from Kirkuk and was hired by a Turkish company building a government office. When he could find work at home, he

painted cars for \$136 a month. He earns nearly \$400 a month in Sulaymaniya.

"The pay here is good and fair," he said. "A lot of young Arabs like me, even married guys, are coming north to work. They treat us good. On New Year's Eve, though, they forced the Arabs to go home because they thought terrorists might be planning something here. They let us back in later."

Ali Ibrahim Bayaty is a hematologist from Mosul. When he got his medical license last year, the Iraqi Health Ministry assigned him to a hospital in Tikrit. "I wasn't going to work in the city of the despot Hussein," said Bayaty, a Sunni Arab, standing in the afternoon sun in a clinic here. "I came to a safe place. The Kurds needed my expertise, and I needed security. It was a nice union. I hope the situation in the north prevails over all of Iraq so I can return home, get married and complete my life."

When asked whether he would consider marrying a Kurd, he said: "Why not a Kurdish wife? Marriage is what's in the soul. It's not about nationality."

Arabs from conservative religious communities in the south find the north permissive. Women are unveiled, liquor is sold in shops, the Jihad Mosque has been closed and extremist clerics are under surveillance by intelligence agencies. Many of the new arrivals struggle with Kurdish syntax. They live in rooms provided by employers and travel home once a month,

giving their paychecks to wives and mothers and having their clothes mended and washed. "My wife and six children stay at our home in Mosul," said Akram Aziz Aabar, a Shiite who oversees a crew at a site for a government office. "All of us are from Mosul. I know these guys. I pick them and give them a chance to work. We're doing well. I'm not into politics. I'm a laborer, and I only care about my family."

A few blocks away, clothes ripped, his thin beard dusty, the carpenter Abbas climbs down from the second floor of a new apartment building. He walks past exposed metal rods and rows of concrete blocks. He has a wife in Baqubah. They are too poor, he says, to have children. He'll see her in a few days, when the bus takes him out of the mountains to where the land flattens and the heat rises.

"Everything is messed up in the south," he said. "The only thing I know about the future is that the number of Iraqis killed will go up. I'm lonely and tired, and if it wasn't for this work, I couldn't do it."

When Abbas works, he is silhouetted against a former prison run by Hussein's Interior Ministry. Kurds were interrogated and tortured there. Thousands died.

Bullets and grenades shattered the outside walls during a 1991 Kurdish uprising. There was no desire to repair the building or to tear it down. The Kurds turned it into a museum.

Focus on needs in Kirkuk

IRIN February 16, 2005

KIRKUK - The oil-rich city of Kirkuk in the north of Iraq is considered to be one of the wealthiest places in the country, yet families continue to suffer a shortage of basic supplies after being displaced by ongoing land disputes between Kurds and Arabs.

The conflict over Kirkuk is a deep-rooted one. Kurds expelled from the city during Saddam Hussein's regime are returning to their original towns. Arabs, who were brought to the city by Saddam under his Arabisation process which started in the 1970s, have been displaced and have been living on the outskirts of Kirkuk for months in need of supplies.

Some 250,000 Kurds and other non-Arabs, were forced to leave their homes by the Baath regime under the programme, according to Human Rights Watch (HRW).

SUPPLIES NEEDED URGENTLY

According to Iraqi Red Crescent Society (IRCS) officials in Kirkuk, urgent supplies were needed for internally displaced people (IDPs) - especially food, blankets and tents. They added that a solution should be found quickly to prevent further conflicts in the town. While there are no accurate statistics on how many Kurds have returned to Kirkuk already a HRW report points out that a UN survey found that 89 percent of

the Kurds expelled wished to return. Some experts say thousands have returned.

"The first and most important step for the new government is to bring democracy and the possibility for all Iraqis to share this democracy and the rebuilding of our country, without differences," Yasmin Abdul Uahad, president of the IRCS's Kirkuk branch, told IRIN. The situation in the camps is critical due to poor hygiene and the accumulated garbage that has started to breed diseases, mostly among children, she added.

"With more and more Kurds returning, some expulsions continuing, and property claims not being effectively settled, the situation remains explosive," Roberta Cohen, senior fellow and co-director of the US-based Brookings School of Advance International Studies (SAIS) project on internal displacement, told IRIN. Playing in a puddle of sewage and rubbish with his friends, surrounded by tents, Ahmed Obeid, 13, told IRIN that he missed his home and wished that he could return to live in a house, and that he was suffering in the cold weather while living in a tent with his family.

"I don't understand politics, but the only thing I know is that we deserve to have a house like we had before and that no one is doing anything to help us," he said.

KURDS RETURNING

The displacement is not only affecting Arabs but Kurds too who have returned to Kirkuk and are living in temporary accommodation while awaiting a solution from the government. According to a government official from Kirkuk, nearly 16,000 Kurdish families have moved back to the city and are living in tents in a very distressing situation. Nearly 1,558 Turkmen, 1,804 Arab and 16,714 Kurdish families have moved to Kirkuk and are living in old government buildings or schools, or are camped on the outskirts of the city, local authorities said.

This movement back to the city has pushed Arabs out. It is also claimed that some Kurds have taken back land and homes with help from Kurdish parties. Some Kurds said they were promised money and their land if they moved back to the city. Others told IRIN that they were offered US \$5,000 to move back with help from Kurdish parties.

"Thousands of families are still living in tents in the city. The Arabs are suffering more than the others since they don't have support like the Kurds have from the Kurdish parties," Salim Sinawi, senior officer of the Kirkuk authorities, told IRIN.

Help is not coming soon enough for people in the disputed land. "I'm living in a tent now because the Kurds have thrown me out of my home, but at the same time I won't let them take our city. I'm an Iraqi and will fight for democracy in this coun-

try," Muhammad al-Katar, a father-of-five camped near Kirkuk, told IRIN.

But Hasib Rozbayne, director of resettlement for Kurds returning to the city, told IRIN that people were suffering due to poor living conditions and had been given false promises by the Iraq government.

Local people said that, in recent months, thousands of Kurdish families switched their food ration registrations back to Kirkuk, giving them the chance to vote in the city in the 31 January poll and in order to give Kurdish parties a majority in the city. Some 100,000 Kurdish internally displaced people (IDP) living around Kirkuk were permitted to vote locally following a decision by Iraqi authorities in mid-January.

All this has led to families accusing the government of neglecting them. "Everyone just knows how to talk about elections but they don't know how to talk about our problems. My son is sick and for more than two weeks we haven't received any kind of help. Someone should do something for our lives. We are human beings too," Salua Salah, a 42-year-old mother-of-four, camped 5 km outside Kirkuk city, told IRIN.

In order to deal with the situation, the government established the Iraqi Property Claims Commission (IPCC), which started accepting claims in June 2004. Officials there say some 35,000 claims have been received so far and that 355 decisions have been issued.

Kurds Targeted by Insurgents Kurdish regional officials suggest insurgents are picking off Kurds for political and ethnic reasons

Institute for War and Peace Reporting (IWPR)

By Rebaz Mahmood in Sulaimaniyah February 18, 2005

Figures collected by officials in Iraq's northern Kurdish region suggest that Kurds both inside and outside the semi-autonomous area are being killed and assaulted by insurgents as part of a deliberate campaign.

At least 130 Kurds were killed in attacks in the Sulaimaniyah governorate and in Kirkuk last year, according to an internal report prepared by the Kurdistan Regional Government of Sulaimaniyah. Hoshiyar Ahmed, director-general of the Kurdistan Ministry of Human Rights, said the true number of victims was probably much higher because the report only covered areas either directly controlled by the Patriotic Union of Kurdistan, PUK, or within its broader sphere of influence.

The PUK runs the Sulaimaniyah governorate, one of the three provinces that make up the Kurdish-administered region, and enjoys influence in Kirkuk, which is not part of the region but has a substantial Kurdish population. The report does not survey the situation in the other Kurdish provinces - Dahuk and Arbil - which are run by an administration controlled by the other big political force, the Kurdistan Democratic Party, KDP.

Ahmed said extremist groups are targeting Kurds both in Kirkuk and in other flashpoint towns such as Mosul, Tikrit and

Hawija. Many of the killings involved kidnappings and beheadings. He said his ministry had sent staff members into these high-risk areas to investigate and verify the reports of violence against Kurds. A student at the University of Sulaimaniyah described the ordeal that he - unlike most people who are kidnapped - survived. Speaking on condition that he would not be named, the man told how ten masked insurgents captured him and some friends on June 24, 2004 in Baaqubah, the main city of Diyala province east of Baghdad.

"When they discovered we were Kurds, they started beating us and called out our [Kurdish] leaders, names," he said. The student was released four days later after paying his abductors 20,000 US dollars.

Kurdish leaders say their community is threatened by insurgents for a range of reasons. Arif Taifoor, a senior KDP member, said he believes the insurgents see the ethnically distinct Kurds as a threat to Iraq's Arab identity.

"These Baathists, former intelligence agents and extremist Islamists are pushing Arab nationalism under the guise of Islam, and they are concerned that Iraq should be Arab in composition," he said.

Arbil Governor Nawzad Hadi Mawlood said the insurgents also want to punish the Kurds for cooperating with the multi-national forces. „We are allies of the Coalition forces and we have a role to play, so the extremist groups publicly tell us that they are going to annihilate us.”

Both Kurdish administrations are seeking help to bring an end to the violence, and have been talking to the human rights ministry in Baghdad, Arab tribal leaders, international organisations, and the multi-national forces.

Taifoor, who is a member of the outgoing transitional parliament, admits that political efforts to solve the problem have so far failed. He said Kurdish leaders asked Prime Minister Ayad Allawi to let the Kurdish administration take control of security on the Kirkuk-Baghdad road, but the offer was ignored.

„We travel to Baghdad in armed convoys, and sometimes I won't go there for a National Assembly meeting because of the risk on that road,” said Taifoor.

Kurdish politicians are more than likely to table the issue in the new transitional National Assembly, in which the Kurds will hold the second-highest number of seats after the Shia-led United Iraqi Alliance.

But Ahmed said he believes a solution will come only when Iraq is stable and the average citizen rejects violence and discrimination. „It is the duty of every Iraqi who wants a federal and united Iraq to work to eradicate these violations being perpetrated against the Kurds,” he said.

Rebaz Mahmood is an IWPR trainee journalist in Sulaimaniyah.

A test for Turkey

JERUSALEM POST

Feb. 15, 2005

Shlomo Avineri

The decision of the European Union to start negotiations on Turkey's accession in October 2005 is an enormous achievement both for the European Union and for Turkey under the leadership of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan.

For the EU, it signified the ability of European leader's to overcome centuries'-old prejudices, strengthened after 9/11 by an undifferentiated stigmatization of Islam as identified with fundamentalism, if not terrorism. The decision suggests that Turkey will be judged like any other candidate by a set of universal benchmarks, the so-called Copenhagen criteria. There is no doubt that much has still to be done regarding various aspects of human rights in Turkey, especially when it comes to minority issues. Yet the uncritical, negative attitude to Turkey because it is a non-Christian country has been abandoned and overcome.

This is equally an achievement for Turkey. The Turkish development toward modernization did not start with Kemal Atatürk; it goes back to the 19th century Tanzimat (Reform) movement of the Ottoman Empire. True, this has been arduous and far from successful, but the Turkish road to Europe was not built yesterday.

That a government led by the AK party with its Muslim roots has proceeded in this direction, and has, under Erdogan, even achieved a number of dramatic reforms which eluded earlier governments in Ankara, is testimony to the depth and perseverance of these tendencies in the Turkish political discourse.

Yet recent developments in Iraq seem to cast a shadow on this route and appear to bring back echoes of Turkey's past which one had thought had been abandoned long ago. The Iraqi elections have greatly encouraged the Kurds in northern Iraq in their claim for a more robust Kurdish autonomy in the three provinces now comprising the Kurdish region. Given the bru-

ality and murderousness to which Iraqi Kurds have been subjected by all Iraqi regimes – and not only under Saddam – one can well understand this. Equally, one can sympathize with the Iraqi Kurds' claim to have the city of Kirkuk – which was "Arabized" under Saddam through a strategy of ethnic cleansing, expulsions and the importation of Arab settlers – included in the Kurdish region.

In these elections, the United Kurdish List won 58% of the vote in the Tamin province, which includes Kirkuk, while a list representing the Turkömen minority gained 16%.

Since the elections, the Turkish government has made threatening noises regarding developments in Iraqi Kurdistan, including a somewhat surprising statement by Erdogan that if Kirkuk "explodes" the US will pay the price. One can well understand Turkey's legitimate concern that development in Iraqi Kurdistan not spillover into Turkey's southeastern provinces with their restive ethnic Kurdish population. But it is the Erdogan government itself that has justly and wisely realized that the key to the behavior of ethnic Kurds in Turkey depends on the degree to which Turkey allows this group to satisfy its cultural and historical identity within the confines of the Turkish Republic; and Erdogan's government has proved more liberal in this respect than its predecessors.

Equally, Turkey is entitled to be concerned about the way the Turkömen minority in north Iraq is going to be treated.

But what is utterly unacceptable – and may jeopardize the accession negotiation with the EU – is what appears to be a crude Turkish attempt to interfere in the internal matters of a neighboring state. The status of Iraqi Kurdistan is a matter to be decided by the Iraqi political system: Nobody is deluded that it is an easy issue, or that it is clear what the developments in Iraq will be, though the elections give one a slight hope.

Nevertheless, a country claiming to be a serious candidate for EU membership cannot also claim to have a veto on how another country – troubled as it may at the moment be – decides to get its internal affairs resolved.

Turkey may be happy or unhappy about these developments – and it has a legitimate right to ensure its own territorial integrity. But what will happen to Iraqi Kurdistan or Kirkuk is –

simply and bluntly – none of its business within a European discourse. Unless, of course, it would like to totally undermine its quest for European Union membership by behaving according to 19th-century imperial norms. That would be a tragedy for Turkey, for the EU – and for the Middle East.

The writer is professor of political science at the Hebrew University of Jerusalem.

Turkey's Kurdish crossroads

Globe and Mail by Michael Gunter*
15 February 2005

Kirkuk is on the cusp where most of Iraq's Arab, Kurdish and Turkmen ethnic factions and Sunni, Shia and Christian sectarian divisions meet. The surrounding province of Kirkuk has huge oil reserves. A microcosm of Iraq's problems, Kirkuk is often cited as a likely flashpoint of civil war. Is such a clash inevitable? Not necessarily.

True, the Iraqi government and the Kurds have never been able to agree on whether Kirkuk should be included in a Kurdish autonomous region. The legendary Kurdish leader Mullah Mustafa Barzani reportedly declared in the early 1970s that, even if a census showed that the Kurds were only a minority in Kirkuk, he'd still claim it. Saddam Hussein tried to settle the issue by expelling many of the indigenous Kurds and Turkmen, and "Arabizing" the city and province by moving in Sunni and Shia Arabs from the south.

The seemingly uncompromising position that today's main Kurdish leaders, Massoud Barzani and Jalal Talabani, seem to be taking on Kirkuk's becoming part of Kurdistan is at least partially a result of their fear of losing control of the Kurdish "street," for whom Kirkuk is the Kurdish Jerusalem. In a stunning victory for the Kurds, the Independent Electoral Commission of Iraq authorized some 72,000 of them to return to Kirkuk and vote in last month's election. The result: a resounding Kurdish victory in the Kirkuk provincial election.

Fortunately, Mr. Barzani and Mr. Talabani realize they must compromise, and have let it be known that they would be willing to share the oil reserves with the rest of Iraq, dividing the province of Kirkuk with the other groups, and adding only the city of Kirkuk to Kurdistan. As part of the post-election compromises between the first-place religiously sanctioned Shia list and the second-place Kurdish list, such a reasonable formula for Kirkuk might help prevent a clash between the various Iraqi groups. A willingness to share Kurkuk's oil with the rest of Iraq would also set a favourable precedent for the Kurds to share Iraq's newer and even richer oil resources in the Rumaila field in southern Iraq.

Neighbouring Turkey may present a more serious problem. Turkey fears that an independent or even federal state in Iraqi Kurdistan would incite Turkey's own restless Kurds to rebel. If

the Iraqi Kurds are able to gain Kirkuk and its oil riches, it would greatly buttress their chances to create such a Kurdistan. Kirkuk's Turkmen inhabitants offer Turkey a convenient excuse to interfere. (Its military boasts it would take only 18 hours to reach Kirkuk if the Kurds harm the interests of the city's Turkmen population.)

Despite such bellicose rhetoric, Turkey is unlikely to attack the Iraqi Kurds. Such a rash act would amount to an attack on the United States, its NATO ally, which still holds ultimate power in Iraq, including Kurdistan and Kirkuk. Clashing with U.S. troops over Kirkuk would be a disaster for Turkey. When the Americans captured several Turkish commandos trying to infiltrate Kirkuk (allegedly to assassinate its new Kurdish governor) shortly after the invasion of Iraq, the point was made that Turkish military interference in Kurdistan would not be tolerated by the U.S.

In any case, Turkey's hopes to join the European Union prohibit any military move into Iraqi Kurdistan for Kirkuk. Most Turks would frown on anything that derailed the process. Last December, the EU finally gave permission for Turkey to begin the long-sought candidacy talks in the fall of 2005. Only fanatics would risk losing this for a military adventure in Kirkuk.

Even better, evolving EU membership for Turkey will further democratize Turkey, thus satisfying most Kurdish demands for more political and cultural rights. And EU membership would offer economic benefits to Kurds in both Turkey and Iraq, and ensure Turkey's own territorial integrity.

Finally, in return for Turkey's acceptance of a favourable compromise for the Kurds in Kirkuk, the Iraqi Kurds would have a powerful incentive not to antagonize Turkey by fomenting rebellion among Turkish Kurds, directly or indirectly.

Clearly, Kirkuk presents serious problems for all concerned. But a clash over Kirkuk leading to a civil war in Iraq or even a regional war involving Turkey is not inevitable.

* Tennessee political science professor Michael Gunter is the author of *The Kurdish Predicament in Iraq*.

The Sick Man of Europe- Again Islamism and leftism add up to anti-American madness in Turkey

Wall Street Journal

BY ROBERT L. POLLOCK February 16, 2005

ANKARA, Turkey—Several years ago I attended an exhibition in Istanbul. The theme was local art from the era of the country's last military coup (1980). But the artists seemed a lot more concerned with the injustices of global capitalism than the fate of Turkish democracy. In fact, to call the works leftist caricatures—many featured fat capitalists with Uncle Sam hats and emaciated workers—would have been an understatement. As one astute local reviewer put it (I quote from memory): "This shows that Turkish artists were willing to abase themselves voluntarily in ways that Soviet artists refused even at the height of Stalin's oppression."

That exhibition came to mind amid all the recent gnashing of teeth in the U.S. over the question of "Who lost Turkey?" Because it shows that a 50-year special relationship, between longtime NATO allies who fought Soviet expansionism together starting in Korea, has long had to weather the ideological hostility and intellectual decadence of much of Istanbul's elite. And at the 2002 election, the increasingly corrupt mainstream parties that had championed Turkish-American ties self-destructed, leaving a vacuum that was filled by the subtle yet insidious Islamism of the Justice and Development (AK) Party. It's this combination of old leftism and new Islamism—much more than any mutual pique over Turkey's refusal to side with us in the Iraq war—that explains the collapse in relations.

And what a collapse it has been. On a brief visit to Ankara earlier this month with Undersecretary of Defense Doug Feith, I found a poisonous atmosphere—one in which just about every politician and media outlet (secular and religious) preaches an extreme combination of America- and Jew-hatred that (like the Turkish artists) voluntarily goes far further than anything found in most of the Arab world's state-controlled press. If I hesitate to call it Nazi-like, that's only because Goebbels would probably have rejected much of it as too crude.

Consider the Islamist newspaper *Yeni Safak*, Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's favorite. A Jan. 9 story claimed that U.S. forces were tossing so many Iraqi bodies into the Euphrates that mullahs there had issued a fatwa prohibiting residents from eating its fish. *Yeni Safak* has also repeatedly claimed that U.S. forces used chemical weapons in Fallujah. One of its columnists has alleged that U.S. soldiers raped women and children there and left their bodies in the streets to be eaten by dogs. Among the paper's "scoops" have been the 1,000 Israeli soldiers deployed alongside U.S. forces in Iraq, and that U.S. forces have been harvesting the innards of dead Iraqis for sale on the U.S. "organ market."

It's not much better in the secular press. The mainstream *Hurriyet* has accused Israeli hit squads of assassinating Turkish security personnel in Mosul, and the U.S. of starting

an occupation of Indonesia under the guise of humanitarian assistance. At *Sabah*, a columnist last fall accused the U.S. ambassador to Turkey, Eric Edelman, of letting his "ethnic origins"—guess what, he's Jewish—determine his behavior. Mr. Edelman is indeed the all-too-rare foreign-service officer who takes seriously his obligation to defend America's image and interests abroad. The intellectual climate in which he's operating has gone so mad that he actually felt compelled to organize a conference call with scientists from the U.S. Geological Survey to explain that secret U.S. nuclear testing did not cause the recent tsunami.

Never in an ostensibly friendly country have I had the impression of embassy staff so besieged. Mr. Erdogan's office recently forbade Turkish officials from attending a reception at the ambassador's residence in honor of the "Ecumenical" Patriarch of the Orthodox Church, who resides in Istanbul. Why? Because "ecumenical" means universal, which somehow makes it all part of a plot to carve up Turkey. Perhaps the most bizarre anti-American story au courant in the Turkish capital is the "eighth planet" theory, which holds not only that the U.S. knows of an impending asteroid strike, but that we know it's going to hit North America. Hence our desire to colonize the Middle East.

It all sounds loony, I know. But such stories are told in all seriousness at the most powerful dinner tables in Ankara. The common thread is that almost everything the U.S. is doing in the world—even tsunami relief—has malevolent motivations, usually with the implication that we're acting as muscle for the Jews.

In the face of such slanders Turkish politicians have been utterly silent. In fact, Turkish parliamentarians themselves have accused the U.S. of "genocide" in Iraq, while Mr. Erdogan (who we once hoped would set for the Muslim world an example of democracy) was among the few world leaders to question the legitimacy of the Iraqi elections. When confronted, Turkish pols claim they can't risk going against "public opinion."

All of which makes Mr. Erdogan a prize hypocrite for protesting to Condoleezza Rice the unflattering portrayal of Turkey in an episode of the fictional TV show "The West Wing." The episode allegedly depicts Turkey as having been taken over by a retrograde populist government that threatens women's rights. (Sounds about right to me.)

In the old days, Turkey would have had an opposition party strong enough to bring such a government closer to sanity. But the only opposition now is a moribund People's Republican Party, or CHP, once the party of Atatürk. At a recent party congress, its leader accused his main challenger of having been part of a CIA plot against him. That's not to

say there aren't a few comparatively pro-U.S. officials left in the current government and the state bureaucracies. But they're afraid to say anything in public. In private, they whine endlessly about trivial things the U.S. "could have done differently."

Entirely forgotten is that President Bush was among the first world leaders to recognize Prime Minister Erdogan, while Turkey's own legal system was still weighing whether he was secular enough for the job. Forgotten have been decades of U.S. military assistance. Forgotten have been years of American efforts to secure a pipeline route for Caspian oil that terminates at the Turkish port of Ceyhan. Forgotten has been the fact that U.S. administrations continue to fight annual attempts in Congress to pass a resolution condemning modern Turkey for the long-ago Armenian genocide. Forgotten has been America's persistent lobbying for Turkish membership in the European Union.

Forgotten, above all, has been America's help against the PKK. Its now-imprisoned leader, Abdullah Ocalan, was expelled from Syria in 1998 after the Turks threatened military action. He was then passed like a hot potato between

European governments, who refused to extradite him to Turkey because—gasp!—he might face the death penalty. He was eventually caught—with the help of U.S. intelligence—sheltered in the Greek Embassy in Nairobi. "They gave us Ocalan. What could be bigger than that?" says one of a handful of unapologetically pro-U.S. Turks I still know.

I know that Mr. Feith (another Jew, the Turkish press didn't hesitate to note), and Ms. Rice after him, pressed Turkish leaders on the need to challenge some of the more dangerous rhetoric if they value the Turkey-U.S. relationship. There is no evidence yet that they got a satisfactory answer. Turkish leaders should understand that the "public opinion" they cite is still reversible. But after a few more years of riding the tiger, who knows? Much of Ataturk's legacy risks being lost, and there won't be any of the old Ottoman grandeur left, either. Turkey could easily become just another second-rate country: small-minded, paranoid, marginal and—how could it be otherwise?—friendly in America and unwelcome in Europe.

Mr. Pollock is a senior editorial page writer at the Journal.

Le Monde 17 FÉVRIER 2005

Le chiite Ibrahim Al-Jaafari est pressenti pour diriger le gouvernement de transition en Irak

Chef du parti islamique Al-Daawa, ce médecin de 54 ans, deuxième de la liste chiite arrivée en tête des élections du 30 janvier, est le candidat favori

LE VICE-PRÉSIDENT sortant, Ibrahim Al-Jaafari, deuxième sur la liste chiite de l'Alliance irakienne unifiée (AIU) arrivée en tête aux élections du 30 janvier avec 48,1 % des suffrages, a été désigné candidat pour le poste de premier ministre. Considéré comme la troisième personnalité la plus influente d'Irak, après le grand ayatollah Ali Al-Sistani et l'imam radical Moqtada Al-Sadr, ce médecin a été finalement choisi après que des tractations eurent eu lieu avec d'autres listes et qu'un autre prétendant à ce poste, l'actuel ministre des finances, Adel Abdel Mahdi, se fut désisté.

Un autre premier ministrable de la liste 169, Hussein Chahraštani, a, comme il l'avait déjà indiqué, préféré se consacrer à la « *réconciliation nationale* » plutôt que de postuler à la tête du nouvel exécutif de transition qui doit succéder au gouvernement intérimaire d'Iyad Alaoui. La liste de ce dernier n'ayant obtenu que 13,8 % des suffrages ne compte que 40 élus dans la prochaine Assemblée transitoire de 275 membres. Le premier ministre sortant, candidat favori des Américains, a reconnu sa défaite, esti-

mant que « 50 % du peuple irakien a décidé qu'il voulait un gouvernement islamique et nous devons le respecter ».

Pour le moment, le choix d'Ibrahim Al-Jaafari n'est pas encore confirmé. Il faudra d'abord que l'Assemblée issue du scrutin du 30 janvier choisisse le conseil présidentiel, c'est-à-dire le chef de l'Etat et les deux vice-présidents, à une majorité des deux tiers. Apparemment, Jalal Talabani, président de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) semble le mieux placé pour devenir président puisqu'il a été désigné par la liste de l'Alliance kurde et que cette dernière est arrivée en deuxième position avec 25,7 % des voix.

« JE SUIS PRÊT »

Âgé de 54 ans, Ibrahim Al-Jaafari, ancien opposant au régime de Saddam Hussein, a été l'un des premiers hommes politiques à revenir en Irak après la chute de l'ancien régime en avril 2003. Premier président du conseil intérimaire de gouvernement mis en place par les Américains, ce politicien populaire à la barbe grise et à l'allure tranquille n'a cessé de répéter qu'il voulait

à ce poste « un homme honnête ayant la volonté de servir l'Irak ». « J'ai tout abandonné pour mon pays, dit-il. Si le peuple pense que je peux le servir, je suis prêt » a ajouté ce personnage ambitieux à qui certains reprochent d'être parachuté et de n'avoir pas subi la violence de la répression sous l'ancien régime.

Né à Kerbala, l'une des villes saintes du chiisme avec Nadjaf, ce médecin ayant fait ses études à Mossoul a adhéré au parti Al-Daawa (l'appel) en 1966 avant de fuir en Iran en 1980 pour échapper à la police de Saddam Hussein qui mène une campagne de terreur contre cette formation accusée d'avoir des liens avec l'ennemi iranien. Des dizaines de milliers de membres du Daawa ont été tués ou incarcérés.

Réfugié depuis 1989 à Londres, où sa famille est encore installée, Ibrahim Jaafari est accusé d'être favorable à un islam conservateur qui ignore les droits de la femme. Lors de la rédaction de la loi fondamentale qui régit actuellement l'Irak avant l'adoption d'une nouvelle Constitution, qui sera rédigée par la future Assemblée transitoire, il avait bataillé en faveur de l'islam

comme source unique de la loi.

Considéré comme un fin politique, il sait toutefois qu'il va devoir surmonter les clivages religieux et se concilier les sunnites, qui continuent de conditionner leur participation au processus politique à un calendrier de retrait des troupes étrangères. « Ceux qui font des sunnites des victimes ont peut-être un fond sunnite, mais de l'avis de beaucoup ils ne représentent pas la façon de penser sunnite », faisait-il remarquer en précisant que « ni les sunnites ni les chiites ne sont prêts à accepter une guerre civile. Les Irakiens ont traversé beaucoup d'épreuves, mais la coexistence a résisté ».

S'il est désigné comme premier ministre, Ibrahim Al-Jaafari va donc devoir concilier les intérêts sunnites et les aspirations laïques d'une bonne partie de la population ainsi que les requêtes kurdes en faveur d'un Etat fédéré. Un triple écueil qu'il ne sera pas facile de surmonter pour aboutir à une nouvelle Constitution avant le 15 août. Dans l'immédiat, il estime « prématuré » de demander aux Américains de partir.

Michel Bôle-Richard

L'Iran est invité à prouver qu'il ne cherche pas à se doter d'armes nucléaires

MUNICH

de notre envoyé spécial

A condition d'oublier que les responsables iraniens sont rompus à ces conférences internationales où ils sont placés en position d'accusés, les dénégations de Gholamali Khoshroo avaient un accent de sincérité. Le vice-ministre iranien des affaires étrangères, confronté, samedi 12 février, lors de la conférence sur la politique de sécurité de Munich, à un auditoire globalement persuadé que son gouvernement ne dit pas la vérité sur son programme d'enrichissement de l'uranium à des fins militaires, s'est évertué à convaincre des intentions pacifiques de son pays.

« Plus les inspecteurs de l'AIEA [Agence internationale de l'énergie atomique] cherchent, et plus ils découvrent que l'Iran n'a rien à cacher », s'est défendu le diplomate iranien. La communauté internationale a encore des doutes, des préoccupations ? Mais « les préoc-

cupations, cela relève des perceptions, alors que des inspections libres et intrusives, c'est la réalité », a-t-il souligné. L'Iran, a répondu le sénateur américain (républicain) John McCain, « soutient depuis longtemps le terrorisme international » ; il est largement prouvé que Téhéran poursuit un programme clandestin pour se doter d'armes nucléaires, a ajouté James Woolsey, ancien directeur de la CIA.

Les Iraniens ne doivent pas s'étonner si la communauté internationale a des doutes, « puisque, dans le passé, ils ont conduit toute une série d'activités nucléaires et d'expériences sans les déclarer », a rappelé Javier Solana, haut représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère et de sécurité. « De même que Saddam Hussein a dû prouver qu'il n'avait pas d'armes de destruction massive, l'Iran doit prouver qu'il ne cherche pas à se doter d'armes nucléaires », a insisté Jaap de Hoop Scheffer,

secrétaire général de l'OTAN.

Kofi Annan a dressé pour sa part un tableau un peu apocalyptique du risque de la prolifération. Pendant des décennies, a-t-il expliqué, le traité de non-prolifération nucléaire (TNP) a permis d'éviter une « cascade de prolifération nucléaire ». Or, si de nouvelles mesures ne sont pas prises, « nous pourrions très prochainement faire face à une telle situation », a assuré le secrétaire général des Nations unies.

LE CAS CORÉEN OMIS

Les Iraniens, a souligné John McCain, « doivent comprendre que continuer leur programme pour se doter d'armes nucléaires sera puni par des sanctions multilatérales ». Joschka Fischer, ministre allemand des affaires étrangères, a assuré que, si les négociations engagées par l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne avec le régime de Téhéran se soldaient sur un échec, « cela débouchera forcément sur

des sanctions au Conseil de sécurité » des Nations unies. Mais l'attitude qu'adopteraient la Russie et la Chine est très incertaine.

Les Américains estiment que l'étape de l'ONU est inéluctable, alors que les Européens veulent croire au succès de l'approche diplomatique. Ils rappellent que, si la communauté internationale a besoin de garanties quant au caractère exclusivement civil du nucléaire iranien, les Iraniens ont besoin de garanties de sécurité dans la région. « Personne ici n'a évoqué le fait qu'Israël possède l'arme nucléaire », a remarqué Gholamali Khoshroo. Il aurait pu ajouter que les cas du Pakistan et de l'Inde n'ont pas davantage été mentionnés et celui de la Corée du Nord tout juste en passant.

L. Z.

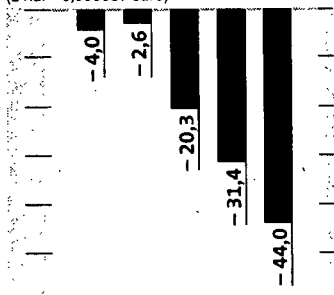
En Iran, des experts critiquent les choix du Parlement

LES DÉPUTÉS SONT ACCUSÉS DE NE PAS METTRE À PROFIT UNE CONJONCTURE PLUTÔT FAVORABLE POUR POURSUIVRE LES RÉFORMES DÉJÀ ENGAGÉES

Alors que l'économie iranienne traverse, sur le plan macroéconomique, une période faste du fait du niveau élevé des prix du pétrole, un débat tendu vient d'éclater au sujet de la politique économique actuellement suivie. Un groupe de quinze économistes iraniens reconnus viennent en effet d'adresser une lettre ouverte au Parlement, le Majles, critiquant les mesures prises par ce dernier dans le domaine économique. La colère des experts concerne une loi

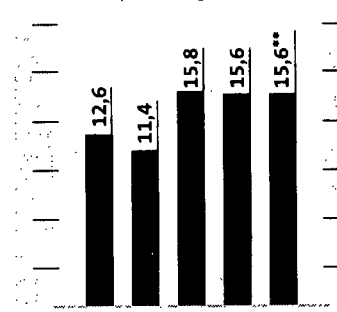
DES DÉSÉQUILIBRES BUDGÉTAIRES CROISSANTS

Solde budgétaire, en milliards de rials
(1 rial = 0,000087 euro)



Source : Banque centrale d'Iran * Prévisions

Inflation, en pourcentage



** Inflation pour le sixième mois du calendrier iranien

visant à bloquer les prix de l'essence, de l'eau, de l'électricité, des télécommunications et des tarifs postaux, et un projet de loi dont l'objectif est de réduire les taux d'intérêt. Pour ce groupe d'économistes, ce sont des « mesures superficielles pour contrôler l'inflation » qui ont un caractère « destructif et démagogique ». En fait, ces critiques portent d'abord sur le fait qu'une logique politique l'emporte sur la logique économique. En effet, les dernières mesures proposées semblent être prises dans l'optique de la future élection présidentielle, où

pourraient justement se présenter plusieurs députés.

Mais ce débat traduit aussi une certaine exaspération face au bilan économique de la législature. Les élections de février 2004 avaient vu la victoire des conservateurs iraniens, après que la candidature de réformateurs a été invalidée. Les conservateurs avaient axé leur campagne sur le fait qu'ils voulaient se concentrer sur les questions économiques et délaissier les problèmes politiques et culturels qui n'avaient, selon eux, fait qu'alimenter les tensions politiques internes.

Or le bilan économique des élus

paraît bien maigre. Alors que le précédent Parlement avait conduit un certain nombre de réformes structurelles d'envergure, telles que le vote d'une nouvelle loi sur l'investissement étranger, une réforme du système fiscal et une libéralisation du commerce extérieur, son successeur s'est surtout distingué par des prises de position qui ont aggravé les incertitudes sur la politique économique iranienne.

Les députés ont demandé au gouvernement d'annuler deux projets d'investissements étrangers dans lesquels deux entreprises turques, les sociétés Turk Cell et TAV, étaient impliquées. La première devait installer le deuxième réseau de téléphonie mobile en Iran et la seconde devait gérer le nouvel aéroport international Imam Khomeini. Enfin, le Majles a voté une loi obligeant le gouvernement à demander son approbation pour tout projet d'investissement concernant une entreprise publique iranienne dans laquelle un investisseur étranger est majoritaire.

Il est vrai que, parallèlement, d'autres signes plus positifs ont été envoyés. Le Haut Conseil du discernement de l'intérêt supérieur du régime, dirigé par l'ancien président Rafsandjani, a décidé,

début octobre 2004, d'autoriser que des secteurs comme les hydrocarbures (sauf la production), les

mines, les banques, les assurances, les télécommunications, les chemins de fer, les routes, les transports aérien et maritime, pouvaient être privatisés.

L'attitude du Parlement a donc surtout signifié que, contrairement aux promesses initiales, il demeurait engagé dans une lutte politique contre l'actuel gouvernement réformateur. Il a ainsi obtenu le renvoi du ministre des transports, et aurait fait de même avec ses collègues de l'éducation et de l'intérieur si le Guide suprême de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei, ne s'y était opposé.

De plus, le Parlement a alloué

220 millions de dollars en provenance du Fonds de stabilisation pétrolier aux *bassidjis* (les milices islamiques) et à l'achat d'équipements pour la police. Or ce fonds, où sont accumulés les excédents pétroliers, ne doit servir que de réserve financière pour les périodes de « vaches maigres » ou à aider au développement de projets du secteur privé.

Il ne faut sans doute pas exagérer la portée de ces décisions, l'objectif d'une ouverture économique restant partagé par l'ensemble des factions, et il est sans doute trop tôt pour juger de l'action du Parlement. Mais cette permanence d'une politisation excessive des instruments de politique économique est l'objet de la critique formulée par les économistes iraniens.

Ces derniers estiment en effet que la situation très favorable de l'économie n'est pas mise à profit pour poursuivre les réformes structurelles déjà engagées. La croissance devrait rester proche de 7 % durant l'année 2004. Les réserves en devises sont importantes, les recettes pétrolières devraient approcher 35 milliards de dollars en 2004, soit 17,5 milliards de dollars de plus que prévu dans le budget ! La balance courante affichait un excédent de près de 2,4 milliards de dollars et la dette externe, selon le Fonds monétaire international (FMI), serait proche de 13 % du produit intérieur brut (PIB) en 2004, soit un niveau très faible.

En dépit de ces résultats, les symptômes d'une « économie malade » n'ont pas disparu. Selon

les statistiques officielles, près de 9 % de la population ne dispose toujours pas de l'apport calorique minimal vital. Aucune mesure n'a été prise pour concentrer les subventions sur les plus démunis et pour rationaliser l'action des divers organismes d'aide (notamment les fondations religieuses). L'inflation continue d'être relativement élevée, à près de 16 %. Le gouvernement continue d'accumuler des déficits budgétaires importants (estimé à 3 % du PIB), qui alimentent la création monétaire. Or aucune mesure de rationalisation du secteur public ou de véritable privatisation n'a encore été prise.

Thierry Coville,
chercheur associé, CNRS

The Guardian February 15 2005

Poll success fuels Turkish fears over Kurdish independence



World briefing
Simon Tisdall

Kurdish successes in Iraq's elections, notably in the disputed oil centre of Kirkuk, have heightened Turkey's worries about a future Kurdish drive for independence and Iraq's consequent territorial disintegration.

With domestic pressure increasing on Turkey's prime minister, Recep Tayyip Erdogan, ministers have hinted at renewed military intervention. This is causing additional strains in Ankara's relations with the US. Turkish concerns focus on the area around multi-ethnic Kirkuk, where the Brotherhood slate allied to the Kurdish Alliance of Jalal Talabani and Massoud Barzani won 59% of the provincial council vote. The Turkoman Front, representing a minority that Ankara has vowed to protect, took 18%.

Turkey ruled Kirkuk until

1923, and nationalists still regard it as Turkish territory.

Mr Erdogan has warned that Turkey will not stand by if Kurds try to realise their objective of including Kirkuk in the Kurdish autonomous region.

He complained last month that tens of thousands of Kurds had moved into the area since the war. Many want to reclaim land and property lost to the forcible "Arabisation" policy pursued by Saddam Hussein.

But Ankara protested yesterday that resulting "imbalances" had skewed the Kirkuk poll. "Some people are looking the other way while mass migration takes place," Mr Erdogan said, in a dig at the US. "This is going to create major difficulties in the future."

The issue has dominated the Turkish media for weeks amid reports of sporadic assaults and intimidation of Turkomans. Turkomans and Iraqi Arabs have vowed to resist Kirkuk's assimilation amid talk of possible civil war.

"Kirkuk is the number one security issue and public concern right now," a Turkish diplomat said. "Kirkuk is a

potential powder keg. For us it has special status. It is like Jerusalem. It belongs to all the people. We do not want to intervene in Iraq. But we have red lines — Kirkuk and attacks on ethnic minorities."

Other considerations are in play. Whoever controls Kirkuk potentially controls oilfields representing 40% of Iraq's proven reserves. Such wealth could render an independent Kurdish state economically viable.

There are also widely-shared concerns that the Iraqi Kurds' advances could inspire emulation by the Kurdish minority in south-east Turkey as well as among Kurds in Syria and Iran.

US reluctance to suppress 4,000 secessionist Kurdistan Workers party guerrillas exiled in north-east Iraq could

tempt Ankara to do the job. The US secretary of state, Condoleezza Rice, tried to calm things down in Ankara last week, reiterating Washington's commitment "to the territorial integrity of Iraq". Kirkuk's status should be decided by all Iraqis, she said.

Like the US, the EU would frown on any intervention, even though the western powers continue to oppose

Kurdish independence. US military bases in northern Iraq are reportedly being discreetly reinforced.

The official Kurdish aim is fully autonomous status within a democratic, federal Iraq. One leading Kurdish politician, Hoshiyar Zebari, recently criticised a petition seeking immediate independence. But the national election results have given the

Kurds significant leverage and they may insist on Kirkuk as the capital of Kurdistan in return for supporting the new government.

Full independence remains the hope of many if not most Kurds. Even if they obtain the federal constitutional guarantees they want, and assuming old internecine feuds remain in check, sooner or later they may seek the freedom and self-determination that George Bush recently declared a universal right...

Kurdistan's most likely president, Massoud Barzani, has already sounded like a head of state when he insisted in a TV interview that Kirkuk was a Kurdish city. "Turkey should not intervene in our domestic affairs," he said. "The result of such an intervention would be a disaster."

Les élus irakiens, entre charia et égalité des citoyens

Le statut de la charia (loi islamique) dans la Constitution va être le principal enjeu pour les élus de la nouvelle Assemblée irakienne, avec la question du fédéralisme

la Croix
15 février 2005

Au-delà du marchandage pour la répartition des postes clés qui mobilise aujourd'hui les forces politiques qui ont participé aux élections du 30 janvier, l'enjeu des prochains mois en Irak est la rédaction et l'adoption d'une nouvelle Constitution. Deux questions clés – le rôle de la charia (loi islamique) et la nature de l'organisation politique, notamment le fédéralisme – seront au centre des débats de la nouvelle Assemblée nationale. Dans cette perspective, des postes moins en vue que ceux de président et de premier ministre revêtiront une importance particulière, notamment la présidence du Parlement et la présidence de sa commission constitutionnelle.

Les positions de départ semblent très tranchées entre, d'un côté, des chiites religieux, notamment ceux de l'Alliance irakienne unifiée (AIU) parrainée par le grand ayatollah Sistani, qui réclament la reconnaissance de l'identité islamique de l'Irak et le maintien d'un gouvernement central fort, et, de l'autre, des Kurdes soucieux de renforcer leur autonomie et hostiles à l'application de la loi islamique. En réalité, le clivage entre religieux conservateurs et laïques traverse l'ensemble des communautés et se retrouve au sein de la liste chiite. Les Arabes sunnites et leurs oulémas (dont la plus grande partie a, volontairement ou non, boycotté les élections) n'y échappent pas, fortement travaillés par une mouvance salafiste qui prône l'application pure et dure de la charia.

Selon le grand ayatollah Ali Sistani, l'islam doit être la « source principale » mais pas exclusive de la législation. Les lois adoptées par le Parlement ne sauraient, en conséquence, être contraires à l'islam. À l'opposé de Khomeyni et de ses disciples iraniens, Ali Sistani incarne la tradition quietiste du chiisme, hostile à la doctrine théocratique du *velayat a-faqih* qui confie la tutelle du gouvernement aux « théologiens ». À de nombreuses reprises, ses représentants, en

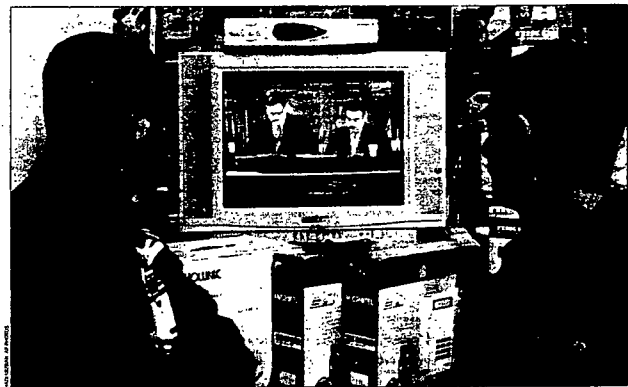
Le clivage entre religieux conservateurs et laïques traverse l'ensemble des communautés et se retrouve au sein de la liste chiite.

particulier cheikh Ahmad Al Safi, à Karbala, ont affirmé que les élus chiites au Parlement ne chercheraient pas à mettre en place un « État religieux », autrement dit un État islamique.

Juriste de formation, le grand ayatollah, tout comme ses trois autres pairs de Nadjaf, n'en est pas moins soucieux de faire respecter dans la Constitution « l'identité islamique du peuple irakien » : « La priorité de Sistani, c'est d'avoir une influence sur le processus de rédaction de la Constitution », souligne Mouaffak Rubai, un membre de l'Alliance unifiée irakienne. *Il veut être sûr que cela soit fait de façon juste.* »

En même temps, le chef religieux chiite affirme son soutien à l'égalité des citoyens devant la loi, au pluralisme politique et aux droits des minorités. Reste à savoir comment. Pour les uns, à partir du moment où les Irakiens sont majoritairement des musulmans, il est inévitable que leurs lois et leurs institutions, qui émanent de la volonté du peuple, reflètent la culture islamique. Pour les autres, même si l'islam doit être la religion d'État, le champ d'application de la loi islamique doit se limiter au statut personnel, chacune des communautés ayant dans ce domaine son propre régime juridique et les femmes bénéficiant des mêmes droits que les hommes.

L'autre grand point de contentieux est lié aux futurs pouvoirs du gouvernement central irakien. Les chiites de l'Alliance unifiée irakienne, le parti Dawa en particulier, sont hostiles à toute « partition » de l'Irak. Ils sont favorables à un gouvernement central doté de pouvoirs importants. En revanche,



Après le résultat des élections du 30 janvier, le nouvel enjeu en Irak est l'adoption d'une Constitution avec la question de la place de l'identité islamique.

à l'instar de Barham Salih, premier ministre adjoint sortant, les Kurdes plaident en faveur du fédéralisme et pour l'octroi de larges pouvoirs à leur région du nord du pays. Forts de leur victoire dans l'Assemblée provinciale de Kirkouk, ils demandent le rattachement de cette ville et de ses ressources pétrolières à leur région qui vit déjà depuis dix ans dans une situation de grande autonomie.

Chacun, en réalité, se prépare à d'intenses négociations. Du côté chiite, le ton est à la conciliation. Les trois principaux prétendants au poste de premier ministre, Adel Abdel Mahdi, ministre des finances sortant, Ibrahim Jaafari, vice-président sortant, ou Hussein Chahrastani, se sont déclarés partisans d'un « dialogue national » et de la recherche d'un consensus, y compris avec les sunnites qui n'ont pas participé aux élections. Muwaffaq Al Rubai, un membre de l'Alliance irakienne unifiée, suggère la création de cinq vastes provinces en Irak : deux chiites, deux arabes sunnites et une kurde. Une autre possibilité consisterait à laisser les provinces décider elle-même de l'application ou non de la loi islamique.

À défaut d'un compromis, la Loi administrative provisoire, sorte de Constitution intérimaire promulguée par l'Autorité provisoire de la coalition le 8 mars 2004, continuerait à s'appliquer. Le projet de Constitution sera, quoi qu'il en soit, soumis à référendum.

FRANÇOIS D'ALANÇON

la Croix
Mardi 15 février 2005

Ankara redoute une prise de contrôle progressive de Kirkouk par les Kurdes d'Irak

La Turquie s'inquiète du renforcement des Kurdes

ISTAMBOUL

De notre correspondante

Les autorités turques sont sceptiques et inquiètes. À l'annonce des résultats provisoires officiels des élections générales en Irak, le ministère des affaires étrangères a rappelé sans ambiguïté son soutien à un État irakien unitaire où toutes les composantes de la population seraient représentées à leur juste mesure. Or Ankara estime que les élections irakiennes, dédaignées par les Arabes sunnites et qui se sont déroulées loin des yeux des observateurs internationaux dans de nombreuses régions, n'ont pas présenté les conditions nécessaires pour créer une Assemblée représentative. Le gouvernement turc appelle donc les Nations unies, comme la Commission indépendante pour les élections en Irak, à enquêter sur les fraudes, et suggère que le groupe chargé de rédiger la Constitution soit plus représentatif.

L'attitude des Turcs est motivée par des considérations de sécurité. Ankara veut éviter la création, à sa frontière sud-est, d'un petit État kurde indépendant et riche

du pétrole de Kirkouk qui pourrait jouer le rôle d'aimant pour les Kurdes de Turquie. Lors de son étape, il y a dix jours, la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice a réaffirmé au gouvernement turc que les États-Unis d'Amérique partageaient leur vision d'un État irakien unitaire englobant les régions kurdes. Bien que cette visite ait apaisé les tensions, Ankara est soucieux.

Dénonçant des manipulations électorales dans la ville de Kirkouk, les Turcs accusent les Kurdes de vouloir dominer seuls cette région pétrolière au détriment de la minorité turcomane, une population turcophone autochtone qu'Ankara s'est donné pour mission de protéger. « Dans le passé, nous avons protégé nos frères kurdes contre le régime de Saddam », avait avancé le ministre des affaires étrangères turc Abdullah Gül en se référant aux efforts fournis par Ankara pour permettre à la région autonome kurde du nord de l'Irak d'exister depuis 1992. « C'est aujourd'hui notre devoir de protéger nos parents » turcomans, a-t-il ajouté.

Certaines organisations turcocomanes, par l'intermédiaire de leurs représentants à Istanbul et à Ankara, ont fait savoir, lors de réunions publiques et d'interventions télévisées, qu'ils avaient été empêchés de diverses manières d'exercer leur droit de vote. Ils affirment que 100 000 Kurdes auraient en revanche été transférés vers Kirkouk afin de

Le gouvernement turc semble plus enclin à encourager une prise de responsabilité des Kurdes au sein du gouvernement central plutôt qu'à se lancer dans une quelconque aventure militaire.

prendre part au vote dans cette ville. Abdullah Gül insiste sur le fait que la Turquie n'a pas d'ambition territoriale concernant le nord de l'Irak, mais qu'un changement par la force de la composition ethnique de Kirkouk pourrait conduire à un nouveau foyer de guerre civile. Toutefois, les déclarations de certains responsables turcs disant que « la Turquie ne pourrait pas rester passive » si la région

venait à s'enflammer doivent être prises avec précaution. Des groupuscules d'extrême droite rêvent d'annexer cette région laissée à l'Irak lors du traité de Sèvres, après la Première Guerre mondiale. Ils ont d'ailleurs rejoint des groupes turkmènes avant-hier à Ankara pour une manifestation où l'Association culturelle d'aide aux Turcs d'Irak réclamait l'envoi d'une force de paix turque en terre turkmène.

Mais Ilter Turkmen, un ancien diplomate turc désormais retraité, pense que la Turquie n'interviendra jamais militairement en Irak du Nord sans le consentement des Américains. Le gouvernement turc semble plus enclin à encourager une prise de responsabilité des Kurdes au sein du gouvernement central plutôt qu'à se lancer dans une quelconque aventure militaire. Une tâche d'autant plus aisée qu'une partie des Kurdes, emmenés par Jalal Talabani, refuse les perspectives d'indépendance qu'a toutefois évoquées sur les télévisions turques son éternel alter ego, Massoud Barzani.

NÜKTE V. ORTACQ

Figure respectée parmi les Kurdes, Mahmoud Othman estime que l'heure est au dialogue entre tous les Irakiens, et que les Kurdes peuvent jouer un rôle de médiateur

« La meilleure solution, ce serait un gouvernement d'union nationale »

ENTRETIEN

Mahmoud Othman

Président du Parti socialiste kurde (1)

Que vous inspire le résultat de ce scrutin?
Mahmoud Othman: Un sentiment d'inquiétude. Si la liste 169 des partis islamiques chiites n'a pas obtenu la majorité [NDLR: 48,1 % des suffrages], elle peut très bien obtenir la majorité absolue en termes de sièges à l'Assemblée nationale.

Cela n'est pas une bonne nouvelle sur le plan psychologique. Ce n'est pas une bonne nouvelle non plus pour la démocratie que la très grande majorité des 111 listes en lice se retrouve sans sièges. Il n'est pas bon qu'une seule liste concentre plus de la moitié des 275 sièges. Cela ne reflète pas le paysage politique irakien. Mais, en même temps, ce résultat était prévisible, du fait du manque de préparation de ces élections. Faute de recensement, les adversaires de cette consultation pourront toujours rejeter son résultat en arguant d'hypothétiques fraudes. Sans

compter les nombreux électeurs empêchés de se rendre aux urnes en raison de la violence. Comme je l'ai toujours dit, il aurait été préférable d'organiser préalablement une conférence nationale de réconciliation afin d'impliquer un maximum d'Irakiens dans le processus électoral.

- Que va-t-il se passer désormais ?

- Il serait logique que les représentants de la liste 169 prennent le pouvoir. En tout cas, que le premier ministre, le chef de l'exécutif, soit issu de cette coa-

lition. Mais avec quel gouvernement? Les partis islamiques ont, jusque-là, prôné le dialogue, la réconciliation nationale avec toutes les composantes de la société irakienne. La question est de savoir s'ils vont maintenir ce cap, unie fois au pouvoir. En même temps, toute décision ne peut être prise qu'à la majorité des deux tiers de l'Assemblée. Cela peut les contraindre à la négociation.

Nous, les Kurdes, sommes partisans d'un État laïque, tout en reconnaissant le rôle central de l'islam dans la société

irakienne. Les populations des trois provinces kurdes risqueraient donc de rejeter tout projet de Constitution qui ferait de l'Irak un État islamique. La Loi administrative de transition (TAL), adoptée l'an dernier, est pour nous un compromis acceptable. Des proches du grand ayatollah Ali Sistani ont cependant déjà évoqué leur souhait d'imposer l'islam comme source unique de la loi. L'ayatollah Sistani a démenti ces propos. On reste cependant vigilant. On verra avec la pratique.

- Pour contrer l'hégémonie chiite, peut-on imaginer une coalition entre les Kurdes et les représentants laïques et non confessionnels, entre autres avec le premier ministre en exercice, Iyad Allaoui ?

- C'est possible. Mais je crois que la meilleure solution, ce serait de former un gouvernement

d'union nationale. Tous les acteurs politiques doivent faire l'effort de coopérer. Il y a tellement de problèmes à résoudre entre l'insécurité, le chômage, la réhabilitation des principaux services. Une opposition entre les élus peut avoir de graves conséquences et bloquer tout le processus politique. Il faut absolument impliquer

« Il faut que les Kurdes comprennent que nous aurons une place importante dans la société irakienne si nous avons un discours modérateur et de médiation. »

ceux qui n'ont pas voté, les sunnites, mais aussi toutes les minorités. Les intégrer au gouvernement et dans le comité chargé de rédiger la Constitution. Ces élections doivent servir de plate-forme au dialogue pour bâtir un Irak pour tous les Irakiens. C'est la seule solution pour qu'émerge

un État viable.

Nous, les Kurdes, avons tracé des lignes rouges sur lesquelles nous ne transigerons pas, notamment le fédéralisme qui offre une certaine autonomie au Kurdistan et la reconnaissance de la région de Kirkouk comme kurde. Mais nous sommes prêts

au dialogue et à la négociation, comme toujours.

- Le résultat des élections provinciales pour la région de Kirkouk, où la liste kurde a obtenu la majorité, devrait conforter vos revendications...

- Notre liste pour le conseil de la province de Kirkouk n'était pas seulement composée de Kurdes. Il y avait aussi des Turcomans, des chrétiens assyro-chaldéens et des Arabes. Nous ne voulons pas faire main basse sur cette région. Ce serait stérile. Le cas de Kirkouk ne pourra être résolu que par la reconnaissance des droits de tous dans la région. On doit

obtenir la coopération de tous pour qu'enfin la paix, l'harmonie entre tous règne à Kirkouk.

- Votre modération tranche avec les propos de certains responsables kurdes.

- Je ne suis pas minoritaire chez les Kurdes. Il faut que les Kurdes comprennent que nous aurons une place importante dans la société irakienne si nous avons un discours modérateur et de médiation. Je crois même que les Kurdes peuvent être le facteur de réconciliation entre les communautés chiite et sunnite. Car nous avons de bonnes relations avec les deux parties. On doit aider à souder toutes les composantes de la société irakienne.

RECUEILLI PAR
JEAN-PHILIPPE HAMON

(1) Mahmoud Othman a été élu en quatrième position sur la liste kurde.



15 FÉVRIER 2005

Du béton armé kurde pour protéger l'Irak

L'entreprise 77 Group, qui fabrique des remparts de ciment aux normes américaines, prospère dans tout le pays.

Erbil envoyé spécial

Il ordonne aux enfants masqués devant des GI de déguerpir et conseille à ses hommes, postés à l'entrée de l'usine, de se montrer très vigilants. « On reçoit beaucoup de menaces des islamistes. Dans notre domaine, on est presque les derniers aujourd'hui à travailler avec les Américains. Nos concurrents ont bien trop peur », explique Huner al-Tayyar, gérant de l'entreprise kurde 77 Group, spécialisée dans la construction de blocs de béton. Le long du chemin, une vingtaine de camions militaires, rangés en file indienne et escortés par quatre blindés Humvee, attendent, comme tous les jours, l'ordre du départ. Sur leurs plates-formes, s'entassent par dizaines des chicanes de béton fraîchement démoulées. Des blocs épais qui, mis bout à bout, évoquent les créneaux d'un immense château fort. Dans quelques jours, leurs chargements finiront en tra-

vers d'une route, d'une rue, devant un commissariat, un hôpital, un ministère, un grand hôtel ou n'importe quelle autre cible potentielle de la guérilla. Presque toutes les armures qui enserrent actuellement l'Irak sortent des cuves de 77 Group.

Lego. Dans ce champ hérissé de bétonnières, de grues et de tas de graviers, on trouve tout l'attirail du parfait barrage militaire. Des éléments de tourelles qui s'emboîtent, tels des

« On reçoit beaucoup de menaces des islamistes. Nous venons encore d'essayer des tirs à Mossoul. »

Huner al-Tayyar, gérant de 77 Group

Lego, des murs, des parapets... Il y a même des caissons pour protéger les pipelines des attaques continuelles des insurgés et des contrebandiers. Les pièces, d'un gris uniforme, alignées comme à la parade, sont construites aux normes américaines et baptisées « Texas », ou « New Jersey ».

Huner al-Tayyar aime comparer sa société avec le géant américain des équipementiers pétroliers, omniprésent dans le pays. « Nous sommes le Halliburton du Kurdistan et bientôt d'Irak. » A Erbil, la capitale administrative du Kurdistan autonome, ce roi du béton armé appose partout sa marque. Outre ses « check point » en kit, il construit, non loin de là, un grand pont sur le fleuve Zab el-Kebir et plusieurs échangeurs routiers.

« Nous sommes le premier employeur privé de la ville. »

Une activité prospère, mais risquée.

« Dix des nôtres ont été tués », précise Huner al-Tayyar qui assure la sécurité du groupe. Revenu au pays il y a six mois, après douze ans passés en Europe, il dirige une petite armée, une certaine « d'anciens peshmergas bien entraînés », qui escorte les convois, surveille les sites, protège les cadres. « Nous venons

encore d'essayer des tirs à Mossoul », dit-il en montrant les impacts de balles sur l'une de ses voitures.

Kalachnikov. Son garde du corps qui ne le quitte pas d'une semelle porte un treillis et un fusil-mitrailleur Kalachnikov. Il montre fièrement la carte délivrée par le ministère irakien de la Défense qu'il porte en bandoulière. « Avec ça, nous passons partout, s'exclame Huner al-Tayyar. Nous avons le droit de tuer pour nous défendre. »

Fondé en 1998, 77 Group n'était qu'une petite entreprise de 150 salariés avant la chute de Saddam Hussein. « Nous étions enfermés au Kurdistan, nous ne pouvions pas nous agrandir », souligne Hersh al-Tayyar, le directeur administratif et frère de Huner. Après dix-sept mois de violence, 77 Group possède des usines à Kirkouk, Balad, Bagdad, au cœur du « triangle sunnite », et emploie plus de 2000 ouvriers : « Tous des Kurdes ! Nous

n'avons pas confiance dans les Arabes. Ils collaborent avec les terroristes. Au mur de son bureau trônent des certificats d'évaluation délivrés par ses partenaires américains, Bechtel ou KBR, une filiale de Halliburton. Ses clients sont surtout les forces de la coalition et le gouverne-

ment irakien, mais aussi des sociétés privées ou des représentations étrangères. Hersh al-Tayyar s'empresse de montrer des photos de l'ambassade de France à Bagdad entourée de ses remparts de béton. « Nos produits sont très efficaces. Lors d'un attentat à la bombe contre un grand hôtel,

on nous a expliqué qu'ils avaient absorbé les trois quarts de la force de l'explosion. » Son principal souci est de trouver une main-d'œuvre qualifiée. « On manque de bons ouvriers. Et quand on en trouve, ils s'en vont dès qu'ils estiment avoir gagné suffisamment d'argent. » D'un bout à

l'autre d'Erbil, les chantiers se multiplient. Ilot de paix dans un pays secoué par la violence, le Kurdistan est aujourd'hui en plein essor. « Nous avons de grandes chances de nous développer car ici, la sécurité est assurée. »

CHRISTOPHE BOLTANSKI

Dans le nord de l'Irak, Mossoul est au bord de la guerre civile

Les accrochages se multiplient entre forces kurdes et guérilla sunnite

MOSSOUL

de notre envoyée spéciale

Sardar Herki franchit chaque matin le check-point kurde qui contrôle l'entrée est de Mossoul.

REPORTAGE

« Nous nous battons contre un ennemi invisible, une armée de fantômes... »

Depuis plus d'un an, ses responsabilités dans la plus large base militaire kurde de la ville lui imposent des allers-retours entre Erbil, au Kurdistan, et Mossoul, sans que cette routine n'ait réussi à apaiser ses appréhensions. « Au-delà de cette barrière, murmure-t-il, c'est l'état de guerre permanent... »

Mossoul, troisième ville d'Irak avec presque 2 millions d'habitants, rassemble une majorité sunnite, une forte minorité kurde, des communautés chrétienne, turcomane, yazidi... et du pétrole. Autant d'éléments qui ont participé à bâtir sa richesse économique et culturelle, et qui l'ont aujourd'hui transformée en poudrière. « C'est sûr, pense Sardar, si Mossoul sombre dans la guerre civile, c'est toute la région qui sera mise à feu et à sang. »

A l'est du Tigre, qui coupe la cité en deux, s'étend la zone protégée par les Kurdes. L'UPK (Union patriotique du Kurdistan) y est majoritaire, précise Sardar. Si, au Kurdistan, les deux partis kurdes, l'UPK et le PDK, sont rivaux, « à Mossoul, à Kirkouk, et dans toutes les villes où nous faisons face à un ennemi commun, nous sommes unis comme des frères », ajoute-t-il.

L'« ennemi », c'est la guérilla, de l'autre côté du fleuve, dans la ville arabe sunnite. En novembre 2004, elle s'est brièvement emparée des postes de police, provoquant la

désertion en masse des agents de sécurité, et le chaos. Le 21 décembre, un kamikaze déguisé en militaire irakien a infligé aux Américains leurs plus lourdes pertes - 22 morts, dont 14 soldats et 72 blessés - depuis la fin officielle de la guerre en Irak.

RENFORTS MILITAIRES

D'importants renforts militaires n'ont apporté qu'un bref instant de répit. Les assauts ont repris, quotidiens. Dimanche 13 février, par exemple, deux attaques, dont une contre la maison du gouverneur, ont coûté la vie à six habitants. La veille, une base américaine de Mossoul avait essuyé des tirs d'obus de mortier. Dans la riposte, 9 moudjahidins ont été tués. Pour Sardar, ces nouvelles sont devenues une autre routine.

« Nous avons dû augmenter nos effectifs, explique-t-il, car la guérilla harcèle aussi nos positions. Il y a aujourd'hui plus de 4 000 peshmergas, dont une partie sous l'uniforme de la Garde nationale irakienne. Cela mécontente la population arabe, qui y voit une provocation, mais il faut bien se défendre... » Dans le quartier de Taamim, les murs extérieurs du quartier général de l'UPK sont criblés de balles. A l'intérieur, 400 peshmergas fraîchement débarqués de Souleimaniyé. L'un d'eux explique qu'ils ont été sélectionnés en fonction de leur « valeur guerrière ». Le commandant Aziz confirme : « La vie dure, ça nous connaît ! Nous sommes là pour dire aux gens de Mossoul ne plus avoir peur. »

Ces bâtiments sont également le lieu où les représentants de toutes les communautés se rencontrent pour se plaindre ou discuter politique. Il y a par exemple Ido, le fils de Baba Cheikh, éminent membre du clergé yazidi. « Les Yazidis vivent la pire des situations, se lamente-t-il. Ils sont kurdes et leur religion n'est pas reconnue par l'islam. Cela fait d'eux une cible prioritaire. » Il raconte : « Il y a deux semaines, des

ouvriers yazidis ont pris un taxi. Le chauffeur les a vendus à un groupe de terroristes qui les a froidement assassinés ! »

Malgré la présence de 8 000 soldats américains et gardes nationaux irakiens patrouillant dans la ville, la participation aux élections a été faible (17 %). Mais l'Est, mieux préparé, a pu voter davantage.

Pour savoir ce qui se passe à l'ouest, il faut se contenter du témoignage des derniers journalistes qui ont osé aller voir. « La situation est devenue incontrôlable, affirme un journaliste algérien. Chaque rue est sous la coupe d'un "émir" qui impose sa loi. » Une famille arabe refuse tout net l'éventualité d'une rencontre : « Pour le bien et la sécurité de tous, ne venez pas ! »

A l'ouest règne la terreur. Une terreur qui fait des incursions à l'est, sous la forme de cadavres abandonnés dans les rues et de lettres de menaces. Comme à Bagdad, la guérilla inonde la ville de DVD exaltant ses actions contre « l'occupant américain » et montrant le sort réservé aux « traîtres collaborateurs ». Cela fonctionne si bien que les peshmergas sont persuadés que, quand un Kurde tombe entre leurs mains, on lui coupe non pas le cou, mais la nuque « parce que c'est plus douloureux ».

« Le problème, explique Harem Khurshed, un autre responsable du quartier général de l'UPK à Taamim, c'est que nous nous battons contre une armée de fantômes, un ennemi invisible qui attaque puis disparaît dans les maisons ou l'anonymat des villages alentours. Nous mettons régulièrement sous les verrous 100 ou 200 types que nous connaissons parce qu'ils étaient des baassistes notoires sous Saddam. La seule arme efficace, c'est le renseignement ; malheureusement, nos services restent insuffisants. »

Une unité Asaïsh - « Sécurité » - comprenant des éléments de toutes les communautés, chargée de

s'infiltrer et de collecter les informations, travaillerait en étroite relation avec les Américains. Et pour combattre la terreur, l'UPK et ses alliés ont décidé de mettre en place leur propre propagande. Ainsi, les « terroristes » capturés doivent passer aux aveux devant les caméras, dans des émissions diffusées ensuite dans la ville. « On veut prouver aux habitants que ces gens-là ne s'en tirent pas impunément », explique Harem. Le 2 février, le chef de la police, Mohammed Ahmed Al-Djabouri, a fait une allocution télévisée jugée très courageuse, en lançant : « Déposez les armes ou nous viendrons vous chercher. Nous savons où vous vous cachez et vous ne nous faites pas peur ! »

TRACTS REBELLES

La réaction des rebelles n'a pas tardé, sous forme de tracts distribués dans les mosquées. Sur l'un d'eux, un texte signé par six groupes de la « Résistance de Mossoul » annonce leur fusion sous un commandement militaire unique et prévient : « Nous possédons une nouvelle arme, la roquette El-Farouq-1, d'une portée de 26 km, que nous fabriquons nous-mêmes. Nous n'hésiterons pas à nous en servir ! »

Selon l'ultimatum du chef de la police, les armes devront être remises avant le 15 février. Un homme resté silencieux interrompt la conversation. « Il y a une chose que je ne comprends pas, s'exclame-t-il. Tout le monde parle de la possibilité d'une guerre civile, et à quel point ce serait une catastrophe. Pourtant, on ne dit plus "Mossoul", mais "l'ouest" ou "l'est". Nous savons que la ville est bourrée d'armes. Les minorités fuient, et il y a de nouveaux morts chaque jour. N'est-ce pas cela qu'on appelle une guerre civile ? »

Cécile Hennion

Le Monde

16 FÉVRIER 2005

IRAK

300 milliards de dollars pour créer une théocratie

Les élections irakiennes ont été perçues comme une victoire américaine. Pourtant, ce sont les courants proches de l'Iran qui ont raflé la mise. Une nouvelle complication pour Bush, estime *The Washington Post*.

THE WASHINGTON POST (extraits)
Washington

Quand le gouvernement Bush a décidé d'envahir l'Irak, il imaginait pouvoir rapidement transférer le pouvoir à des alliés triés sur le volet au sein d'un Etat laïque qui serait l'antithèse de la théocratie iranienne. Mais, et c'est là l'un des pires retournements de situation nés de l'intervention américaine, les Irakiens sont effectivement allés voter et ont élu un gouvernement à forte connotation religieuse, très proche du régime islamique voisin. A en croire les spécialistes américains et ceux de la région, c'était bien la dernière chose qu'attendait la Maison-Blanche de sa coûteuse politique irakienne, dont la facture ne cesse de croître et a déjà atteint les 300 milliards de dollars. Le 13 février, la présidence a salué le résultat des élections. Le président Bush a loué les Irakiens, qui ont su "défier les menaces terroristes et engager leur pays sur la voie de la démocratie et de la liberté".

Or les deux principales formations à l'avoir emporté, qui à elles deux ont empoché plus de 70 % des voix et devraient logiquement désigner le nouveau Premier ministre et le président d'Irak, sont les plus proches alliés de l'Iran dans le pays. Des milliers de membres de l'Alliance des Irakiens unis, liste dominée par les chiïtes et qui nommera le Premier ministre, ont passé des décennies en exil en Iran.

Quant à l'alliance victorieuse des Kurdes, dont le codirigeant, Jalal Talabani, arrive en tête des présidentiables, elle plonge ses racines dans une province adossée à l'Iran, qui a longtemps été son poumon économique et politique. "Ce gouvernement aura d'excellentes relations avec l'Iran. La victoire kurde ne fait que confirmer cette réalité. Talabani est très proche de Téhéran", explique Juan Cole, spécialiste de l'Irak à l'université du Michigan. "En termes de géopolitique régionale, ce n'est pas le résultat qu'espéraient les Etats-Unis."

Pendant des années, les gouvernements américains, tant républicains que démocrates, ont joué sur l'opposition entre Bagdad et Téhéran pour veiller à ce qu'aucun ne devienne un géant régional menaçant, capable de



▲ Dessin de Patrick Chappatte paru dans *Le Temps, Genève*.

■ Déception

Avec 48,1 % des voix exprimées, la liste de l'ayatollah Sistani, une coalition de mouvements politiques et religieux chiïtes, obtient la majorité absolue des sièges du Parlement. Pourtant, le quotidien irakien *Al-Mada* relève que les chiïtes, qui espéraient remporter plus de 50 % des suffrages, sont plutôt déçus par ce résultat. Une opinion partagée par *The Guardian*, qui estime que la prochaine Constitution irakienne sera un compromis entre forces religieuses et

dominer les alliés des Américains, en particulier l'Arabie Saoudite et les émirats du Golfe riches en pétrole. Mais aujourd'hui, poursuit Cole, l'Irak et l'Iran risquent fort d'adopter des positions identiques sur de nombreux dossiers, depuis les tarifs du brut jusqu'à la politique américaine en Iran. "Si les Etats-Unis avaient décidé, il y a trois ans, de bombarder l'Iran, on se serait réjoui à Bagdad. Maintenant, au contraire, Bagdad pourrait dénoncer clairement une telle option."

A l'inverse, les démocrates irakiens laïcs qui ont tant soutenu le gouvernement Bush ont beaucoup perdu. L'an dernier, à l'occasion de son discours sur l'état de l'Union, Bush avait invité Adnan Pachachi, un politicien sunnite, alors président du Conseil du

forces laïques, entre hégémonie chiïte et revendications des kurdes, devenus la deuxième force du pays. Le quotidien irakien *Al-Sabah* pense que le controversé Ahmed Chalabi a désormais des chances de devenir Premier ministre.

gouvernement irakien, à s'asseoir aux côtés de la première dame. Le parti de Pachachi a subi un tel revers lors des élections qu'il ne s'est assuré aucun siège à l'Assemblée nationale. Le Premier ministre Iyad Allaoui, soutenu par la CIA durant ses années d'exil, et qui fut choisi par Washington et l'ONU pour prendre la tête du gouvernement de transition, est arrivé en troisième position. En septembre, il prenait la parole devant une séance conjointe des deux chambres du Congrès, honneur exceptionnel réservé aux chefs d'Etat des pays alliés des Etats-Unis.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT SÉRA PROCHE DE L'IRAN

"Les grands perdants de ces élections, ce sont les libéraux", commente Larry Diamond, de l'université Stanford, qui a occupé les fonctions de conseiller auprès des autorités d'occupation américaines. "Il est inquiétant de constater que les trois quarts des sièges de l'Assemblée nationale irakienne sont aux mains de seulement deux [des 111] listes. Si la coalition au pouvoir ne parvient pas à inclure tous les groupes, l'insurrection continuera. Et gagnera peut-être du terrain."

Adel Abdel Mahdi, l'un des principaux candidats au poste de Premier

ministre, a rappelé le 13 février que le nouveau gouvernement n'avait pas l'intention d'imiter l'Iran. "Nous ne voulons ni un gouvernement chiïte, ni un gouvernement islamique", a-t-il lancé dans le cadre de l'émission *Late Edition*, sur CNN. Un haut responsable du département d'Etat américain a précisé qu'avec 48,1 % des voix la liste chiïte ne disposait pas de la majorité absolue. "Si les chiffres avaient été supérieurs, la liste susciterait beaucoup plus d'inquiétudes." Les experts américains et internationaux s'accordent à reconnaître qu'il est peu probable que l'Irak devienne un vassal de Téhéran. L'Irak arabe et l'Iran perse partagent une histoire aussi longue que hou-

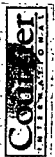
leuse. Pendant la guerre Iran-Irak, de 1980 à 1988, aucune unité chiïte irakienne n'est passée dans le camp de l'Iran. "On estime que le nouveau gouvernement sera proche de l'Iran, que ce dernier l'influencera", déclare Rami Khouri, rédacteur du *Daily Star*, à Beyrouth. "Mais je crois que personne ne sait, pas même le grand ayatollah Ali Sistani, où se situe la séparation entre l'identité religieuse chiïte et l'identité nationale irakienne."

Pour l'heure, les Etats-Unis semblent prêts à accepter les résultats. En grande partie parce qu'ils n'ont pas d'autre choix. Mais les résultats en question ont été communiqués alors que Washington est confronté à des

tensions croissantes avec l'Iran à propos de ses ambitions nucléaires supposées, du soutien que les mollahs apportent à l'extrémisme et les violations des droits de l'homme commises sur le territoire iranien. A l'occasion de son premier déplacement à l'étranger, la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice a lâché que le comportement de l'Iran était "repoussant", ajoutant d'un ton accusateur que des "mollahs qui n'ont pas été élus" n'étaient bons ni pour l'Iran ni pour la région. L'une des questions essentielles est donc de savoir si les élections démocratiques en Irak vont faciliter la tâche de ceux qui veulent faire pression sur Téhéran ou, au contraire, la compliquer.

Robin Wright

DU 17 AU 23 FÉVRIER 2005



IRAK Cherchez l'Iran !

Les Arabes sunnites, qui craignent une domination chiïte, voient partout la main de Téhéran. Le site d'Elaph s'en fait l'écho.

L'ingérence iranienne dans les affaires irakiennes hante les esprits de nombreux responsables. Beaucoup d'Irakiens accusent les Américains de ne pas avoir su prendre les mesures nécessaires dès la chute de Saddam Hussein et d'avoir laissé entrer des milliers d'Iraniens qu'ils prenaient pour des réfugiés politiques rentrant chez eux. Parmi ceux-ci, une grande partie a réussi à se faire

naturaliser. Déjà l'année dernière, le chiïte modéré Mohamed Bahr Al-Ouloum, ancien ministre du Pétrole, avait mis en garde contre les risques que représentait cet afflux pour la situation politique, sécuritaire, économique et sociale. Certaines régions du sud de l'Irak, au dire de certains, n'utiliseraient plus le dinar irakien, mais le riyal iranien.

De même, la nouvelle armée irakienne, créée il y a deux ans, a été infiltrée par les combattants des brigades Badr, affiliées au Conseil de la révolution islamique en Irak (CSRII) d'Abdelaziz Al-Hakim, affirme un haut responsable du ministère de la Défense irakien. Ces brigades, fortes de dizaines de milliers de combattants, avaient été entraînées par les Gardiens de la révolution iraniens. D'autres sources affirment que la milice de Moqtada Al-Sadr a également reçu le soutien de ces mêmes Gardiens de la révolution. L'année dernière, les brigades Badr ont ouvert un bureau à Nasiriyah, dans le Sud irakien, y ont accroché des banderoles où l'on peut lire "Non à l'Amérique !",

"Non à Israël !" et "Non à l'occupation !", et ont peint les portraits de Khomeyni sur les murs. Non loin de là, sur le marché, on trouve des autocollants à l'effigie du guide de la révolution iranienne, Ali Khamenei. Le Hezbollah [chiïte libanais] est également présent dans la région.

Dernièrement, le journal irakien *Al-Sabah* [soutenu financièrement par les Américains] a diffusé un reportage d'après lequel un groupe de cent cinquante hommes en armes aurait pris d'assaut la prison de Hilla pour libérer vingt agents iraniens. Le chef des services du renseignement irakien accuse les brigades Badr de prendre leurs ordres à l'ambassade d'Iran à Bagdad. De même, un conseiller au ministère de la Défense affirme que certains membres de la milice de Moqtada Al-Sadr avouent que, pour déclencher des actions armées contre les forces irakiennes et américaines, ils ont reçu de l'argent distribué par Téhéran.

Oussama Mahdi et Abderrahman Al-Majidi,
Elaph (extraits), Londres

L'HUMANITE
18 FÉVRIER 2005

LIVRE

Les Kurdes, destin héroïque, destin tragique

En 106 pages, Bernard Dorin, ancien ambassadeur de France, visite la question kurde, un peuple de 30 millions de personnes écartelé en quatre pays: Turquie, Irak, Iran et Syrie. Sur l'origine des Kurdes, leur culture, les trahisons dont ils ont été victimes, l'auteur apporte des réponses qui éclairent des aspects méconnus de ce peuple « divisé par l'Histoire » mais qui n'a jamais renoncé à ses droits fondamentaux. Le lecteur apprendra que les Kurdes ont failli disposer d'un État indépendant au début du XX^e siècle, mais qu'ils ont été finalement trahis par les grandes puissances. Ainsi en est-il du traité de Lausanne de 1924 qui a détruit tout espoir de création d'un État kurde, création pourtant prévue par

le traité de Sèvres de 1920 qui a consacré le partage de l'empire ottoman. Les Kurdes seront trahis une seconde fois, en 1946, quand il a été mis fin à la République de Mahabad, créée au nord de l'Iran. Cet État dont la création avait été soutenue par l'URSS avant qu'elle ne l'abandonne, a duré une année. Même l'option d'une fédération arabo-kurde irakienne, envisagée par le général Abdel Karim Kacem, s'est évanouie quand ce dernier a été renversé par les bassistes en 1963. Toutefois, si la chute du régime de Saddam en Irak ouvre un nouvel horizon pour ce peuple oublié de l'Histoire, rien ne permet de conclure qu'il ne sera pas une fois de plus victime des calculs géopolitiques des grandes puissances ou des États voisins. Pour Ankara, l'existence d'un Kurdistan irakien autonome est un mauvais exemple pour les 12 millions de Kurdes de Turquie.

Hassane Zerrouky

(* Les Kurdes, destin héroïque, destin tragique, de Bernard Dorin, préface de Gérard Chaliand, Éditions Lignes de repères, 106 pages, 11 euros.

Iraqi Kurds Detail Demands For a Degree of Autonomy

By EDWARD WONG

SULAIMANIYA, Iraq, Feb. 17 — From his snow-covered mountain fortress, Massoud Barzani sees little other than the rugged hills of Iraqi Kurdistan and green-clad militiamen posted along the serpentine road below.

The border with the Arab-dominated rest of Iraq is far off. Baghdad lies even farther off and, if Kurdish leaders like Mr. Barzani have their way, will fade almost entirely out of the picture here.

Since the fall of Saddam Hussein, the Kurds have made known their determination to retain a degree of autonomy in the territory they have dominated for more than a decade. Now, after their strong performance in the elections last month, Kurdish leaders are for the first time spelling out specific demands.

From control of oil reserves to the retention of the Kurdish militia, the pesh merga, to full authority over taxation, the requested powers add up to an autonomy that is hard to distinguish from independence.

"The fact remains that we are two different nationalities in Iraq — we are Kurds and Arabs," Mr. Barzani said as he sat in a reception hall at his headquarters in Salahuddin. "If the Kurdish people agree to stay in

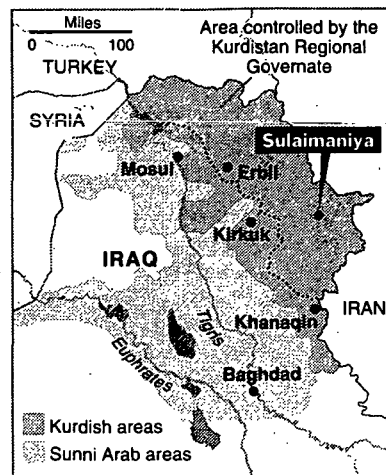
the framework of Iraq in one form or another as a federation, then other people should be grateful to them."

Kurdish autonomy is expected to be one of the most divisive issues during the drafting of the new constitution, alongside the debate over the role of Islam in the new Iraq. The Kurds' demands are already alarming Iraq's Arabs, particularly the majority Shiites, and raising tensions with neighboring countries, where governments are trying to suppress Kurdish separatist movements within their own borders.

In interviews, top Kurdish leaders like Mr. Barzani, head of the Kurdistan Democratic Party, set out a list of demands that are more far-reaching than the Kurds have articulated in the past:

¶ They want the ownership of any natural resources, including oilfields, and the power to determine how the revenues are split with the central government.

¶ They want authority over the formidable militia called the pesh merga, estimated at up to 100,000 members, in defiance of the American goal of dismantling ethnic and sectarian armies. The pesh merga would be under nominal national oversight, but actual control would



In Sulaimaniya, the Kurds are seeking to control their affairs.

remain with regional commanders. No other armed forces would be allowed to enter Kurdistan without permission from Kurdish officials.

¶ They want power to appoint officials to work in and operate ministries in Kurdistan, which would parallel those in Baghdad. These would include the ministries that oversee security and the economy.

¶ They want authority over fiscal policy, including oversight of taxes and the power to decide how much tax revenue goes to Baghdad. The national government would make monetary policy but would not be able to raise revenue from Kurdistan without the agreement of Kurdish officials.

Moreover, the region's borders would be changed, in the Kurds' vision. The "green line" that defines the boundary between the Kurdistan and the rest of Iraq would be officially pushed south, to take in the oil-rich city of Kirkuk, the city of Khanaqin and the area of Sinjar. Kurdish leaders argue that this would just re-establish historic borders where Mr. Hussein had drastically altered the demographics by displacing Kurds with Arab settlers.

"It must be clear in the constitution what is for the Kurds and what is for the Iraqi government," said Fouad Hussein, an influential independent Kurdish politician.

The fierce political drive of the Kurds, who make up a fifth of Iraq's 28 million people, became apparent during the Jan. 30 elections, when turnout across the three provinces of Iraqi Kurdistan — Sulaimaniya, Erbil and Dohuk — averaged 84 percent, well above the national average of 58 percent.

Those votes secured for the main Kurdish alliance 75 of 275 seats in the constitutional assembly. The alliance finished second, behind the main Shiite slate, which ended up with a slim majority of 140 seats,



One of the Kurdish leaders' demands is keeping their militia, the pesh merga, intact. An anti-terror brigade trained Wednesday near Sulaimaniya.

which is short of the two-thirds needed to form a government.

The Kurds are now in the position of kingmaker, courted by the Shiite parties and competing smaller groups like the secular slate led by Prime Minister Ayad Allawi.

The Kurds are asking for Mr. Barzani's main rival, Jalal Talabani, to be chosen as president. More audacious is their insistence on broad powers for their region under a federal system. The autonomy envisioned by the Kurds is likely to inflame the formerly ruling Sunni Arabs, who lack officially authorized militias and rich natural resources in their own traditional territory.

But it is the Shiites, having finally achieved here after decades of struggle, who are likely to offer the strongest opposition to Kurdish autonomy.

The top Shiite clerics "are very difficult," said Nawzad Hadi Mawlood, the governor of Erbil Province, the largest Kurdish province. "They're hard negotiators," he said. "They're inflexible. The Shia do not want to admit the federal system for the Kurds."

Many Shiite leaders complain that the Kurds press too many demands and already exercise power in the interim government out of proportion with their numbers. Kurds hold the posts of deputy prime minister, foreign minister and the head of Parliament, as well as one of two vice presidencies.

"There is a sense that the Kurds have taken more privileges than the others," said Sheik Humam Hamoudi, a senior official of the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, a powerful Shiite party. "So we advise the Kurds to be more Iraqi."

Besides holding more than a quarter of the seats in the constitutional assembly, the Kurds have another powerful tool in the transitional law approved last spring. Under that law, a two-thirds vote in any three provinces can veto a national referendum on the constitution. Kurdish leaders could easily mobilize such a vote.

The relatively secular Kurds might also make a deal with the religious Shiites in which the Kurds would gain significant autonomy in return for agreeing not to block Shiite efforts to establish an Islamic form of government elsewhere in Iraq.

Kurdish leaders argue that their push for federalism is nothing more than an attempt to maintain the status quo. Iraqi Kurdistan, a mountainous area the size of Switzerland, has existed as an autonomous region since the end of the Persian Gulf war of 1991, when the American military established a no-flight zone in northern Iraq.

"Like all the nations of the world, all the people of the world, we have the ability to rule ourselves, and we've proven that in the last 14 years," Hezha Anoor, 18, said as he

and his friends stood outside a Chinese restaurant here in Sulaimaniya, the capital of eastern Kurdistan.

Iraqi Kurdish leaders maintain that while they would like to see an independent Kurdistan in their lifetimes, secession is not practical now.

The threat from countries like Turkey is too great, they say. And the economy of Kurdistan, which depended on smuggling during the United Nations sanctions against Iraq imposed in the 1990's, would benefit from sharing in revenues from the vast southern oilfields, said Barham Salih, the deputy prime minister of Iraq and a top Kurdish official.

Yet if the Kurdish leaders do succeed in winning strong autonomy, that could inspire greater calls for independence. "Iraq is a beast," Pire Mughan, 63, a grizzled poet and former pesh merga fighter, said as he sipped tea in the shadow of the citadel of Erbil. "Arabs are beasts, because their entire history is one of killings and massacres.

"I didn't vote for anyone in the elections, because I believe in independence, not in federalism. If I had voted, it would have meant voting for federalism, and that would have been treason for future generations."

Dexter Filkins contributed reporting from Baghdad for this article.

Le Monde 22 FÉVRIER 2005

L'Iran, principal obstacle entre les Etats-Unis et l'Europe

CHANGEMENT de ton ou changement de fond ? Venus évaluer les intentions de la seconde administration de George Bush, les spécialistes de relations internationales français qui ont discuté avec Condoleezza Rice à l'occasion de sa visite à Paris, les 8 et 9 février, ne font pas tous le même diagnostic. Mais ils sont d'accord sur un point : le dossier iranien sera sans doute, dans les mois à venir, celui qui mettra le plus à l'épreuve les relations euro-américaines.

Plusieurs ont été frappés d'entendre la nouvelle secrétaire d'Etat parler de l'Iran comme d'un « Etat totalitaire » au cours d'un petit déjeuner auquel ils avaient été conviés. « Je l'ai trouvée très idéologique sur le fond, et parfois mal informée. Dire de l'Iran que c'est un pays totalitaire, c'est absurde », observe Guillaume Parmentier, directeur du Centre français sur les Etats-Unis. Les interlocuteurs de M^{me} Rice ont contesté

son analyse. Certains ont affirmé qu'une épreuve de force sur la question de l'accès à l'arme nucléaire aurait d'abord pour conséquence de renforcer les soutiens intérieurs d'un régime impopulaire. « La meilleure façon de faire tomber le régime, estime M. Parmentier, c'est d'ouvrir le pays. »

Dominique Moïsi, conseiller spécial de l'Institut français des relations internationales (IFRI), relève que l'exemple iranien fournit la meilleure illustration de la « contradiction » qu'il discerne au cœur de la diplomatie américaine, « entre la volonté de transformer le monde et la volonté de consolider. En Iran, ils veulent à la fois transformer le régime et empêcher le pays

d'accéder au nucléaire », le second objectif pouvant, à ses yeux, rendre le premier inaccessible, dans la mesure où il renforce le régime.

Nicole Bacharan, professeur à

l'institut d'études politique de Paris, estime cependant que, même sur l'Iran, George Bush est décidé aujourd'hui à « rassurer ». « Il dit, en substance, que l'Iran n'est pas l'Irak et que, dans cette crise, il y a beaucoup d'étapes diplomatiques avant qu'on en arrive à des étapes plus graves. En Iran, en fait, personne ne sait comment faire. Le fait que l'Iran et la Syrie affichent officiellement qu'ils sont dans le même camp devrait conduire les Européens à durcir leur position », estime-t-elle.

François Heisbourg, directeur de la Fondation pour la recherche stratégique, ne partage pas ce point de vue. « Les dirigeants américains, reconnaît-il, manifestent une volonté évidente de tendre la main à leurs partenaires, et c'est un gros changement. » Mais, selon lui, « la vision de l'administration américaine sur la place et le rôle des Etats-Unis n'a absolument pas changé ».

LA « VISION » ET LA POLITIQUE

Pour M. Heisbourg, cette diplomatie est caractérisée par un « court-circuit entre le niveau de la « vision » et la politique au jour le

jour. Entre la vision et le niveau tactique, il manque le niveau stratégique. C'est flagrant sur l'Iran. L'Europe cherche comment faire pour enrayer le programme d'enrichissement d'uranium de l'Iran. Les Etats-Unis répondent : « changement de régime ». Dans ces conditions, on ne peut pas envisager obtenir l'accord des Américains pour lever telle ou telle sanction. Il n'y a ni punition ni négociation possible. » D'où, fait-il valoir, l'insistance mise par le chancelier allemand Gerhard Schröder à appeler Washington à accepter une véritable « négociation » avec Téhéran, qui devrait être relayée par d'autres dirigeants européens.

M. Moïsi ne partage pas l'analyse de M. Heisbourg selon laquelle l'administration américaine ne serait pas prête à faire mouvement. Il voit davantage de « pragmatisme » et « plus de changement que de continuité » dans la politique de Washington à l'égard des alliés européens. Concrètement, cette nouvelle manière américaine pourrait trouver à s'appliquer, selon lui, au Liban et au conflit israélo-palestinien, où « les consé-

quences indirectes, non planifiées, de la guerre en Irak, semblent finalement bénéfiques ».

Qu'ils croient ou non à un changement de cap, ces spécialistes

s'accordent pour juger que, concernant les exportations d'armes vers la Chine, l'administration américaine est prête à trouver un terrain d'entente avec les Européens : une

levée de l'embargo contre un encadrement très strict des ventes.

Cécile Chambrud

Le Monde 22 FÉVRIER 2005

Les sunnites rappellent leur « droit inaliénable » à participer au pouvoir dans le nouvel Irak

Les représentants des provinces abstentionnistes aux élections du 30 janvier tentent de conjurer la menace de marginalisation qui pèse sur leur communauté, dominante sous l'ancien régime

BAGDAD

de notre envoyé spécial

Éliminés du pouvoir central, pratiquement absents des nouvelles forces de sécurité, assommés par l'écrasante victoire des partis chiite et kurde lors des élections générales du 30 janvier, les sunnites irakiens tentent confusément de relever la tête. Dimanche 20 février, dans un grand hôtel de Bagdad, le « congrès des cinq provinces » largement sunnités qui n'ont pas – ou très peu – participé aux premières élections post-Saddam Hussein a clairement revendiqué son « droit inaliénable à participer à la vie politique nationale » et même « à postuler à des postes importants » dans la nouvelle configuration politique en gestation.

Tandis que se poursuivent activement, en coulisse, les tractations entre vainqueurs chiites et kurdes pour un partage négocié des fonctions suprêmes dans le pouvoir exécutif, Adnane Al-Douleimi, chef de l'administration nationale des biens religieux sunnites, a énoncé à la tribune la principale revendication du congrès. « Nous devons être associés à la rédaction de la nouvelle Constitution », qui devra être présentée au pays avant le 15 août. En d'autres termes, comme l'a souligné le général en retraite Abed Motlaq Al-Joubouri, « si 42 % des Irakiens n'ont pas participé au vote, tel était leur droit et cela ne doit en aucun cas les priver de participation à la vie politique de leur pays ».

Iyad Allaoui, premier ministre intérimaire sortant, dont on dit à Bagdad qu'il est « très amer de sa défaite », s'est déclaré, dimanche, du même avis, dans un bref entretien avec l'AFP. Selon lui, bien que la liste victorieuse, soutenue par le grand ayatollah Ali Al-Sistani, soit largement constituée de partis religieux, « l'Irak n'est pas prêt à être gouverné par un régime islamique ». Pour M. Allaoui, qui décidera plus tard, « à la lumière de ses propositions », s'il soutient ou non le prochain gouvernement, « même si la participation des sunni-



Des Irakiens accompagnent, dimanche 20 février, le cercueil d'une victime de l'attentat-suicide commis, samedi, à Bagdad, contre un bus qui ramenait des pèlerins chiites d'une mosquée. Vingt-sept personnes ont été tuées et 109 blessées dans plusieurs attaques menées par la guérilla sunnite pendant la célébration du deuil chiite de l'Achoura.

tes au pouvoir législatif est désormais impossible, cela ne doit pas empêcher leur présence au sein d'autres pouvoirs ».

Telle est bien l'ambition affirmée des quelque deux cents personnalités, chefs de tribus, cheikhs religieux, anciens militaires et militants indépendants divers qui participaient, le même jour, au « congrès des cinq provinces » plus ou moins abstentionnistes (Diala, Ninive, Daamine [Kirkouk], Salahedine et Ambar). Problème : dans l'atmosphère très émotionnelle de la grande salle de conférences de l'hôtel Babylone de la capitale – où les dignitaires de l'ancien régime, comme Tarek Aziz, aimaient à se retrouver pour des symposiums –, il était clair, dimanche, que tout le monde n'était pas sur la même ligne. Pour le cheikh du Rassemblement national des tribus, Abdel Razak Chalal Farhane, qui souhaite l'établissement d'une sorte de Sénat tribal en Chambre haute, « il n'y a ni chiites ni sunnites en Irak, seulement des Irakiens ».

Moflah Al-Hadidi, un avocat du Parti national (sunnite) de Bagdad, n'est pas d'accord : avec la victoire chiite, « c'est désormais l'Irak qui

va occuper notre gouvernement », clamé-t-il. À ces mots, un vieux monsieur en costume-cravate se lève de l'assistance et lance, d'une voix tremblotante : « Les Américains se sont bien fait piéger ! Ils ont cru s'installer chez nous. Ce sont maintenant les partis de l'Irak qui vont contrôler le pays ! » Applaudissements nourris dans la salle.

Maher Abdel Jabbar Al-Chamari, un notable nationaliste arabe appartenant à la même tribu que le président de la République sortant, Ghazi Al-Yaouar, revient sur ces « élections illégitimes, qui se sont déroulées sous une loi fondamentale concoctée par l'occupant ».

Chaque jour, lance-t-il d'une voix forte, « ils tuent nos fils, détruisent nos maisons, confisquent nos terres. Comment pouvions-nous voter dans ces conditions ? ». Nouveaux applaudissements dans l'assistance.

Quand le jeune cheikh Ahmed Mohammed Wasmi, représentant du Comité des oulémas (sunnite) pour la province de Salahedine, prend la parole, une partie de la salle est chauffée à blanc. « Combattre l'occupant américain est un devoir ! La résistance est donc légitime.

me. Les 275 élus de la nouvelle Assemblée ne doivent pas l'ignorer », lance-t-il. Turban blanc, courte barbe noire, le leader religieux, qui a ouvert le congrès par une prière collective, réclame pour le nouvel Irak « l'application de la charia », la loi musulmane.

Il affirme que les Arabes sunnites, qui représentent autour de 20 % de la population, « ne seront jamais marginalisés » dans le pays car, au bout du compte, « ceux qui combattent avec le Coran à la main seront finalement victorieux ».

Le communiqué final du congrès ne reprend ni ces fortes paroles ni la condition d'un calendrier précis de retrait des forces étrangères réclamé par certains pour prix de leur participation à la future configuration politique.

Celui-ci note au contraire que le congrès est « prêt à collaborer avec la nouvelle Assemblée et le gouvernement qu'elle désignera tant que ceux-ci agiront pour l'unité et l'intégrité nationale ».

Patrice Claude

Op-Art

ADRIANA LINS DE ALBUQUERQUE, MICHAEL O'HANLON AND AMY UNIKEWICZ

The State of Iraq: An Update

February 22, 2005

The New York Times

HAVING completed its first democratic election, Iraq is teeming not just with traffic and street bazaars, but with political energy as well. And the professed willingness of some Sunni Arab leaders to help write the new constitution may compensate for the very low Sunni voter turnout in last month's election — thereby defusing anger among that minority group and reducing the likelihood of further growth in the insurgency.

Iraq remains, however, a country with high unemployment, mediocre public services and some of the highest crime rates in the world (probably worse than the late Saddam Hussein years). The insurgency was weakened, but only somewhat, by the battle of Falluja in November and the elections. So far this month, levels of insurgent activity — measured in attacks per day, casualties of Iraqi

civilians, security personnel and coalition troops, and similar indicators — have declined 20 percent to 50 percent from peak levels last fall. But the rates are, in general, still higher than they were in 2003 or the early months of 2004, despite the fact that coalition forces have been arresting or killing about 2,000 enemy fighters a month.

Iraqis remain divided in their views toward the United States. Many are grateful that the American-led coalition overthrew Saddam Hussein but resentful about much that has happened since. (The latest figures in the chart below are for January, and thus do not reflect public reaction to the Jan. 30 election.) While there is no overwhelming pressure for an immediate withdrawal of coalition forces from the public or major political leaders, surveys suggest that the Iraqis are eager to begin discussing a responsible exit strategy. □

	JULY 2003	JANUARY 2004	JULY 2004	JANUARY 2005		JULY 2003	JANUARY 2004	JULY 2004	JANUARY 2005
Oil Production/ Oil Exports (millions of barrels per day)	0.9/0.3		2.2/1.4	2.1/1.5	Percent of Iraqis Favoring Near-Term U.S. Withdrawal (Sunni Arab/Shiite breakdown)	30	30	65	82/69
Fuel Availability (all types; percentage of estimated requirement)	44	78	80	75	Iraqis Optimistic About Future (percentage)	67	65	60	50
Electricity Production (in average gigawatts; prewar: 4.4)	3.2	3.8	4.6	3.3	Foreign Coalition Troops (U.S./other; in thousands)	149/21	122/26	140/22	150/25
Estimated Unemployment Rate (percentage)	60	40	35	34	Trained Iraqi Police Officers, Soldiers and Other Security Forces (official estimates; in thousands)	0	0	95	125
Telephone Subscribers (in millions; prewar estimate: 0.8)	0.5	0.6	1.3	2.4	Trained Iraqi Police Officers, Soldiers and Other Security Forces (average estimate of independent experts; in thousands)	0	0	10	25
U.S. Aid Disbursed (cumulative; in billions of dollars)	0.2	1.25	3.5	6.0	Estimated Number of Insurgents/ Estimated Number of Foreign Fighters	5,000/ 300	5,000/ 300	20,000/ 400	18,000/ 600
Relative Amount of Car Traffic (prewar level: 1.0)	1.0	2.0	3.0	5.0	Top Baathist/ Resistance Leaders Still at Large	3	37	34	32
Typical Length of Gasoline Lines (in miles)	0.1	0.5	1.0	1.0	Iraqi Civilian Casualties (from acts of war, not crime)	35	125	400	450
Children in Primary School (in millions; prewar level: 3.6)	3.6	4.0	4.0	4.3					

Adriana Lins de Albuquerque is a research analyst, and Michael O'Hanlon a senior fellow at the Brookings Institution in Washington. Amy Unikewicz is a graphic designer in South Norwalk, Connecticut.

Iraqi Sunnis demand a voice in the new government

From news reports

BAGHDAD: With the Shiite majority still reeling from carnage that left nearly 100 people dead over two days, tribal leaders from Iraq's Sunni Arab minority scrambled Sunday to demand a say in Iraq's first freely elected government in modern history.

With a new cabinet perhaps only days away, tribal chiefs representing Sunni Arabs in six provinces issued a list of demands — including participation in the government and drafting a new constitution — after previously refusing to acknowledge the vote's legitimacy.

"We made a big mistake when we didn't vote," Sheik Hathal Younis Yahya, 49, a representative for northern Nineveh, said. "Our votes were very important."

He said the main reason most Sunni Arabs did not vote were threats from insurgents and "not for a sectarian reasons, as many people said."

"We call upon the government to appoint some of our dignitaries in the National Assembly to take their role in the coming political process and especially draft the new constitution," he said.

Sunni Arabs make up 20 percent of Iraq's population of 26 million, compared with the Shiites' 60 percent.

Just west of the capital, U.S. marines and Iraqi security forces launched a joint operation Sunday to crack down on insurgents and terrorists in several troubled cities, the military said.

The operation was under way in several cities along the Euphrates River in Anbar Province, including Heet, Baghdad, Haditha and the provincial capital, Ramadi, where the authorities imposed a curfew from 8 p.m. to 6 a.m., the military said.

Shiites and their clergy-backed United Iraqi Alliance, which received nearly half the election votes, are scheduled to decide in the coming days on their choice for prime minister.

The two main candidates are the former Pentagon favorite, Ahmad Chalabi, a secular Shiite, and the interim vice president, Ibrahim al-Jaafari.

Chalabi said last week that he had enough support among the 140 alliance delegates elected to the National Assembly to beat Jaafari. He repeated the assertion in an appearance Sunday on the ABC News program "This Week" with George Stephanopoulos.

"I believe I have a majority of the votes on my side right now," Chalabi said.

Gathering in an elegant central Baghdad hotel, about 70 tribal leaders from the provinces of Baghdad, Kirkuk, Salaheddin, Diyala, Anbar and Nineveh tried to hash out their strategy for participation in a future government.

There was palpable air of something akin to desperation in some quarters of the smoke-filled hotel conference room.

"When we said that we are not going to take part, that didn't mean that we are not going to take part in the political process," said Adnan al-Duleimi, the head of Sunni Endowments in Baghdad. "We have to take part in the political process and draft the new constitution."

Shiite politicians have vowed not to allow the bloodshed of Friday and Saturday to begin a civil war.

The radical Shiite cleric Moktada al-Sadr, who led two bloody revolts against U.S. forces, called on Iraqis on Sunday to be "patient" and not blame any religious group.

"As for the latest attacks and the ones before, I think they are a series of attacks against the Iraqi people in general and are not targeting a specific religious group," he told Al Jazeera television.

The interim prime minister, Ayad Allawi, ruled out the possibility of an Islamic state in Iraq on Sunday despite the victory in last month's elections of the United Iraqi Alliance.

"Iraq isn't ready to be governed by an Islamic regime," Allawi said. "There are still forces on the ground, even if the elections were clear in giving 140 seats to the Alliance's list."

On Saturday, eight suicide bombers participated in a spree of attacks that killed 55 people as Shiites commemorated the seventh-century martyrdom of a leader of their sect. Similar attacks Friday killed 36 people and wounded dozens.

It was the second year running that violence marred Ashura, the holiest day of the Shiite religious calendar, but the deaths were fewer than the 181 killed last year in twin bombings in Baghdad and the holy city of Karbala.

A powerful Sunni organization believed to have ties with the insurgents also sought Sunday to condemn the attacks.

"We won't remain silent over those crimes which target the Iraqi people Sunnis or Shiites, Islamic or non Islamic," Sheik Harith al-Dhari, of the Association Muslim Scholars, said at a news conference.

Iraqis, he said, should unite "against those who are trying to incite hatred between us."

In some Baghdad neighborhoods, barriers were erected Sunday to prevent suicide bombers from carrying out attacks against funeral tents and processions — as they did with deadly effect on Saturday.

At a funeral in the Bayaa district, near the site of an attack Saturday, 50 chairs were set up inside a tent but only 10 people showed up.

"We built barriers, barricades, and we are searching everybody who enters the funeral so that we do not meet the fate of my friend," said Sattar Wahhab, a 35-year-old worker.

In Baghdad, a roadside bomb targeting a convoy of Iraqi troops killed two Iraqi national guardsmen on Sunday, First Lieutenant Ali Hussein al-Hamadani of the police said. In the same area, coalition gunners in a convoy opened fire on a car that approached too closely, killing an Iraqi man, the police said.

In a separate shooting in Baghdad, foreign troops killed a woman and injured another person traveling with her on the dangerous road to Baghdad's international airport, al-Hamadani said.

In the northern Iraqi city of Mosul, police found two corpses Saturday of men believed to be former police officers who had been shot in the head, a morgue director said Sunday.

Six charred bodies were discovered several days ago floating in the Tigris River in Suwayra, about 40 kilometers, or 25 miles, south of the capital, hospital officials said.

The six men were each found handcuffed and shot in the head, chest and back. Their identities were not immediately known.

(AP, AFP)

L'Iran aura la bombe *par Jean-Michel Boucheron*

CHACUN ressent bien qu'une logique est enclenchée concernant la question du nucléaire iranien. Celle-ci peut entraîner la communauté internationale dans une nouvelle et dangereuse impasse.

La question peut paraître simple : le traité de non-prolifération interdit à l'Iran de se doter des outils nécessaires à la construction d'une arme atomique ; il y a de très fortes raisons de penser que ce pays travaille en secret à sa construction ; l'Agence internationale de contrôle a les pires difficultés à vérifier tout cela ; le président George W. Bush commence à avancer des menaces guerrières ; les Européens tentent de négocier et, devant les ambiguïtés iraniennes, risquent d'amener le dossier devant le Conseil de sécurité ; celui-ci ne pourra que condamner l'Iran, et donc donner la légitimité onusienne à une Amérique qui envisage des frappes de destruction avec, cette fois, l'approbation ou, au moins, la neutralité de la communauté internationale.

Certains conseillers influents de George W. Bush rêvent d'instrumentaliser ainsi l'Union européenne dans la perspective d'une action militaire visant à renverser le régime au profit des moudjahidins, eux-mêmes classés comme terroristes par l'Union européenne.

Ces frappes américaines, inefficaces pour détruire tous les sites sensibles, auraient en fait comme seul résultat de rassembler le peuple iranien derrière la faction la plus conservatrice et la plus dure du régime, qui ne manquerait pas, par mesure de rétorsion et grâce à ses relais dans la région, de rendre définitivement insoluble la situation irakienne et de raviver les tensions au Liban et en Palestine susceptibles de bloquer un nouveau processus de paix déjà fragile. Cette logique inquiétante ne peut en aucun cas être exclue aujourd'hui.

Quelle est la situation ? Depuis qu'Israël dispose de l'arme atomique, ce pays n'a plus jamais fait l'objet d'attaques d'Etats voisins. La paix entre Israël et l'Égypte, puis entre Israël et la Jordanie a été la conséquence logique de cette non-guerre imposée par la présence de l'arme nucléaire. A l'instar de la situation en Europe de l'Ouest pendant la seconde moitié du XX^e siècle, l'arme nucléaire s'est révélée être un outil purement défensif, inutilisable pour l'agression, imposant ainsi l'état de non-guerre à la zone concernée. Sa seule présence a dissuadé définitivement les Etats qui auraient voulu porter atteinte à l'existence d'Israël, comme elle avait dissuadé l'ancienne URSS de lancer ses hordes de chars sur l'Europe de l'Ouest. Cette arme faisant ainsi une fois de plus la preuve de son rôle dans la stabilité régionale.

Certes, cet équilibre stratégique ne résout pas le conflit israélo-palestinien et n'empêche pas les attentats terroristes ni la guerre des pierres. Il impose simplement un seuil maximum d'intensité des conflits, qui ne peut être dépassé par aucun belligérant. De la même façon, la guerre entre l'Inde et la Chine devenait impossible, ainsi que tout conflit majeur entre l'Inde et le Pakistan, malgré les combats dans les montagnes du Cachemire. Chacun a compris dans cette zone que l'arme atomique joue un rôle stabilisateur.

L'Iran a fait exactement le même raisonnement. Pays de civilisation plusieurs fois millénaire, doté d'un particularisme religieux identifiant, entouré de quatre puissances nucléaires, dont trois ont obtenu l'arme contre le traité de non-prolifération, agressé de façon majeure pendant des années par l'un de ses voisins, menacé gravement par la volonté de Ben Laden d'étendre l'influence du fondamentalisme sunnite, l'Iran aspire à devenir un pôle de stabilité, de rayonnement, d'influence régionale.

Pour cela, il veut garantir définitivement sa sécurité, et donc se doter de l'arme nucléaire. Il n'y a pas de doute à avoir là-dessus. Certes, les enquêtes de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) n'en fournissent pas la preuve tangible, mais cette preuve existe tout de même.

En effet, l'Iran fabrique et dispose de missiles balistiques à moyenne portée, dont l'imprécision est telle que leur équipement avec des explosifs conventionnels serait d'une efficacité ridicule tant sur le plan militaire que sur le plan stratégique. Ces engins sont bien destinés à la dissuasion, c'est-à-dire à véhiculer un jour des charges nucléaires, c'est l'évidence même.

A vrai dire, qui pourrait reprocher aux Iraniens une telle stratégie ? Avec un tel environnement, si les Américains ou les Français étaient iraniens, ils fabriqueraient évidemment la bombe. Cela est d'autant plus vrai, qu'ils l'ont fait dans des conditions stratégiques comparables.

Peut-on laisser faire ? Autre façon de poser la question : peut-on empêcher l'Iran de se doter de cette arme ? Nous avons devant nous une alternative. Soit tenter de dissuader l'Iran de ce projet par des menaces diplomatiques, économiques, militaires – je ne crois pas un seul instant que nous puissions y parvenir. L'Iran veut la bombe, l'Iran aura la bombe.

Par contre, il est probable que nous puissions peser efficacement sur l'Iran pour que ce pays entre dans le concert normal des nations. Nos capacités de pression sont grandes, elles sont peut-être insuffisantes pour le persuader d'abandonner l'idée de posséder la bombe, mais elles sont suffisantes pour l'obliger à faire évoluer sensiblement sa politique extérieure.

L'Iran, qui souhaite intégrer l'Organisation mondiale du commerce, ne peut pas se permettre d'être mis au ban des nations et de perdre tout contact économique avec l'Occident. Il nous faut donc poser le préalable majeur : ce pays doit impérativement reconnaître l'existence d'Israël et son droit à vivre en paix. Les slogans antijuifs des grands rassemblements de Téhéran sont certainement plus destinés à galvaniser les foules que représentatifs d'un projet politique. Mais les autorités iraniennes doivent démontrer que ces discours appartiennent à une rhétorique passée.

C'est une condition absolue pour atteindre le statut d'interlocu-

teur respecté, auquel l'Iran aspire et qu'il mérite. Certes, l'Iran n'a pas de volonté perceptible d'annexion ou d'agression de ses voisins immédiats, certes l'islam chiïte n'a pas l'ambition planétaire du fondamentalisme sunnite, et la nature du régime n'est pas en cause, la « démocratie iranienne » n'ayant pas de leçon à recevoir de la « démocratie chinoise », la condition porte donc seulement sur la démonstration d'une volonté de paix. Nos pressions doivent se concentrer sur les gages de paix que doit donner l'Iran à l'ensemble des pays de la zone, y compris Israël. L'Iran doit comprendre qu'il ne pourra jamais jouer un rôle international majeur tant qu'il n'aura réglé, normalisé, son rapport à Israël. Si nous faisons porter nos efforts sur ce point, nous sortirons par le haut de la spirale iranienne et éviterons ainsi d'allumer un nouvel et tragique incendie dans cette zone du monde.

Bien évidemment, cette crise a des effets collatéraux et met encore une fois en évidence l'obsolescence du traité de non-prolifération, puisque, sur les quatre puissances nucléaires de la zone, trois d'entre elles, l'Inde, le Pakistan et Israël, se

JEAN-MICHEL BOUCHERON
est député PS d'Ille-et-Vilaine
et membre de la commission
de la défense.

sont dotées de l'arme nucléaire malgré le traité. Il est malsain de maintenir longuement une règle juridique éloignée du monde réel et surtout d'appliquer ces principes avec une fermeté variable selon la nationalité de celui qui enfreint les règles.

Il faut aboutir à une nouvelle définition de la prolifération et ne pas mélanger des situations différentes : celle d'un grand pays qui se dote de l'arme nucléaire, celle des trafics de matériels et de technologies sensibles au profit de groupes douteux et surtout celle des trafics de matière fissile, matériau nécessaire aux redoutables armes radiologiques à la portée technologique de simples groupes terroristes. Il faut adapter le traité de non-prolifération à ce qui menace réellement la paix du monde d'aujourd'hui et surtout de demain.

La spirale iranienne n'est pas encore définitivement enclenchée. Le pire n'est pas encore inéluctable, mais l'Iran et la communauté internationale auront de part et d'autre d'importantes concessions à faire pour entrer enfin dans un cercle vertueux.

L'Iran aspire à devenir un pôle de stabilité, de rayonnement, d'influence régionale. Pour cela, il veut garantir définitivement sa sécurité, et donc se doter de l'arme nucléaire

En Irak, le scrutin a encouragé le repli identitaire

LE FIGARO LUNDI 21 FÉVRIER 2005

Renaud Girard

Le secrétaire général des Nations unies et tous les chefs d'Etat ou de gouvernement européens se sont joints au président et au Congrès américains pour saluer le « succès » des élections générales tenues en Irak le 30 janvier. Le fait que près de 60 % des électeurs inscrits se soient déplacés pour voter, malgré les menaces de mort, représente la première bonne nouvelle venue d'Irak en l'espace de deux ans. Voilà une population qui, dans son ensemble, a eu le courage de traiter par le mépris la campagne de terrorisme lancée par les groupes islamistes sunnites clandestins, qui, rêvant à un retour au Califat des premiers temps de l'islam, considèrent la démocratie élective comme un concept « impie », exporté de force par les « infidèles » occidentaux.

Mais le « succès » s'arrête là. Car personne ne peut prétendre que l'Irak est en train d'édifier une démocratie qui puisse servir de modèle aux autres Etats du Moyen-Orient. Considérée par Churchill comme « le moins pire des régimes », la démocratie est toujours censée garantir

l'unité nationale, pour améliorer le fonctionnement d'un Etat et non l'affaiblir. Au scrutin du 30 janvier, les électeurs irakiens, dans leur écrasante majorité, ne se sont pas prononcés pour une direction nationale capable à leurs yeux d'édifier un Etat moderne, uni, démocratique et pluraliste. La liste de l'homme qui incarnait le mieux ce projet, le premier ministre pro-américain Iyad Allaoui (un chiite partisan de la laïcité de l'Etat), n'a réuni que 14 % des suffrages exprimés.

Le scrutin du 30 janvier a renforcé un mouvement de repli identitaire des trois principales communautés irakiennes. Les sunnites (20 à 25 % de la population) ont majoritairement suivi les consignes de leurs chefs de tribu et de leurs oulémas, pour boycotter des élections vécues comme une machination destinée à les priver de leur prédominance à l'égard de plusieurs partis islamiques, parrainée par la plus haute autorité religieuse chiite, l'ayatollah Sistani. Avec plus de 48 % des suffrages exprimés, la liste a emporté la majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale de transition, chargée d'élaborer une nouvelle Constitution pour le pays et de désigner un nouvel exécutif. Lors d'une pre-

mière réunion, les ténors de cette liste ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur le choix du prochain premier ministre.

Ce dernier, quel qu'il soit, aura du mal à satisfaire sa base, qui réclame une théocratie à l'iranienne, et à maintenir l'unité du pays. Car le plus grand risque que court aujourd'hui l'Irak, c'est la guerre civile.

Les Américains ont cru qu'on pouvait du jour au lendemain démocratiser une société n'ayant jamais connu que des régimes autoritaires. En dissolvant les appareils du pouvoir existant à leur arrivée à Bagdad en avril 2003 (armée, parti Baas, services de renseignements), les Américains ont provoqué un état d'anarchie, puis le repli des citoyens irakiens sur leurs leaders religieux et leurs chefs de tribu.

Dans l'histoire, la démocratie, pour survivre, s'est toujours appuyée sur un Etat fort préexistant. Or, depuis deux ans, il n'y a pratiquement plus d'Etat irakien, même s'il y a des « ministres » qui donnent des conférences de presse dans l'enceinte de la « zone verte » de Bagdad, hyperprotégée par les forces américaines.

La démocratie (les sunnites ont dominé la vie politique irakienne de l'indépendance en 1921 jusqu'à la chute de Saddam Hussein en avril 2003). De nombreux sunnites appartenant à la bourgeoisie éduquée de la capitale sont allés voter, mais ils ne

représentent pas la majorité de leur communauté.

Oubliant leurs anciennes dissensions internes, les Kurdes (15 à 20 % de la population) ont voté comme un seul homme pour l'Alliance du Kurdistan, liste d'union de leurs deux grands partis traditionnels, qui

Dans l'histoire, la démocratie, pour survivre, s'est toujours appuyée sur un Etat fort préexistant

poursuit une ligne entièrement pro-américaine. Les Kurdes estiment que l'Amérique, qui leur a procuré leur autonomie en 1991 contre Saddam Hussein, est leur meilleure alliée possible, notamment contre les Turcs, leurs voisins et ennemis héréditaires. Parallèlement au scrutin national, était organisé au Kurdistan un référendum « non officiel » où, à 98 %, les électeurs kurdes se sont prononcés pour l'indépendance. De surcroît, l'Alliance du Kurdistan a réclamé dans son programme électoral le rattachement au Kurdistan de la cité pétrolière de Kirkouk, provoquant une tension extrême avec ses résidents turkmènes et arabes.

La majorité chiite (plus de 55 % de la population) a voté à 90 % pour l'alliance électorale

Chalabi withdraws to back Jaafari

By Dexter Filkins and John F. Burns

BAGHDAD: Ibrahim al-Jaafari, a Shiite physician with an Islamist bent, was chosen Tuesday by the victorious Shiite alliance to become the Iraqi prime minister.

But the decision seemed to presage several days of protracted negotiations with secular parties who seemed poised to block him.

Jaafari won the nomination of the Shiite alliance when his final challenger, Ahmad Chalabi, agreed to withdraw.

Chalabi, once a favorite of the Bush administration and a secular leader, had been pushing for a secret ballot within the Shiite alliance to determine who would become prime minister.

Chalabi agreed to drop out of the race



In backing Jaafari, right, Ahmad Chalabi, left, said that unity is more important.

after pressure from the leaders of the two main wings of the Shiite alliance.

He promised to support Jaafari, and stood with him and several other senior Shiite leaders at a news conference on the decision.

"Unity is more important than winning," Chalabi said.

Jaafari, who spent more than 20 years in exile in London and Iran, said defeating the insurgency was his first priority.

Jaafari promised to try to forge a coalition that included Iraqis of all sects and ethnicities, particularly the Sunni Arabs, who largely boycotted nationwide elections last month.

If he secures the approval of the newly elected National Assembly, he will play a central role in the drafting of the permanent constitution, which is to be put before voters this year.

Yet for all of the carefully constructed appearance of inevitability, Jaafari faces a difficult task in persuading the large bloc of mostly secular parties,

whose support is essential for him to take the job.

Leaders of the two largest parties outside the alliance, lead by the Kurds and by the current prime minister, Ayad Allawi, suggested Tuesday that they planned to block Jaafari's nomination, and possibly break off enough members of the Shiite alliance that they could form a government of their own.

Both groups are skeptical of the Shiite alliance's pledge to secularism, and in particular of Jaafari's pledge. Jaafari is widely regarded to favor giving Islam the central role in the constitution and the government.

Both the Kurds and Allawi are also suspicious of the influence wielded within the alliance by the government of Iran, which provided sanctuary to the two main alliance factions, the Dawa Party of Jaafari and one led by Abdul Aziz Hakim, the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, during the time of Saddam Hussein.

For now, the results of the elections,

combined with the complicated rules for forming a government, seemed to point to many days of talks and compromise, and possibly even stalemate.

Under Iraq's interim constitution, agreed to last year, the prime minister and his cabinet will need the agreement of two-thirds of the 275 members of the national assembly.

Holding just a slim majority — 140 seats — Jaafari will almost certainly need the support of the Kurds or Allawi or both to become prime minister.

If they do not scuttle his candidacy, they are likely to set stiff conditions for their support, not only regarding the shape of the government but also the content of the permanent constitution.

At the very least, the Kurds will insist on wide powers for the Kurdish people in the north.

And both the Kurds and Allawi will very likely try to extract a promise from Jaafari to support a secular state in the drafting of the permanent constitution.

The New York Times

Roger Cohen

Globalist

Despite the folly of it, Iraq was the right war

BAGHDAD

Early morning in Baghdad: the muezzin calling the faithful to prayer, cocks crowing, howling dogs. Beyond the concrete walls of the compound lies the Tigris and beyond the river lies the Green Zone, home to officialdom, and the target the other night of a rocket whose outgoing boom sent a ripple through the cold air.

The scene is bleak. The dull dawn light suggests a city beneath a screen. Fear is written in furtive glances on the street as plainly as guilt in the face of a child. The insurgency has installed that fear, spread it like a black cloud's shadow. No sense of release inhabits this city freed from dictatorship by the United States.

Sometimes, when electricity is cut again, or when your car pivots at high speed because a hooded gunman has been spotted, or when fires flicker in empty streets inhabited only by trash,

this whole American-led effort appears hopeless. The lives lost and the billions of dollars spent seem then to have been carried away in a gale of folly.

Folly, too, it seems at such moments, to have imagined, as I

once did, that this war could be justified because Saddam Hussein was a monster, the Pol Pot of the Middle East, and covering the war in Bosnia had taught me all the terrible circumlocutions the West could use to put off confronting evil as the innocent perished.

Folly, also, to have thought the Bush administration must have a plan not merely to take Baghdad but also to administer it. Folly to have believed that in all the administration's descriptions of the threats posed by Saddam's chemical or nuclear weapons, there must lurk a little of that most devastating weapon of all: the truth.

Yes, when all is mayhem on Baghdad's streets, and the sirens of blocked ambulances blare out a withering refrain, and not even children will look you in the eye, the temptation is overwhelming to say: I was wrong. This affair is lost, no more salvageable than a great love whose day has passed.

But nothing moves in a straight line in Baghdad, not the traffic, nor emotion, nor conviction. Everything teeters because everything here is being born. The dawn may be dull but the day that follows may carry moments of illumination.

One such moment comes in a mid-morning conversation with Iraq's human rights minister, Bakhtiar Amin, a Kurd in whom all the injury inflicted by Saddam on the Kurdish people seems concentrated. "Iraq," he says,

"is a museum of crimes."

The layout of the museum is a work in progress. Amin is assembling a data base that will list all the dictator's murders; a delegation is being sent to Bosnia and to Kosovo to learn how to organize the data. "We are working with bones, with teeth," he says. "It's hard work to identify victims."

How many are there? Amin does not know. He says his ministry was sifting through 150,000 files and 60 kilograms, or 130 pounds, of material recently delivered by the Red Cross.

Perhaps half a million Kurds were killed, he suggested, and hundreds of thousands of Shiites. "For the total numbers, we need time" he says.

Amin knew one of the dead well. His father-in-law, Sheik Taleb al-Subail, a prominent opponent of the former regime, was murdered by three agents of Saddam in Beirut in 1994. Nobody has been punished for the crime.

"We owe our freedom to Americans," the minister says.

"The real occupation is not theirs, but the one we suffered for 35 years by the group of thugs who brutalized my nation."

It is hard to argue with Amin. He wields the weapon of truth with directness.

The same truth is to be found in the gentle eyes of Abdul Razzaq al-Saiedi, 36, who told me his story later the same day. Saiedi's brother, Saddam, disappeared on May 3, 1993.

Two cars awaited Saddam, then aged 38, outside his apartment, where his wife and three young children were. An army colonel and an engineer, he was whisked away by the secret police.

Saiedi was desperate. His father died when he was 2; it was his older brother, Saddam, who raised him. "A knight," Saiedi calls him — an ethical

February 23, 2005

INTERNATIONAL
Herald Tribune



Bakhtiar Amin

man. "I was looking for my brother like crazy," he says.

The family is Shiite. It appears that Saddam may once have had a conversation with a distant relative in Basra who was indignant about Saddam's sweep against the Shiites after the 1991 Gulf war. That conversation was the extent of his crime.

Ten months after the disappearance in March 1994, Saddam's wife, Sundos, managed to secure a meeting with a senior official close to Saddam.

She explained what had happened. He asked: Do you want money? Do

you want a pension? Do you need any other kind of help? No, she said, I just want my husband.

The official lifted the phone. Sundos heard him say that if the execution of Saddam was planned, it should be stopped. She was delirious with joy. But as she left, the official said: "Madam, I must tell you that although I made this call, I am not sure if your husband is alive or dead."

In fact, as Saiedi discovered after Saddam was overthrown in 2003, his brother had been executed at Abu Ghraib on Nov. 3, 1993, four months

before this conversation took place. He could not bear to go to the grave. Another brother verified Saddam's identity through his bones and then took them to the holy Shiite cemetery at Najaf.

How many such stories are there? Too many for the Germans and the French to be so comfortable in their conviction that the war was wrong. This war was falsely portrayed, poorly planned, and hurt by hubris. But it was the right war.

Some people in Europe should have the courage to tell that to George W. Bush this week.

Bush calls for united front on Iran arms

But in German visit, he gives no hint U.S. will directly join talks

By Elisabeth Bumiller

WIESBADEN, Germany: President George W. Bush said Wednesday that he and German, British and French leaders had discussed a series of negotiating tactics to try to get Iran to give up its suspected nuclear weapons program, but he gave no indication that the United States would directly join the Europeans' talks with Iran.

Bush also declared that Iran, not the White House, should be blamed for any lack of progress.

"The reason we're having these discussions is because they were caught enriching uranium after they had signed a treaty saying they wouldn't enrich uranium," Bush said in the southern city of Mainz on the banks of the Rhine. "They're the party that needs to be held into account, not us."

He made his remarks at a news conference with Chancellor Gerhard Schröder of Germany on the third day of a four-day trip to Europe to repair relationships that ruptured because of the war with Iraq.

One of the most bitter splits was with Schröder, who campaigned for re-election in 2002 on what many in the White House considered an anti-Bush, anti-American platform.

But on Bush's first trip to Germany since the Iraq invasion in 2003, the two sought to present a unified front in their goal of pressuring Iran to abandon its nuclear ambitions.

"We absolutely agree that Iran must say 'no' to any kind of nuclear weapon, full stop," Schröder said at the news conference in the Electoral Palace, a reconstructed German Renaissance museum.

Echoing the chancellor, Bush said it was "vital that the Iranians hear the world speak with one voice that they shouldn't have a nuclear weapon."

Underneath the warm public words lay the tense reality that Bush did not give Schröder or French and British leaders what they have repeatedly sought: direct American participation in the talks with Iran.

European officials say the negotiations with Iran in Vienna are at an impasse and they have become increasingly vocal in saying that the talks will fail without the Americans at the table.

But the White House is skeptical of the European approach, which is to offer economic and political incentives to Iran to try to get it to drop its nuclear program.

Bush, asked directly at the news conference if he thought such incentives would work, sidestepped the question and instead pushed the theme of togetherness that has been the public face of his trip this week to Belgium, Germany and Slovakia.

The president did not give voice to what Europeans say is a real reason for his reluctance: his staunch opposition to rewarding bad behavior by having the world's superpower turn up at the same negotiating table as a nation he considers a rogue state, part of the Axis of Evil.

But Bush sought to soothe growing fears in Europe that Iran would become the next battleground for the United States.

"You know, yesterday I was asked about the U.S. position, and I said all options are on the table," Bush said, referring to comments he made at the European Union in Brussels and which he

has made repeatedly to emphasize that he never rules out the possibility of a military attack.

"That's part of our position," he said. "But I also reminded people that diplomacy is just beginning. Iran is not Iraq."

It was unclear what new "tactics" in negotiating he was referring to or whether he was merely papering over the disagreements with a face-saving gesture for the Europeans.

After the news conference, Steven Hadley, the national security adviser, would say only that "there was a lot of discussion about where we go from here."

Hadley said that there had been discussions about "should there be a mix of carrots and sticks, and who should the carrots come from and what should they be" and that "the president has really got to go back and think about it, quite frankly."

A senior Bush administration official who briefed reporters on Air Force One on Wednesday morning did not appear warm to one recent idea, put forth by Schröder, that the Europeans offer to sell the Iranians spare Airbus parts for their civil aviation fleet.

"This is something the Europeans have discussed," the official said.

Schröder said he and Bush had also discussed other issues on which they disagree, most notably the Kyoto Treaty on global warming, which Europeans support and the United States opposes.

Later in the day, Bush traveled to the nearby Wiesbaden Army Airfield to speak to U.S. troops.

The New York Times

INTERNATIONAL
Herald Tribune

February 24, 2005

Dans « Les tortues volent aussi », le cinéaste iranien montre les enfants de la guerre au Kurdistan

Bahman Ghobadi et l'innocence perdue

Emmanuèle Frois

Un village du Kurdistan irakien, à la frontière de l'Iran et de la Turquie, quelques jours avant l'offensive américaine. Des champs de mines à perte de vue. Sous la houlette de Kak Satellite, jeune chef de bande, une ribambelle d'orphelins les déminent. Des enfants pour la plupart mutilés, blessés à jamais dans leur chair et dans leur âme. Hangow, le manchot qui prédit l'avenir, et sa sœur Agrine viennent grossir les rangs. Ils portent en eux d'autres tragédies. Agrine qui fut violée par des baassistes a accouché d'un bébé aveugle. Elle n'a qu'une idée en tête, le tuer...

Les tortues volent aussi de Bahman Ghobadi est un film fort, dur, en forme de cri, dédié à tous les enfants, victimes des guerres et des dictatures. « Ce film est l'expression d'une souffrance personnelle, explique le réalisateur. Quand je regarde la situation du Kurdistan, un sentiment de colère m'envahit. Ce pays est, depuis toujours, une zone de prédilection des poseurs de mines. Elles font parties du décor. Et il y en a tant que, pour les enfants, c'est devenu un terrain de jeu. » Même s'ils risquent d'y laisser leur vie ? « Les blessures et les handicaps sont tellement courants que les enfants y sont insensibles. Actuellement, trois personnes par jour sautent sur des mines da-

tant de la guerre irano-irakienne. Pendant le tournage, un des gamins a ramené chez lui une mine pour en faire un vase. En tentant de la désamorcer, elle a explosé... »

Bahman Ghobadi, visage rugueux, regard sombre, est né à Bané, au Kurdistan iranien. Il a été l'assistant d'Abbas Kiarostami sur le tournage du *Vent nous emportera*, avant de passer lui-même à la réalisation (*Un temps pour l'ivresse des cheveux*, *Les Chants du pays de ma mère*).

À la différence des cinéastes iraniens qui usent de symboles et de sous-entendus, Bahman Ghobadi, le Kurde, ne suggère pas, il montre et ose aborder de façon explicite des sujets tabous tels que le suicide, le viol. « Je voyage beaucoup à travers le Kurdistan et je suis sensible aux réalités désespérantes de l'époque. Et, parfois, je me dis que cela ne vaut pas la peine de vivre... La guerre Iran-Irak, le régime dictatorial de Saddam ont créé un fléau, le viol. Il y a eu 60 000 cas répertoriés. Un chiffre bien inférieur à la réalité. Nous vivons dans une culture machiste et la fierté de l'homme kurde veut que ce genre de drame soit intériorisé. »

Bahman Ghobadi, qui a rénové deux cinémas à Arbil et à Sulamaniya, a pu présenter *Les tortues volent aussi*, il y a quelques semaines. « Mon film a eu un effet cathartique. Les gens

m'ont embrassé, remercié à la fin de la projection. » Mais lui qui évoque avec tant de noirceur et de douleur l'enfance brisée, l'innocence perdue, que retient-il de ses jeunes années ? « Des catastrophes en série. J'avais 8 ans lorsque la guerre Iran-Irak a éclaté. Bané est la ville qui a été la plus bombardée. J'ai assisté à la mort de mon oncle, à celle de mes cousins. Ma tante a eu les jambes arrachées. Et même avant cette guerre, nous vivions dans l'insécurité. Ce chaos, cette douleur, j'en ai toujours besoin pour créer. Mais les pires années de ma vie se situent entre 14 et 18 ans, lorsque j'ai dû pratiquer la lutte, sous la pression de mon père. »

Que sont devenus les petits héros du film ? « Grâce au soutien apporté par le président Natchirvan Barzani, les enfants handicapés que nous avons trouvés dans les rues ont pris le chemin de l'école. Agrine qui a 15 ans travaille à la radio kurde. Quant au jeune Kak Satellite qui est un garçon très brillant, je vais l'aider à devenir réalisateur. »



Bahman Ghobadi filme une réalité à peine réinventée, un monde où les enfants sacrifiés par la folie des hommes tentent de se débrouiller. (DR.)

Les enfants de la guerre

À LA FRONTIÈRE DE L'IRAN et de la Turquie, dans un petit village du Kurdistan, la guerre approche et les enfants s'activent. Kak Satellite le bricoleur cherche une antenne parabolique pour pouvoir capter des nouvelles. Et venu d'un autre village, Hangow, un jeune garçon manchot, arrive avec sa sœur accompagnée d'un petit enfant aveugle... Toute cette colonie miniature attend l'attaque imminente de l'armée américaine.

Vision d'horreur, vision d'enfance. Le cinéaste Bahman Ghobadi a voulu raconter et montrer comment les deux pouvaient se rencontrer dans un pays

en guerre. Ici l'innocence a troqué sa maladresse et ses étonnements contre un réflexe de survie. Les enfants jouent toujours mais c'est au milieu des douilles et leur seul souci est d'esquiver les terrains parsemés de mines anti-personnel. Là, un petit manchot tente de désamorcer une bombe avec ses dents, ou une adolescente au visage angélique promène son enfant, fruit d'un viol, au milieu de la misère et du danger.

À l'âge où on s'amuse et où le monde s'entrouvre sur des découvertes, ces enfants sacrifiés par la folie des hommes tentent de se débrouiller. Le jeu de-

meure mais l'enjeu est la survie. La mort rôde comme une fatalité, les adultes protecteurs sont absents, reste seulement un clan de survivants qui n'a que l'ingéniosité à partager et l'horreur comme horizon.

La démonstration à la cruauté froide d'un reportage sur le vif où Bahman Ghobadi filme une réalité à peine réinventée comme un électrochoc. On en sort traumatisé, mal à l'aise, guettant un regard d'enfant qui s'émerveille en se souvenant de ceux qui s'étonnent simplement d'être encore en vie au milieu d'un champ de mines.

D. B.

Biodiversité. La zone avait été asséchée par Saddam Hussein.

Peu à peu, les marais d'Irak retrouvent l'eau et la vie

Le jardin d'Eden reverdira-t-il? Pour une fois, des nouvelles en provenance d'Irak sont de bon augure. Près de 20 % des marais de Mésopotamie, asséchés par le régime de Saddam Hussein, étaient de nouveau en eau il y a un an, sans doute beaucoup plus aujourd'hui. C'est ce qu'a indiqué le chercheur Curtis Richardson lors de la conférence annuelle de l'Association américaine pour la promotion de la science, et dans un article à paraître cette semaine. (1)

Fitre. De l'avis de certains historiens, ces marais ne seraient autre que le jardin biblique d'Eden. Alimentés par les eaux du Tigre et de l'Euphrate, ils occupaient, il y a encore quelques décennies, 15 000 kilomètres carrés au sud de l'Irak. Ces marais servaient d'étape à des millions d'oiseaux migrateurs sur leur trajet entre la Sibérie et l'Afrique. Véritable nurserie de poissons et crustacés, les marais jouaient le rôle de filtre naturel des eaux du Tigre et de l'Euphrate avant qu'elles ne se déversent dans le golfe Persique. Mais

ces marais étaient aussi, depuis des siècles, un sanctuaire pour de nombreux réfugiés. Et la terre d'une population chiite, d'environ 500 000 personnes, qui s'était soulevée contre le régime de Saddam Hussein en 1991. Dès l'année suivante, Bagdad avait, sous le couvert d'un vaste programme agricole, méthodiquement

Alimentés par les eaux du Tigre et de l'Euphrate, les marais occupaient, il y a encore quelques décennies, 15 000 kilomètres carrés au sud de l'Irak.

asséché la région pour chasser la population de ses maisons flottantes et permettre l'accès à son armée. Une vaste entreprise d'érection de barrages, de digues et de canaux de drainage, qui a conduit à détruire les neuf-dixièmes de cet incroyable écosystème. Seuls quelques dizaines de milliers d'«Arabes des marais» étaient restés dans la région. Dans le même temps, la pollution a fait son apparition le long du golfe Persique, et la pêche côtière a souffert d'une nette diminution de la ressource.

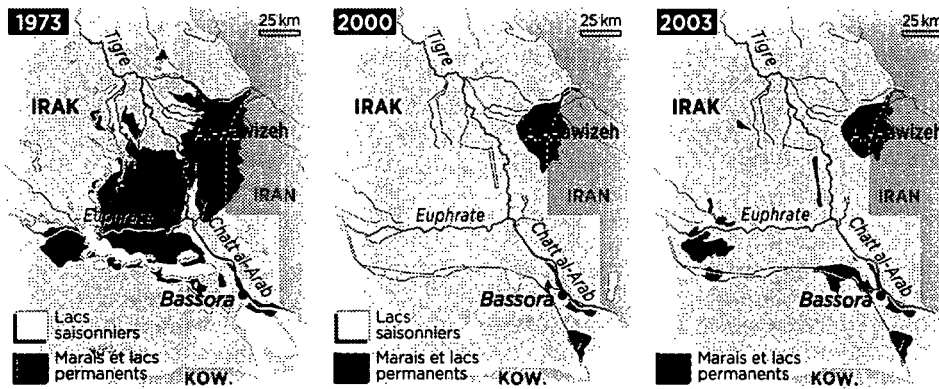
Dès la fin de la guerre, la population a commencé à ouvrir les écluses et percer les digues (*Libération* du 3 mai 2003). La nature reprend peu à peu ses droits, laissant présager le retour des populations exilées. Les Nations unies ont investi une dizaine de millions de dollars pour restaurer les marais et fournir des équipements sanitaires à la population pour limiter la pollution. De son côté, le gouvernement américain finance le travail des scientifiques sur le terrain.

Richesse. Selon les scientifiques américains et irakiens conduits par Curtis Richardson, les analyses des sols et de l'eau montrent une faible présence de pesticides et d'autres substances toxiques susceptibles d'empêcher un retour de l'écosystème marécageux. Les sols ne semblent pas non plus avoir été lessivés par le drainage et offrent donc une richesse organique suffisante pour un retour à la normale. En revanche, dans de nombreuses régions du marais, la salinité très forte risque d'empêcher la germination des végétaux, et en particulier du riz. Seuls 15 % à 20 % des marais pourraient retrouver leur forme initiale. Mais

d'autres menaces risquent de contrecarrer les efforts de reconquête des espaces naturels. La Turquie prélève de plus en plus d'eau sur l'Euphrate. A la frontière iranienne, le marais d'Al-Hawizeh était le dernier vestige du jardin d'Eden. Mais depuis l'érection de digues côté iranien, il régresse et pourrait disparaître en quelques années. ◀

DENIS DELBECQ

(1) *Science* du 25 février.



Région de Suq Ash Shuyukh en décembre 2003. Ces marais étaient un sanctuaire pour de nombreux réfugiés.

Libération

24 FÉVRIER 2005

A La Villette, un cycle musical sur le Kurdistan invite la grande vedette de la diaspora

Sivan Perwer, incarnation des « Destins kurdes » à la Cité de la musique

HÉROS fédérateur d'une nation émietlée, le chanteur kurde Sivan Perwer est l'hôte de la Cité de la musique, à Paris, qui consacre un cycle à la musique du Kurdistan et la diaspora kurde.

« Sivan Perwer, tout le monde le connaît. » C'est une évidence pour Barzan Yassin, l'un des conseillers artistiques de ce cycle intitulé « Destins kurdes ». Elle concerne l'ensemble du peuple kurde, une population estimée à environ 30 millions d'individus, éclatée entre plusieurs Etats, exilée et éparpillée.

« Toute la diaspora réclame Sivan Perwer quand elle veut donner un éclat particulier à une fête communautaire, au Nouvel An kurde, le 21 mars », renchérit Kendal Nezan, directeur de l'Institut kurde de Paris. En France, il y a environ « 150 000 Kurdes, dont 40 000 en Ile-de-France, venus en majorité de Turquie. Beaucoup ont le statut de réfugiés politiques », précise M. Nezan.

« La culture kurde est toujours menacée en Turquie, estime M. Nezan. Il n'y a aucun enseignement public en notre langue. Et les médias en kurde ne sont toujours pas

autorisés. ». La loi votée le 3 août 2002 par l'Assemblée nationale turque autorisant l'enseignement et la diffusion de programmes télévisés en « langues maternelles » n'a guère été suivie d'effets.

Sivan Perwer ne cachait pas alors ses doutes (*Le Monde* du 4 novembre 2002). Il affiche le même scepticisme deux ans plus tard lorsque le ministère turc de la culture lui tend la main : « Pour la première fois, ils m'ont invité, s'excusant de leur "erreur". Je ne les crois toujours pas », déclarait-il en août 2004, lors de son passage à Saint-Nazaire, au festival Les Escapes, consacré aux peuples sans terre.

Né dans un territoire kurde du sud-est de la Turquie, Sivan Perwer a pris le chemin de l'exil en 1976 pour pouvoir chanter dans sa langue. En Allemagne, où il s'est réinstallé en 2004, après avoir séjourné en Suède, à Londres, à Bruxelles. Un jour, peut-être, se posera-t-il au Kurdistan irakien, où il se rend maintenant chaque printemps.

Sa vie de nomade rappelle celle des *dengbêj* d'autrefois, les bardes conteurs qui allaient de village en

village pour transmettre les épopées, la mémoire du peuple kurde. Sivan Perwer enregistre des albums (*Min bîrya te kiriyê*, paru sous le label Daqui [distribution Harmonia Mundi], a reçu un prix de l'académie Charles-Cros en 2004), sillonne le monde pour chanter. « Je suis né en 1955 et j'avoue être un peu fatigué de bouger sans arrêt », déclare le chanteur, qui aimerait se consacrer davantage à la Fondation qu'il a créée à Francfort pour faire connaître la culture kurde.

S'il fut un temps où il se revendiquait symbole d'une résistance culturelle, aujourd'hui il voudrait qu'on le reconnaisse d'abord en tant que chanteur, interprétant des chansons d'amour, des odes à la nature, des épopées, des chants traditionnels. Sans oublier que, lorsque l'on chante une culture, une langue en danger, cela reste, malgré soi, une attitude politique.

« UN ARBRE DE LIBERTÉ »

Dans ses concerts, un titre revient toujours : *Helebçe*. La chanson évoque le bombardement à l'arme chimique par l'aviation irakienne, le 22 mars 1988, de six villages du Kurdistan dans la région d'Halabja. Bilan 5 000 morts, et autant de blessés. Sivan Perwer l'a écrite quinze jours après l'événement, « pour que tout le monde sache et se souvienne ».

Quand il évoque la Turquie, où pendant des années ses cassettes ont été interdites, il n'exprime aucune opposition frontale. « Nous autres, musiciens, nous devons être les branches d'un arbre de liberté et d'amour entre les peuples. Si je parle

de Kurdistan, ce n'est pas pour dire que je suis contre les Turcs. »

Sivan Perwer s'affirme profondément kurde, mais également européen. L'entrée de la Turquie dans l'Union européenne serait, dit-il, une chance inouïe pour les Kurdes. « La Communauté européenne aurait du poids pour résoudre nos problèmes, faire en sorte que la Turquie devienne un pays démocratique. Le monde, comme d'ailleurs aussi une grande partie de la population en Turquie, découvrirait que la culture kurde est une composante importante de l'identité du pays. »

Patrick Labesse

« Destins kurdes », Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris-19^e. M^o Porte-de-Pantin. Tél. : 01-44-84-44-84. www.cite-musique.fr. Du 25 au 27 février. Avec Feleknaz Esmer (Turquie) et Hany Moujtahidy (Allemagne), le 25 (20 heures) ; Enfants musiciens kurdes (Iran), les 26 et 27 (15 heures) ; Ensemble Garyan (Irak), Tania Arab (Irak), chants et danses soufis de la confrérie Qaderiya (Iran), le 26 (20 heures) ; Marouf (France), Samdin (Allemagne), Sivan Perwer (Allemagne), le 27, à 16 h 30. 16 € et 22 €.

Iraq's choice

On Tuesday, the bloc of Shiite parties that won the most seats in Iraq's election chose Ibrahim al-Jaafari, the leader of one of the two main Shiite Islamic parties, as its candidate for prime minister. That now makes him the leading contender. But his support base remains dangerously narrow, extending not much further than the 140 national assembly seats, out of 275, held by the Shiite bloc. Others remain in the race, including Ayad Allawi, the interim prime minister since June. On paper, neither man looks like an ideal choice to lead Iraq through the troubled times ahead. Perhaps a better alternative will surface. A more realistic hope is that the very challenges of running Iraq may force one of these politicians to rise to the occasion.

Before any candidate can become

prime minister, he must be chosen by an executive council whose members will be picked by at least two-thirds of the assembly, far more than the Shiite bloc can muster on its own. That should make it necessary for the successful candidate to provide assurances to the Kurdish, secular and independent legislators that he will respect their constituents' religious, regional and civil rights.

Because of the strikingly low electoral turnout in Sunni Arab regions, even a two-thirds legislative majority

could be put together without significant Sunni participation. That, however, would be a catastrophic mistake. Reaching out as widely as possible to the disaffected Sunni Arab community offer; the only realistic hope for containing the current insurgency and permitting lasting democracy to take root.

Jaafari and his party, Dawa, now talk the language of democratic in-

clusiveness. But as recently as a year ago, Dawa and its leaders opposed checks on the power of the Shiite majority and pressed to establish Islam as the source of national law.

While Jaafari has begun to distance himself from those divisive positions, he continues to insist on carrying out a purge of the lower-level Baathists recently cleared for reinstatement in government jobs. That would only punish people who joined the party for professional, rather than ideological, reasons and further alienate the middle-class Sunnis the government so desperately needs to win over.

The election in January, heroic though it was, will not be enough to make Iraq a functioning democracy or even ensure its future as a unified country. The next few weeks will help determine whether the optimism generated by January's vote can be sustained.

Le groupe chiite doit composer avec les Kurdes et les laïcs



BAGDAD, 24 fév (AFP) - 16h12 - L'islamiste Ibrahim Jaafari, désigné par le groupe chiite majoritaire dans la nouvelle Assemblée irakienne pour devenir Premier ministre, doit amadouer les formations kurdes et laïques, qui exploitent leur minorité de blocage.

Le complexe mécanisme de désignation par les deux tiers des députés d'un Conseil présidentiel de trois membres, qui choisit à l'unanimité le Premier ministre, contraint les partis à réaliser un "consensus général".

"L'Assemblée ne se réunira qu'une fois la répartition des postes réglée" entre les principaux groupes, a déclaré à l'AFP le ministre sortant de l'Electricité Ayham al-Samarraï, candidat sur la Liste des démocrates indépendants du sunnite laïc Adnane Pachachi, qui n'a pas obtenu de député.

Le Premier ministre sortant Iyad Allaoui a invoqué à dessein les dispositions de la Loi fondamentale, la Constitution provisoire, lors de l'annonce mercredi de la constitution d'une coalition, dont la composition n'a pas été révélée, autour de sa propre candidature.

"Aucune décision (sur les plus hauts postes) ne sera prise sans que tout le monde ne s'accorde dessus, de la présidence aux ministres", a-t-il prévenu.

"Un consensus général est donc nécessaire, puis l'assemblée vote, et acquiert une complète légitimité", a-t-il affirmé, sans préciser comment il comptait, avec 40 députés, damer le pion au puissant groupe chiite, qui contrôle 140 sièges sur 275.

"Je ne crois pas qu'il (Allaoui) soit sérieux sur sa candidature parce qu'il a beaucoup moins de chances que l'autre (Jaafari)", a indiqué M. Samarraï.

"Les gens demandent toujours le maximum pour obtenir un peu moins", a-t-il ajouté. Selon lui, M. Allaoui pourrait se retirer en échange de garanties constitutionnelles et de postes.

"Il renoncera à sa candidature à condition que l'Etat soit laïc", a estimé M. Samarraï, soulignant: "Il représente le mouvement laïc", face à la liste chiite, soutenue par le clergé.

L'alliance kurde, deuxième groupe parlementaire avec 77 députés, a laissé entendre qu'elle marchanderait son soutien.

"Nous avons, face à la candidature de M. Jaafari, une position de neutralité. L'important, c'est que le candidat reconnaisse les droits naturels du peuple kurde", a indiqué mercredi Sami Chourch, "ministre de la Culture" dans les deux provinces contrôlées par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), en référence aux territoires réclamés par les Kurdes.

"Nous serons l'allié de toute partie qui reconnaîtra le système démocratique pour un Irak fédéral", a-t-il ajouté.

Une mission turque a rencontré M. Talabani en Irak



ANKARA, 25 fév (AFP) - 18h16 - Une délégation turque s'est entretenue jeudi de l'avenir des relations turco-irakiennes dans le nord de l'Irak avec le dirigeant de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), Jalal Talabani, qui brigue la présidence du pays, a annoncé vendredi un haut responsable turc.

La mission conduite par l'ambassadeur Osman Koruturk, coordinateur pour l'Irak du ministère des Affaires étrangères, a rencontré le chef kurde à Dokhan, près de Souleymanieh, fief de l'UPK, et "plusieurs sujets d'intérêt commun" ont été abordés, a précisé cette source sous couvert d'anonymat.

"Le fait qu'une délégation turque a rencontré M. Talabani en Irak démontre que la Turquie n'est pas opposée à ce qu'il soit président" de l'Irak, a-t-on précisé.

M. Talabani a affirmé qu'en dehors de certains groupuscules nationalistes, les Kurdes irakiens défendaient l'intégrité territoriale de l'Irak, une priorité pour la Turquie, qui craint une contagion séparatiste pour sa propre communauté kurde, selon cette source.

Les responsables turcs ont pour leur part fait état auprès du dirigeant kurde de l'opposition d'Ankara à un éventuel expansionnisme kurde dans le nord de l'Irak de façon à inclure la ville riche en pétrole de Kirkouk dans leur zone autonome.

La Turquie défend notamment les droits des Turkmènes (turcophones) dans cette ville devenue une poudrière en raison des conflits entre ethnies.

La hantise d'Ankara est que Kirkouk soit rattachée aux provinces kurdes et devienne, à terme, la riche capitale d'un futur Etat indépendant que beaucoup de Kurdes souhaitent créer dans cette région aux portes de la Turquie.

Les Kurdes maintiennent le suspense post électoral en Irak



BAGDAD (Reuters) - Les Kurdes n'ont pas encore pris la moindre décision sur une éventuelle alliance en vue de la formation d'un gouvernement en Irak, a déclaré Massoud Barzani, chef du Parti démocratique du Kurdistan (PDK).

"Aucune décision n'a été prise", a-t-il dit vendredi à Reuters Télévision qui l'interrogeait sur les négociations en cours en Irak à la suite des élections du 30 janvier.

Le bloc kurde est arrivé en deuxième position avec plus de 25% des suffrages, ce qui lui octroie 75 des 275 sièges de la nouvelle assemblée transitoire. Ce résultat place les Kurdes en position d'arbitres entre la coalition religieuse chiite disposant de la majorité absolue à l'assemblée, mais sans atteindre les deux tiers des sièges, et la liste chiite laïque emmenée par l'actuel Premier ministre

intérimaire, Iyad Allaoui, arrivée en troisième position le 30 janvier.

Le conseil présidentiel chargé de former ensuite un gouvernement doit être approuvé à une majorité des deux tiers par le parlement.

Barzani a répété vendredi les exigences kurdes: la garantie d'obtenir plusieurs ministères importants et l'affirmation de l'identité kurde de Kirkouk, ville située au coeur de la région pétrolière du nord du pays.

"A l'avenir, nous voulons que Kirkouk devienne un exemple de coexistence ethnique, religieuse et nationale. Mais il faut d'abord que l'identité de Kirkouk soit définie comme (une entité) du Kurdistan", a prévenu Barzani, dont le PDK est l'une des deux principales formations de la coalition kurde.

Outre leur bon score aux élections législatives, les Kurdes ont également largement remporté le scrutin local organisé simultanément à Kirkouk. Ils ont obtenu 59% des suffrages, notamment en raison du boycottage d'une partie des populations arabe et turkmène de la ville.

"L'identité de Kirkouk est kurde comme l'ont prouvé les élections", a insisté Barzani.

Présidence: le principal parti sunnite soutient la candidature de Talabani

SOULEIMANIYAH (Irak), 28 fév (AFP) - 11h02 - Le chef du Parti islamique irakien, la principale formation sunnite du pays, Mohsen Abdel Hamid, a apporté son soutien à la candidature du Kurde Jalal Talabani au poste de président.

"Nous soutenons la candidature de M. Talabani pour le poste de président de la République", a déclaré à la presse M. Abdel Hamid, après une rencontre tard dimanche avec le chef kurde dans la localité de Kalajoulan, à 45 km au nord de Souleimaniyah.

M. Abdel Hamid, dont le parti s'est retiré de la course électorale avant le scrutin du 30 janvier après avoir demandé en vain le report de la consultation, a souligné que "le prochain gouvernement doit être formé sur une base consensuelle et être ouvert à ceux qui ont participé ou non aux élections".

"Il faut que toutes les parties et ethnies irakiennes soient représentées dans ce gouvernement", a-t-il ajouté.

REUTERS 25 février 2005



De son côté M. Talabani, a estimé que "la solution des problèmes d'insécurité et du terrorisme et celui de la ville de Kirkouk doivent être les priorités du prochain gouvernement".

Les Kurdes veulent rattacher Kirkouk, riche ville pétrolière, à leur zone autonome et font de l'acceptation de cette demande une condition à toute alliance avec les listes qui ont remporté les élections du 30 janvier.

La liste d'alliance kurde, qui a remporté 75 des 275 sièges de l'Assemblée nationale, a officiellement posé la candidature de M. Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) aux postes de président ou de Premier ministre.

L'UPK est associé au sein de cette liste au Parti démocratique du Kurdistan, autre grande formation du nord de l'Irak, dirigé par Massoud Barzani.

La liste de l'Alliance irakienne unifiée (chiite) qui a remporté 140 sièges a désigné Ibrahim Jaafari, chef du parti islamiste Dawa comme son candidat au poste de Premier ministre.

Par ailleurs, vingt-trois partis et associations politiques sunnites en majorité se sont réunis dimanche soir à Bagdad et ont décidé de former un comité de suivi chargé d'examiner les moyens de participer à la rédaction de la Constitution permanente.

La réunion s'est déroulée au siège des Démocrates indépendants de l'homme politique sunnite Adnane Pachachi, mouvement qui a participé aux élections sans remporter de siège, selon un communiqué publié lundi.

Des "aveux" télévisés impliquent la Syrie dans les violences en Irak



BAGDAD, 25 fév

La télévision publique Iraqia tient en haleine la population en diffusant à une heure de grande écoute les "aveux" de terroristes présumés arabes et irakiens incriminant directement les renseignements syriens dans les violences en Irak, en particulier contre la police.

Ces déclarations ne pouvaient être vérifiées de source indépendante. Mais elles ont été démenties par un responsable sécuritaire syrien.

En quatre émissions diffusées par Iraqia, créée par les Etats-Unis, des Soudanais, des Egyptiens et des Irakiens indiquent avoir été formés à Lattaquié, sur le littoral syrien, à mener des opérations en Irak, et appartenir à un groupe nommé Armée de la libération.

Le Soudanais Adam Doum Omar, 41 ans, présenté comme le chef du groupe déclare être passé par Lattaquié. "J'ai été formé par un officier des renseignements syriens appelé Abou Bakr".

"La cellule que je dirige est composée de Soudanais et d'Egyptiens et divisée en deux groupes, l'un spécialisé dans les décapitations et l'autre dans la pose d'explosifs", ajoute-t-il.

Le Premier ministre sortant Iyad Allaoui et son ministre de la Défense Hazem Chalane ont à plusieurs reprises accusé la Syrie de tremper dans les violences.

Ces aveux laissent supposer que les terroristes présumés auraient sévi dans la région de Mossoul (nord), proche de la frontière avec la Syrie, et décapité des dizaines de policiers, militaires et civils.

Les forces irakiennes et américaines avaient fait état avant les élections du 30 janvier de la découverte dans cette région de dizaines de corps de soldats et de policiers décapités.

"J'ai tué dix personnes par balle sans savoir s'il s'agissait d'Irakiens ou d'Américains, car ils étaient cagoules", déclare Adam Doum Omar, qui portait des lunettes et paraissait en bonne forme.

Selon un policier qui l'interrogeait et dont le visage n'a pas été montré, cet individu, qui vivait depuis 15 ans en Irak, a été arrêté le 20 février.

"J'ai participé à la décapitation de dix Irakiens, tous des policiers", dit un autre Soudanais de 31 ans, Mohammed H'moud Mohammed Moussa, ajoutant avoir "fait exploser trois bombes au passage de convois de l'armée dans la région" de Mossoul.

"On m'a payé 50 dollars pour chaque décapitation, bien qu'on m'ait promis beaucoup plus", affirme-t-il.

L'Egyptien Mohammed Samir Mohammed Ramadane, 45 ans, raconte avoir "égorgé six soldats irakiens que notre groupe a enlevés et emmenés à l'hôtel Our. Nous étions trois Egyptiens et nous les avons égorgés".

"Nous avons reçu 400 dollars chacun", ajoute cet homme qui dit vivre en Irak depuis 24 ans, expliquant que "chaque membre du groupe a égorgé deux soldats et aidé les autres en plaquant les victimes au sol".

Bahaeddine Fattah Souleimane, 47 ans, et Moustapha Saïd Madbouli, 32 ans, confirment cette version.

Parmi les Irakiens, Kanaane Ali Mohammed, un hôtelier de Mossoul, barbu et visiblement nerveux, dit avoir participé à l'enlèvement et la décapitation de huit policiers et six soldats, ainsi qu'au rapt et viol de deux Irakiennes.

Ammar Laahibi, 30 ans, dit n'avoir fait que filmer des décapitations et avoir reçu 200 dollars par film.

Dans ses commentaires, l'officier de police "déploie l'action des renseignements syriens", les accusant de "recruter parmi les Arabes vivant en Irak pour remuer les plaies du pays".

Des habitants de Bagdad ont réagi différemment. Un commerçant,

Jawad Haidar, 26 ans, estime qu'"il s'agit d'une preuve irréfutable de l'implication des Syriens qui ne veulent pas d'un Irak stable pour ne pas être la prochaine cible des Américains".

"Ce n'est qu'un moyen des Américains pour accentuer la pression sur la Syrie", estime en revanche un chauffeur de taxi, Khaled Ahmed, 40 ans. Selon lui, ces "aveux" ont été diffusés après l'assassinat de l'ex-Premier ministre libanais Rafic Hariri, pour lequel Damas est montré du doigt.

25 killed in spate of Iraq attacks

Scores are wounded in day of violence

By Edward Wong

TIKRIT, Iraq: Insurgents unleashed a wave of attacks across central and northern Iraq on Thursday, killing at least 25 people and wounding scores in one of the deadliest days of violence since the country held free elections less than a month ago.

In the most lethal assault, a suicide bomber detonated a car packed with explosives at police headquarters here, in Saddam Hussein's hometown, killing at least 10 Iraqis and wounding at least 35, U.S. military officials said.

The powerful blast could be heard across the city in the morning and set nearby cars ablaze. The bomber was apparently wearing a police uniform, underscoring the fact that insurgents have infiltrated the Iraqi security forces and have access to equipment from the Iraqi police and military.

The explosion took place on the same day that senior Iraqi security officials and U.S. commanders, including the top American general in Iraq, attended a conference in Tikrit, but it was unclear whether the attack was timed to coincide with the meeting.

Elsewhere, two U.S. soldiers were killed in separate incidents by roadside bombs, the deadliest weapon employed by insurgents against the U.S. military.

Most of the attacks on Thursday unfolded in the so-called Sunni triangle, where opposition to the American presence and the Iraqi government run high.

The fiery violence indicated that the insurgency, led by the former governing Sunni Arabs, has not quieted down despite the elections.

In fact, the vote on Jan. 30 may have left the Sunni Arabs feeling more disenfranchised than ever, since Sunni voters and politicians largely boycotted the electoral process, allowing the long-oppressed Shiites and Kurds to seize an overwhelming majority of seats in the constitutional assembly.

As the victorious politicians jockey to form a government, they will have to confront one of the toughest problems plaguing Iraq since the fall of Saddam: How to bring recalcitrant Sunni Arabs into the political process and persuade them to lay down their arms and accept their minority status in the new society.

Shiite and Kurdish leaders have said that they intend to give senior positions in the government to Sunni Arabs to ensure broad representation.

The Sunni Arabs, who ruled the country for decades until the toppling of Saddam, make up a fifth of the population, while the Kurds account for another fifth and the Shiite Arabs at least 60 percent. If the Shiites and Kurds fail to peacefully co-opt the Sunnis, the country could slide toward a civil war.

One of the attacks on Thursday raised the specter of sectarian civil violence: In the insurgent stronghold of Iskandariya, south of the capital, a car bomber blew himself up in front of the office of a prominent Shiite party, killing at least

five people, including three police officers and a child, The Associated Press reported, citing government officials.

The Shiite party, the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, won a large share of seats in the 275-member constitutional assembly and is expected to be a powerful force in the new government. The party is a member of a broad Shiite political alliance assembled by Grand Ayatollah Ali al-Sistani, the most revered Shiite cleric in Iraq.

As a whole, the alliance won a slim majority of assembly seats and on Tuesday named Ibrahim al-Jaafari, leader of the Dawaa Islamic Party, as its candidate for prime minister.

Jaafari is popular among many Shiite voters, but his conservative Islamic values could alienate more secular political groups with whom the Shiite politicians need to ally to form a government. Prime Minister Ayad Allawi has already announced that he is pulling together a coalition of secular-learning parties, including possibly the Kurds, who hold more than a quarter of the assembly seats, to oppose the religious Shiites.

Sunni Arab politicians hold only a tiny percentage of assembly seats, and one danger in the ongoing negotiations is that the Sunnis could be ignored since they have little political leverage. That would probably fuel the insurgency.

Other attacks on Thursday included two roadside bomb explosions in the embattled Sunni city of Qaim, near the Syrian border, killing four Iraqi National Guardsmen, The Associated Press reported. Another roadside bomb in the oil-rich northern city of Kirkuk killed at least two policemen and wounded three. In Baghdad, gunmen opened fire inside a bakery, killing two people and wounding a third.

The New York Times



Joao Silva for The New York Times

A boy watching Shiites during Friday prayers in Sadr City, a Baghdad slum. North of the capital, a roadside attack killed 3 U.S. soldiers, raising the military's toll in Iraq to 1,489.

INTERNATIONAL
FEBRUARY 26-27, 2005
Herald Tribune

NORTHERN IRAQ

Kurds Vow to Retain Militia as Guardians of Autonomy

By EDWARD WONG

SARAI SUBHAN AGHA, Iraq, Feb. 23 — The camouflage-clad militiamen marched down from the mountains in four columns of hundreds each, stomping their boots in unison.

"Keep looking forward!" an officer yelled.

"Kurdistan or death!" the soldiers shouted at once, their words thundering over the sound of heels striking the ground.

Here at a training camp in the eastern hills of Iraqi Kurdistan, there is little doubt about to whom these soldiers owe their allegiance.

Many say their first loyalty lies with a major Kurdish political party. Then they offer it to Kurdistan, the rugged autonomous region in north-

ern Iraq the size of Switzerland. There is little mention of the nation of Iraq or the Iraqi Army.

"All of the pesh merga of Kurdistan, we're fighting for Kurdistan," one of the soldiers, Fermin Ibrahim, 25, told a visitor, calling the militia by its Kurdish name, which means "those who face death."

As political jockeying rages in Baghdad to determine the shape of the new government — how Islamic it will be, whether it has strong or weak central powers — one of the most troublesome issues emerging is whether political parties, especially those of the Kurds and Shiites, can keep their private armies. Kurdish leaders say they intend to write into the new constitution a system granting considerable powers to individual regions, one that will legitimize

their use of the pesh merga.

If the Kurds succeed, they will achieve the right of regional powers to set up their own armies, possibly leading to warlord-style fiefs across Iraq. Until their strong showing in the recent national elections, Kurdish leaders appeared to agree, at least in public, with the American goal of dismantling militias. Now they stand in open defiance of it.

The pesh merga, with recruits from two Kurdish parties, total about 100,000 soldiers. A source of ethnic pride, they fought tenaciously against Saddam Hussein and are now relied upon by American commanders to battle the Arab-led insurgency in the north. Perhaps most important in the current power vacuum, they provide Kurdish leaders



Shawn Baldwin for The New York Times

Members of the Kurdish militia known as the pesh merga, above, trained recently at their base near Sulaimaniya in northern Iraq.

with armed backing in their demands for broad autonomy.

"We want to keep our pesh merga because they are a symbol of resistance," said Massoud Barzani, the leader of the Kurdistan Democratic Party and the son of Mustafa Barzani, a revered Kurdish leader who founded the pesh merga in the 1960's. "It's not a matter to be discussed or negotiated."

If the Kurds get the constitution they want, the pesh merga would nominally fall under the oversight of the Ministry of Defense in Baghdad, Kurdish officials say, but in reality would be controlled by regional commanders. The two Kurdish parties each have a ministry of pesh merga, which they say they intend to keep.

The Kurds also say the pesh merga will maintain all the trappings of a conventional army, with an officers' college, training camps and armor and artillery units all operating independently of the rest of the Iraqi security forces.

The major Shiite parties, who have the largest share of seats in the constitutional assembly, may try to block the Kurds on the militia issue to limit the autonomy of the Kurds. But those parties have significant militias that they may seek to keep, or to at least incorporate into the Iraqi security forces as intact units. Their armies generally stay hidden on the streets of Baghdad but have been active in the Shiite heartland of the south, operating checkpoints and patrols and, in some cases, enforcing strict Islamic law, like cracking down on alcohol vendors.

The leaders of the Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq, a powerful Shiite party, have repeatedly said that the party's Iranian-trained armed wing, the Badr Organization, at least 15,000 strong, can help provide security in the new Iraq.

The former governing Sunni Arabs, a minority now feeling threatened by the other groups, will probably oppose any move by the Kurds and Shiites to legitimize their militias.

American commanders publicly say that all armed groups in Iraq must be state sponsored and that militarized units should not be organized by ethnicity or sect. But they privately acknowledge the extreme difficulties of breaking up the militias. Lt. Col. Eric Durr, the head of civil

affairs for the 42nd Infantry Division, charged with overseeing eastern Kurdistan, said it was now up to the new Iraqi government to figure out what to do with the militias.

"It's really a political issue for the Iraqi government to work out," he said.

The Americans are relying on the pesh merga to fight insurgents. Across the north, particularly in the besieged city of Mosul, American commanders have supported Iraqi officials in deploying large units of armed Kurds into the streets.

But the pesh merga also exemplify the pitfalls of private armies — in the mid-1990's, the militias of the two Kurdish parties turned their guns on each other in a civil war that left at least 3,000 dead.

"What I see happening now in Iraq is the potential drift toward warlordism," said Larry Diamond, a former

An army is 'a symbol of resistance' and an insurance policy.

adviser to the Coalition Provisional Authority, which tried but failed to disband militias before handing sovereignty to the Iraqis last June.

"If things go bad," he added, "if the center does not hold, if ethnic and regional divisions are not well and carefully managed by the country's political leaders, particularly at the center, then the existence of all these militias — both those preceding the handover of power and those that have arisen in recent months — could facilitate the descent of the country into some kind of Lebanon-style civil war."

The presence of the pesh merga "is bound to strengthen the resolve of Kurdish political leaders not to yield on their demands for far-reaching autonomy," said Mr. Diamond, a senior fellow at the Hoover Institution at Stanford University.

The pesh merga are everywhere in Iraqi Kurdistan — along the highways, atop government buildings, riding in convoys. They wear a hodgepodge of uniforms, from traditional baggy outfits to desert camou-

flage hand-me-downs from the United States Army. There is one thing that appears to be consistent, though: they think of themselves as Kurds first and Iraqis second.

"If I work hard to protect my people and my cities, indirectly I'll serve Iraq," Col. Mehdi Dosky, 44, the commander of the training camp here, said as he sat behind his desk in a dark green Iraqi Army uniform. Two officers on a couch pored over evaluation forms of the trainees. A map on one wall showed the theoretical pan-Kurdish nation that Kurds in the Middle East hope to carve out one day — a huge territory stretching from the Mediterranean to western Iran and taking in large parts of Turkey, Syria, Iraq and Iran.

"We don't think it's a good idea to disband our army," said Colonel Dosky, whose father served as a pesh merga from the militia's first days. "We want to keep our forces and have them protect our region. The Kurds will protect their area, and other people will use their forces to protect their own areas. There are too many ethnic and religious problems right now in Iraq."

The American dependence on such proxy armies is clearest in Mosul, where Kurds make up nearly a quarter of the population. In November, Sunni Arab rebels overran police stations and forced thousands of officers to quit, and the Arab governor requested the aid of two Kurdish battalions of the Iraqi National Guard.

Brig. Gen. Carter Ham, the head of Task Force Olympia, the American force which until last week was charged with controlling Mosul, used Kurds to guard his headquarters.

But the presence of an ethnic or sect-based militia in a diverse city can quickly inflame tensions.

Such is the case in Kirkuk, the oil-rich city where Kurds, Arabs and Turkmen uneasily live side by side. At the request of Arabs and Turkmen, the American military asked pesh merga to leave the city after Mr. Hussein fell. Last summer, Kurdish officials said, the Americans allowed 300 pesh merga to return temporarily to fight insurgents.

"Always, it's a sensitive issue," said Suphi Sabir, a senior official in the Iraqi Turkmen Front, the most prominent Turkmen party in Kirkuk. "But we won't start a fight over it because the result would be very bad."

Official admits Iran may hide nuclear program in tunnels

The Associated Press

PARIS: Iran may be hiding its nuclear technology inside special tunnels because of threats of attack by the United States, Tehran's chief nuclear negotiator said in an interview published Friday.

Hassan Rowhani, who has been negotiating with Germany, Britain and France over Iran's uranium enrichment program, was asked by an interviewer for the daily *Le Monde*: "Is it accurate that Iran has built tunnels meant to serve Iran's nuclear activities?"

Rowhani responded that reports Iran was building tunnels to hide its nuclear technology "could be true," he said.

"From the moment the Americans threaten to attack our nuclear sites, what are we to do? We have to put them somewhere," Rowhani said.

President George W. Bush — who once called Iran part of an "axis of evil" with North Korea and prewar Iraq — has insisted that Tehran must not develop nuclear weapons, but he said in Brussels this week that it is "simply ridiculous" to assume that the United States has plans to attack Iran over its alleged nuclear weapons program.

"Having said that, all options are on the table," Bush said after discussing the issue with European allies.

In the *Le Monde* interview, Rowhani did not appear assuaged by Bush's statement about an attack being "simply ridiculous."

Bush "immediately added that all options were open. So the second phrase neutralizes the first," Rowhani said.

Bush said that European negotiators with Tehran represent the United States as well as the EU and NATO and that he supports their efforts.

Tehran has temporarily suspended its uranium enrichment program, in an agreement reached with the European Union. Highly enriched uranium and plutonium are the building blocks of nuclear weapons.

Iran has said that it will decide by mid-March whether to continue its suspension, which is monitored by UN nuclear inspectors, depending on the progress in negotiations with the Europeans.

The United States accuses Iran of having a secret program to make nuclear arms, but Iran insists its nuclear activities are for peaceful energy purposes.

Rowhani said in Berlin on Friday after a round of talks with the Europeans that Iran hoped to work out soon an agreement with European negotiators on the country's uranium enrichment program.

Rowhani told *Le Monde* that taking the issue to the UN Security Council for eventual sanctions, as Bush has threatened, would turn the issue into a "North-South question," pitting the developing world against rich nations.

Foreign Minister Joschka Fischer of Germany seemed less optimistic than Rowhani on reaching an agreement on enrichment, saying that "the positions

of the two sides are complex and difficult to bridge."

■ Iran to return nuclear fuel

Russia's atomic agency chief, Alexander Rumyantsev, flew to Iran on Friday to sign a vital agreement on the return of nuclear fuel that would finally allow Russia to launch the Islamic state's first nuclear power plant, *Agence France-Presse* reported from Moscow.

Russia refused to launch the plant near the southern town of Bushehr until Iran agreed to return all of the nuclear fuel provided for the plant by Russia.

Like Washington, Moscow feared that Tehran could reprocess the material to make a nuclear weapon.

Iran initially refused to sign the fuel deal, citing the dangers of transporting radioactive material back to Russia, but Moscow refused to budge.

The two sides finally made headway last month and Russia is now on track to launch the \$ 800 million project at the start of next year. "The agreement on the return of nuclear fuel will be signed on Saturday," said Rumyantsev's spokesman, Nikolai Shingaryov.

The American government had offered a \$1 million bounty for the capture of Sabawi al-Tikriti.

In recent months, Iraqi and American forces have been arresting the most wanted members of the former government at a rapid clip, the senior American military officer said. But the insurgency has continued to rage, with three American soldiers dying in two separate attacks in central Iraq on Saturday, the American military said Sunday.

The Iraqi government did not give further details of Tikriti's arrest and did not mention whether American or other foreign forces had helped out, but *The Associated Press*, citing anonymous Iraqi officials, reported that Tikriti had been arrested in Syria with 29 other suspected insurgents and had been handed over to the Iraqis as a sign of good will.

The Iraqi prime minister's office put out a terse statement saying Tikriti was involved in actions that "killed and tortured many Iraqi people." It also said that "it is worth mentioning that Sabawi has contributed in an active way in planning, supervising and carrying out a large number of terrorist attacks inside Iraq."

The Bush administration has been putting intense pressure on the Syrian

the country's domestic intelligence and security service, once the most feared agency in Iraq.

The half brother, Sabawi Ibrahim al-Hassan al-Tikriti, is No. 36 on the list of 55 most wanted Iraqis that the American government compiled after the fall of Baghdad in April 2003.

He is believed by Iraqi officials and American commanders to have funneled large amounts of money from Syria, where he sought refuge after the invasion, to guerrilla cells in Iraq. He was apparently captured in Syria with the help of the Syrian government over the weekend.

A senior American commander confirmed that Tikriti was a "big catch," and American officials have said that a crackdown on financiers in Syria could deal a devastating blow to the insurgency.

On the deck of playing cards portraying the 55 most wanted men, Tikriti appears as the six of diamonds, and a black-and-white portrait on the card shows him as a young, smiling man with a thin mustache. Two other half brothers of Saddam on the list, Barzan al-Tikriti and Watban al-Tikriti, were seized right after the Iraqi government crumbled.

Ex-leader of feared Iraq agency is captured

Saddam's half brother was one of 55 officials most wanted by U.S.

By Edward Wong

BAGHDAD: The Iraqi government said Sunday that it had imprisoned a half brother of Saddam Hussein, a suspected major financier of the insurgency and for several years the head of

February 28, 2005

INTERNATIONAL
Herald Tribune

government to help root out backers of the Iraqi insurgency in Syria.

American military officials say they believe the major source of financing for the insurgency has been coming from individuals in Syria, and in particular from relatives of Saddam.

Commanders here have expressed extreme frustration at their inability to combat directly the sources of the funding. Officials say they are hopeful that the arrest of Tikriti could lead to the captures of other financiers and help dry up money going to insurgent strongholds like Ramadi and Mosul.

In the early 1990s, Tikriti served briefly as the head of the Iraqi Mukhabarat, the intelligence agency that spied on — and assassinated — foreigners and Iraqis living outside the country. He was then appointed to command the general security services, the domestic intelligence agency, for several years. Many Iraqis feared general security more than any other agency, because it was responsible for the monitoring and murders of a great number of people inside the country, including Saddam's political rivals.

A senior American military officer said that over the past half-year, American and Iraqi forces have captured 15 men considered to be "high-value" individuals.

Yet, the guerrilla war has ground on, with nearly 1,500 American soldiers and thousands of Iraqis killed. Two

American soldiers were killed in southeast Baghdad on Saturday in an ambush, the American military said Sunday. The ambush involved a combination of a roadside bomb explosion and small-arms fire.

The military also said that a marine died on Saturday in combat in Babil Province, south of the capital. The northern part of the province is considered a military hot spot because of the presence of former Baath Party officials, jihadists and criminal gangs. The marines have tried concerted offensives to stamp out the insurgency in river towns there along the Euphrates, but have had little success.

The marines are also continuing with an offensive in river towns in Anbar Province, in parched western Iraq. Called Operation River Blitz, the offensive has unfolded in fertile oasis settlements along the Tigris and in parts of Ramadi, the capital of Anbar and an insurgent stronghold. The marines may turn their efforts more to Ramadi as they finish with the operations in the river towns.

Other violence erupted across Iraq on Sunday, The Associated Press reported. A bomb exploded inside the police headquarters of the northern town of Hammam Alil, killing five people, according to a coroner at the main hospital in Mosul. In western Baghdad, gunmen killed two policemen heading to work, police officials said. Other police

in Baghdad found the body of an Iraqi woman dressed in traditional black robes with a sign that said "spy" pinned to her chest.

In Latifiya, Iraqi troops found four beheaded corpses on a farm, The Associated Press reported. The four were apparently members of the Badr Organization, the armed wing of a powerful Shiite political party, the Supreme Council for the Islamic Revolution. The victims were reportedly kidnapped Saturday while driving to Najaf, considered a holy city by Shiites.

The leading Shiite candidate for prime minister, Ibrahim al-Jaafari, the leader of the Dawaa Islamic Party, appeared to win the backing over the weekend of the Shiite Council, another prominent Shiite party. The council had threatened to put forward a rival candidate for president or prime minister after its head, Ahmad Chalabi, dropped out of the running for prime minister last week.

But a senior aide to Chalabi, Ali Faisal al-Lami, said the council had decided not to pursue the two top offices in the new government for fear of widening splits among members of the United Iraqi Alliance, a fragile Shiite coalition that won a slim majority of seats in the constitutional assembly.

The New York Times

John F. Burns contributed reporting for this article from Baghdad.

IRAK Accusé de diriger la rébellion depuis la Syrie

Un demi-frère de Saddam Hussein arrêté

Huit personnes ont été tuées et au moins deux blessées, hier, dans un attentat à l'explosif contre un bâtiment d'une municipalité proche de Mossoul, où quatre policiers en patrouille ont par ailleurs été tués par des assaillants. Au sud de Bagdad, cinq corps portant des uniformes de l'armée irakienne ont été découverts. Samedi, deux soldats américains sont morts dans une attaque à la bombe au centre de Bagdad. Par ailleurs, la presse britannique a révélé hier qu'une cinquantaine de militaires britanniques étaient soupçonnés de meurtres, d'homicides et de mauvais traitements en Irak.

Une nouvelle « tête » du régime déchu vient de tomber. Hier, le gouvernement irakien

a annoncé la capture d'un demi-frère et conseiller de Saddam Hussein, Sabaoui Ibrahim al-Hassan al-Tikriti. Le « six de carreau » du fameux jeu de cartes de l'armée américaine répertoriant les 55 personnes les plus recherchées en Irak est soupçonné de diriger la rébellion à partir de la Syrie. Bagdad accuse régulièrement Damas de soutenir les rebelles qui combattent les forces de la coalition sous commandement américain. Les autorités syriennes, qui ont démenti ces allégations, ont été impliquées dans l'arrestation du demi-frère de Saddam Hussein, selon des affirmations hier de sources gouvernementales à Bagdad, qui s'exprimaient sous couvert de l'anonymat. Et ce du fait de « la pression monumentale » qui pèse sur Damas actuellement.

L'an dernier, le gouvernement intérimaire irakien avait affirmé qu'Ibrahim, né de la même mère que l'ancien dic-

tateur, était l'un des deux anciens responsables du parti Baas qui dirigeaient la rébellion. Bagdad l'a accusé d'avoir financé et coordonné différentes cellules de combattants en Irak. Ibrahim avait alors hérité d'un « contrat » de 1 million de dollars sur la tête. Ses deux frères, Watban et Barzan, sont déjà détenus dans un centre dirigé par l'armée américaine, à la périphérie de Bagdad. Ils devraient être jugés dans les prochains mois.

Une dizaine seulement des 55 personnes figurant sur la liste établie au début de l'offensive américaine restent introuvables. La plus importante, Ezat Ibrahim al-Douri, dont la tête est mise à prix pour 10 millions de dollars, était vice-président du Conseil de commandement de la révolution et numéro deux du régime.

Après la capture vendredi d'un proche lieutenant d'al-Zarqawi, le chef d'al-Qaida en Irak, le gouvernement a également révélé, hier, l'interpellation du colonel Khaled Radjab, présenté comme le respon-



SABAWI IBRAHIM HASAN AL-TIKRITI
Presidential Advisor

sable d'un groupe d'une quarantaine d'activistes dans les environs de Mossoul. Cette vague d'arrestations pourrait porter un coup sérieux aux insurgés. Mais des responsables de l'armée américaine ont déjà prévenu par le passé que la rébellion était protéiforme et innovante et qu'il faudrait probablement des années pour l'anéantir.

(AFP.)

Kendal Nezan, gardien de la mémoire kurde

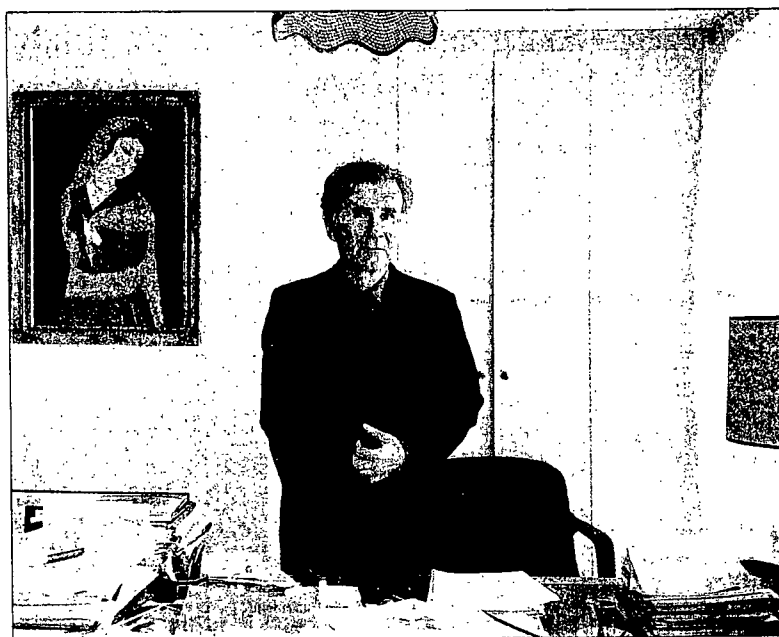
Le directeur de l'Institut kurde de Paris consacre tous ses moyens à la sauvegarde de la culture de son peuple, dispersé dans plusieurs pays. Il rentre d'un voyage au Kurdistan d'Irak et, pour lui, l'avenir se joue « là-bas », dans les changements en cours

EUROPÉEN convaincu, Français d'adoption, Parisien par la force de l'habitude, Kendal Nezan est kurde. Le 24 février, il a fêté les vingt-deux ans d'existence de l'Institut kurde de Paris. Il en est l'âme, lui qui a fait du lieu – une modeste bâtisse plantée au fond d'une cour du 10^e arrondissement de Paris – l'« *ambassade culturelle* » de ce peuple moyen-oriental de 30 millions d'âmes dispersé entre la Turquie, la Syrie, l'Irak, l'Iran et l'ex-URSS.

Il reçoit dans son bureau dépouillé du premier étage. Regard bleu limpide, voix suave, ce physicien de formation rechigne à parler de lui : « *Ma personne ? Quel intérêt ? Chez nous, on est pudique ! A moins qu'il ne s'agisse de parler des Kurdes...* » Sur le sujet, il est intarissable.

Mais qu'est-ce qui a bien pu prédestiner ce fils d'un lettré kurde de Diyarbakir (capitale culturelle du Kurdistan de Turquie) à ce parcours de ramasseur des morceaux de sa propre culture ? Elève brillant, il est tout d'abord séduit par la médecine puis s'oriente vers la physique. « *Les études scientifiques m'attiraient. Né dans une société que l'on pourrait qualifier de "prélogique", je voulais acquérir une démarche scientifique* », explique-t-il. Harcelé en Turquie pour avoir eu le malheur de créer une association des étudiants kurdes, à la seule fin de s'entraider dans les études, ou encore pour avoir publié un ouvrage scientifique dans une maison d'édition considérée « *à gauche* », il se réfugie à Paris. Il dit avoir été marqué, enfant, par la destruction, à trois reprises, de la bibliothèque de son père, polyglotte, grand amateur de poésie kurde, persane et arabe.

Il revient à l'histoire des Kurdes, descendants des Mèdes et de Saladin qui ont vu, au début du XX^e siècle, leur culture niée puis éradiquée par la montée des nationalismes (baasiste, kémaliste) dans les Etats nés sur les décombres de l'Empire ottoman ou sous l'effet du chauvinisme grand-russe dans l'empire soviétique. Qualifiés de « *Turcs des montagnes* » dans la république d'Atatürk en 1923, déportés par Staline dans l'URSS de 1939, voués à la « *guerre sainte* » par l'ayatollah Khomeiny en 1979, gazés par Saddam Hussein en 1988, les Kurdes ont tout enduré. « *Le père de l'un de mes amis disait : "Notre passé est tragique, notre présent abominable ! Heureusement*



- ▶ 1949 Naissance à Diyarbakir, en Turquie.
- ▶ 1968 Arrive en France ; étudie la physique des particules élémentaires à Orsay.
- ▶ 1983 Inauguration de l'Institut kurde de Paris.
- ▶ 2005 Création du département de langue et civilisation françaises de l'université d'Erbil, au Kurdistan d'Irak.

nous n'avons pas d'avenir ! », rapporte Kendal.

Bien sûr, il n'en croit pas un mot : « *Le peuple kurde est porteur d'une incroyable capacité de résistance, lui qui est passé de quatre millions d'individus au lendemain de la première guerre mondiale à trente millions aujourd'hui.* » Tout juste rentré du Kurdistan d'Irak, où il a pu constater que les élections du gouvernement provisoire irakien le 31 janvier n'avaient pas été boudees, il dit avoir de bonnes raisons d'espérer. « *C'est là-bas que se joue l'avenir des*

Kurdes », parce que, doté d'un statut à part depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991, le Kurdistan d'Irak (six millions d'habitants) a su tirer son épingle du jeu depuis la chute de Saddam Hussein. « *La sécurité y est meilleure que dans le reste du pays, l'économie va mieux, les salaires ont été augmentés. La région reçoit 17 % du budget irakien, il y a aussi les droits de douane prélevés à la frontière avec la Turquie. La situation n'a jamais été aussi bonne* », affirme-t-il.

Entre lui et les Kurdes d'Irak, c'est une longue histoire. En 1979, il constate sur pla-

ce « les mosquées détruites, les villages vidés, les sources d'eau bétonnées ». En 1991, lors de l'exode des populations poursuivies par l'armée de Saddam Hussein, il fait publier, avec l'aide d'ONG européennes, 250 000 manuels à l'attention des écoliers du primaire et du secondaire. Des instituteurs sont recrutés sur place, « surtout des femmes », payées 4 dollars par mois pour enseigner sous des tentes. « C'est comme ça que le retour à la vie normale a commencé », aime-t-il à se remémorer.

L'éducation des jeunes le hante. « La lutte qui va se jouer là-bas pour les générations futures aura lieu entre islamistes et patriotes kurdes. Or les islamistes mettent des moyens considérables dans l'éducation ! » Si les moyens de l'Institut (600 000 euros annuels, à 70 % des subventions publiques et privées, pour 30 % des fonds propres) ne sont pas ceux de Fethullah Gülen (un islamiste turc qui a ouvert des écoles du Caucase à l'Asie centrale), chaque année des bourses sont attribuées. Plus de 400 étudiants kurdes (de Turquie, d'Irak, d'Iran, de Syrie) en ont bénéficié et ont suivi des formations universitaires à l'étranger (France,

Espagne, Grèce, République tchèque).

« Notre but est de former des élites, même en petit nombre, et d'avoir des relais dans le monde universitaire », explique Kendal Nezan. Opération réussie, puisqu'un petit nombre de cadres dirigeants kurdes d'Irak sont d'anciens boursiers de l'Institut, tel

« Un peuple assujetti
qui conserve sa langue
est comme
un prisonnier qui
a la clé de sa geôle »

Bakhtiar Amin, ministre des droits de l'homme dans le dernier gouvernement irakien. « Avant tout, nous tenons à favoriser les femmes », précise-t-il, tout en faisant remarquer la présence d'« un tiers de femmes au Parlement kurde local » fraîchement élu, souvent issues « de milieux très conser-

vateurs ».

La destruction matérielle de la culture kurde ne l'a jamais laissé en paix. Jeune étudiant, il parcourt dans les années 1970 le Caucase et l'Asie centrale soviétiques pour en ramener des enregistrements de vieilles chansons kurdes, ainsi arrachées à l'oubli. Dans les années 1990, il suit et encourage la lutte des Kurdes de Turquie pour pouvoir parler et enseigner leur langue, ce qu'ils ont fini par obtenir partiellement après le vote d'une loi en 2002.

« Un peuple assujetti qui conserve sa langue est comme un prisonnier qui a la clé de sa geôle », rappelle-t-il. Fort de cette conviction, il organise deux fois par an des séminaires de linguistes. Leur objectif ? L'élaboration d'un dictionnaire kurde-français de référence. Ils en sont à la lettre L. L comme la liberté, dont les Kurdes sont si friands.

Marie Jégo